

L'euro

# Le Monde

55<sup>e</sup> ANNÉE - N° 16805 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

SAMEDI 6 FÉVRIER 1999

FONDATEUR : HUBERT BRUVE-MÉRY - DIRECTION : JEAN-MARIE COLOMBANI

**Le Monde**

**TROIS MINISTRES EN PROCÈS**  
L'affaire du sang contaminé

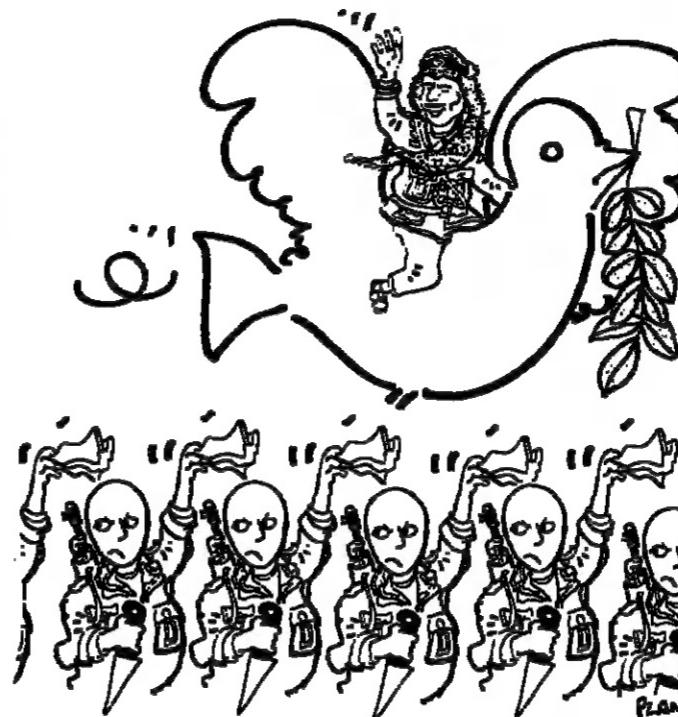
Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé comparaîtront devant la Cour de justice, mardi 9 février. Dans notre cahier spécial : récit de l'affaire, analyse, portraits, infographies, extraits de l'arrêt de renvoi.

## La mort annoncée du roi Hussein

● Le souverain jordanien est rentré à Amman pour y mourir ● Son fils ainé, le prince Abdallah, hérite d'un royaume en crise ● Méfante envers Israël, malgré les efforts du roi, la Jordanie souffre de l'embargo imposé à l'Irak

LE ROI HUSSEIN de Jordanie est rentré à Amman, vendredi 5 février, dans un état désespéré. « Il est en train de mourir », a déclaré un membre de sa famille à l'agence Reuters. Réhospitalisé d'urgence le 26 janvier aux Etats-Unis, le roi Hussein avait déjà subi en 1998 un traitement contre le cancer des ganglions lymphatiques dont il était atteint. Au terme d'un règne de quarante-six ans, il laisse le trône à son fils aîné Abdallah, trente-sept ans, qu'il avait désigné comme successeur le 25 janvier, plutôt que son frère Hassan, prince héritier depuis 1965. Cette succession précipitée intervient à un moment critique pour le royaume, confronté au blocage du processus de paix et à une crise économique persistante due notamment à l'embargo imposé à l'Irak. Militaire de formation, peu connu de son peuple, le prince Abdallah ne dispose d'aucune expérience politique.

Lire page 5, le portrait du roi page 21 et la chronique de Pierre Georges page 32



### ■ TÉMOIGNAGE

La nouvelle Allemagne de Gerhard Schröder ou la tentation de l'oubli

UN DÉBAT dououreux traverse l'Allemagne du chancelier Schröder : faut-il du passé faire table rase, tourner une fois pour toutes la page de la Shoah ? Il fut lancé, à l'automne 1998, par l'écrivain Martin Walser, romancier considérable, dont les propos sur la « routine de la culpabilisation » et « l'instrumentalisation d'Auschwitz dans le débat public » ont déclenché une énorme polémique qui se prolonge encore. Intrigué, l'écrivain Bernard-Henri Lévy a voulu comprendre et savoir si la tentation de l'oubli l'emportait. Pour *Le Monde*, il a mené l'enquête auprès des politiques et des intellectuels, interrogeant le chancelier lui-même, des membres de la coalition « rouge-verte », des représentants de la communauté juive.

Lire pages 12 et 13

## Milosevic se fait prier

SLOBODAN MILOSEVIC, comme toujours, ménage ses effets. Alors que les préparatifs allaient bon train, vendredi 5 février, au château de Rambouillet où des négociations sur le Kosovo devaient s'ouvrir le lendemain, on attendait toujours la confirmation de la participation des autorités fédérales yougoslaves, indispensable à la tenue de ces pourparlers. Le Parlement de Serbie a accepté, jeudi, le principe des négociations mais en rappelant son hostilité au règlement proposé par les médiateurs internationaux. Il a exclu non seulement l'indépendance du Kosovo mais un retour au statut d'autonomie dont jouissait la province jusqu'en 1989, et dont Slobodan Milosevic l'a privée.

Lire page 2

## A la conquête de l'Irlande



A QUELQUES mois de la Coupe du monde de rugby, le Tournoi des cinq nations permet au XV de France de mesurer la pertinence de ses ambitions. La première rencontre, face à l'Irlande, samedi 6 février à Dublin, sera l'occasion pour l'arrière toulousain Émile Ntiamack de faire son retour en sélection après deux ans d'absence.

Lire page 23

## Robin des bois part en guerre contre le plancher de la passerelle Solférino

L'ESTHÉTIQUE architecturale doit-elle l'emporter sur la survie des forêts tropicales ? C'est la question posée par les associations Agir ici et Robin des bois, qui ont dénoncé, jeudi 4 février, l'utilisation de bois africain et amazonien pour la construction de la passerelle Solférino. Cette passerelle piétonne, actuellement en chantier sur la Seine à Paris, entre le jardin des Tuilleries et le Musée d'Orsay, prévoit un plancher en ipé du Brésil, vingt bancs en doussié du Cameroun ainsi qu'une main courante en assamela du bassin du Congo. « On va avoir au cœur de Paris un cocktail d'essences vulnérables, formidable virine qui incitera d'autres architectes à utiliser ces bois », proteste Jacky Bonnefons, responsable de Robin des bois.

Cette association dénonce depuis longtemps l'utilisation d'essences tropicales dans les édifices publics : en 1992, elle avait mené campagne contre l'équipement de l'esplanade de la Bibliothèque nationale de France (BNF) en bois d'ipé et de ses volets d'occultation en oloumé. Une critique qui s'est révélée d'autant plus fondée que ces bois n'ont pas montré des qualités aussi bonnes que le prétendaient les

architectes. Dans son dernier rapport, publié le 20 janvier, la Cour des comptes signale que des « fissurations ou décollements affectent presque tous les panneaux d'occultation des façades des tours ». Pourtant, l'exemple de la BNF a fait des émules dans les cabinets d'architectes français. Ainsi on retrouve de l'ipé dans l'immeuble de la Banque de France à Montpellier, sur le quai Henri-IV à Dieppe, sur la passerelle des Bonaîtes rouges à Rennes, et jusqu'aux bancs des Champs-Elysées.

Cette mode explique en partie que ce bois soit passé du quatorzième rang des essences commercialisées par le Brésil en 1992 au cinquième rang quatre ans plus tard. Or, comme le précise Claude Sastré, professeur au laboratoire de phanérogamie du Muséum d'histoire naturelle, « l'ipé regroupe de nombreuses espèces, souvent inconnues. Si on replante un arbre pour chaque tige coupée, l'exploitation serait acceptable, mais ce n'est absolument pas le cas. Résultat : on détruit les forêts amazoniennes ». Les essences africaines sont, elles aussi, surexploitées. Plusieurs d'entre elles sont même inscrites à l'annexe II - liste des espèces

dont la commercialisation est restreinte - de la Convention sur le commerce international des espèces sauvages (Cites).

Il existe cependant, pour la passerelle parisienne comme pour les autres ouvrages, une solution européenne : le chêne. Comme l'indique le directeur de l'espace rural et de la forêt, Cyrille Van Effenterre, dans une lettre du 1<sup>er</sup> octobre 1998 à l'établissement public de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels en charge de la passerelle, « les qualités technologiques et esthétiques [du chêne] supposent parfaitement la comparaison avec les bois tropicaux ».

Aux yeux des importateurs, un boycott européen serait d'autant plus inutile que la demande asiatique, très forte, absorberait de toute façon les bois tropicaux. Robin des bois demande la suspension des commandes et le réexamen de l'option chêne. Le temps presse : la fourniture du bois pour la passerelle par une scierie de l'Eure ne serait qu'une question de jours.

Hervé Kempf et Sylvia Zappi

## Chaque samedi avec Le Monde

## Le Monde TELEVISION

▼ RADIO ■ VIDEO ■ DVD

## les événements les gens les programmes

Daté dimanche-lundi à partir du 6 février

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 8F ; Australie, 25 ATS ; Belgique, 12F ; Canada, 2,25 \$ CAD ; Chine, 120 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grèce, 12 € ; Grèce, 500 Dr ; Irlande, 1,40 F ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 45 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 12 NOK ; Pays-Bas, 3 F ; Portugal, 200 Ptas ; Suède, 2,10 F ; Turquie, 12 DM ; USA (NY), 2 \$ ; USA (other), 2,50 \$

M 0147 - 206 - 7,50 F



### POINT DE VUE

## Contre l'effacement des sexes

par Sylviane Agacinski

LES Françaises sont en train de faire prendre au féminisme un tournant décisif. En réclamant, avec la parité, le partage effectif des responsabilités politiques, elles rejettent clairement l'idéologie « indifférence-féministe » à l'abri de laquelle se perpétue, encore aujourd'hui, malgré l'égalité de droits, le monopole masculin du pouvoir.

La parité n'est pas, contrairement à ce qu'on peut lire ici ou là, une façon de laisser la nature « dicter le droit » (ou sait bien que la nature en elle-même ne dit jamais rien) ; elle est une façon de donner sens à l'existence sexuée des humains. La nature n'a jamais rien fondé : ni hier la hiérarchie des sexes, ni maintenant l'exigence de leur égalité. Tout cela est politique de part en part.

En revanche, que l'être humain soit sexué, qu'il naîsse garçon ou fille, qu'il puisse devenir père ou mère (mais non les deux à la fois, telle est la contrainte de la dichotomie des sexes), cela n'est pas politique - quoi qu'en disent Judith Butler (*Gender Trouble*, Routledge, 1990) et quelques autres.

Contrairement à ce que l'on pense spontanément, ce n'est d'ailleurs pas la différence naturelle des sexes qui a pu légitimer leur inégalité, c'est plutôt une dé-négation et une réduction de cette différence. Dans notre histoire, les femmes n'ont pas été considérées comme des êtres « différents », incarnant l'humanité au même titre que les hommes, elles ont été définies comme des humains incomplets et inférieurs. Elles étaient la figure déficiente de l'humanité, sa forme mineure, sa partie exotique et « particulière ». Il est temps de comprendre que cette logique du manque et de l'infériorité n'est pas la logique de la différence.

Les paradoxes du féminisme - oscillant entre le particulier et l'universel - n'ont été que la contrepartie des paradoxes de l'androcentrisme identifiant l'universel au masculin.

Lire la suite page 14

Sylviane Agacinski, philosophe, enseigne à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (Ehess).

### ■ Réforme des lycées

Après la manifestation enseignante de jeudi, qui a mobilisé plus de 10 000 personnes à Paris, le ministère de l'éducation présente la dernière version de sa réforme des lycées. p. 8

### ■ CGT : le congrès de Bernard Thibault

Le syndicaliste cheminot a affirmé son autorité sur la centrale. Il devait être élu, vendredi, secrétaire général. p. 6

### ■ Malaise au Centre Pompidou

Les conservateurs sont inquiets sur leur avenir, alors que la réouverture du Centre, le 1<sup>er</sup> janvier 2000, devrait être marquée par le redéploiement du Musée national d'art moderne. p. 27

### ■ Télécoms : la révolution Internet

Les constructeurs traditionnels des télécommunications, liés aux grands opérateurs, sont concurrencés par une nouvelle génération d'entreprises. p. 16

### ■ Conférence mondiale sur le sida

Dans les pays industrialisés, les politiques pourraient à terme faire du sida une maladie chronique comme d'autres. p. 24

### ■ Homme, luxe et décontraction

Les collections de prêt-à-porter masculin automne-hiver 1999-2000 viennent de s'achever à Paris. Les vêtements de ville profitent des acquis du vêtement de sport. p. 25

International	2	Tableau de bord	19
France	6	Aujourd'hui	23
Société	8	Météorologie, jeux	26
Culture	10	Culture	27
Régions	11	Guide culturel	29
Horizons	12	Kiosque	30
Entreprises	16	Abonnements	30
Communication	18	Radio-Télévision	31

## INTERNATIONAL

LE MONDE / SAMEDI 6 FÉVRIER 1999

**DIPLOMATIE** Les pourparlers de paix sur le Kosovo, organisés par les pays du Groupe de contact sur l'ex-Yugoslavie, devaient s'ouvrir, samedi 6 février, au château de

Rambouillet en présence de représentants albanais et serbes. L'issue de ces discussions semble incertaine tant les positions des parties semblent éloignées. ● LE PRE-

SIDENT CLINTON a annoncé qu'il étudie « sérieusement la possibilité de participer » à une force de l'OTAN sur le terrain. Mais ce déploiement dépendra de la conclu-

sion d'un accord « solide et efficace » entre Serbes et Albanais. ● LA SERBIE a accepté d'envoyer une délégation à Rambouillet. Sa composition devait être connue

vendredi. ● LA CRISE AU KOSOVO consacre l'échec du nationalisme du président yougoslave, Slobodan Milošević dans cette province peuplée à 90 % d'Albanais de souche.

## Kosovo : quinze jours pour parvenir à la paix

A la veille de l'ouverture, prévue samedi 6 février, des pourparlers de Rambouillet, la République fédérale de Yougoslavie n'avait pas encore confirmé sa participation. A Londres, Russes et Occidentaux mettent la dernière main à leur proposition de règlement

ON ATTENDAIT toujours, vendredi 5 février, la réponse du gouvernement fédéral yougoslave sur sa participation aux négociations sur le Kosovo qui doivent samedi à Rambouillet. Les représentants de la communauté albanaise, y compris ceux de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), ont accepté de participer à ces discussions convoquées par le Groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie. Le Parlement de la République de Serbie en a également accepté le principe jeudi, en y mettant toutes sortes de restrictions. Mais si on ignorait encore vendredi matin si la liste des délégués serbes comprendrait des représentants de la Fédération yougoslave. Les représentants de la communauté albanaise ne se prêtaient de toute façon pas à des négociations sur une base aussi restrictive.

Hubert Védrine, interrogé, jeudi soir, sur la suite possible des événements, a refusé de se « placer dans l'hypothèse où le gouvernement yougoslave donnerait la mauvaise réponse ». Dans cette hypothèse en fait, les négociations n'auraient sans doute pas lieu. « Cela réduirait trop le champ des discussions », indique un diplomate français. « Cela voudrait dire, explique un autre, que le statut du Kosovo devrait faire

cément s'inscrire dans le cadre de la République de Serbie ; dans ce cas, ce n'est même pas la peine de négocier ». Les pays membres du Groupe de contact (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie, Russie) ont certes retenu comme principe de base des négociations que les frontières de la République fédérale de Yougoslavie ne seraient pas modifiées, ce qui exclut l'indépendance du Kosovo. Mais les Occidentaux ne veulent pas exclure que le Kosovo redeviene, comme il l'était autrefois, une entité autonome, séparée de la Fédération yougoslave. Les représentants de la communauté albanaise ne se prêtaient de toute façon pas à des négociations sur une base aussi restrictive.

### INTENSES CONSULTATIONS

Alors qu'il se trouvait à Lisbonne en voyage officiel (lire page 3), Jacques Chirac a estimé, jeudi 4 février, à propos des négociations prévues sur le Kosovo, qu'un « effort diplomatique était engagé pour conduire, avec une certaine fermeté s'il le faut, à une solution qui soit à la fois équitable et raisonnable ». Le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, qui assurera avec son homologue britannique, Robin Cook, la coprésidence de la conférence de Rambouillet, s'est dit pour sa part déclaré, toujours à Lisbonne, « non pas optimiste, parce que je connais l'extrême complexité du dossier, mais déterminé. Car nous ferons tout pour que cette réunion démarre samedi après-midi comme prévu et qu'elle se poursuive par des négociations intenses et non-stop ». (Corresp.)

### La « fermeté » de M. Chirac et la « détermination » de M. Védrine

Alors qu'il se trouvait à Lisbonne en voyage officiel (lire page 3), Jacques Chirac a estimé, jeudi 4 février, à propos des négociations prévues sur le Kosovo, qu'un « effort diplomatique était engagé pour conduire, avec une certaine fermeté s'il le faut, à une solution qui soit à la fois équitable et raisonnable ». Le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, qui assurera avec son homologue britannique, Robin Cook, la coprésidence de la conférence de Rambouillet, s'est dit pour sa part déclaré, toujours à Lisbonne, « non pas optimiste, parce que je connais l'extrême complexité du dossier, mais déterminé. Car nous ferons tout pour que cette réunion démarre samedi après-midi comme prévu et qu'elle se poursuive par des négociations intenses et non-stop ». (Corresp.)

## Les Serbes campent sur leurs positions

LE GOUVERNEMENT serbe devait désigner, vendredi 5 février, son équipe de négociateurs devant participer, à partir de samedi, aux pourparlers de Rambouillet sur le Kosovo. Si une écrasante majorité de députés serbes s'est prononcée, jeudi, en faveur de la participation à cette réunion (227 voix pour, 3 contre et 3 abstentions), ce vote est assorti d'une sévère mise au point dans laquelle Belgrade réaffirme son intention de ne céder aucun pouce de souveraineté sur le Kosovo.

« Nous avons réaffirmé notre unité et notre détermination à résoudre les problèmes du Kosovo par la voie du dialogue », a dit le président du Parlement serbe, Dragan Tomic. Mais selon lui, deux principes de base doivent régir le processus de négociations : la question du Kosovo doit être résolue pacifiquement et la souveraineté ainsi que l'intégrité territoriale de la Serbie et de la Yougoslavie doivent être préservées.

Un point d'accord sérieux apparaît déjà à l'horizon, la motion de 12 pages adoptée par les députés serbes précisant qu'en aucun cas des troupes étrangères ne pourront être déployées au Kosovo. Elle rejette aussi certaines solutions pour le Kosovo proposées par le Groupe de contact (Allemagne, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Russie). - (AFP, AP)

Ce document « condamne avec la plus grande vigueur les menaces de l'OTAN » contre la RFS et estime qu'elles constituent « un soutien ouvert aux séparatistes et aux terroristes » et une menace contre « la souveraineté et l'intégrité territoriale ». « En cas d'agression contre notre pays (...) nous nous défendrons par tous les moyens », affirme le Parlement. « Nous n'acceptons pas la présence de troupes étrangères sur notre territoire », poursuit-il. « En aucun cas des troupes de l'OTAN ne peuvent être déployées pacifiquement au Kosovo », a ajouté le vice-premier ministre serbe, Vojislav Seselj, dirigeant du Parti radical serbe (PRS, ultranationaliste).

Les députés considèrent par ailleurs que certaines positions du Groupe de contact sont « intolérables et extrêmement partiales » car elles mettent sur un même plan « un Etat souverain et ceux qui veulent le détruire ». Selon Belgrade, la communauté internationale « n'a pas évalué l'essence (...) de la soi-disant Armée de libération du Kosovo en tant qu'organisation terroriste ».

Le Parlement exclut qu'une « autonomie substantielle » du Kosovo conduise vers un Kosovo indépendant, à sa transformation en troisième état fédéral (aux côtés de la Serbie et du Monténégro) ou à « une rupture des liens juridiques, politiques et économiques » avec le reste de la Serbie. - (AFP, AP)

## Bill Clinton : « C'est aujourd'hui qu'il faut arrêter le conflit »

### WASHINGTON de notre correspondant

À la veille des pourparlers de Rambouillet, les Etats-Unis sont plus près que jamais de formaliser leur participation à une force de maintien de la paix au Kosovo. Après des semaines de discussions et une semaine de débat public, le président Clinton a expliqué à ses compatriotes, jeudi 4 février, à la sortie d'un petit déjeuner national de prière, les raisons pour lesquelles cette province de Serbie – dont beaucoup d'Américains n'ont jamais entendu parler – est cruciale pour les intérêts et le leadership mondial des Etats-Unis. « Nous étudions sérieusement la possibilité de participer à une force (...) de l'OTAN sur le terrain (...) si un accord (...) est conclu (...). Nous sommes en train d'en discuter avec le Congrès et avec nos alliés. Mais aucune décision n'a été prise », a déclaré Bill Clinton,

pour qui « c'est aujourd'hui qu'il faut arrêter ce conflit », car « la violence attire la violence, et si vous ne vous y opposez pas, elle deviendra de pire en pire jusqu'à ce que l'on décide enfin de s'y opposer. Le coût en sera alors beaucoup plus lourd dans des conditions plus dangereuses ».

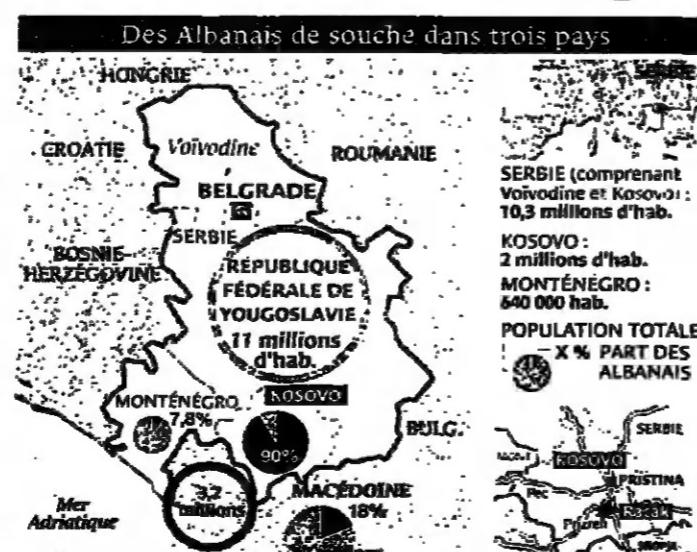
Il a toutefois mis à cette participation des conditions très strictes. La première – et sans doute la plus importante – est la conclusion d'un accord entre Belgrade et les Kosovars « solide et efficace ». Il faut aussi que la sécurité – des troupes américaines s'entendent – soit garantie par le retrait d'un maximum de troupes serbes et le désarmement des maquisards de l'UCK. Washington exige aussi que les objectifs de l'OTAN et ce qu'il appelle la « stratégie de sorte » de la crise soient clairs.

Bill Clinton a reconnu que ses alliés européens fourraient « la majorité substantielle des

troupes » et que, compte tenu du fait que « l'OTAN est un partenariat, ils ont le droit d'attendre des Etats-Unis, qui ont été les leaders de l'OTAN depuis cinquante ans, qu'ils soient présents ». La secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, a de son côté clairement fixé les enjeux de Rambouillet : « Trois résultats sont possibles. Si le président Milošević rejette les propositions du Groupe de contact (...), il peut s'attendre à des frappes aériennes. Si les Albanais du Kosovo s'opposent aux progrès à Rambouillet (...), ils ne pourront compter sur l'OTAN et la communauté internationale pour venir à leur secours (...). Si les deux parties parviennent à un accord, il nous faudra concentrer nos efforts pour assurer son succès. » C'est donc la carotte et le bâton que les Américains vont agiter ce week-end.

Patrice de Beer

## Une province sous haute tension depuis dix ans



de plus de cent personnes, dans une région quadrillée par plusieurs dizaines de milliers de policiers et de militaires serbes. A l'automne 1990, un rapport de la CIA estime que « l'expérience socialiste a échoué. La pays se disloque, et le démembrement de la Fédération sera accompagné de violences ethniques et d'agitation qui conduiront à la guerre civile ». Les auteurs du document accusent Slobodan Milošević d'être le principal responsable en raison de la répression au Kosovo et de l'exacerbation des sentiments nationalistes serbes.

**RADICALISATION** Après la guerre dans l'ex-Yougoslavie, Slobodan Milošević est salué par les chaînes de télévision serbes, lors de la signature de l'accord de Dayton, en décembre 1995, comme « l'homme de la paix ». Dans la province à majorité albanaise, la situation continue à se tendre. Les négociations sur le système éducatif n'ont pas progressé malgré la signature, à l'automne 1996, d'un accord « historique » entre Ibrahim Rugova et Slobodan Milošević.

Le mécontentement monte et les divisions commencent à apparaître, au sein même de la communauté albanaise, sur la stratégie à suivre : au dialogue sans violence promu par Ibrahim Rugova depuis dix ans, une frange radicale – diri-

gée par Adem Demaqi – entend désormais substituer la confrontation. Au même moment émerge, en 1997, une nébuleuse « Armée de libération du Kosovo » (UCK) qui attaque des postes de police serbes dans différents points de la province.

Au début du mois de mars 1998, les forces serbes attaquent plusieurs hameaux, tuant une centaine de personnes. Depuis, l'escalade de la répression et des combats n'a fait que s'amplifier. Des dizaines de milliers de personnes ont fui les combats, vers l'Albanie ou le Monténégro voisins, et l'UCK apparaît de plus en plus comme un élément incontrôlable. Alors que la communauté internationale multiplie les pressions et tente de contraindre les deux parties à entamer un dialogue, la radicalisation des Albanais comme des Serbes plonge le Kosovo dans la guerre et le chaos.

Pour la première fois peut-être, « le pistolet sur la tempe », les autorités de Belgrade semblent prendre conscience qu'elles ne parviendront pas à régler militairement la question du Kosovo et qu'elles devront entamer un dialogue. Après dix ans de provocations, d'atrocités, de fausses promesses et la mort de plusieurs centaines d'hommes, de femmes, d'enfants, et de policiers.

Denis Hautin-Guiraud

« MILOSEVIC s'est fait sur le Kosovo en y attisant la crise », prédisait il y a huit ans un avocat réputé de Belgrade, et c'est sur le Kosovo qu'il tombera : s'il est encore bien tôt pour prédire une éventuelle disgrâce du président de la République fédérale de Yougoslavie, son échec dans la province serbe à majorité albanaise apparaît aujourd'hui patent.

En 1987, alors qu'il dirige la Ligue des communistes de Serbie, il fait ménage à la tête du parti, place ses amis dans les médias et se débarasse des opposants favorables à un dialogue avec les Albanais du Kosovo, qui représentent 90 % des quelque 2 millions d'habitants de la province. Slobodan Milošević mobilise les foules dans des « meetings spontanés », sur le thème de la « révolution antibureaucratique » et du « réveil de la conscience serbe ».

Celui qui apparaît comme un « libérateur » veut restructurer la Yougoslavie – en difficulté depuis la mort de Tito le 4 mai 1980 – dans un système centralisé. Et surtout tirer un trait sur « l'humiliation » que le maréchal avait infligée à la Serbie depuis trente ans en estimant qu'une Yougoslavie équilibrée supposait une Serbie affaiblie. Slobodan Milošević a alors quarante-six ans ; il devient presque aussitôt une « idole », exige la « réunification de la Serbie » par le rattachement des

provinces autonomes du Kosovo et de Voïvodine et déclenche une vague de nationalismes qui se manifeste à travers de gigantesques réunions.

Deux ans plus tard, il fait adopter, en mars 1989, une nouvelle Constitution marquée par la « récupération » des deux provinces autonomes : la Voïvodine et, surtout, le Kosovo. Dans la province albanaise, la révolte gronde déjà depuis plusieurs mois. De violents affrontements entraînent la mort de dizaines de personnes lors de heurts entre manifestants et forces de l'ordre serbes. L'administration est épurée de tous les cadres soupçonnés de sympathies à l'égard des « séparatistes » ; l'armée est déployée ; l'apartheid s'installe.

**CONTRE-PIEDS** En juin 1989, à l'occasion du sixième centenaire de la bataille du Kosovo qui marqua, au Champ des merles, la retentissante défaite des chrétiens contre les envahisseurs turcs, Slobodan Milošević apparaît comme le grand maître de cérémonie. Il déclare que « la Serbie se trouve devant de nouvelles batailles, non pas armées, bien que celles-ci ne soient pas exclues ». Plus d'un million de personnes s'acclament lors de cette « fête », qualifiée alors par le chef de la communauté albanaise, Ibrahim Rugova, de « véritable

révolution ». Slobodan Milošević est au faîte de sa gloire : il est élu président de Serbie en juillet 1989.

Au Kosovo, la situation ne se calme pas pour autant. Comme il le fera souvent par la suite, Slobodan Milošević tente de souffrir le chaud et le froid. Il prend un malin plaisir à multiplier les contre-pieds, à surprendre ses adversaires. Après avoir imposé l'état d'urgence dans

la province, un an plus tôt, il le lève, en avril 1990, et annonce la libération d'une centaine de détenus politiques, dont le « doyen » des prisonniers yougoslaves, l'écrivain Adem Demaqi, incarcéré pendant près de trente ans pour « activités nationalisées ».

Dans le même temps, il promet aux Serbes de sauvegarder ce qu'il appelle leur « berceau ». Les affrontements ont déjà provoqué la mort

de plus de cent personnes, dans une région quadrillée par plusieurs dizaines de milliers de policiers et de militaires serbes. A l'automne 1990, un rapport de la CIA estime que « l'expérience socialiste a échoué. La pays se disloque, et le démembrement de la Fédération sera accompagné de violences ethniques et d'agitation qui conduiront à la guerre civile ». Les auteurs du document accusent Slobodan Milošević d'être le principal responsable en raison de la répression au Kosovo et de l'exacerbation des sentiments nationalistes serbes.

**RADICALISATION**

Après la guerre dans l'ex-Yougoslavie, Slobodan Milošević est salué par les chaînes de télévision serbes, lors de la signature de l'accord de Dayton, en décembre 1995, comme « l'homme de la paix ». Dans la province à majorité albanaise, la situation continue à se tendre. Les négociations sur le système éducatif n'ont pas progressé malgré la signature, à l'automne 1996, d'un accord « historique » entre Ibrahim Rugova et Slobodan Milošević.

Le mécontentement monte et

les divisions commencent à apparaître, au sein même de la communauté albanaise, sur la stratégie à suivre : au dialogue sans violence promu par Ibrahim Rugova depuis dix ans, une frange radicale – diri-

ge par Adem Demaqi – entend dé-

signer substituer la confrontation.

Au même moment émerge, en 1997, une nébuleuse « Armée de libération du Kosovo » (UCK) qui attaque des postes de police serbes dans différents points de la province.

Au début du mois de mars 1998,

les forces serbes attaquent plu-

sieurs hameaux, tuant une centaine de personnes. Depuis, l'escalade de la répression et des combats n'a fait que s'amplifier. Des dizaines de milliers de personnes ont fui les combats, vers l'Albanie ou le Monténégro voisins, et l'UCK apparaît de plus en plus comme un élément incontrôlable. Alors que la communaut

auté internationale multiplie les pressions et tente de contraindre les deux parties à entamer un dia-

logue, la radicalisation des Albanais comme des Serbes plonge le Kosovo dans la guerre et le chaos.

Pour la première fois peut-être,

« le pistolet sur la tempe », les autorités de Belgrade semblent prendre conscience qu'elles ne parviendront pas à régler militairement la question du Kosovo et qu'elles devront entamer un dia-

logue. Après dix ans de provocations, d'atrocités, de fausses promesses et la mort de plusieurs centaines d'hommes, de femmes, d'enfants, et de policiers.

Denis Hautin-Guiraud

## La Flandre veut transformer la Belgique en confédération

Motivées par des raisons budgétaires, les propositions du Parlement flamand sont vivement rejetées par les francophones

BRUXELLES  
de notre correspondant

Le débat sur la réforme de l'Etat belge a rebondi, mercredi 3 février, avec l'adoption par la commission des réformes institutionnelles du Parlement flamand d'un texte synthétisant les propositions qui pourraient être celles de la Flandre à l'issue des élections législatives du 13 juin 1999. Ce texte prévoit de profondes réformes institutionnelles qui transformeront l'Etat fédéral institué en 1992 en une confédération où les deux « Etats confédérés », la Flandre et la Wallonie, disposeront de compétences accrues, dont seraient dépossédé le gouvernement fédéral.

Ces propositions concernent au premier chef l'obtention, pour les régions, d'une autonomie financière et fiscale accrue. L'impôt sur le revenu des personnes physiques serait ainsi perçu directement par les entités régionales, et non plus levé centralisé et redistribué par l'Etat fédéral aux régions.

Ce dernier conserverait néanmoins la gestion des ressources produites par la TVA, à l'exception de celles provenant de travaux relatifs à l'immobilier. Le projet préconise également une régionalisation partielle du financement de la politique de santé, d'aide à la famille et de l'aide à l'emploi. Le point le plus novateur et le plus controversé concerne le statut de Bruxelles tel que les Flamands voudraient le voir évoluer. Actuellement, la région de Bruxelles-capitale, peuplée à 85 % de francophones, a le statut d'une région dotée de presque toutes les compétences des deux autres régions, à l'exception des matières dites « personnalables », comme l'enseignement ou la culture, qui sont gérées par la Communauté française pour les francophones et par le gouvernement flamand pour les néerlandophones de Bruxelles.

Ce fragile équilibre risque d'être bouleversé par les exigences de la Flandre, des voix de plus en plus nombreuses s'élevant dans cette province pour demander la coprésidence de la capitale par les deux futurs « Etats confédérés ». Dans cette hypothèse, la région bruxelloise serait pratiquement mise en tutelle par la Flandre et la Wallonie, et perdrait une autonomie cheirement conquise dans les précédentes négociations relatives à la réforme des institutions du royaume.

Luc Rosenzweig

## M. Chirac rassure le Portugal sur l'élargissement européen

LISBONNE  
de notre envoyé spécial

Sous un soleil resplendissant et par une température printanière, Jacques Chirac a entamé, jeudi 4 février, la première visite, depuis près de dix ans, d'un président de la République française au Portugal. La construction européenne et l'élargissement de l'Union ont été au cœur des échanges. Tout d'abord parce que le Portugal et la France doivent assurer successivement, en l'an 2000, la présidence européenne. Ensuite, et surtout, parce que la perspective de l'élargissement de l'UE inquiète Lisbonne, qui craint d'être vite privée, avec l'éventuelle arrivée de pays en difficulté, des fonds structurels de la Communauté (qui ont représenté pour les cinq dernières années l'équivalent de 20 milliards de francs [3 milliards d'euros]). Cela alors que la maire de Bruxelles, et la gestion unanimement reconnue comme rigoureuse qu'en a fait Lisbonne, a permis au Portugal d'assurer un développement extrêmement rapide au cours des dix dernières années.

« Chacun devra fournir un effort », a déclaré Jacques Chirac lors de sa conférence de presse commune avec son homologue. Après avoir tenu à souligner l'importance croissante des échanges entre les deux pays - qui ont été multipliés par deux depuis dix ans - ainsi que l'augmentation notable de la communauté fran-

Denis Hautin-Guitaut

## L'Italie rejette les critiques de Bruxelles sur son insuffisante rigueur budgétaire

Le ralentissement économique diminue les rentrées fiscales

Les prévisions de croissance de l'Italie, et donc celles de son déficit budgétaire, sont-elles trop optimistes, comme l'affirme la Commission eu-

ropéenne ? A Rome, on rétorque que l'Italie respecte ses engagements européens, tout en reconnaissant que la croissance a été plus faible

que prévu. Le différend devrait être tranché lors du conseil Ecofin, qui se réunit lundi 8 février, à Bruxelles.

ROME

de notre correspondant

Massimo D'Alema, président du conseil, a accueilli avec une parfaite sérénité les réserves d'Yves-Thibault de Silguy, commissaire européen pour les affaires économiques et monétaires, sur le plan de stabilité présenté au mois de décembre par Rome. Selon le commissaire, les prévisions italiennes, notamment en ce qui concerne la croissance de 1999, sont « exagérément optimistes ». Ce qui, à ses yeux, pourrait rendre nécessaire « un effort supplémentaire pour respecter les objectifs et les engagements pris ».

Le dernier mot reviendra au conseil Ecofin qui se réunit lundi prochain à Bruxelles mais, d'ores et déjà, Yves-Thibault de Silguy a recommandé au Conseil d'inviter les autorités italiennes à présenter une modification du programme de stabilité lors de la présentation, courant mai, du document de programmation économique et financière (DPEF).

CORRECTIF BUDGÉTAIRE

Ces nouvelles suspicitions sur les facultés de l'Italie à tenir son rang alors qu'elle est à peine entrée dans le club de l'euro n'ont pas provoqué de tollé dans la péninsule. Massimo D'Alema les a qualifiées de « superficielles » et a assuré, jeudi 4 février, que « l'Italie

est en ligne avec les engagements pris envers l'Europe. Si quelque chose n'a pas fonctionné cette année (1998), a-t-il ajouté, ce n'est pas par manque de rigueur, mais parce que la croissance a été inférieure d'un point par rapport aux prévisions ». La faute en incombe à la crise asiatique et aux difficultés de la Russie. Ce qui a fait chuter le taux de croissance à 1,5 % au lieu des 2,5 % prévus, c'est-à-dire loin derrière ceux des autres pays européens.

Ce qui inquiète Yves-Thibault de Silguy est l'année en cours et tout particulièrement les prévisions de croissance de 2,5 % qui lui semblent ambitieuses et qu'il faudra sans doute réduire. Ce qui implique un nouveau correctif budgétaire qui a été évalué à 7 000 ou 8 000 milliards de lires (entre 3,5 et 4 milliards d'euros). Cette perspective a immédiatement été rejetée par Massimo D'Alema qui a exclu toutes mesures d'ajustement, tandis que Carlo Azeglio

Clampi, ministre du Trésor, a expliqué à Yves-Thibault de Silguy que, si la croissance sera vraisemblablement inférieure à ce qui avait été prévu (2 % ou peut-être moins), il ne sera pas pour autant nécessaire de procéder à de nouvelles coupes pour respecter le taux de déficit public fixé à 2 % par rapport au PIB. Le manque de rentrées fiscales engendré par une croissance plus faible sera compensé par une charge de la dette moins importante en raison de la baisse des taux d'intérêt, estime le gouvernement italien.

Le DPEF de l'année 1998 - qui a été accepté par la Commission - sera respecté coûte ce qu'il coûte et il n'y aura pas de dérapages des comptes publics, assurent les autorités en faisant référence au scénario présenté à Bruxelles cette semaine par Mario Draghi, directeur général du Trésor. Pour Yves-Thibault de Silguy, « ce qui est important est que le gouvernement italien arrive à un déficit de 1 % en 2001 et réduise sa dette de 3 % à l'année afin d'atteindre 100 % du PIB en 2003 ». Le verdict sera rendu lundi 8 février par le conseil Ecofin, mais, pour Massimo D'Alema, il ne s'agit pas d'un autre examen. « L'Italie est déjà promue et sa crédibilité n'est plus en discussion », a-t-il insisté.

Michel Böle-Richard

## La Suisse se réinterroge sur son adhésion à l'Union

BERNE

de notre correspondant

Depuis l'introduction de l'euro chez ses voisins, la Suisse apparaît plus que jamais isolée. Le gouvernement helvétique vient de relancer le débat sur l'adhésion à l'Union européenne en publiant un rapport sur l'intégration, mercredi 3 février. Ce texte répond d'abord à une « Initiative populaire » des mouvements pro-européens réclamant l'ouverture immédiate des portes d'adhésion. Le Conseil fédéral rappelle que tel est aussi son objectif, mais il entend décider lui-même du moment de la réactivation de la demande d'adhésion de la Suisse.

Une première avait été déposée en 1992, mais elle a été gelée peu de mois plus tard par un référendum. Échoué par ce désaveu po-

pulaire, le gouvernement a donc décidé d'inviter les électeurs à rejeter l'initiative des meilleurs européens qui sera prochainement soumise à référendum, la jugeant prématurée. Dans l'immédiat, Berne entend donner la priorité à la ratification et à la mise en vigueur des accords bilatéraux.

PÉRIODE TRANSITOIRE

En présentant ce volumineux rapport de quatre centaines de pages, le gouvernement souhaite encourager un vaste débat dans le pays. Ensuite, à la lumière des réactions de la population, il choisira le moment opportun pour entamer, le cas échéant, les négociations avec Bruxelles.

Afin de permettre à chacun de se déterminer en connaissance de cause, le rapport analyse d'abord

les conséquences pour l'avenir de la Suisse des diverses options possibles : adhésion à l'Union européenne, à l'Espace économique européen, accords bilatéraux ou cavalier seul. L'adhésion coûterait 3,1 milliards de francs suisses (0,92 milliard d'euros) si la Suisse devenait le seizième Etat membre et 3,9 milliards de francs suisses (2,41 milliards d'euros) si elle n'entrant qu'après l'élargissement, comme vingt-troisième membre. L'adhésion entraînerait l'abandon du franc suisse au profit de l'euro, au terme d'une période transitoire à négocier. Autre conséquence, la TVA augmenterait fortement, de 7,5 % actuellement à environ 15 %, procurant un surplus de recettes de quelque 15 milliards de francs suisses (9,30 milliards d'euros) par an.

Le rapport estime que « l'avantage économique pour la Suisse est vraisemblablement à long terme, mais ne saurait être chiffré ». Certains secteurs protégés comme l'agriculture pourraient faire les frais de la suppression des frontières, tandis qu'une baisse des salaires et une augmentation des taux d'intérêt seraient « probables dans un premier temps ».

A l'instar de la Finlande et de l'Autriche, la Suisse serait en mesure de préserver sa neutralité de même qu'elle pourrait conserver ses droits populaires comme le référendum et l'initiative, en y apportant cependant quelques aménagements.

Ce rapport suscite des réactions mitigées, laissant un peu chacun sur sa faim. Les vases-hésitations du gouvernement ont déçu les européens et les socialistes qui réclament un calendrier plus précis. Le patronat et les partis de droite estiment qu'il ne faut pas brûler les étapes tant que les accords bilatéraux n'auront pas été mis en place. Résolument opposée à un rapprochement avec Bruxelles, la droite nationaliste emmenée par le tribun zurichois Christoph Blocher y voit « un document de propagande en faveur de l'adhésion ». « Le Conseil fédéral se faufile à pas de loup vers l'Union européenne », a déclaré le porte-parole de son parti.

Patrice Claude

Jean-Claude Buhler

## Le processus de paix menacé en Ulster

LONDRES

de notre correspondant

Les tambours de guerre résonnent à nouveau en Irlande du Nord. Le cessez-le-feu décreté par les principales milices armées, loyalistes (protestantes) et républicaines (catholiques), avant les accords du « vendredi saint » tiennent toujours, mais, tandis que le ton monte entre politiciens enfermés dans une véritable impasse, certains groupuscules dissidents, de part et d'autre de la fracture confessionnelle, s'appellent à se préparer au

convaincu que « la continuité » était sur le point d'agir à nouveau, y compris, éventuellement, contre des cibles commerciales à Londres. Comme disait Mo Mowlam jeudi, il va falloir « du courage, de la détermination et du cœur au ventre » à ceux qui veulent avancer la voie de la paix...

GROUPE DISSENT

Mardi, c'est la Force des volontaires d'Ulster, l'un des principaux groupes loyalistes protestants, signataire des accords d'avril, qui déclare avoir pris possession d'une « importante livraison d'armes ». Le lendemain, c'est l'IRA qui annonce publiquement qu'une « petite quantité » de ses stocks d'armes a été volée par des dissidents et que l'organisation, qui « poursuit son enquête », n'en a pour l'instant récupéré qu'une partie. Les sécessionnistes de l'IRA véritable, ceux qui ont posé la bombe d'Omagh qui fit vingt-neuf morts en août 1998, seraient les responsables. Ce groupuscule, à qui l'IRA provisoire avait fermement conseillé de « s'autodétruire ou plus tôt » en septembre, aurait récemment renforcé ses liens avec un autre groupe dissident, plus puissant, appelé l'« IRA de la continuité ».

A un mois de la passation prévue des pouvoirs entre Londres et les nouvelles autorités élues d'Irlande du Nord - le 10 mars -, le gouvernement autonome, qui devait être formé il y a déjà plusieurs mois entre loyalistes protestants et républicains catholiques, ne l'est toujours pas. Chef des loyalistes et du gouvernement en gestation, David Trimble, pressé par une base politique très remontée, se refuse toujours à offrir au Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, les deux sièges de ministre qui, élections obligent, lui reviennent. Motif : le refus réitéré par l'IRA

- et les principaux groupes para-

militaires protestants - de déposer les armes auprès de la commission ad hoc tant que les institutions politiques promises dans les accords du « vendredi saint » ne seront pas en fonctions. En clair, on tourne en rond, et, de part et d'autre de la frontière politico-religieuse, certains commencent à se préparer au

convaincu que « la continuité » était sur le point d'agir à nouveau, y compris, éventuellement, contre des cibles commerciales à Londres. Comme disait Mo Mowlam jeudi, il va falloir « du courage, de la détermination et du cœur au ventre » à ceux qui veulent avancer la voie de la paix...

Patrice Claude

Jean-Claude Buhler

**espace SUFFREN**

**LA NOUVELLE BEETLE**

à partir de **20 000 €\***  
131 400 fm\*

40 ter, avenue de Suffren 75015 Paris  
Tél : 01 53 58 10 00

• Dans la limite des stocks disponibles

DSI PIAF

مدى من الأصل

## Hocine Aït Ahmed candidat à la présidentielle algérienne

**ALGER.** Hocine Aït Ahmed, de retour en Algérie après un exil volontaire de trois ans, devait annoncer, vendredi 5 février, sa candidature à l'élection présidentielle de la mi-avril. La veille, les militants de son parti, le Front des forces socialistes (FFS), l'avaient désigné pour porter les couleurs du parti. M. Aït Ahmed, soixante-douze ans, a souligné jeudi devant le congrès du FFS que la priorité était désormais « de mettre fin à l'effusion de sang en Algérie ». En revanche, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) a décidé jeudi de ne pas participer à la compétition et de pratiquer un « boycottage actif » car les « garanties de transparence pour un scrutin juste » présentées par le pouvoir ne sont pas suffisantes. (AFP)

## Salman Rushdie a obtenu un visa pour se rendre en Inde

**NEW-DELHI.** L'obtention d'un visa par l'écrivain britannique d'origine indienne Salman Rushdie a déjà provoqué des réactions dans la communauté musulmane indienne. L'un de ses responsables, l'imam de la grande mosquée de Delhi, Sayed Ahmad Bhukari, l'a appelée à manifester pacifiquement son opposition « si le gouvernement [conduit par les nationalistes hindous] accorde une réception officielle à un homme dont les écrits ont blasphémé le Prophète ». Il a toutefois affirmé que « si Salman Rushdie gagne un profit bas et n'assiste à aucune fonction publique, il peut visiter le pays quand il veut ». L'affaire intervient dans une situation déjà tendue en raison de la campagne déclenchée par les extrémistes hindous contre les chrétiens. La minorité musulmane indienne est forte d'environ 130 millions de membres. (Corresp.)

### DÉPÉCHES

**■ ALLEMAGNE :** la Deutsche Bank, première banque du pays, a accepté de rendre publics, jeudi 4 février, des documents qui montrent qu'elle avait financé la construction du camp de concentration d'Auschwitz. Dans sa tentative pour faire cesser les poursuites dont elle fait l'objet aux Etats-Unis, la banque devrait proposer un dédommagement financier aux organisations juives. Pour la Deutsche Bank, le risque est que sa compromission avec le régime nazi bloque le rachat en cours d'un établissement financier américain, Bankers Trust, pour un montant de 9,8 milliards de dollars (8,6 millions d'euros), selon le *Financial Times*.

**■ ITALIE :** le ministre de la défense, Carlo Scognamiglio, a annoncé, jeudi 4 février, que d'ici une quinzaine de jours, il présentera un projet de loi visant à réformer le service militaire et à supprimer la conscription. Il faudra sans doute encore attendre cinq ou six ans avant que le service obligatoire disparaîsse complètement et que les femmes puissent entrer dans l'armée. (Corresp.)

**■ RUSSIE :** la Cour suprême a rejeté l'appel des avocats d'Alexandre Nikitine et des organisations de droits de l'homme, qui réclamaient l'abandon des charges de trahison et d'espionnage retenues contre l'ancien officier de marine russe. (Reuters.)

**■ IRAK :** Richard Butler, chef de la commission spéciale des Nations unies (Unscom) chargée du désarmement de l'Irak, a déclaré, jeudi 4 février, qu'il quitterait son poste fin juin, à l'expiration de son contrat. M. Butler a affirmé qu'il avait informé mercredi le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, de sa décision. Le diplomate australien a souvent attiré les critiques de la Russie et d'autres membres du Conseil de sécurité, notamment la Chine, pour des déclarations considérées comme partiales à l'égard de Saddam. (AFP/Reuters.)

**■ CAMBODGE :** 17 familles belges d'origine cambodgienne ont déposé plainte, jeudi 4 février, devant la justice belge contre les anciens chefs khmers rouges Khieu Samphan, Nuon Chea et Ieng Sary, accusés de crimes contre l'humanité, crimes de guerre et génocide. Ce dépôt de plaintes ouvre la voie à une procédure visant à l'arrestation, en vue de jugement, des trois anciens lieutenants du défunt dictateur Pol Pot, responsables du régime qui prédisa à la mort d'un quart de la population cambodgienne, de 1975 à fin 1978. (AFP)

**■ DJIBOUTI :** Hassan Gouled Aptidon, quatre-vingt-trois ans, président sans partage de l'ancien territoire français des Afars et des Issas depuis son indépendance en 1977, a annoncé jeudi 4 février son retrait en avril de la scène politique. Son dauphin, Ismaïl Omar Guelleh, cinquante-quatre ans, chef de cabinet du président, sera le candidat du Rassemblement populaire pour le Progrès (RPP), le 9 avril lors du premier tour de l'élection présidentielle. (AFP)

**■ ÉTHIOPIE-ÉRYTHRÉE :** après des semaines d'accalmie, des tirs d'artillerie ont débuté jeudi 4 février entre forces érythréennes et éthiopiennes sur le front de Badmè, au nord-ouest de l'Éthiopie, selon un communiqué du gouvernement éthiopien. Les deux Etats, en état de guerre larvée à la suite d'un conflit frontalier, ont déployé de part et d'autre de leur frontière un important arsenal. (AFP)

## Le FMI et le Brésil s'entendent sur de nouveaux objectifs

**BRASILIA.** Le gouvernement brésilien et le FMI sont parvenus, jeudi 4 février, à un accord de principe sur un nouveau cadre de la politique économique. « Les autorités brésiliennes ont réaffirmé leur engagement à travailler avec la communauté internationale pour vaincre les difficultés économiques actuelles afin de restaurer la croissance économique avec une inflation basse », est-il précisé dans un communiqué publié par le FMI.

Les économies seront plus que jamais nécessaires au Brésil (*Le Monde* du 4 février). Pour compenser l'impact négatif de la dévaluation du réal sur la dette publique, le Brésil s'est engagé à dégager des surplus budgétaires de 3 % à 3,5 % du PIB, contre 2,6 % prévus en novembre. Le Brésil devra soumettre à l'institution au plus tard avant fin mars, la finalisation de son nouveau programme.

**CESSION DE PARTS D'UNE SOCIÉTÉ DE NÉGOCE À MAYOTTE**

Actionnaire Principal (99 % des actions) cède totalité de ses parts d'une société de Négoce à Mayotte

Contacts :  
SIM - BP 91  
97600 MAMOUDZOU  
Tél. : 02 69 61 11 13 : demander la Direction Générale ou le Secrétariat Général  
Fax : 02 69 61 14 95

DETAILLANT GROSISTÈRE VEND AUX PARTICULIERS Recommandé par Paris pour Paris, Paris Conti, MATELAS & SOMMERS Toutes dimensions - Fixes ou redéposables SWISSFLEX - TRECQ - EPEDA - SITTON - DUNLOPILLO - BUTEX - PIRELLI - ETC... CANAPES, SALONS, GLIC-GLAC Cuir - Tissus - Alcantara Steiner - Coulon - Ouverture - Sûreté - Etc... Livraison gratuite sur toute la France MOBEKO 247, rue de l'Europe, PARIS 13<sup>e</sup> Tél. 01 42 08 71 00 - 01 42 08 71 00

## Les sénateurs cherchent un moyen d'infliger une sanction indélébile à Bill Clinton

Le chef de l'exécutif américain ne risque plus l'« impeachment »

**Les sénateurs américains ont décidé, jeudi 4 février, à l'issue d'une série de votes, d'entamer l'ultime phase du procès en destitution du président Clinton. Il semble que seul un incident de dernière minute peut empêcher la procédure de s'achever avant la fin de la semaine prochaine.**

**WASHINGTON**

de notre correspondant

Les managers (procureurs) républicains dépêchés par la Chambre des représentants pour mener l'accusation ont compris que leur sort était jeté et que les sénateurs avaient décidé d'en finir au plus vite avant les vacances parlementaires, qui commencent vendredi 12 février, quand ceux-ci ont repoussé leur requête de faire témoigner Monica Lewinsky dans l'hémicycle. 25 républicains sur 55 se sont joints aux démocrates pour s'opposer à ce que beaucoup craignaient, de voir la déposition dégénérer en « cirque » ou en « spectacle » ; les neuf sénatrices, tous partis confondus, ont voté contre la comparution de la jeune stagiaire. Les partisans de Bill Clinton ne peuvent que s'en réjouir.

à toute diffusion de ces cassettes vidéo. Les managers auront donc toute latitude pour utiliser des extraits de leur choix, moins pour défendre une cause perdue et sur laquelle personne n'a l'impression d'avoir encore quelque chose à apprendre, que pour infliger à un président qu'ils ne sont pas parvenus à destituer le plus de mal possible.

**PREMIÈRE APPARITION**

Car si, sur le fond, Bill Clinton ne risque pas grand-chose, ses infidélités ayant été établies à satiété sur la place publique, c'est son image qui risque d'être encore plus écornée. Alors qu'il se débute pour montrer qu'il continue à gouverner le pays, alignant chaque jour une nouvelle initiative - jeudi, sur le Kosovo -, voici que son ancienne liaison va apparaître pour la première fois sur des dizaines de millions de petits écrans. La jeune fille parlera pour la première fois et, même si ne dit rien de scabreux sur son aventure dans le bureau ovale de la Maison Blanche, l'impression qu'elle laissera dans les esprits n'a guère de chance d'être à l'avantage de son ancien partenaire présidentiel.

Cela n'a pas empêché les managers de se plaindre de la manière

siden Clinton. Il semble que seul un incident de dernière minute peut empêcher la procédure de s'achever avant la fin de la semaine prochaine.

- cavalière selon eux -, dont les sénateurs les ont traités et de les placer devant le jugement de l'histoire. Leur colère et leur frustration étaient évidente, à l'image de James Rogan qui a estimé que « si un sénateur n'a pas assisté à ces dépositions, il ne sera pas en mesure de rendre son verdict sur l'impeachment du président ».

En bref, ils considèrent que les deux sont pipés en faveur de Bill

Clinton par la lâcheté de la majorité républicaine au Sénat. Mais les deux partis étaient unis dans le désir d'en arriver au vote final. Tout comme le spectateur interpellé pour avoir crié : « Dieu tout-puissant, qu'on vote et qu'on finisse ! » D'autant que la prolongation du procès n'a apporté aucune révélation capable de transmuer cette sordide affaire en crime contre l'Etat. Jeudi, les managers ne semblaient pas l'avoir compris quand ils argumentaient sur la déouverte de la facture d'un petit déjeuner entre Monica et Vernon Jordan, et que ce dernier avait trop opportunément oublié.

La procédure devrait donc être la suivante : réunis samedi à 10 heures du matin, heure locale, les sénateurs entendent pendant six heures accusation et défense

présenter leur version de l'audition des témoins. Lundi, ce sera au tour des conclusions des deux parties. A partir de mardi s'engagera le débat final, au cours duquel chaque sénateur disposera de quinze minutes. Il est possible qu'un vote de dernière minute ouvre au public des séances prévues à huis clos. On passera enfin au vote sur les deux articles d'impeachment jeudi ou vendredi.

Restera la dernière question, et de taille : comment faire payer un président acquitté ? La suggestion de quelques républicains d'une « constatation des faits » est moribonde, rejettée par les démocrates et la droite républicaine, qui la jugent contraire à la Constitution.

Reste la censure, qui ne plaît guère aux républicains mais qui a la faveur des démocrates. Ce pourrait être l'ultime moyen pour le Sénat d'exprimer solennellement sa déapprobation des agissements de Bill Clinton. Ce vote aura pour objectif de ternir sa carrière par une sanction indélébile. Ainsi que l'a déclaré Robert Byrd, le doyen des démocrates, « comme pour Cain, cette marque le suivra jusqu'à la tombe ! »

Patrice de Beer

## Des services secrets tchèques pas si... secrets

PRAGUE

de notre correspondant

Si John Le Carré, le célèbre auteur britannique de romans d'espionnage, était pragois, il s'arracherait les cheveux de dépit devant le spectacle que les services secrets tchèques donnent depuis quelques jours. Après la destitution du directeur du contre-espionnage (BIS), Karel Vutlerin, décidé par le gouvernement, lors d'un conseil des ministres nocturne, la semaine dernière, on assiste à un vaste déballage de confidences sur la place publique.

La presse locale s'en donne à cœur joie, au grand dam du président Vaclav Havel et des services occidentaux. Le chef de l'Etat a déclenché la décision gouvernementale jugée « peu convaincante » et a redouté une « perte de crédit » des services tchèques qui « jouissaient d'une bonne réputation auprès des alliés occidentaux ». « Est-ce que l'OTAN - dont le pays sera membre le mois prochain - nous confiera certains secrets si tout se trompe à droite et à gauche ? », s'est interrogé M. Havel.

Son inquiétude est partagée par les services occidentaux, qui, non seulement suivent avec effarement la conduite de leurs homologues tchèques, mais font aussi les frais de la désorganisation du BIS. Londres, qui ne cache pas son mécontentement, a annoncé le rappel de

l'agent du MI6 (contre-espionnage britannique) à Prague, dont le nom et le domicile ont été divulgués en plein journal télévisé de la chaîne privée TV Nova (50 % d'audience).

**ÉCHANGE ÉPISTOLAIRE**

L'homme en question, Christopher Hurran, serait, selon les fuites reprises dans la presse, à l'origine de la destitution sine die de M. Vutlerin, un biologiste de cinquante et un ans qui dirigeait le BIS depuis mars 1997. Le gouvernement aurait décidé la destitution de M. Vutlerin à la suite d'un échange épistolaire entre l'agent britannique et le ministre, Jaroslav Basta, chargé de la coordination des quatre services de renseignement tchèques. Dans sa lettre, M. Hurran se serait plaint des erreurs du BIS dans l'affaire de la défection vers Londres d'un consul irakien en poste à Prague. Jaber Salim, chef présumé des agents irakiens dans plusieurs pays d'Europe centrale, a profité des dernières fêtes de Noël pour rejoindre, avec femme et enfants, la Grande-Bretagne, où est installée l'opposition au président Saddam Hussein. M. Salim aurait été chargé de préparer un attentat contre le siège pragois de la radio américaine Radio Free Europe, qui diffuse, depuis novembre 1998, des émissions critiques à destination de l'Irak.

Le cabinet du premier ministre, Milos Zeman, a justifié sa décision dans un communiqué officiel qui a mis en émoi la population.

« Le BIS a commis de graves erreurs qui ont menacé la sécurité du pays », pouvait-on y lire. M. Vutlerin devait quitter son poste car il « n'aurait pas averti le cabinet » de l'imminence de la désertion du « diplomate » irakien et de la préparation d'attentats sur le territoire national. M. Basta a par ailleurs regretté que le BIS n'ait pas su « retourner » le consul irakien et l'utiliser pour « installer des micros dans l'ambassade ».

« Crise des services secrets » autant qu'« amateurisme des hommes politiques », selon les éditorialistes tchèques, les remous actuels illustrent la difficulté de la sortie du communisme et de la reconstitution d'institutions démocratiques. Près de dix ans après la liquidation de la StB, la filiale tchèque du KGB, et malgré l'aide des pays occidentaux, Prague semble ne pas pouvoir compter sur des services secrets fiables et apolitiques. La zizanie actuelle serait, entre autres, la conséquence du projet des socialistes-démocrates, arrivés au pouvoir en juillet 1998, de placer un des leurs à la tête du BIS, selon des spécialistes tchèques de l'espionnage.

Martin Plichta

## Fragilisé par la crise, l'Azerbaïdjan veut une base américaine

au bord de l'effondrement, s'émuove. Une preuve en a été donnée, en octobre, avec sa réélection, moins simple que prévu après l'octroi de zests de démocratie à son pression des « partenaires » occidentaux. Mais à ces menaces sur la stabilité intérieure s'ajoute une nouvelle incertitude majeure, celle de la santé du président autoritaire, âgé de soixante-quinze ans. Il a pris soin d'écartier tout rival potentiel, sans parvenir à imposer d'héritier. Or, il vient de passer deux semaines à l'hôpital militaire d'Ankara : officiellement, il souffrait d'une « bronchite aiguë » et pas de tout de problèmes cardiaques (alors qu'il avait eu une alerte en 1987 à Moscou).

**LIVRAISONS D'ARMES**

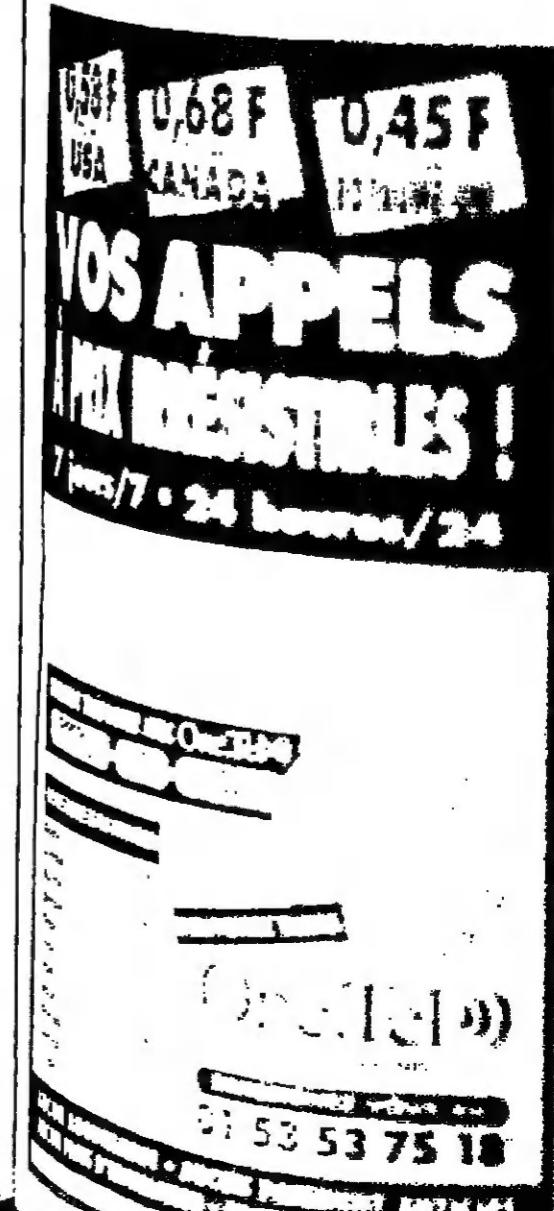
C'est durant son absence, mais avec son accord, que son conseiller diplomatique, Vafa Guluzade, a donné des interviews pour assurer que l'armée américaine devait protéger l'Azerbaïdjan, menacé par l'envoi d'équipements militaires russes de pointe (MiG 29 et missiles 300) à l'Arménie, son voisin et vieil ennemi déclaré. Les Russes

« se préparent à utiliser les Arméniens pour nous attaquer ». « Je pense que des bases militaires turques, américaines ou de l'OTAN seraient ici les bienvenues » ; « Je ne dis pas qu'elles seront là dans vingt minutes, mais elles viendront ». « Si cela ne dépendait que de moi, je déclaraient immédiatement une escadre de l'armée de l'air américaine sur la péninsule d'Apsheron » qui abrite Bakou, a-t-il notamment déclaré.

A sa suite, le président Aliyev, puis son ministre des affaires étrangères, Tofiq Guluzade, se passent cette semaine à Paris, où il a été réactivé après la chute. Il y a un an, du président arménien Levon Ter-Petrosian, un pro-occidental « auquel Moscou ne faisait pas totalement confiance », déclarait récemment au *Monde* M. Guluzade.

Le pouvoir à Erevan est désormais détenu par des clans nationalistes originaires du Haut-Karabakh et armés par la Russie. Mais M. Aliyev craint surtout que Moscou ne profite de la brutale chute d'enthousiasme des pétroliers américains pour la Caspienne. Le chef d'Etat azéri tente donc de faire jouer la valeur géostratégique de son pays comme barrière à la coopération croissante russe-iranienne, dans l'espoir que les Etats-Unis s'impliquent enfin sérieusement dans la quête d'un début de solution.

Sophie Shihab



moyen d'infliger  
à Bill Clinton  
un impeachment.

## La succession en Jordanie s'engage à un instant critique pour le royaume

La crise économique et le blocage du processus de paix israélo-palestinien rendent difficile la tâche du prince héritier Abdallah. Chef des forces spéciales, il n'a, à trente-sept ans, aucune expérience politique

**La Jordanie s'est préparée, vendredi 5 février, à l'annonce de la mort du roi. Rentré à Amman en début de matinée, Hussein de Jordanie, qui avait été hospitalisé aux Etats-Unis le 26 janvier, a été aussitôt**

**AMMAN**  
*de notre envoyé spécial*

Amman était calme, vendredi matin 5 février, lorsque l'appareil transportant le roi Hussein s'est posé, vers 10 heures, sur l'aéroport international de la capitale en provenance des Etats-Unis. Comme cela avait été annoncé, le roi a été aussitôt transporté à la clinique médicale Al-Hussein. Aucun journaliste n'a apparemment été autorisé à assister au retour du monarque que l'état de santé avait été considéré comme sans espoir par son entourage. Comme chaque vendredi, jour de repos en terre musulmane, mais avec peut-être encore plus de ferveur, les habitants de la capitale se sont rassemblés dans les mosquées, priant pour la santé du souverain. Les journaux de ce matin annoncent en gros caractères le retour

du monarque, accompagné de photos où l'on voyait la reine Nour l'embrasser.

La veille, en fin d'après-midi, les Jordaniens avaient appris par la radio et la télévision, que le roi rentrait chez lui dans un « état critique », l'entourage médical du souverain précisant même que l'unique rein et foie du malade « ne fonctionnent plus ». Les chaînes de télévision étrangères, largement reçues à Amman, montrent, elles, quelques images d'un cortège automobile dans lequel figurent une ambulance, quittant la clinique où était soigné le roi, puis l'avion royal prenant son envol.

Les médias officiels jordaniens, qui ont répété l'information tout au long de la soirée, sont restés discrets sur l'état réel du malade, mais chacun a compris ici que le souve-

rain allait vers sa fin. Plusieurs confidences venues de l'entourage médical du roi ne cachent pas que l'issue fatale ne faisait guère de doute. Au point que, dès jeudi soir, certains se demandaient si le roi arrivait vivant à Jordanie. La persistance discrète des autorités tout au long de la semaine ont minimisé l'état réel du souverain, tentant à penser que la mauvaise nouvelle ne serait annoncée que lorsque divers préparatifs auraient été menés à bien.

### UNE LETTRE DU ROI

En moins de vingt jours, le paysage politique jordanien a connu l'équivalent d'un tremblement de terre. Le souverain hachémite était revenu dans son pays le 19 janvier, après six mois d'un traitement anticancéreux mené dans une clinique

phatiques dont il souffrait avait été sans succès. Rentré une première fois en Jordanie le 19 janvier après une première et longue hospitalisation, le roi avait bouleversé dans l'urgence sa succession en réti-

rant le titre de prince héritier à son frère Hassan au profit de son fils ainé, Abdallah. Ce dernier s'apprêtait à accéder au trône dans la précipitation, alors que le royaume traverse une période critique, du fait de

crise économique et du blocage du processus de paix. Âgé de trente-sept ans, le prince héritier, qui a suivi un cursus classique dans l'armée, ne dispose d'aucune expérience politique.

que le cancer n'avait pas connu de rémission et que la greffe de moelle osseuse faite pour contretemps les effets de la chimiothérapie n'avait pas donné les résultats escomptés. Le retour précipité en Jordanie indique qu'il n'y a plus aucun espoir.

L'accélération des événements donne du crédit à la thèse, largement diffusée depuis plusieurs jours, que le premier retour du roi, le 19 janvier, était en réalité une initiative précipitée pour mettre en ordre la succession avant qu'il ne soit trop tard. De fait, il s'en est fallu de peu que le successeur du roi Hussein soit Hassan et non Abdallah.

Ce dernier a passé les dix derniers jours à recevoir l'hommage des corps constitués, l'appui de l'armée et la reconnaissance de la communauté internationale. Il y a quelques

jours, le secrétaire d'Etat américain Madeleine Albright faisait une escale remarquée à Amman, indiquant par sa présence que la succession jordanienne avait laval des Etats-Unis. Accompagné du ministre des affaires étrangères Ariel Sharon, le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, devait pour sa part se rendre dimanche en visite officielle à Amman.

Si personne dans le monde n'a publiquement remis en question le dernier choix du roi, personne non plus ne sait ce que son fils fera de la charge. Homme jusque la efficace, militaire plus que politicien, le futur roi Abdallah va devoir montrer de fortes qualités pour faire face aux problèmes multiples qu'affronte la Jordanie.

*Georges Marion*

## Le nouveau souverain devra réviser une diplomatie régionale très contestée

**C'EST UN ROYAUME** en grande difficulté que le roi Hussein de Jordanie a légué à son fils, Abdallah. Difficultés économiques, financières, sociales ou politiques qui prennent ici une dimension plus dramatique qu'àilleurs, parce que, coincé entre l'Arabie saoudite, l'Irak, la Syrie, la Palestine et Israël, le pays est au point de télécopie de deux crises : l'interminable affaire irakienne et le gel du processus de paix israélo-arabe.

Malgré son ascendant incontestable sur ses concitoyens et quarante-six années de règne, le roi Hussein lui-même avait perdu pied ces dernières années. Mouriront ou opposants, les Jordaniens s'interrogent sur la sagesse de sa stratégie, qui a suscité la méfiance des pays voisins - hormis Israël -, sans pour autant résorber les problèmes du pays par ailleurs menacé, pensent certains, à venir d'un autre pays : la « patrie de substitution » forcée pour les réfugiés palestiniens.

L'Irak est en quelque sorte le pêché originel, puisque c'est pour l'avoir soutenu lors de l'invasion du Koweït que le royaume a été littéralement mis en quarantaine. Il a ainsi vu tarir ses principales sources de revenus, c'est-à-dire les milliards de dollars d'aide financière arabe, et les centaines de millions de billetsverts, que les quelque 250 000 à

300 000 émigrés jordaniens dans le Golfe, renvoyés chez eux du jour au lendemain, avaient pour habitude de transférer chaque année au pays. Leur retour a entraîné une augmentation du nombre des sans-emploi, dans un pays où 65 % de la population a moins de vingt-cinq ans, où 40 % des actifs sont employés dans le secteur public et où le taux de naissance est de 3,5 %. Progressivement, des dizaines d'usines et de sociétés d'import-export, qui vivaient principalement du commerce avec Bagdad, ont vu leur activité sensiblement réduite, ou vont dû mettre la clé sous la porte.

**FAUX PAS STRATÉGIQUE**  
Autre faux pas stratégique : la signature en 1994 d'un traité de paix séparé avec Israël, isolé, et craignant d'être le laissez-pour-compte d'un processus de paix israélo-palestinien qui semblait voué au succès, après la signature de la Déclaration de principes israélo-palestinien, le roi a accéléré la normalisation avec l'Etat hébreu, auquel il s'est quasi arrimé, en même temps qu'il prévoit de grandes distances vis-à-vis de son voisin irakien. Cela lui valut certes de se réconcilier avec ses riches pairs du Golfe et avec les Etats-Unis, dont l'aide financière annuelle de 150 millions de dollars est loin de répondre aux besoins du

royaume. En accueillant à bras ouverts, à partir de 1995 notamment, des opposants au régime irakien, il s'est mis à dos l'Irak, qui risque d'exercer chez lui ses capacités de nuisance. Mais surtout, il a été contesté par les Jordaniens, qui ont le sentiment d'avoir perdu leur île dans un avenir politique dont ils n'ont tiré aucun profit.

Au plan économique, l'Irak et le tableau de paix ont, en fait, été les catalyseurs d'une crise structurelle, que les gouvernements jordaniens successifs s'étaient bornés à constater pendant deux décennies, sans pour autant y remédier. Jusqu'à l'imposition, en 1989, par le Fonds monetaire international, d'un plan d'ajustement structurel, dont le co-

rollaire inévitable fut une aggravation des difficultés sociales génératrice de tensions. Celles-ci se sont exprimées, de deux reprises au moins, de façon violente : en 1996, lors d'émeutes contre le triplement du prix du pain ; en 1998, pour soutenir l'Irak menacé de bombardement américain.

La contestation a aussi été véhiculée par les partis politiques, principalement la conférie des Frères musulmans, historiquement allié du souverain, mais désormais dans l'opposition. Paradoxalement, malgré la crise, ou peut-être à cause d'elle - le roi, disent certains, à voulu ouvrir une soupe de sécurité politique -, la Jordanie est revenue, depuis 1992, au pluripartisme. Tou-

tefois, une loi électorale promulguée en 1993 a tendu à déconcerter les effets en favorisant les allégances tribales et familiales.

Malgré une tentative de muselage de la presse et l'intimidation des opposants, ceux-ci n'en donnent toujours pas moins de la voix, dénonçant la corruption, les injustices sociales, l'inféodation aux Etats-Unis, l'alliance avec Israël, la manipulation des institutions, singulièrement du Parlement, devenu, selon eux, une caisse de résonance de l'exécutif. A cette opposition légale, s'ajoutent des extrémistes islamistes, dont le nombre n'est vraisemblablement pas élevé, mais qui se sont manifestés, en 1998, sous des appellations diverses, par des actes terroristes « artisanaux » qui n'ont pas fait de victimes.

### UNE CHANCE À SAISIR

Qu'ils soient transjordaniens ou d'origine palestinienne (60 % de la population), les Jordaniens n'ont pas compris non plus pourquoi leur pays tiendrait le rôle de faux-frère des Palestiniens, en tentant de les convaincre d'aller de l'avant dans leurs négociations de paix avec un Israël dirigé par le gouvernement le plus à droite de l'Histoire de ce pays, et dont la communauté internationale toute entière condamne la

*(Actuellement)*

## « CESAR » 99 6 NOMINATIONS

meilleur film  
meilleur réalisateur :  
Francis Veber



déjà  
9 MILLIONS DE SPECTATEURS



Gilles Paris

**VOS APPELS**  
**À PRIX IRRÉSISTIBLES !**  
7 jours/7 • 24 heures/24

Avec One.Tel, économisez sur tous vos appels : internationaux, nationaux et d'un téléphone fixe vers un téléphone portable. Aucun abonnement, aucune installation, aucune consommation minimum, aucun paiement anticipé. Vous avez juste besoin de composer le 01 53 53 7010 devant le numéro de votre correspondant.

COMMENT TÉLÉPHONER AVEC One.Tel ?  
COMPOSEZ LE 01 53 53 7000 CODE PAYS NUMERO D'APPEL

QUELS EXEMPLES DE PRIX IRRÉSISTIBLES ?

Algérie ..... 2,10 F (TC/mn)

Australie ..... 0,98 F

Azerbaïjan ..... 1,66 F

Belgique ..... 1,00 F

Grèce ..... 1,92 F

Israël ..... 1,95 F

Italie ..... 1,25 F

Maroc ..... 2,46 F

Pays-Bas ..... 0,95 F

Portugal ..... 1,69 F

Tunisie ..... 2,03 F

NOUVEAUX TARIFS

One.Tel

100% Télécoms.

RENSEIGNEZ-VOUS AU

01 53 53 75 18\*

AUCUN ABONNEMENT • AUCUN PAIEMENT ANTICIPÉ  
AUCUN FRAIS D'INSTALLATION • AUCUNE CONSO MINIMUM

\*C'est d'un appel local vers Paris. Les tarifs sont subjectifs le jour de leur publication.

## FRANCE

LE MONDE / SAMEDI 6 FÉVRIER 1999

**SYNDICALISME** Le congrès de la CGT s'est achevé, vendredi 5 février, à Strasbourg, avec l'élection des instances dirigeantes de la confédération. Bernard Thibault, le

nouveau secrétaire général, qui succède à Louis Vianet, a, d'entrée, assis son autorité sur la centrale et impulsé un cours nouveau, sans être véritablement contesté. Le docu-

ment d'orientation a été adopté par 83,8 % des suffrages et seulement 10,6 % de votes contre et 5,6 % d'abstentions. ■ LA PLATE-FORME revendicative adoptée par les

congressistes se prononce en faveur d'une forte revalorisation du SMIC et contre la flexibilité. ■ LE DÉBAT sur les 35 heures met en évidence un clivage potentiel entre les syndi-

calistes du privé, qui y trouvent des avantages, et ceux du public, qui craignent une remise en cause des avantages acquis.

## Bernard Thibault assoit son autorité sur la CGT

Alors que les précédentes passations de pouvoir s'étaient souvent faites dans un climat de crise, le nouveau secrétaire général engage la confédération dans une voie originale sans réelle contestation. Le document d'orientation a été approuvé par près de 90 % des délégués

STRASBOURG  
de nos envoyés spéciaux

Le 4<sup>e</sup> congrès de la CGT, qui s'achève vendredi 5 février à Strasbourg, est bel et bien celui de Bernard Thibault. Au cours de ces cinq jours de travaux, le leader cheminot a affirmé de manière incontestable son autorité sur la centrale. N'avait-il pas lui-même prédit des « débats vifs ? Quant à son entourage, n'envisageait-il pas, avec une forte appréhension, les réactions de ces 1 060 délégués qui, pour la plupart, lui étaient de partisans inconnus ? Or, non seulement Bernard Thibault devrait être sans problème secrétaire général, mais les orientations qu'il a assignées à la centrale pour les trois ans à venir ont recueilli un large assentiment. Le document d'orientation sur lequel il s'est très fortement investi a été approuvé, jeudi, après une relecture collective, par 83,8 % des suffrages, avec 10,6 % de votes contre et 5,6 % d'abstentions.

Ort été ainsi validés, sans crise interne majeure, la demande d'adhésion de la CGT à la Confédération européenne des syndicats (CES), un rapprochement avec les autres centrales, et en particulier avec la CFDT, et la nécessité de placer les 35 heures au cœur de sa politique revendicative. Plaidant une nouvelle fois auprès du

congrès en faveur de sa ligne d'ouverture, le futur secrétaire général a évoqué une CGT désormais « attentive à la démarche des autres, désintoxiquée et donc allergique à toutes les pensées uniques », qui « doit tout faire pour un syndicalisme européen visant lui aussi au progrès social ».

« Les camarades des autres organisations européennes sont des gens salariés comme nous », a-t-il insisté. Et pour mieux enfourner le clou, évoquant Astérix et les Gaulois, il a jugé illusoire un scénario dans lequel les 654 000 adhérents de la CGT, recrocqués dans leur petit village, seraient seuls « clairvoyants », quand les 58 millions de syndiqués rattachés à la CES feraien figure d'« aveugles ».

Cette ultime mise au point devait permettre d'assurer un accueil civil à Emile Gabaglio, secrétaire général de la CES, ainsi qu'à Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, qui devaient venir, vendredi, assister à la clôture des travaux du congrès. Afin de désamorcer toute bronca de la salle qui porterait une ombre à l'autorité nationalisante du futur secrétaire général, une parade a été trouvée. C'est Louis Vianet qui, avant de faire ses adieux au congrès, accueillera en personne Mme Notat. A plusieurs reprises, au cours de la semaine, les cadres intermédiaires



de la CGT se sont, en effet, montrés un peu réticents aux impulsions de la direction, obligeant M. Thibault à monter au créneau. A cette occasion, les délégués ont découvert un dirigeant capable de fermer pour rappeler ses choix.

La réception de Mme Notat servira, en un sens, de test pour mesurer la qualité de l'emprise de M. Thibault sur l'appareil. Signe encourageant pour le leader des

cheminots, la fédération de la santé, réputée plus sensible que d'autres aux arguments des militants, les plus critiques regroupés autour de Continuer la CGT, faisait preuve jeudi d'une loyauté bonhomme, en invitant, dans les couloirs, ses délégués à bien se comporter « pour Louis et pour Bernard ».

Louis et Bernard... Pour la première fois, une succession à la

CGT se passe sans rupture ni tourant à 180 degrés. En 1992, M. Vianet avait été élu en prenant ses distances avec Henri Krassnicki qui lui-même avait, en 1982, poussé dehors son prédécesseur, Georges Séguy, dont il désapprouvait radicalement les orientations. Rien de tel aujourd'hui. Et si M. Vianet a fait parfois planer sur son successeur désigné une ombrage protectrice, celle-ci n'a pas pris des allures tutélaires.

Le congrès ne s'est pas joué sur des rivalités de personnes. Une cotière ne s'est pas opposée à une autre. Bien au contraire, Maryse Dumas, issue, comme M. Vianet, de la fédération des PTT et longtemps présentée comme sa possible dauphine, n'a, au cours du congrès, jamais manqué au futur secrétaire général, dont elle n'a eu de cesse de faire avancer les nouvelles orientations.

### CRIMES DÉSAMORCÉES

Mieux, elle a semblé porter plus loin encore ce discours pragmatique, en délivrant notamment sur les 35 heures une véritable leçon de syndicalisme réformiste à l'usage des délégués. Ainsi, avec Jean-Christophe Le Duigou, l'actuel responsable du secteur économique de la CGT, sur lequel M. Thibault entend s'appuyer et qui doit faire son entrée vendredi au bureau confédéral, Mme Dumas forme le socle de la nouvelle direction. Ce choix est délibéré de la part de l'entourage de M. Thibault, qui n'entendait pas isoler l'ancienne secrétaire générale des PTT. La future direction de la CGT s'esquisse sous la forme d'une pyramide avec Bernard Thibault à son sommet, s'appuyant sur

M. Dumas et M. Le Duigou.

En fait, le congrès, réellement incertain au début, a sans doute basculé mercredi. « Les premières lignes de mêlée de rugby se rapprochent très près et pourtant ne s'embrassent pas sur la bouche », avait lancé Jean-François Pujol, de la fédération du spectacle, lors du débat sur l'unité. Ce point-là, bien davantage que l'entrée dans la CES, inquiétait les délégués de terrain. La métaphore image à plusieurs fois, une succession à la

cinquante et un.

un coup de chapeau inattendu du président du Medef (ex-CNPF), Ernest-Antoine Seillière, qui, de Toulouse, jeudi, a salué l'« attitude moins systématiquement contestataire et plus ouverte à la négociation » de la CGT. Reste, après les discours, à traduire en actes cette dynamique.

Alain Beuve-Méry  
et Caroline Monnot

## « Le syndicalisme confédéré reste le mieux à même de promouvoir la solidarité »

Dans le document d'orientation adopté par les délégués au 4<sup>e</sup> congrès réuni à Strasbourg, du 31 janvier au 5 février, la CGT précise ses positions en plusieurs domaines :

● 35 heures. La CGT apporte son soutien à « une loi-cadre de réduction hebdomadaire du travail ». Elle entend s'opposer « notamment à la flexibilité et à l'annualisation ». La CGT définit également ses exigences pour la deuxième loi : « Il est impératif de revaloriser le SMIC horaire de 11,4 %, afin d'éviter un double SMIC ». Elle se prononce pour la fixation d'un contingent légal d'heures supplémentaires inférieur aux 130 heures actuelles. « Les forfaits tous horaires pour les cadres doivent être interdits » et il ne doit

pas y avoir d'atteintes aux « acquis conventionnels, notamment les pauses et jours fériés ».

● Retraite. La CGT demande « la prérennisation dans la solidarité des différents régimes par répartition » et précise que « leur mise en concurrence avec des systèmes privés ou des fonds de pension n'est pas une solution ».

● Sans-emploi. Face au développement de la précarité, la CGT demande « de valoriser les minima sociaux et d'engager une réforme du système d'assurance-chômage ». La CGT se prononce « pour la revalorisation du SMIC à 8 500 francs ».

● Sécurité sociale. La CGT refuse « la logique comptable et la tutelle étatique impulsée par le plan Juppé », mais estime que « la mise en place de la couverture maladie universelle est une avancée sociale ».

● Privatisation. « Les entreprises publiques et

nationalisées ont besoin d'autonomie afin de desservir une emprise de l'Etat qui s'est révélée, depuis vingt ans, désastreuse », estime la centrale, mais la CGT « combat les privatisations ».

● Europe. La CGT juge que « le débat politique sur l'Europe est désormais rythmé par l'introduction de la monnaie unique » et que « la substitution de l'euro aux monnaies nationales est une étape décisive », mais elle réaffirme son hostilité à la mise en place de l'Union économique et monétaire dans telle qu'elle découle du traité d'Amsterdam.

● Syndicalisme. La CGT estime que « c'est le syndicalisme confédéré qui reste le mieux à même de promouvoir la solidarité, y compris pour les démarches originales sur de nouveaux enjeux de société ». Elle entend se montrer vigilante « vis-à-vis des tentatives de faire du mouvement social un instrument à des fins politiques ».

rien faire, comment William Jacquillard, de la fédération des travailleurs de l'Etat. Auparavant, les acquis obtenus par la lutte dans le public étaient ensuite formalisés dans une loi. Là, c'est le contraire : la loi nous oblige à nous battre. Le seul problème, c'est que les salariés du public ont pris l'habitude de laisser l'appareil mener le débat à leur place. Il va bien falloir qu'on se réveille ! »

Au moment où la CGT annonce vouloir « remettre les pendules à l'heure du progrès social », Maryse Dumas, secrétaire confédérale à l'action revendicative, assure que ce décalage privé-public au sein de la centrale syndicale « ne va pas durer ». Tout cela est lié au calendrier des négociations, qui ont débuté plus tôt dans le privé, ajoute-t-elle. Il y a trois phases de réaction devant la réduction du temps de travail : l'expectative, la crainte de se faire avoir et la lutte pour se faire entendre. » La numéro deux de la CGT espère voir les fonctionnaires sortir de la « phase deux ». « La question de l'emploi public stable et statutaire est d'ores et déjà la pierre d'achoppement entre l'Etat employeur d'un côté, les salariés et les organisations syndicales de l'autre », a-t-elle déclaré à la tribune. En coulisse, Mme Dumas annonce des « négociations redoutables » et ne cache pas sa conviction que le gouvernement ne crée pas d'emplois statutaires, afin de ne pas accroître la dépense publique.

Certains avaient déjà à quoi s'en tenir. Hostiles à la syndicalisation de proposition, à tout rapprochement avec la CFDT ou à l'entrée de leur centrale dans la Confédération européenne des syndicats, ces farouches défenseurs de l'identité « cégétiste » allaient profiter de la dernière tribune qui leur était offerte. La séance avait à peine commencé qu'un délégué réclamait que le titre du document, « Un syndicalisme de conquête sociale », soit modifié. Avec l'espoir d'infécher une ligne trop réformiste à leur goût, les « orthodoxes » ont mené, paragraphe après paragraphe, une véritable guerre lexicale. Vingt minutes de débat et un vote ont été nécessaires pour débattre, au paragraphe 40 du texte, les partisans du « aussi » des

inconditionnels du « parfois ». L'enjeu était certes considérable, puisqu'il s'agissait de clarifier l'origine des divisions du salariat, « cultivée par les directions d'entreprise, le patronat et PARFOIS [le vote a confirmé] les pouvoirs publics ».

Après deux heures d'interventions, un quart seulement du texte avait été examiné. « Nos batailles de virgules commencent à nous gêner ! lance alors un délégué. C'est un débat lamentable, dont nos camarades du Havre, qui se font licencier, n'ont rien à faire. » Prés de la tribune, Denis Cohen, secrétaire de la fédération de l'énergie, s'amuse de voir que les congressistes « ne supportent plus les donneurs de leçons, ceux qui sentent la naphtaline ».

« UN SYNDICALISME QUI CLOCHE »

Dans cette assemblée, dont 80 % des délégués participent à leur premier congrès, beaucoup ont à cœur de remplir jusqu'au bout la mission pour laquelle ils ont été mandatés, serait-elle contraria à l'orientation générale. « Il y a des mœurs, ils sont envoyés par des sections qui représentent six cents ou mille salariés, explique un cheminot d'Orléans. Ils essaient de défendre le mieux possible les amendements dont ils sont porteurs. »

Comme le syndicaliste d'Issy-les-Moulineaux, qui se fait huer au terme de sa troisième intervention sur le même paragraphe : « Je ne

suis pas un usurpateur ! s'exclame-t-il. Je suis mandaté par douze sections de retraités de l'énergie et je n'apprécie pas ces attaques contre mon intégrité morale. »

De prises de paroles enflammées en voies éclairis à main levée, l'examen du texte se transforme en exercice de démocratie syndicale. « Des revendications importantes sont passées à la trappe parce que les types étaient pressés », observe Patrick Tubner, délégué de la fédération de l'énergie. Le texte final, on n'a même pas eu le temps de lire et on a déjà dû avaler des amendements qui ne sont pas les nôtres. On a discuté pendant trois jours sur la démocratie, mais, quand un type demande pourquoi son texte n'a pas été pris, le président de séance lui fait fermer sa gueule. » M. Tubner précise : « On ne critique pas le fond, c'est juste la technique qui cloche. »

Très peu de modifications sont entérinées. L'entrée de la CGT dans la CES est adoptée dans une « loi » générale de malins levées. A la demande du syndicat PTT du Bas-Rhin, la commission des amendements corrige un oubli notable en inscrivant dans le document le devoir, pour le gouvernement, de régulariser tous les sans-papiers qui en ont fait la demande. Vers 21 heures, le document d'orientation recueille 83,8 % de votes favorables.

A.G.

La bataille lexicale entre les partisans du « aussi » et les inconditionnels du « parfois »

Alexandre Garcia

## Les délégués du privé tempèrent les ardeurs du public

STRASBOURG -  
de notre envoyé spécial

Les délégués ne saluent pas tous avec le même enthousiasme l'annonce des premières victoires remportées sur le front des 35 heures. Le recul de la flexibilité dans le textile, les cinqante personnes embauchées chez Bata ou le maintien des salaires, chez Renault-Véhicules industriels, à Vénissieux (Rhône), n'ont pas suivi à balayer les craintes d'une partie du congrès, pour qui la loi Aubry « entérine surtout la flexibilité, la précarité et l'annualisation du temps de travail ».

Alors que la majorité des délégués, issus du secteur public, ne se sont pas encore engagés dans la bataille des 35 heures, les négociations menées par les « éclaireurs » du privé leur ont brutalement rappelé l'odeur de la poudre. Des 25 francs supplémentaires octroyés quotidiennement aux salariés de Bigard, à Quimperlé (Finistère), aux vingt-trois embauchés obtenues aux éditions Larousse-Bordas, l'évocation des « réalités du terrain » a permis aux membres du secteur public de mesurer l'ampleur des combats qu'ils devront mener pour préserver leurs acquis sociaux. « Dans le textile, les filles se sont battues comme des lions pour conserver leurs dix minutes de pause », rappelle Christian Larose, secrétaire général de cette fédération.

Pour M. Larose, « les salariés du public vont bientôt découvrir, avec les 35 heures, la flexibilité intense, telle qu'on peut se permettre de ne

pas y avoir d'atteintes aux « acquis conventionnels, notamment les pauses et jours fériés ». La CGT demande « la prérennisation dans la solidarité des différents régimes par répartition » et précise que « leur mise en concurrence avec des systèmes privés ou des fonds de pension n'est pas une solution ». Face au développement de la précarité, la CGT demande « de valoriser les minima sociaux et d'engager une réforme du système d'assurance-chômage ». La CGT se prononce « pour la revalorisation du SMIC à 8 500 francs ». Quant à la sécurité sociale, la CGT refuse « la logique comptable et la tutelle étatique impulsée par le plan Juppé », mais estime que « la mise en place de la couverture maladie universelle est une avancée sociale ». Elle entend se montrer vigilante « vis-à-vis des tentatives de faire du mouvement social un instrument à des fins politiques ». Les délégués du privé tempèrent les ardeurs du public

inconditionnels du « parfois ». L'enjeu était certes considérable, puisqu'il s'agissait de clarifier l'origine des divisions du salariat, « cultivée par les directions d'entreprise, le patronat et PARFOIS [le vote a confirmé] les pouvoirs publics ».

Après deux heures d'interventions, un quart seulement du texte avait été examiné. « Nos batailles de virgules commencent à nous gêner ! lance alors un délégué. C'est un débat lamentable, dont nos camarades du Havre, qui se font licencier, n'ont rien à faire. » Prés de la tribune, Denis Cohen, secrétaire de la fédération de l'énergie, s'amuse de voir que les congressistes « ne supportent plus les donneurs de leçons, ceux qui sentent la naphtaline ». « UN SYNDICALISME QUI CLOCHE »

Dans cette assemblée, dont 80 % des délégués participent à leur premier congrès, beaucoup ont à cœur de remplir jusqu'au bout la mission pour laquelle ils ont été mandatés, serait-elle contraria à l'orientation générale. « Il y a des mœurs, ils sont envoyés par des sections qui représentent six cents ou mille salariés, explique un cheminot d'Orléans. Ils essaient de défendre le mieux possible les amendements dont ils sont porteurs. » Comme le syndicaliste d'Issy-les-Moulineaux, qui se fait huer au terme de sa troisième intervention sur le même paragraphe : « Je ne

L'UFD a voté avec la liste conduite par

avec une liste conduite par

## L'UDF ira seule aux élections européennes avec une liste conduite par François Bayrou

La rupture est consommée entre les centristes et le RPR

Le conseil national de l'UDF, qui se réunira dimanche 7 février, à Bordeaux, devait décider de constituer une liste autonome pour les élections

**PHILIPPE SÉGUIN** a rendu un fier service à François Bayrou. L'idée de devoir se ranger derrière le héritage du « non » à Maastricht a révulsé l'UDF presque comme un seul homme, tandis que le ton et les manières du RPR, dans cette affaire, ont acheté de détournement de lui les amis de M. Bayrou. Au bout du compte, il a rendu possible - phénomène rare - un accord unique des centristes pour se présenter seuls devant les électeurs. Dimanche 7 février, la réunion du conseil national de l'UDF, à Bordeaux, officialisera l'intention de présenter sa propre liste aux élections européennes du 13 juin. Cette décision a reçu la bénédiction de tout le petit panthéon centriste, puisque après Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre, René Monory a apporté, jeudi, son « entier soutien » à la formation de « la seule liste vraiment européenne de l'opposition ».

### LE POINT DE NON-RETOUR

La particularité de cet « effet Séguin » est qu'il fait de M. Bayrou, futur tête de cette liste, une sorte de candidat malgré lui. Pendant très longtemps, le président de l'UDF a privilégié l'option d'une liste commune, au besoin avec M. Séguin. Les attaques lancées par les dirigeants du RPR et de Démocratie libérale, après l'élection d'Anne-Marie Comparini à la présidence du conseil régional Rhône-Alpes, l'ont fait renoncer à ce projet, même si, récemment encore, ses amis de l'UDF ont discerné chez lui les dernières traces de ses réticences antérieures. L'atmosphère enthousiaste, au bureau politique élargi, mercredi 3 février, a souligné que, désormais, « l'UDF ne peut pas y aller ». « Nous avons dépassé le point de non-retour », résume François Létard. Aujourd'hui, de l'avis de tous, même un renoncement à la conduite de la liste de la part de M. Séguin ne serait pas nécessairement de nature à faire reculer l'UDF.

M. Bayrou se prend au jeu. Tout en refusant les pronostics, et même s'il affirme qu'il ne croit « pas beau-

eupréennes. Elle sera dirigée par François Bayrou, même si celui-ci ne sera pas officiellement désigné lors de cette réunion. A l'occasion de cette cam-

pagne, le président de l'UDF veut imposer de nouveaux rapports de force au sein de l'opposition. Il renoncera à son siège de député après le scrutin.

coup aux sondages », il se félicite que sa cote de popularité progresse de 3 points, à 27 % de bonnes opinions, tandis que celle de M. Séguin recule d'autant, à 36 %. Dans le « baromètre de la Sofres, publié par *Le Figaro Magazine* du 6 février (sonde réalisé du 27 au 29 janvier, auprès de 1 000 personnes), M. Bayrou prévoit déjà d'aller siéger à Strasbourg et d'abandonner à cet effet, au moins provisoirement, son siège de député à l'Assemblée nationale, étant entendu qu'il n'envisage pas de renoncer à la présidence du conseil général des Pyrénées-Atlantiques.

M. Bayrou ne sera pas officiellement désigné dimanche. Le conseil national de l'UDF votera, dans la matinée, son « projet pour l'Europe », avant d'adopter le principe de la liste autonome. Mandat sera alors confié au bureau politique pour définir une procédure de désignation des candidats, et, donc,

Que des propos irréparables ne

de la tête de liste. Le conseil national ne manquera pas, non plus, d'adopter un « code de bonne conduite, que l'UDF s'appliquera à elle-même », pour régler les relations entre partenaires de l'opposition pendant la campagne européenne. Car dès à présent, chacun s'efforce de préparer l'après-13 juin. M. Bayrou veut imposer à ses partenaires l'idée d'une droite composée de deux pôles. L'un, plus « dur », aurait pour mission de reconquérir le terrain de l'extrême droite, l'autre, plus modéré, serait chargé de disputer le centre à Lionel Jospin. M. Bayrou - dont le parti a lui-même éclaté au printemps 1998 - table aussi, pour tailler sa place dans l'opposition, sur la crise profonde qu'il discerne au RPR. De ce point de vue, Charles Pasqua devient dans quelque sorte, dans cette campagne, le meilleur allié de M. Bayrou.

Que des propos irréparables ne

soient pas échangés par les différentes listes de l'opposition durant la campagne est également de l'intérêt du président de la République. Jeudi, Christian Poncelet (RPR), président du Sénat, qui a mis ses bureaux au service de Jacques Chirac pour ravaudier un tant soit peu la droite, a souhaité, sur Europe 1, que chacun se garde de « propos excessifs » pour que la campagne européenne « ne dégénère pas ». « Le président de la République ne peut pas être enthousiaste de voir les membres de l'opposition dans la situation où ils se trouvent et les affrontements dont nous donnons le spectacle », a ajouté M. Poncelet. En écho, Hervé de Charette, président délégué de l'UDF, a déclaré, sur LCI, qu'après les élections européennes, l'opposition devra « construire une nouvelle Alliance ».

Cécile Chambraud

## M. Pasqua se lance avec entrain dans la campagne

LIBRE ! Enfin libre ou, à tout le moins, libéré des contingences partisanes. A soixante et onze ans, depuis qu'il a abandonné ses fonctions de conseiller à la direction du RPR, Charles Pasqua vit son rêve, celui, gaullien, de s'adresser seul à la France pour la sauvegarde de la souveraineté de la France. S'il le pouvait, il serait même seul candidat sur une liste qui, pour les élections européennes, doit en compter quatre-vingt-sept. Celle-ci est donc renvoyée au mois d'avril, un éventuel accord avec Philippe de Villiers aussi.

La liste de M. Pasqua, dont le slogan est « Non à l'euroland, oui à l'Europe », comprendra, bien sûr, des personnalités, mais, d'abord, des « beureutiers », en bonne place. L'ancien ministre de l'intérieur ne tarit pas d'éloges, en effet, sur les jeunes, sur les femmes, sur ces jeunes femmes de la seconde génération de l'immigration, en particulier, qui n'osent à tout va sur les vertus de l'intégration républicaine. « Vous, les Français d'origine,

vous êtes un peu perdus dans l'Europe qu'on vous propose. Nous, les enfants d'Arabes, c'est un peu pareil quand on vit en France », rapportait déjà un jeune Français d'origine maghrébine, en septembre 1998, en Ariège, lors du premier forum des jeunes de Demain la France, l'association animée par M. Pasqua.

Campagne obligé : lors de sa première conférence de presse, jeudi 4 février à Paris, le sénateur des Hauts-de-Seine n'a pu s'empêcher d'égrainer l'actuel président du RPR, Philippe Séguin, son ancien compère de la lutte anti-Maastricht, en 1992. « Que messeurs les hypocrites quittent la salle de bal », a lancé M. Pasqua, avant de préciser que « les hypocrites » sont « ceux qui n'ont pas le courage de dire ce qu'ils veulent ». « J'étais contre Amsterdam. Je suis fidèle à mes convictions. Je ne suis pas à géométrie variable », a encore ajouté M. Pasqua. Un peu plus tard, c'est donc avec beaucoup de ménagement qu'une dépêche

rapporant ces propos a été remise à M. Séguin.

Pourtant, c'est surtout à Jacques Chirac que M. Pasqua en veut. Selon lui, « il y a un accord de fait entre le président de la République et le premier ministre, qui pensent tous les deux que le débat européen est susceptible de dépasser les clichés habituels », ce qui pourrait nuire à leur démarche pour les échéances futures ». C'est pourquoi « l'idée d'une liste unique de l'opposition est une mauvaise idée », précisée par ailleurs par « les mêmes que ceux qui ont conseillé la dissolution de l'Assemblée nationale en 1997 ».

A chacun de ses déplacements, M. Pasqua se promet d'aller à la rencontre d'étudiants. La première aura lieu à Aix-en-Provence. Il veut une campagne « gai ». A la fin de la conférence, l'ancien ministre a voulu conclure par cette déclaration solennelle : « Les Français en ont assez de voir des gueules tristes. »

Jean-Louis Saux

## M. Cohn-Bendit somme les têtes de liste de « siéger à Bruxelles »

ORANGE  
de notre envoyée spéciale

Bien sûr, les Verts avaient tout prévu pour le cas où Jack Lang aurait, finalement, été la tête de la liste socialiste aux européennes : préparation d'une revue où s'exprime le soutien de personnalités et d'intellectuels, dernières mises au point des affiches de campagne de « Dany », en couleurs et plan américain, histoire de ne pas s'en laisser conter par le père de la Fête de la musique. Mais jeudi 4 février, quand Daniel Cohn-Bendit arrive à Orange (Vaucluse), François Hollande est officiellement candidat.

« Enfin, nous savons ! », jubile le député européen. Une fois n'est pas coutume, il a préparé son meeting. Peu lui importe que le maire Front national d'Orange, Jacques Bompard, n'ait eu « ni le civisme ni la politesse » de lui céder autre chose qu'un hangar sans sono ni chauffage, pour réceptionner 700 personnes. « Dany » sait qu'il tient, aujourd'hui, son plus bel argument de campagne. « Enfin les partis français ont décidé d'envoyer leurs responsables à Strasbourg ! Enfin ils ont décidé de prendre l'Europe au sérieux ! Wellcome M. Hollande, M. Hue,

M. Séguin, wellcome M. Pasqua ! On va s'amuser pendant la campagne, on va enfin s'amuser à Strasbourg et à Bruxelles ! » Puis, maltraitant son effet : « Tous ces gens vont aller siéger à Bruxelles, puisqu'ils sont contre le cumul des mandats. Si ce n'est pas le cas, la poïtesse et la civilité voudraient en effet qu'ils le disent d'abord à leurs électeurs - c'est une question de cohérence. Wellcome donc M. Hollande ! Je suis prêt à vous montrer les bons petits restaurants de Bruxelles pour des soirées communes ! »

« CES TROUILARDS, CES FAUX-CULS » Alors que sur un écran géant Simé et Riss, de *Charlie Hebdo*, croquent les bons mots du candidat des Verts, député européen provoque, répond, interpellé : « On me dit que suis parti trop tard en campagne pour l'Europe. Je pense, au contraire, que je suis parti trop tard. Il y a des gens très intelligents, des têtes de liste, ajouté-t-il sans citer Robert Hue, qui ont osé dire que d'aller à la Hague, c'était une provocation. Voilà une nouvelle définition de la provocation ! Prendre les gens au sérieux, les écouter, c'est provoquer ! »

Ariane Chemin

## M. Hollande à M. Lang : « Merci de me recevoir chez moi ! »

BLOIS  
de notre envoyé spécial

Lorsqu'il a rejoint François Hollande, dix minutes après son arrivée à Blois, jeudi 4 février, pour l'inauguration des locaux de la fédération socialiste de Loir-et-Cher, Jack Lang avait le sourire un peu crispé. La vingtaine de manifestants qui réclamaient le régularisation des sans-papiers n'en étaient pas la cause, mais bien, plutôt, l'annonce, quelques heures plus tôt, de l'intention du premier secrétaire du PS de conduire la liste aux élections européennes. Sans se référer au scrutin européen, le maire de Blois, se défendant d'être « nostalgique », a évocé « la volonté de nos combats (électoraux) qui ont

toujours été empreints ici d'amitié et de plaisir ». « Tu es ici chez toi comme dans chaque fédération de France », a conclu M. Lang.

« Merci de me recevoir chez moi ! », a répondu plus jovial, le député de Corrèze, en s'empressant d'insister sur ce « moment particulier » de sa visite, programmée une première fois en octobre puis reportée. Saluant « une des personnalités les plus éminentes de notre parti », M. Hollande est entré aussitôt dans le vir de sa candidature, non sans préciser qu'il s'était « tourné » vers M. Lang « alors qu'il n'avait rien demandé ». « J'ai pris ma décision au mieux de ce que j'ai cru être l'intérêt du parti dans un contexte politique très particulier. J'ai consi-

déré que je devais moi-même faire ce choix », a assuré le premier secrétaire du PS avant d'exprimer le voeu que « Jack joue un rôle déterminant dans cette campagne ».

« BESOIN DE SON TALENT » « Nous avons besoin de son talent, de son imagination, de son enthousiasme et je verrai avec lui comment l'associer à cette grande affaire », a conclu M. Hollande, en saluant dans l'ancien ministre de la culture celui qui a incarné « le plus, à partir de 1981, ce qu'a été le nouveau souffle en matière culturelle » et qui demeure « une référence non seulement en France mais dans toute l'Europe et peut-être même au-delà ». Plutôt amer,

## La ZAC Paris Rive gauche, une « bombe

### à retardement » financière

Un rapport de la chambre régionale des comptes

EN OCTOBRE 1998, la ville de Paris a imposé à Jacques Toubon, maire du 13<sup>e</sup> arrondissement, la révision à la baisse de l'énorme opération d'urbanisme Paris Rive gauche. Jean Tiberi reprenait à celui qui avait mené contre lui une fronde à l'Hôtel de Ville les rénes du plus gros projet d'aménagement de la capitale, lancé il y a plus de dix ans par Jacques Chirac, alors maire de Paris. L'équipe municipale avait aussi pu mesurer les risques financiers, pour la Ville, d'un projet frappé de plein fouet par la crise immobilière des années 90, à la lecture du rapport provisoire de la chambre régionale des comptes sur la Société d'économie mixte d'aménagement de Paris (Semapa), aménageur de la ZAC Paris Rive gauche, présidée par M. Toubon.

Le rapport définitif, transmis récemment à MM. Tiberi et Toubon, confirme que Paris Rive gauche devrait une véritable bombe à retardement financière pour la ville. Celle-ci a déjà contribué largement à ramener les dépenses prévisionnelles de la ZAC de 25 milliards de francs (3,81 milliards d'euros), en 1991, à 18 milliards en 1996. « Cette diminution provient, d'une part, d'un certain nombre d'économies, d'autre part, de divers transferts de dépenses par la Ville de Paris », explique la chambre des comptes.

La Ville a ainsi pris en charge les ouvrages de franchissement de la Seine (pont Charles-de-Gaulle, pont de Tolbiac...) et l'aménagement des berges, ainsi que les dépenses de réseau, transférées sur le budget d'assainissement municipal. « La participation financière de la Ville était, en 1996, évaluée à 2,25 milliards

Pascale Sauvage

DÉPÉCHES ■ CHAMPAGNE-ARDENNE : le Conseil d'Etat, qui était saisi par trois militants marnais des Verts, a annulé, mercredi 3 février, l'élection de l'écologiste indépendant François Legrand au conseil régional de Champagne-Ardenne, présidé par Jean-Claude Etienne (RPR), et proclamé élu Françoise Arvols (UDF).

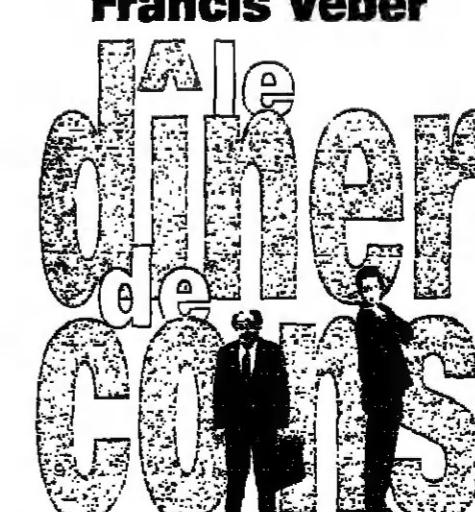
■ NOUVELLE-CALEDONIE : le Sénat a adopté à une très large majorité, jeudi 4 février, les deux projets de loi organique et ordinaire relatifs à la Nouvelle-Calédonie, sans modifier de façon sensible le texte voté par l'Assemblée nationale le 22 décembre 1998. Un accord devrait être trouvé en commission mixte paritaire, lundi 8 février, ce qui devrait permettre l'organisation avant mai des élections pour le Congrès de la Nouvelle-Calédonie.

■ EUROPÉENNES : le RPR et Démocratie libérale ont tenu, jeudi 4 février, une réunion de préparation de la campagne pour les européennes qu'ils comptent lancer officiellement le 15 février.

(Actuellement)

## « CESAR » 99 6 NOMINATIONS

dont  
**meilleur acteur : Jacques Villeret**  
**meilleur scénario : Francis Veber**



**9 MILLIONS DE SPECTATEURS**

Michel Noblecourt

051 710 47

## SOCIÉTÉ

LE MONDE / SAMEDI 6 FÉVRIER 1999

**ÉDUCATION** Entre 10 000 et 15 000 enseignants d'Ile-de-France ont participé, jeudi 4 février à Paris, à une manifestation contre le ministre de l'éducation nationale,

Claude Allègre. ● LES SUJETS de mécontentement portaient notamment sur la réforme des lycées, la Charte de l'école primaire, les heures supplémentaires, la déconcentration...

● LA GRÈVE a été fortement suivie dans les écoles, à plus de 55 % dans l'académie de Créteil. La proportion de grévistes a été d'environ 30 % dans les lycées. ● LA DERNIÈRE ver-

sion de la Charte pour la réforme des lycées a été publiée, vendredi 5 février par *Libération*. Les principales modifications de ce texte, qui doit être présenté au Conseil supé-

rieur de l'éducation, jeudi 18 février, portent notamment sur la définition de l'attribution de l'aide personnalisée aux élèves et les enseignements artistiques.

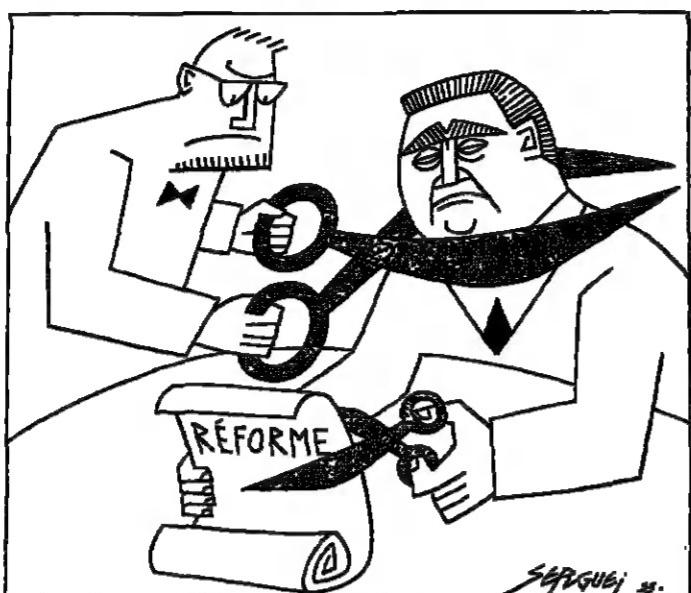
## Forte mobilisation enseignante en Ile-de-France contre Claude Allègre

De nombreux sujets de mécontentement ont alimenté la journée de grève et la manifestation qui a rassemblé jeudi près de 15 000 personnes à Paris. Le ministère met la dernière main à sa Charte pour la réforme des lycées, qui a notamment évolué sur l'aide personnalisée aux élèves

**ILS SONT VENUS** avec les moyens du bord et dans le désordre. Les uns avec une caisse à roulettes, remplie d'os en carton de « mammouth dégraissé »,

### RÉCIT

« Non à l'école à deux vitesses : à Romainville aussi, lire Platon c'est important »



d'autres avec un balai brandi pour « chasser Allègre », d'autres encore en convoi funéraire destiné à « enterrer l'école de la République ». Dans un cortège baroque, qui s'est étendu de Montparnasse à la rue de Grenelle, 10 000 à 15 000 enseignants de Paris et de la région parisienne, ont manifesté, jeudi 4 février, contre le ministre de l'éducation nationale.

En tête, derrière une banderole qui donne le ton – « Un Allègre sur Mars et ça report » – quelques profs de grands lycées parisiens, tels Montaigne, Fénelon et Lavoisier, lancent des slogans à la prosodie rugueuse : « Jospin, Jospin, il faut démanteler Allègre ». Leurs élèves, sur le trottoir, les regardent passer : « A la manif des lycéens y'avait pas assez de profs pour soutenir les élèves, et là, il n'y a pas assez d'élèves pour soutenir les profs », souffre Olivier.

Le gros des troupes, en file interminable, reste à venir, de tous les départements d'Ile-de-France, avec pour étendard un nom d'établissement : Maurice-Genevoix à Montrouge, Pasteur, Adolphe-Chérioux et René-Descartes des Hauts-de-Seine, Charles-le-Chauve à Roissy-en-Brie, Henri-Wallon à Aubervilliers, le collège Mozart d'Athis-Mons, Maurice-Ravel, Henri-IV, Jules-Ferry et Gabriel-Fauré à Paris, puis la Seine-Saint-Denis, avec Utrillo de Stains, Sémaré de Bobigny, Delacroix de Drancy, Marie-Curie des Lilas et enfin le collectif du Nord parisien, qui a transformé en banderole plusieurs centaines de cartes d'électeurs.

« Un tel mélange c'est le signe d'un vrai malaise », Didier, enseignant en Seine-Saint-Denis, qui a été, au printemps 1998, de toutes les manifestations du 93, n'en revient pas. « Qu'une manifestation puisse regrouper des instituts, des profs de lycées parisiens et d'établissements

accusés de tous les maux. « Culture massacrée, jeunesse sacrifiée », affirme un pancarte du lycée Racine, tandis qu'une affiche d'une école des Hauts-de-Seine fustige un Claude Allègre qui « livre l'école aux pouvoirs économiques ». Issue de la Seine-Saint-Denis, une pancarte dénonce : « Non à l'école à deux vitesses : à Romainville aussi, lire Platon c'est important ».

**LE MÊME FILM QUE L'AN DERNIER**

Bernard, agrégé de lettres à Dammarie-les-Lys, défile en lisant *Gens de Pékin* de Lao She. Ce qu'il

accuse de tous les maux. « Culture massacrée, jeunesse sacrifiée », affirme un pancarte du lycée Racine, tandis qu'une affiche d'une école des Hauts-de-Seine fustige un Claude Allègre qui « livre l'école aux pouvoirs économiques ». Issue de la Seine-Saint-Denis, une pancarte dénonce : « Non à l'école à deux vitesses : à Romainville aussi, lire Platon c'est important ».

Le ministre et ses projets sont

saisit de la réforme des lycées ? » On diminue les heures de cours et les modules et avec un crée de l'aide personnalisée. C'est bien beau, mais on est sûr que c'est efficace ? Je suis très sceptique sur la lisibilité du système cours, modules, soutien. Il est là aussi parce que, après avoir donné un devoir à un élève qui refusait d'enlever sa casquette, il dut payer 3 800 francs de frais de peinture sur sa voiture.

Parmi les professeurs du « Mainto en colère », Ruth, qui enseigne l'histoire-géographie à Issy (Yvelines), explique que c'est la baisse de « dotations horaires globales » qui a mis le feu aux poudres, dans sa région. Le médiateur envoyé par Sérgolene Royal était de bonne foi, mais ce qu'il avait à proposer était notablement insuffisant ». Elle manifeste aussi « contre la réforme du lycée » et à l'impression de revoir « le même film que l'an dernier » au moment de la consultation Meirieu. « On vient de recevoir les questionnaires sur le collège. Le préambule ouvre toutes les questions, les décls sont pipés. »

Jeanne-Monique, une carte du SNES sur l'oreille, défile derrière la banderole du lycée Michelet de Vanves : « Depuis 68, nous les profs, on n'avait pas réclamé la démission d'un ministre. A fortiori de gauche ». Elle dénonce pèle-mêle une « consultation bâton », le manque de surveillants, la suppression des groupes de langues et la réduction des options.

De leur côté, les instituteurs dé-

noncent la charte de l'école primaire qui est devenu le sujet du jour, alors que le mot d'ordre officiel SNUIPP n'en faisait pas mention. « On ne peut pas améliorer l'éducation uniquement avec des em-

» Non au casseur », « Virez le sauveur », « Sortez le bouffon », « Allègre, escroc, le peuple aura sa peau. » Une banderole résume l'étendue de la grogne : « Jospin trahison, Allègre démission, la

» Le précieux soutien » de Lionel Jospin au ministre

« Je n'ai cédé sur rien d'essentiel », assure Claude Allègre dans un entretien à *La Croix* du 5 février. La grande bataille a porté sur la nécessité d'aider les élèves. J'ai tenu bon. C'est une réforme équilibrée qui va se mettre en place. » Selon le ministre de l'éducation, « Lionel Jospin souhaite que les réformes aboutissent (...). Je mesure combien son soutien est précieux ». Devant le Sénat, jeudi 4 février, il avait affirmé : « C'est le lot de tout réformateur, nous nous heurtons à des conservatisme. Il faut les traiter avec attention et sérieux mais sans abandonner nos objectifs ». Le même jour, Claude Goasguen, vice-président de Démocratie libérale, a considéré que « le premier ministre doit désormais se décider à choisir (...) entre démettre ou conforter son ministre de l'éducation nationale ». Pour M. Goasguen, « la montée de la violence quotidienne, l'absence de moyens, la contestation du ministre de l'éducation nationale par les enseignants témoignent de l'échec désormais patent du gouvernement dans ce domaine ».

points-jeunes sans formation ni statut. Vous vous rendez compte, c'est quand même la gauche qui est en train de développer la précarité dans l'éducation nationale », s'importe une enseignante de Gagny (Seine-Saint-Denis). « Chartre, on n'avait pas réclamé la démission d'un ministre. A fortiori de gauche ». Elle dénonce pèle-mêle une « consultation bâton », le manque de surveillants, la suppression des groupes de langues et la réduction des options.

A l'approche de la rue de Grenelle, les slogans se font violents.

charte ou pilon. » Au milieu des défilés d'établissements et du cortège du SNUIPP, plusieurs syndicats de toutes tendances ont déployé leurs fanions : la CGT, FO, SUD-Éducation, la CNT, Snalc. « Retrait des chartes et de toutes les mesures d'Allègre : nous exigeons de vraies négociations », dit une banderole commune FO, Snalc, CFTC, CGC. « Pour l'éducation, il faut une autre politique », exhorte le SNES au milieu du défilé.

Refusant d'en rester là, plusieurs centaines de manifestants déboulent à la Bourse du travail, où Monique Vuallat, secrétaire générale du SNES se trouve déjà, avec des militants. Elle en sortira rudement apostrophée, un incident que les derniers présents jugent « regrettable », tout en ajoutant qu'il y a « des scènes de ménage que l'on ne peut pas éviter ». Selon un communiqué publié jeudi soir, le SNES « met en débat une nouvelle journée d'action, de grève et de manifestation, jeudi 11 février ». Rendez-vous est donc pris, alors qu'une quarantaine d'établissements de la région parisienne sont en grève reconductible et que l'assemblée générale des établissements de Seine-Saint-Denis appelle, pour sa part, à une manifestation à Paris dès le 9 février.

Sandrine Blanchard et Béatrice Gurrey

## Une charte pour l'enseignement professionnel

**C'EST DÉSORMAIS** chose faite. Les lycées professionnels ont eux aussi leur projet de « Chartre pour le XXI<sup>e</sup> siècle ». Communiquée en début de semaine aux organisations syndicales, ce document, intitulé « L'Enseignement professionnel intégré », est inclus dans la réforme des lycées pour être examiné le 18 février par le Conseil supérieur de l'éducation (CSE). Le texte souligne que « la logique pédagogique de l'enseignement professionnel résulte d'un équilibre entre la formation générale, la formation professionnelle et l'environnement économique ».

Les périodes de formation en entreprise – qui seront négociées « au cas par cas » avec les branches professionnelles – devront faire l'objet d'un « véritable contrat dont la dimension pédagogique doit être affirmée ». Ce contrat devra notamment détailler les activités confiées à l'élève et indiquer les modalités de son encadrement par un tuteur. Dans chaque académie, un « coordon-

nateur » fera le lien avec les milieux économiques et assurera la correspondance avec la nouvelle « Mission nationale éducation-économie-emploi » qui devrait être mise en place au printemps. Cette mission se veut un « observatoire des professions » et une « instance de prévisions des évolutions de l'économie et des besoins du système éducatif ».

**PRAGMATISME OU MANQUE DE SOUFFLE ?**

Du côté des diplômes, le texte précise que le CAP « joue un rôle de protection contre le chômage et l'exclusion ». Tout jeune quittant le système éducatif avant le baccalauréat devrait donc détenir ce diplôme, précise la charte. Le BEP devient un diplôme d'insertion ou de poursuite d'études tout comme le baccalauréat professionnel, qui doit pouvoir permettre un accès en BTS. Chacune des formations devrait comprendre un horaire réservé à la « réalisation de projets pluri-

disciplinaires à caractère professionnel » au cours duquel sera apportée « une aide individualisée aux élèves en difficultés ».

Parce que les lycées professionnels accueillent le plus souvent des jeunes adultes issus de milieux modestes, le texte mentionne la nécessité d'« ouvrir une réflexion sur le statut des élèves ». Mais aucune proposition concrète n'est avancée. Quant aux enseignants, leur formation initiale et continue devrait comprendre davantage de stages en entreprise.

Pour le Snetap-Fsu, syndicat majoritaire chez les professeurs de lycée professionnel, ce texte signe la fin « du règne de la pensée unique tout-à-l'autre ». Et constitue « une approche pragmatique et de raison ». En revanche, le Scgen-Cfdt considère que cette charte « manque de souffle et d'ambition » et ne fait « qu'aménager l'existant ».

S. Bl.

## La réforme des lycées s'est affinée sur l'aide personnalisée aux élèves

**SOUmis** à la concertation depuis lundi 21 décembre, au lendemain de la réconciliation publique intervenue entre Claude Allègre et le Syndicat national des enseignements de second degré (SNES-Fsu), le texte de la Charte pour la réforme des lycées (*Le Monde* du 22 décembre), doit être présenté au Conseil supérieur de l'éducation, jeudi 18 février. Il peut « encore être amendé jusqu'à cette date, puisque deux réunions importantes ont encore lieu avec les syndicats et les grandes confédérations », explique Didier Daucun-Castelle, chargé de la réforme au cabinet du ministre de l'éducation nationale.

Depuis, il a connu des amendements et des modifications « sans que les grands principes, comme l'aide personnalisée ou les travaux personnels encadrés, en soient modifiés », ajoute l'entourage de Claude Allègre. Une modification importante est intervenue voilà quelques jours, lorsqu'une note aux recteurs a défini de façon stricte l'attribution de l'aide personnalisée aux élèves (*Le Monde* daté 31 janvier-1<sup>er</sup> février). Le texte actuel, publié vendredi 5 février par *Libération*, détaille la réforme, à nouveau présentée ici dans son ensemble.

### les horaires

Les heures de cours sont limitées à 20 heures par semaine dans

des groupes est revue tous les trois mois.

« Le principe d'une aide uniforme pour tous les établissements a été adopté, car il n'y a pas deux catégories de lycées et d'enseignants. Si nous constatons que ce système est socialement injuste ou pédagogiquement non fonctionnel, nous l'ajusterons », fait valoir le cabinet.

Dès l'année scolaire 2000-2001, les modalités d'attribution de l'aide aux élèves seront revus tenant compte des indicateurs sociaux, précise la Charte. Les modules sont conservés.

**Paide apportée aux élèves**

« Chaque lycéen, en fonction de ses besoins propres, doit pouvoir trouver toute les aides nécessaires au travail attendu de lui ». Les bibliothèques et les salles informatiques devront donc être ouvertes plus largement.

**L'aide personnalisée en seconde**

La Charte explique qu' « il est du devoir de la communauté éducative du service public d'éducation de faire du lycée son propre recours, face à l'intrusion des aspects marchands, cours particuliers et officines de soutien en tous genres ». Huit élèves au maximum par classe sont concernés par ce soutien, pour le moment cantonné au français et aux mathématiques. La configuration

des élèves, s'ils le souhaitent, de suivre cet enseignement.

« Le principe d'une aide uniforme pour tous les établissements a été adopté, car il n'y a pas deux catégories de lycées et d'enseignants. Si nous constatons que ce système est socialement injuste ou pédagogiquement non fonctionnel, nous l'ajusterons », fait valoir le cabinet.

Dès l'année scolaire 2000-2001, les modalités d'attribution de l'aide aux élèves seront revus tenant compte des indicateurs sociaux, précise la Charte. Les modules sont conservés.

**Paide apportée aux élèves**

« Chaque lycéen, en fonction de ses besoins propres, doit pouvoir trouver toute les aides nécessaires au travail attendu de lui ». Les bibliothèques et les salles informatiques devront donc être ouvertes plus largement.

**L'aide personnalisée**

La Charte explique qu' « il est du devoir de la communauté éducative du service public d'éducation de faire du lycée son propre recours, face à l'intrusion des aspects marchands, cours particuliers et officines de soutien en tous genres ». Huit élèves au maximum par classe sont concernés par ce soutien, pour le moment cantonné au français et aux mathématiques. La configuration

des élèves, s'ils le souhaitent, de suivre cet enseignement.

« Le principe d'une aide uniforme pour tous les établissements a été adopté, car il n'y a pas deux catégories de lycées et d'enseignants. Si nous constatons que ce système est socialement injuste ou pédagogiquement non fonctionnel, nous l'ajusterons », fait valoir le cabinet.

Dès l'année scolaire 2000-2001, les modalités d'attribution de l'aide aux élèves seront revus tenant compte des indicateurs sociaux, précise la Charte. Les modules sont conservés.

**L'aide personnalisée**

La Charte explique qu' « il est du devoir de la communauté éducative du service public d'éducation de faire du lycée son propre recours, face à l'intrusion des aspects marchands, cours particuliers et officines de soutien en tous genres ». Huit élèves au maximum par classe sont concernés par ce soutien, pour le moment cantonné au français et aux mathématiques. La configuration

des élèves, s'ils le souhaitent, de suivre cet enseignement.

« Le principe d'une aide uniforme pour tous les établissements a été adopté, car il n'y a pas deux catégories de lycées et d'enseignants. Si nous constatons que ce système est socialement injuste ou pédagogiquement non fonctionnel, nous l'ajusterons », fait valoir le cabinet.

Dès l'année scolaire 2000-2001, les modalités d'attribution de l'aide aux élèves seront revus tenant compte des indicateurs sociaux, précise la Charte. Les modules sont conservés.

**L'aide personnalisée**

La Charte explique qu' « il est du devoir de la communauté éducative du service public d'éducation de faire du lycée son propre recours, face à l'intrusion des aspects marchands, cours particuliers et officines de soutien en tous genres ». Huit élèves au maximum par classe sont concernés par ce soutien, pour le moment cantonné au français et aux mathématiques. La configuration

.

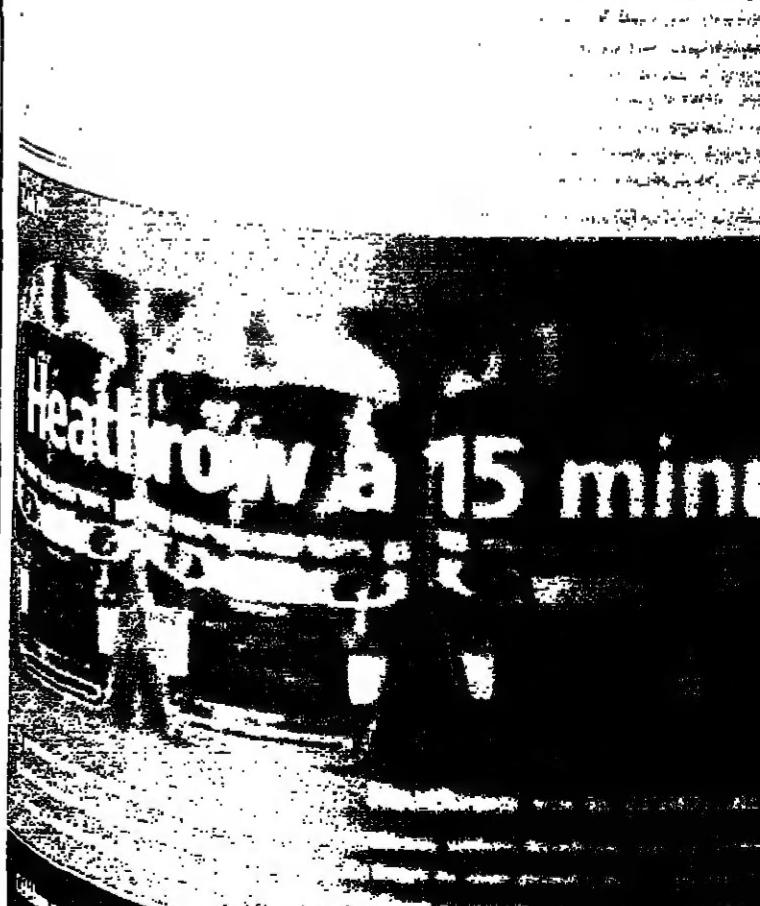
gique, le ministre envisage d'ouvrir un débat, en 1999, « sur la cohérence et la pertinence des contenus », en même temps qu'une réflexion sur l'articulation entre le lycée et les BTS. Dans les classes de sciences et techniques tertiaires (STT), la priorité est de « favoriser l'acquisition d'une solide culture générale indispensable à la poursuite d'études ». En sciences et techniques industrielles (STI), il s'agira de « suivre les évolutions radicales de l'information industrielle ».

En complément des deux autres séries (sciences médico-sociales et sciences et techniques de laboratoire), il est prévu la création d'une série Education physique et sportive dans la voie technologique, avec en prolongement un BTS « métiers du sport ».

**Modification des programmes**

Peu de modifications ont été apportées aux nouvelles orientations proposées par le ministère (*Le Monde* du 16 janvier). Dans les différentes disciplines expérimentales, « verront leur importance augmenter ». Outre « un renouveau très important des contenus », il est envisagé un rééquilibrage des spécialités en faveur « des sciences de l'ingénierie ». Pour l'enseignement technolo-

M. Dc. et B. G.



## Manifestation du 17 octobre 1961 : Jean-Luc Einaudi dénonce le laisser faire de Maurice Papon

La première journée du procès en diffamation s'est transformée en cours d'histoire

Poursuivi en diffamation au sujet d'un point de vue publié dans nos colonnes le 20 mai 1998, dans la répression de la manifestation algérienne du 17 octobre 1961, Jean-Luc Einaudi a expliqué en quoi l'action de l'ancien préfet de police de Paris lui paraît « dans la continuité de celui qui fut secrétaire général de la préfecture de la Gironde dans les années 40 ».

**JEAN-LUC EINAUDI** n'est pas un historien universitaire, mais il connaît son sujet sur le bout des doigts. Son sujet, c'est la guerre d'Algérie et plus précisément cet événement oublié de la mémoire collective : la répression policière, sanglante, d'une manifestation organisée par la Fédération de France du Front de libération nationale (FLN) algérien, le 17 octobre 1961 à Paris.

Educateur au ministère de la justice, Jean-Luc Einaudi est aussi l'auteur d'un livre : *La Bataille de Paris*, dans lequel il affirme que les exactions des policiers ont fait ce soir-là plus de 200 morts, alors que le bilan officiel a longtemps limité ce bilan à 3 victimes parmi les manifestants.

Dans un point de vue publié dans nos colonnes, le 20 mai 1998, M. Einaudi soutenait que ce « massacre » avait été perpétré « par des forces de police agissant sous les ordres de Maurice Papon », alors préfet de police de la capitale. L'accusation lui vaut de comparer depuis le jeudi 4 février, devant la 1<sup>re</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris, pour « complicité de diffamation envers un fonctionnaire public » (Le Monde du 5 février), sur plainte de Maurice Papon, absent de la première journée d'audience pour cause de « grippe aiguë ».

Pendant près de sept heures, cette audience s'est transformée en cours d'histoire, avec la diffusion d'une documentation. Une journaliste disparue, consacrée à la répression de la manifestation, l'audition de quatre témoins, directs ou indirects, et un long interrogatoire du prévenu.

### REPRÉSSION ORIENTÉE

« On ne peut comprendre ces événements et ce massacre que si on a en tête qu'ils sont le produit de pratiques installées depuis des années sous la responsabilité de Maurice Papon », avertit d'entrée M. Einaudi. Relatant le passé du préfet de police de Paris comme inspecteur général pour l'administration en mission extraordinaire dans l'Est algérien en 1956, il estime que « Maurice Papon a orienté la répression contre le FLN vers une répression collective visant l'ensemble d'une communauté humaine ».

Revenu à Paris, Maurice Papon a, selon M. Einaudi, favorisé l'émergence de pratiques contestables, en organisant, par exemple, « de vastes rafles » et en faisant « interner des Algériens au Vel'd'Hiv ». « Déjà en 1958, des témoignages font état de policiers se vantant de jeter des Algériens à la Seine, soutient-il. Les rafles se font « au facies » et quand, en 1959, est créé le centre d'identification et de vaccination de Vincennes, où sont conduits les Algériens rafleés, on va voir se banaliser sous la responsabilité de Maurice Papon des pratiques de violence ».

Le principal tort du préfet de police, à entendre le prévenu, est de « n'avoir rien fait » ou d'avoir « encouragé » des violences qui

s'intensifient « après le départ du gouvernement d'Edmond Michelet [à l'époque garde des sceaux], hostile à certaines méthodes de répression et de renseignements ».

« Ce n'est pas un hasard si ces pratiques criminelles se développent à ce moment-là », ajoute M. Einaudi.

A l'appui de ses affirmations, il évoque une circulaire rédigée par Maurice Papon le 5 septembre 1961 stipulant que « les membres des groupes de choc [du FLN] pris en flagrant crime doivent être abattus sur place ». Aux obsèques d'un policier, le préfet de police lance même « un mot d'ordre : "Pour un coup reçu, nous en porterons dix" ». « Cela signifie très précisément : pour un policier tué, tuez dix Algériens », estime M. Einaudi. En tous les cas, c'est bien ainsi que cela a été compris. »

**AUCUNE PREUVE**

Revenant sur la manifestation du 17 octobre 1961, le prévenu reconnaît qu'« il n'existe aucune preuve qu'un massacre ait été donné. Mais il suffisait de laisser faire, et c'est là que se trouve la responsabilité de Maurice Papon. Quand le contrôleur général de Paris vient le voir pour lui demander de "cesser le carnage", il lui tourne le dos. Quand de fausses rumeurs circulent faisant état de morts parmi les forces de l'ordre, il n'a rien fait pour les démentir et a ainsi exacerbé la haine des policiers envers les Algériens. »

Jean-Luc Einaudi ne dit d'ailleurs pas qu'une partie des exactions ont été commises ce soir-là par des policiers poussés à bout

par des attaques dont ils ont été les premières victimes. « Ils étaient en quelque sorte chauffés à blanc », suggère le président du tribunal, Jean-Yves Monfort. « Je n'évacue pas cette idée, d'autant que dans la police il y a, à ce moment-là, un courant violentement hostile à la perspective de l'indépendance », répond le prévenu.

Il rejette en revanche l'idée, avancée à plusieurs reprises par Maurice Papon, que les morts du 17 octobre aient été les victimes d'un règlement de compte entre factions nationalistes algériennes : « En 1961, le Mouvement national algérien n'existant pratiquement plus à Paris où le FLN dominait. »

Le président Monfort, qui s'étonne du faible nombre de témoins et du peu d'éléments dans la presse de l'époque au sujet de la manifestation, Jean-Luc Einaudi rétorque : « La vie d'un Algérien ne valait pas la vie d'un Français. Il y avait de l'indifférence pour une vie de "bougnoule". » Dans le prétoire des applaudissements nourris approuvent l'intervention.

« Si je vous comprends bien, l'homme expliquerait les événements », demande le président. « C'est certain, confirme le prévenu. Qu'on m'explique sinon comment un préfet de police peut interner des gens au Vel'd'Hiv, seize ans seulement après que des juifs y ont été internés. C'est à mon sens l'expression que ce préfet de police était dans la continuité de celui qui fut secrétaire général de la préfecture de la Gironde dans les années 40. »

Acacio Pereira

## Prison ferme requise contre cinq policiers accusés de violences

Deux « dealers » avaient été brutalisés à Bobigny

DES PEINES de deux à quatre ans de prison ont été requises, jeudi 4 février, à l'encontre de cinq policiers du service départemental de police judiciaire (SDPJ) de Seine-Saint-Denis poursuivis pour « violences » et « agressions sexuelles » sur deux trafiquants de drogue placés en garde à vue dans leurs locaux en novembre 1991. C'est au terme de plus de sept ans de bataille de procédure que les cinq policiers ont été jugés à Versailles (Yvelines), où l'affaire avait été dépassée « pour plus d'impartialité ».

Le 25 novembre 1991, quatre policiers de la brigade des stupéfiants de Bobigny emmenés par le commandant Bernard Hervé ont interpellé, non loin de la gare du Nord à Paris, Ahmed Selmani, soupçonné d'être l'un des animateurs d'un réseau international de trafic d'héroïne et de cocaine, dont les policiers ont arrêté le chef quinze jours plus tôt. Selon Ahmed Selmani, qui purge aujourd'hui une peine de 13 ans de prison pour infraction à la législation sur les stupéfiants, l'arrestation s'est passée « calmement », mais la garde à vue a tourné au cauchemar. Devant le tribunal, la victime détaille les divers sévices dont elle aurait été l'objet, du tirage de cheveux aux coups de batte de base-ball sur la tête « légèrement mais constamment », en passant par les coups de pied et de poing qui, après quelques heures dans le service de police, lui vaudront d'être transportée aux urgences d'un hôpital parisien.

De retour en Seine-Saint-Denis, le lendemain matin, Ahmed Selmani affirme avoir subi de nouveaux interrogatoires qui, en fin de journée, deviendront de nouveau violents : un simulacre d'injection dans le bras, une demande de fellation par un policier, qui n'a pas été identifié, et qui, finalement, lui uriner dessus. Selon la victime, qui a perdu tout, cette escalade s'achèvera dans un bureau où, alors qu'il était agenouillé avec l'un des prévenus monté sur son dos, un policier lui introduira « une petite matraque noire » dans l'anus.

Tour à tour, les cinq policiers impliqués ont contesté cette version.

### DÉPÉCHES

**SANG CONTAMINÉ** : la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a rejeté, jeudi 4 février, les demandes d'actes présentés par les avocats des personnes mises en examen pour « empoisonnement » et « complicité d'empoisonnement » dans le volet non ministériel de l'affaire du sang contaminé. La juge d'instruction Marie-Odile Bertella-Geffroy devrait décider prochainement s'il y a lieu ou non de renvoyer les personnes mises en examen devant un tribunal correctionnel ou devant une cour d'assises.

**VIOLENCE** : l'adolescent de 17 ans, qui a reconnu avoir tué, lundi 1<sup>er</sup> février, un buraliste de Béziers (Hérault), a été mis en examen et écroué. Un millier de personnes, élus et commerçants en tête, ont manifesté, jeudi 4 février, pour protester contre cet assassinat.

**LOGEMENT** : les organismes collectifs du 1% logement s'engagent à sécuriser les accès à la propriété, selon une convention signée vendredi 5 février. En cas de chômage, les ménages modestes pourront bénéficier d'un report de 50 % de leurs mensualités de remboursement. Pour les salariés, la sécurisation s'appliquera aussi en cas de difficultés après un divorce.

## Deux mairies condamnées à décrocher le crucifix de la salle du conseil

NANTES  
de notre correspondant

Les mairies de Joué-sur-Erdre et de Vallet en Loire-Atlantique devront enlever le crucifix qui orne leur salle de conseil municipal. La cour administrative d'appel de Nantes a donné raison, jeudi 4 février, aux habitants de ces communes rurales demandant l'application de la loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat interdisant « d'élever ou d'opposer aucun signe ou emblème religieux sur les monuments publics ou en quelque emplacement que ce soit, à l'exception des édifices servant au culte, des terrains de sépultures dans les cimetières, des monuments funéraires ainsi que des musées ou des expositions ». La cour a confirmé un jugement du tribunal administratif de Nantes qui, en décembre 1997, avait estimé que la présence de ces crucifix relevait de « décisions prises en matière de décoration » ne pouvant être attaquées devant le juge de l'excès de pouvoir (Le Monde du 22 janvier 1998).

A Joué-sur-Erdre, Isabelle Le Guélas de Mézaubran est maire (divers droite) depuis 1975, date à laquelle elle a succédé à son mari. « Beaucoup ici continuent d'appeler Madame la comtesse et ont vis-à-vis d'elle une déférence rappelant la féodalité », assure Christian Jadaeu, président de l'association civique

Joué-Langueux qui avait saisi le tribunal administratif. Instituteur dans une école publique, Christian Jadaeu n'a pourtant rien d'un anticlérical. C'est en « chrétien pratiquant et engagé » qu'il défend la laïcité et dénonce tout « mélange entre pouvoir et religion », à Joué-sur-Erdre comme ailleurs. Pour toute réponse à sa demande sur le retrait du crucifix, Isabelle Le Guélas de Mézaubran avait fait voter, en février 1996, son maintien dans la salle du conseil municipal. Son avocat n'y voit qu'un « usage local auquel les habitants sont très attachés ».

**LE COEUR ET LA CROIX**  
A Vallet, en plein vignoble nantais, c'est en mars 1998 que le conseil municipal avait voté à l'unanimité la pose d'un crucifix dans la salle où il se réunit. Ce vote « marquait la volonté d'exprimer une croyance sans constituer un acte de pression ou de prosélytisme et se rattachait aux us et coutumes de la commune », estime l'avocat du maire actuel, Paul Dalon (FDG) qui a refusé, lui aussi, d'ôter ce crucifix comme le demandait un conseiller municipal d'opposition. La cour administrative d'appel a estimé que « la position d'un emblème religieux postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi du 9 décembre 1905, à l'extérieur comme à l'intérieur d'un édifice public communal, mé-

connait la liberté de conscience assurée à tous les citoyens par la République et la neutralité du service public à l'égard des cultes quels qu'ils soient ».

L'association Une Vendée pour tous les Vendéens demandait, au nom des mêmes principes, que le logo du département de la Vendée, mis en place en 1986 par le conseil général qui préside Philippe de Villiers (MPF), soit ôté du fronton de deux collèges publics. Selon l'association, ce logo s'inspire du blason de la Vendée homologué en 1943 par la commission des sceaux et armoiries du gouvernement de Vichy et à l'époque, « l'évêque de Laval avait cru voir dans le griffon le cœur de Jésus et de Marie surmonté de la couronne d'épines du Christ ». Le commissaire du gouvernement a demandé à la cour administrative de rejeter cette demande, estimant que la forme stylisée actuelle du logo ne correspondait à aucun emblème représentatif d'une religion, la croix n'ayant pas « la forme latine propre à la religion chrétienne », le cœur étant « un symbole depuis la nuit des temps » et l'ensemble ne pouvant être interprété que comme « la transposition métaphorique de certains traits de l'histoire vendéenne », que rien n'interdit.

Dominique Luneau

## Heathrow à 15 minutes du centre de Londres

Heathrow → le centre de Londres en 15 minutes, toutes les 15 minutes

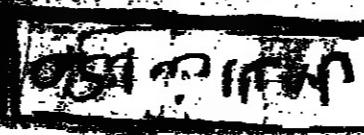
Le prochain fois que vous vous rendrez à Londres via Heathrow, utilisez Heathrow Express, le nouveau train à grande vitesse qui relie l'aéroport au cœur de Londres. Le trajet ne vous prendra que 15 minutes et si vous êtes un client d'American Airlines, British Airways ou British Midland ne voyageant qu'avec un bagage à main, vous

pourrez même vous faire enrégistrer à Paddington Station pour le retour. Les billets pour Heathrow Express sont disponibles à nos guichets, aux billeteries automatiques et dans les boutiques affichant notre enseigne. Pour plus d'informations, visitez notre site web à [www.heathrowexpress.co.uk](http://www.heathrowexpress.co.uk) ouappelez le +44 (0) 845 600 15 15.

Célèbre pour 15 minutes

Départs de Paddington de 0510 à 2300, 5/6 minutes de plus pour le Terminal 4.

Heathrow



## DISPARITIONS

**Maurice Najman**

Une figure de la génération lycéenne de Mai 68

JOURNALISTE, écrivain, créateur, en 1968, des comités d'action lycéens (CAL), Maurice Najman est décédé, jeudi 4 février, des suites d'une hépatite C. Il était né le 7 décembre 1948, à Paris, dans une famille juive polonaise. Son père, un militant communiste, meurt jeune. Sa mère, Solange, est une rescapée d'Auschwitz. Sa grand-mère ne parle que le yiddish, une langue qu'il apprend et n'oubliera jamais. En 1965, il débarque au lycée Jacques-Decour, plein d'idées et d'idéaux, déjà « vire » des Jeunesse communistes (JC), auxquelles il avait adhéré un an plus tôt. A la rentrée 1966, avec certains de ceux qui compteront plus tard dans l'histoire de Mai 68 - tel Michel Recanati, qui se suicidera à trente ans -, il crée à Jacques-Decour le premier comité de Vietnam lycéen.

Cette même année, il se rapproche d'un petit groupe de militants trotskistes regroupés derrière l'un des fondateurs de la IV<sup>e</sup> Internationale, le Grec Michel Raptis - dit « Pablo » -, décédé il y a trois ans. Il adhère en 1967 à cette tendance tiers-mondiste, autogestionnaire dont sortira, en 1973, il est en Amérique latine et ramène un livre, *Le Chili est proche*, publié chez Maspero (1974). Il est au Portugal, pendant la Révolution des ceintures, rêve d'un socialisme auto-

(JCR), il est de tous les coups. Au début de l'année 1968, il se bat pour la réintroduction de Romain Goupil, exclu du lycée Condorcet pour agitation politique, ce qui donnera lieu à la première « manif » lycéenne. Il fait aussi partie du groupe de militants qui, le 20 mars, au nom du refus de la guerre du Vietnam, brise les vitrines de l'American Express. Cette action préfigure la naissance, le 22 mars, à la faculté de Nanterre, au « Mouvement » du même nom.

En avril, il imagine, à Jacques-Decour le premier comité d'action lycéen (CAL). La France en est bientôt couverte, mais ce succès avive des rivalités : les révolutionnaires austères de la JCR s'opposent aux « amateurs » de l'AMR, qui ne cachent pas leur amour du rock et des plaisirs. Dans *Mourir à trente ans*, le film-culte de Romain Goupil sur cette époque et cette génération, on suit les manœuvres de Recanati pour écarter Najman du premier rang de la manifestation du 13 mai 1968. L'ordre revenu, il continue toujours à réver de « mouvements de jeunesse » et de révoltes. En 1973, il est en Amérique latine et ramène un livre, *Le Chili est proche*, publié chez Maspero (1974). Il est au Portugal, pendant la Révolution des ceintures, rêve d'un socialisme auto-

géré en Algérie, n'oublie pas les ouvriers de Lip et défend la candidature de Charles Plaget à l'élection présidentielle de 1974. Début 1975, il rejoint le PSU avec l'AMR, le quitte trois ans plus tard, et soutient dès le départ l'éphémère candidature de Coluche à l'élection présidentielle de 1981. Passionné par ce qu'il appelle, le premier, les « nouveaux mouvements sociaux », il explique à ses copines qu'il faut militier au Mouvement de libération des femmes (MLF). Il se bat pour la mémoire est-allemande soluble dans l'eau ? tragico-comédie et documentaire sur son petit frère, Charles, dit Charlie, hommage bouleversant à leur mère. Quand Romain Goupil lui demande, à l'automne 1998, de participer à son dernier long-métrage, *A mort la mort*, « < l'histoire d'une génération qui se retrouve plus souvent au cimetière qu'aux manifs > », Maurice dit pourtant tout. Le 12 décembre 1998, personne ne l'attend plus quand il arrive et rejoint la « famille », cette amicale où l'espérance est une éternelle inquiétude, pour la scène finale du film - la fin du triptyque ouvert par *Mourir à trente ans*. « C'est la scène du bal, lui avait dit son ami Romain. Une scène où on chante et où on danse. »

Ariane Chemin

**Le colonel Jean Ballarin**

Un compagnon de la Libération

LE LIEUTENANT-COLONEL (en retraite) Jean Ballarin, compagnon de la Libération et ancien de la 2<sup>e</sup> division blindée (DB), est mort, mercredi 27 janvier, à Paris, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Né le 16 janvier 1915 à La Ville-d'Avray (Dordogne), Jean Ballarin s'engage dans l'armée dès l'âge de dix-huit ans. Affecté au 1<sup>er</sup> régiment de marche de spahis marocains (RSM) en Syrie, il entend l'appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle et franchit la frontière syro-palestinienne pour rallier la France libre. Depuis le Soudan, via l'Egypte, il participe à tous les combats de la France libre, en Thrace - où, en janvier 1941, il va organiser la charge d'Umberga contre un fort parti italien - , en Syrie, en Egypte, à Libye et en Tunisie. Avec le grade de sous-lieutenant, à la tête d'un escadron d'auto-cannons, Jean Ballarin se bat à El Alamein, en Egypte, contre les forces du maréchal Erwin Rommel. Promu lieutenant, il rejoint le 2<sup>e</sup> DB du futur maréchal Philippe Leclerc de Hauteclocque.

Après la fin de la guerre, Jean Ballarin servira au cabinet du futur maréchal Marie Pierre Koenig,

successivement commandant en chef de la zone française en Allemagne, commandant des forces terrestres, aériennes et maritimes en Afrique du Nord, puis ministre de la défense nationale en 1954-1955. Promu lieutenant-colonel, il reçoit le commandement, en 1961, du 5<sup>e</sup> régiment de spahis marocains, et il prend sa retraite en 1962.

Titulaire de la croix de guerre 1939-1945, Jean Ballarin était commandeur de la Légion d'honneur.

Jacques Isnard

## NOMBREUX FAITS D'ARMES

Le 21 juin 1943, le sous-lieutenant Ballarin est fait compagnon de la Libération pour ses faits d'armes de sous-officier au 1<sup>er</sup> RSM. A la fin août 1943, Jean Ballarin est ap-

pelé à Alger, où il prendra le commandement de l'escorte personnelle et de la garde d'honneur du général de Gaulle, à la tête du comité français de libération nationale (CFLN).

Promu capitaine, Jean Ballarin rejoint la 2<sup>e</sup> DB et se bat en Alsace - où il fait de nombreux prisonniers allemands et récupère des stocks importants d'armes lors de la prise de la localité de Logelbach - et dans la « poche » de Royan, en 1945. Avec la 2<sup>e</sup> DB, il participe à la prise de « nid d'aigle » de Berchtesgaden, le refuge d'Adolf Hitler.

Après la fin de la guerre, Jean Ballarin servira au cabinet du futur maréchal Marie Pierre Koenig,

successivement commandant en chef de la zone française en Allemagne, commandant des forces terrestres, aériennes et maritimes en Afrique du Nord, puis ministre de la défense nationale en 1954-1955. Promu lieutenant-colonel, il reçoit le commandement, en 1961, du 5<sup>e</sup> régiment de spahis marocains, et il prend sa retraite en 1962.

Titulaire de la croix de guerre 1939-1945, Jean Ballarin était commandeur de la Légion d'honneur.

Le 21 juin 1943, le sous-lieutenant Ballarin est fait compagnon de la Libération pour ses faits d'armes de sous-officier au 1<sup>er</sup> RSM. A la fin août 1943, Jean Ballarin est ap-

pelé à Alger, où il prendra le commandement de l'escorte personnelle et de la garde d'honneur du général de Gaulle, à la tête du comité français de libération nationale (CFLN).

Promu capitaine, Jean Ballarin rejoint la 2<sup>e</sup> DB et se bat en Alsace - où il fait de nombreux prisonniers allemands et récupère des stocks importants d'armes lors de la prise de la localité de Logelbach - et dans la « poche » de Royan, en 1945. Avec la 2<sup>e</sup> DB, il participe à la prise de « nid d'aigle » de Berchtesgaden, le refuge d'Adolf Hitler.

Après la fin de la guerre, Jean Ballarin servira au cabinet du futur maréchal Marie Pierre Koenig,

successivement commandant en chef de la zone française en Allemagne, commandant des forces terrestres, aériennes et maritimes en Afrique du Nord, puis ministre de la défense nationale en 1954-1955. Promu lieutenant-colonel, il reçoit le commandement, en 1961, du 5<sup>e</sup> régiment de spahis marocains, et il prend sa retraite en 1962.

Titulaire de la croix de guerre 1939-1945, Jean Ballarin était commandeur de la Légion d'honneur.

Le 21 juin 1943, le sous-lieutenant Ballarin est fait compagnon de la Libération pour ses faits d'armes de sous-officier au 1<sup>er</sup> RSM. A la fin août 1943, Jean Ballarin est ap-

pelé à Alger, où il prendra le commandement de l'escorte personnelle et de la garde d'honneur du général de Gaulle, à la tête du comité français de libération nationale (CFLN).

Promu capitaine, Jean Ballarin rejoint la 2<sup>e</sup> DB et se bat en Alsace - où il fait de nombreux prisonniers allemands et récupère des stocks importants d'armes lors de la prise de la localité de Logelbach - et dans la « poche » de Royan, en 1945. Avec la 2<sup>e</sup> DB, il participe à la prise de « nid d'aigle » de Berchtesgaden, le refuge d'Adolf Hitler.

Après la fin de la guerre, Jean Ballarin servira au cabinet du futur maréchal Marie Pierre Koenig,

successivement commandant en chef de la zone française en Allemagne, commandant des forces terrestres, aériennes et maritimes en Afrique du Nord, puis ministre de la défense nationale en 1954-1955. Promu lieutenant-colonel, il reçoit le commandement, en 1961, du 5<sup>e</sup> régiment de spahis marocains, et il prend sa retraite en 1962.

Titulaire de la croix de guerre 1939-1945, Jean Ballarin était commandeur de la Légion d'honneur.

Le 21 juin 1943, le sous-lieutenant Ballarin est fait compagnon de la Libération pour ses faits d'armes de sous-officier au 1<sup>er</sup> RSM. A la fin août 1943, Jean Ballarin est ap-

pelé à Alger, où il prendra le commandement de l'escorte personnelle et de la garde d'honneur du général de Gaulle, à la tête du comité français de libération nationale (CFLN).

Promu capitaine, Jean Ballarin rejoint la 2<sup>e</sup> DB et se bat en Alsace - où il fait de nombreux prisonniers allemands et récupère des stocks importants d'armes lors de la prise de la localité de Logelbach - et dans la « poche » de Royan, en 1945. Avec la 2<sup>e</sup> DB, il participe à la prise de « nid d'aigle » de Berchtesgaden, le refuge d'Adolf Hitler.

Après la fin de la guerre, Jean Ballarin servira au cabinet du futur maréchal Marie Pierre Koenig,

successivement commandant en chef de la zone française en Allemagne, commandant des forces terrestres, aériennes et maritimes en Afrique du Nord, puis ministre de la défense nationale en 1954-1955. Promu lieutenant-colonel, il reçoit le commandement, en 1961, du 5<sup>e</sup> régiment de spahis marocains, et il prend sa retraite en 1962.

Titulaire de la croix de guerre 1939-1945, Jean Ballarin était commandeur de la Légion d'honneur.

Le 21 juin 1943, le sous-lieutenant Ballarin est fait compagnon de la Libération pour ses faits d'armes de sous-officier au 1<sup>er</sup> RSM. A la fin août 1943, Jean Ballarin est ap-

pelé à Alger, où il prendra le commandement de l'escorte personnelle et de la garde d'honneur du général de Gaulle, à la tête du comité français de libération nationale (CFLN).

Promu capitaine, Jean Ballarin rejoint la 2<sup>e</sup> DB et se bat en Alsace - où il fait de nombreux prisonniers allemands et récupère des stocks importants d'armes lors de la prise de la localité de Logelbach - et dans la « poche » de Royan, en 1945. Avec la 2<sup>e</sup> DB, il participe à la prise de « nid d'aigle » de Berchtesgaden, le refuge d'Adolf Hitler.

Après la fin de la guerre, Jean Ballarin servira au cabinet du futur maréchal Marie Pierre Koenig,

successivement commandant en chef de la zone française en Allemagne, commandant des forces terrestres, aériennes et maritimes en Afrique du Nord, puis ministre de la défense nationale en 1954-1955. Promu lieutenant-colonel, il reçoit le commandement, en 1961, du 5<sup>e</sup> régiment de spahis marocains, et il prend sa retraite en 1962.

Titulaire de la croix de guerre 1939-1945, Jean Ballarin était commandeur de la Légion d'honneur.

Le 21 juin 1943, le sous-lieutenant Ballarin est fait compagnon de la Libération pour ses faits d'armes de sous-officier au 1<sup>er</sup> RSM. A la fin août 1943, Jean Ballarin est ap-

pelé à Alger, où il prendra le commandement de l'escorte personnelle et de la garde d'honneur du général de Gaulle, à la tête du comité français de libération nationale (CFLN).

Promu capitaine, Jean Ballarin rejoint la 2<sup>e</sup> DB et se bat en Alsace - où il fait de nombreux prisonniers allemands et récupère des stocks importants d'armes lors de la prise de la localité de Logelbach - et dans la « poche » de Royan, en 1945. Avec la 2<sup>e</sup> DB, il participe à la prise de « nid d'aigle » de Berchtesgaden, le refuge d'Adolf Hitler.

Après la fin de la guerre, Jean Ballarin servira au cabinet du futur maréchal Marie Pierre Koenig,

successivement commandant en chef de la zone française en Allemagne, commandant des forces terrestres, aériennes et maritimes en Afrique du Nord, puis ministre de la défense nationale en 1954-1955. Promu lieutenant-colonel, il reçoit le commandement, en 1961, du 5<sup>e</sup> régiment de spahis marocains, et il prend sa retraite en 1962.

Titulaire de la croix de guerre 1939-1945, Jean Ballarin était commandeur de la Légion d'honneur.

Le 21 juin 1943, le sous-lieutenant Ballarin est fait compagnon de la Libération pour ses faits d'armes de sous-officier au 1<sup>er</sup> RSM. A la fin août 1943, Jean Ballarin est ap-

pelé à Alger, où il prendra le commandement de l'escorte personnelle et de la garde d'honneur du général de Gaulle, à la tête du comité français de libération nationale (CFLN).

Promu capitaine, Jean Ballarin rejoint la 2<sup>e</sup> DB et se bat en Alsace - où il fait de nombreux prisonniers allemands et récupère des stocks importants d'armes lors de la prise de la localité de Logelbach - et dans la « poche » de Royan, en 1945. Avec la 2<sup>e</sup> DB, il participe à la prise de « nid d'aigle » de Berchtesgaden, le refuge d'Adolf Hitler.

Après la fin de la guerre, Jean Ballarin servira au cabinet du futur maréchal Marie Pierre Koenig,

successivement commandant en chef de la zone française en Allemagne, commandant des forces terrestres, aériennes et maritimes en Afrique du Nord, puis ministre de la défense nationale en 1954-1955. Promu lieutenant-colonel, il reçoit le commandement, en 1961, du 5<sup>e</sup> régiment de spahis marocains, et il prend sa retraite en 1962.

Titulaire de la croix de guerre 1939-1945, Jean Ballarin était commandeur de la Légion d'honneur.

Le 21 juin 1943, le sous-lieutenant Ballarin est fait compagnon de la Libération pour ses faits d'armes de sous-officier au 1<sup>er</sup> RSM. A la fin août 1943, Jean Ballarin est ap-

pelé à Alger, où il prendra le commandement de l'escorte personnelle et de la garde d'honneur du général de Gaulle, à la tête du comité français de libération nationale (CFLN).

Promu capitaine, Jean Ballarin rejoint la 2<sup>e</sup> DB et se bat en Alsace - où il fait de nombreux prisonniers allemands et récupère des stocks importants d'armes lors de la prise de la localité de Logelbach - et dans la « poche » de Royan, en 1945. Avec la 2<sup>e</sup> DB, il participe à la prise de « nid d'aigle » de Berchtesgaden, le refuge d'Adolf Hitler.

Après la fin de la guerre, Jean Ballarin servira au cabinet du futur maréchal Marie Pierre Koenig,

successivement commandant en chef de la zone française en Allemagne, commandant des forces terrestres, aériennes et maritimes en Afrique du Nord, puis ministre de la défense nationale en 1954-1955. Promu lieutenant-colonel, il reçoit le commandement, en 1961, du 5<sup>e</sup> régiment de spahis marocains, et il prend sa retraite en 1962.

Titulaire de la croix de guerre 1939-1945, Jean Ballarin était commandeur de la Légion d'honneur.

Le 21 juin 1943, le sous-lieutenant Ballarin est fait compagnon de la Libération pour ses faits d'armes de sous-officier au 1<sup>er</sup> RSM. A la fin août 1943, Jean Ballarin est ap-

pelé à Alger, où il prendra le commandement de l'escorte personnelle et de la garde d'honneur du général de Gaulle, à la tête du comité français de libération nationale (CFLN).

Promu capitaine, Jean Ballarin rejoint la 2<sup>e</sup> DB et se bat en Alsace - où il fait de nombreux prisonniers allemands et récupère des stocks importants d'armes lors de la prise de la localité de Logelbach - et dans la « poche » de Royan, en 1945. Avec la 2<sup>e</sup> DB, il participe à la prise de « nid d'aigle » de Berchtesgaden, le refuge d'Adolf Hitler.

Après la fin de la guerre, Jean Ballarin servira au cabinet du futur maréchal Marie Pierre Koenig,

successivement commandant en chef de la zone française en Allemagne, commandant des forces terrestres, aériennes et maritimes en Afrique du Nord, puis ministre de la défense nationale en 1954-1955.

## HORIZONS

PORTRAIT

# Hussein, la solitude d'un monarque

**S**ON plus dououreux aura certainement une double perte : la perte de La Mecque, en 1925, par son arrière-grand-père, le chef Ben Ali, le chef du Hedjaz — et par Abdel Aziz Ibn Saoud — la perte de Jérusalem, en 1967, par sa propre armée, vaincues par les troupes israéliennes. Autant que tout au long de sa vie, Hussein de Jordanie, descendant de la dynastie hachémite, et la lignée du prophète, a le sentiment d'avoir hérité d'une malédiction du ciel. « J'appartiens à une famille qui selon la tradition de Dieu doit souffrir et consentir des sacrifices pour la nation », déclare-t-il après la mort de 1967.

Révait-il vraiment un royaume dynastique hachémite lorsque, en 1990, méprisé par l'Arabe saoudite, qui l'accusait d'avoir pris parti pour l'Irak après l'invasion du Koweït, il revendiqua à nouveau la couronne ? Ou lorsque, en 1995, il proclama qu'il avait disposé à jouer un rôle en Irak — dont son cousin, Fayçal II, fut l'éphémère souverain jusqu'à ce qu'il s'en est toujours défendu.

La longévité de son règne — quarante-six ans — n'est pas synonyme de réussite. Le « petit roi » — surnom qui lui a été donné lors de son accession au trône du fait de son jeune âge et qui perdura à cause de sa petite taille — aura survécu à trois guerres israélo-arabes, plusieurs tentatives de coup et même de tentatives de meurtre.

Dès lors qu'il a été échappé à ces tragiques, Hussein de Jordanie a pris la mesure du régime hachémite qui l'attendait, de la nature des alliances et de la précarité des alliances — dont il néanmoins tirer profit au gré des circonstances.

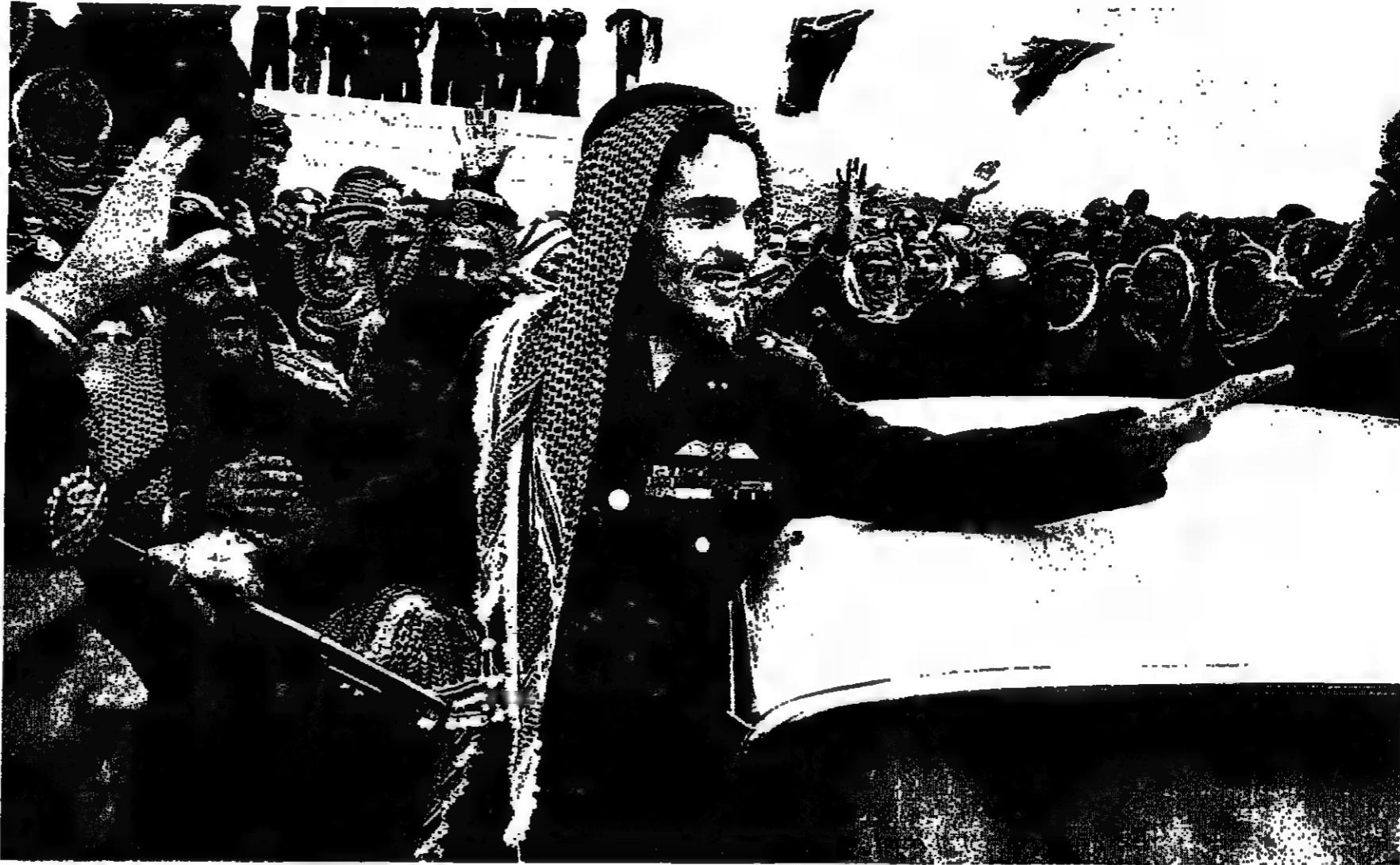
Mais il a réussi à sauver son régime et ses royaumes en jouant d'un allié sur l'autre, en changeant de camp dans la conjoncture, il n'a pas moins fini par faire de nombreux ennemis. Apprécié et parfois admiré en Occident, il a été très contesté et c'est parfois peu — au sein du monde arabe.

Il avait seize ans lorsque son grand-père Abdallah, fondateur du royaume, fut assassiné sous leurs yeux, le 20 juillet 1951, à l'entrée de la mosquée Al Aqsa, à Jérusalem, par un Palestinien qui le soupçonnait de vouloir signer une paix séparée avec Israël. « Tandis que je précipitais, je vis un col en l'air tous les amis de mon grand-père qui fuyaient de toutes côtés. Cette image, plus que le visage de l'assassin, restera gravée à jamais dans ma mémoire », confiait-il dans son livre, « métier de roi », paru aux éditions Robert Laffont en 1975.

« C'était ma première leçon de solitude. » Toute vie n'a été entourée de beaucoup de gens (...), mais long de années, au plus profond de moi, j'ai aussi eu qu'un naufrage. »

**L**a suite devait bousculer fond en comble la vie insouciante et modeste, que le futur monarque menait alors à Amman. Après l'assassinat d'Abdallah, son père Talal, le père d'Hussein, interné pour schizophrénie dans un hôpital psychiatrique en Suisse, rentra à Jordanie où il fut couronné roi le 1er septembre. La santé mentale ne lui permettant pas de gouverner, le Premier jordanien le force à abdiquer et proclame Hussein roi. Un conseil de régence est désigné jusqu'à la maturité du jeune prince, qui, au bout d'une formation accélérée mois à l'académie militaire de Sandhurst, fut couronné le 2 mai 1953.

Il héritait d'un petit royaume (les deux rives du Jourdain) d'un million et demi d'habitants, fait d'une promesse britannique tenue : pour encourager l'arrière-grand-père, le chef Hussein, à brandir l'étendard de la grande révolte arabe contre les Turcs, durant la première guerre mondiale, Londres lui avait promis de l'aider à créer un royaume arabe indépendant, incluant ce qui est aujourd'hui la Jordanie, Israël,



Le roi Hussein de Jordanie en 1956, 40 ans après son intronisation.

**Le souverain hachémite est arrivé vendredi 5 février**

**à Amman dans un état jugé désespéré.**  
**La maladie**  
**■ mis un terme**  
**à un long**  
**règne de**  
**quarante-six**  
**ans, au cœur**  
**d'un**  
**Proche-Orient**  
**tumultueux**

s'infiltrait au Moyen-Orient. Il n'y avait pas d'autre alternative, Glubb devait partir. »

Avril 1957 : Hussein de Jordanie déjoue de manière à faire singulièrement un complot tramé par le général Ali Abou Nawar, commandant chef des forces armées. Les conjurés, soutenus par l'Egypte, se recrutaient parmi ses serviteurs plus proches. Le souverain rendit la personne auprès des conjurés, il retourna la situation en sa faveur. Il la suite, les conjurés ont tous été graciés. Car Hussein de Jordanie, c'était aussi cela. Un chef d'Etat qui sait passer l'éponge et tenter de récupérer ses ennemis de l'intérieur.

Ce ne fut pas la seule tentative d'un coup d'Etat ni la mort du souverain. A ses propres yeux, la

plus dramatique fut la prise de l'avion qui conduisait en Suisse, en novembre 1958, par deux M16 syriens. « Ils voulaient me supprimer, comme on avait supprimé mon cousin Fayçal d'Irak afin d'en finir avec les Hachémites », commentera-t-il.

Quelques mois plus tard, le 11 juillet, Fayçal, était en effet assassiné, ainsi que toute sa famille lors d'un coup d'Etat. Pour Hussein, « le président Nasser seul en portait l'entiéte responsabilité », parce qu'il ne supportait pas l'émergence de l'Union arabe, la fédération entre l'Irak et la

russe-Est. Un désastre, militaire, politique et économique.

Hussein n'était pas au bout de ses peines. La marmitte des réfugiés palestiniens bouillait. Actions anti-israéliennes et représailles se succédaient. Les organisations de fedayins firent d'Amman leur bastion. La tension montait inexorablement jusqu'à ce fameux septembre 1970. « C'était une eux-Personne voulait faire de concessions, personne voulait faire marche arrière, l'affrontement était irrémédiable, hélas ! », dira-t-il. Et l'affrontement eut lieu. Il fut terrible. En août 1971, l'armée jordanienne

Camp David, malgré de pressantes sollicitations américaines, Hussein est « récompensé » par un royaume arabe réuni à Bagdad, qui alloue 1 milliard de dollars d'aide annuelle à la Jordanie. Il demeure un oede de sainteté tout au long de la guerre qui a opposé l'Irak à l'Iran de 1980 à 1988, parce qu'il se range du « bon côté », c'est-à-dire de l'Irak, considéré alors comme le rempart de l'Islamisme iranien.

Hussein n'a pas pour autant renoncé ses ambitions palestiniennes. En avril 1987, lors d'une rencontre secrète à Londres, il conclut avec Shimon Peres un accord prévoyant la réunion d'une conférence internationale sur le Proche-Orient avec la participation d'une délégation jordano-palestinienne. L'accord est refusé par le premier ministre israélien d'alors, Itzhak Shamir. L'Intifada, le soulèvement de la population palestinienne de Cisjordanie et de Gaza, commence en décembre. Hussein en tire les leçons. En juillet 1988, il rompt la rupture de tout lien administratif et légal du royaume avec la rive occidentale du Jourdain.

**D**ANS un Proche-Orient totalement imprévisible, Hussein se retrouve à nouveau du « mauvais côté » en août 1990, lorsqu'il soutient l'Irak au moment de l'invasion du Koweït. Il met l'index parmi les amis occidentaux arabes. Il suit une nouvelle rebuffade palestinienne, lorsque les Palestiniens refusent de participer à la délégation commune jordano-palestinienne après le lancement du processus de paix en octobre 1990. L'accord israélo-palestinien d'Oslo en septembre 1993 le prend totalement de court.

Craigant d'être le laissé-pour-compte de la négociation, il accélère les négociations avec l'Etat hébreu et signe un traité de paix avec lui en novembre 1994. Affichant une amitié à la limite de l'insolite entre les dirigeants israéliens, il se retrouve à nouveau relativement tenu à distance par les frères arabes, d'autant que les pourparlers de paix israélo-palestiniens et israélo-syro-libanais battent de l'aile. Il aussi vivement contesté par les Jordaniens eux-mêmes, qui pour la première fois critiquent une politique à courte vue.

Pour avoir refusé, en 1978, de se joindre aux accords israélo-égyptiens

Mouna Naim

**1 ALLEMAGNE, ANNÉE ZÉRO**

# La tentation de l'oubli *par Bernard-Henri Lévy*

**C'est un débat douloureux et sensible qui traverse l'Allemagne du chancelier Schröder : faut-il du passé faire table rase, tourner une fois pour toutes la page de la Shoah, au risque de l'oublier ? L'écrivain Bernard-Henri Lévy a mené une enquête intellectuelle auprès des nouveaux dirigeants allemands, de l'ancien chancelier Helmut Schmidt, du chef de la communauté juive Ignatz Bubis**

Wehrmacht » ■ déplacé, paraît-il, des centaines de milliers de visiteurs dans ■ pays : « je ■ l'ai pas vue ■ plus ; mais je ■ peux pas laisser dire qu'une armée, dans ■ majorité, ■ pu commettre des crimes pareils »

Et l'insiste que l'exposition, après avoir tourné dans l'Allemagne, se termine ce week-end à Hanovre et que, Hanovre étant sa ville, Je serais honoré à pouvoir la voir à sa compagnie, il retrouve son air d'obligéance enjouée : il sera à Hanovre, en effet, ce week-end, mais Il est déjà pris... une petite fête... il est sur le à français : « eine kleine fete »... Il répète : une « fete de vieux amis », ceux qui l'ont soutenu, ses camarades, le SPD... mais pourquoi, puisque je serai dans la ville, ce soir-là, me joins-à eux et venir, aussi, faire la fête ? La fête, pas la mémoire... Une fête, au lieu de la mémoire et de l'Histoire... Est-ce la doctrine du chancelier ? Est-ce qu'il entend lorsqu'il parle d'instituer un rapport = détenu avec le passé ?

Georg-Clemens Dick est un de « diplomates verts » que Joschka Fischer ■ amenés dans ■ bagages quand il ■ pris les rênes du ministère des affaires étrangères. Il me reçoit, en fin de journée, à ■ bureau, dans l'énorme bâtiment ■ àme qu'il occupe, pour quelques mois encore, jusqu'au déménagement à Berlin. Longs couloirs silencieux. Lumière pauvre. Alignement de pièces austères où l'on aperçoit, à travers les portes entrebâillées, ■ meubles ordinaires, des rideaux ■ mauvaise rayonne, des posters. Ambiance de cité U ou d'hôpital désaffecté. Parfum tiers-mondiste. Et Dick, cheveux gris ■ courts, allure sportive, pieds ■ le bureau au moment où le pousse ■ porte : le contraire du haut fonctionnaire

le conducteur du haut fonctionnaire traditionnel - on l'imagineraient plutôt sur un terrain en foot, ou en montagne, ou en train à faire un trekking. - Cette affaire Walser est évidemment énorme, m'explique-t-il. Mais l'Allemagne,

■ n'est pas que cela. Prenez ■ réforme ■ droit de la citoyenneté par exemple. Savez-vous ■ qu'elle va concrètement signifier ? Deux millions de nouveaux Allemands... » Il sourit, me propose une friandise : ■ deux millions de nouveaux Allemands qui seront, du même coup, deux millions de ■ Européens ! qui ■ mieux ? » Cette fois, ■ diplomate en santiags éclate ■ rire, enchanté du ■ joué à l'Europe des philistins : ■ pour ■ Allemands, donc Européens, c'est ■ révolution aussi énorme, dans son genre, que la chute du mur de Berlin ».

Lettre, faxée à l'hôtel, par l'adjoint de Georg-Clemens Dick, Helmut Elfenkemper. A la conversation, Dick s'est alors allé éconter comment la maison

mianter » n'est pas « oublier ». ■■■ de même ! Ce souci ■■■ décontamination au moment même où il s'installe dans ■■■ meubles ■■■ la RDA ! ■■■ dans la même logique, cœur ■■■ la contradiction majeure du « schröderisme » : d'un côté, tirant les ultimes leçons de la chute du Mur, une = Ostpolitik = ■■■ interne ; de l'autre, ■■■ que ■■■ passé pèse trop lourd qu'on préfère ■■■ la mémoire, un = désamiantage = de l'histoire nationale, une neutralisation ■■■ part maudite - nazisme et stalinisme.

Schröder ■ Walser... ■ chance-  
lier ■ romancier... L'un veut  
changer de mémoire. L'autre,  
quand il ■ ■ ■ de voir ■■■  
images de la Shoah à la télé, ré-  
clame le droit de changer de  
chaîne et de zapper. Du = bug = ■■■  
« zap ». D'un effacement, l'autre.  
Il y a, ■■■ l'Allemagne d'au-  
jourd'hui, ■■■ gens qui revendiquent  
le droit, ■■■ de nier l'hor-  
reur, mais ■■■ plus ■■■ voir, de la  
contraindre à quitter les écrans  
mentaux. Sauf - ce serait ■■■  
doute l'argument de Dick ■■■ la  
plupart ■■■ jeunes Allemands -  
qu'un ■■■ Victor Hugo ■■■ tout  
■■■ sur la question : ■■■ prenne  
toujours essayer de zapper, bu-  
guer, fermer les yeux - l'œil ■■■  
dans la tombe et regarde ■■■  
Walser...

■ Timide tentative, dirait Franz Hessel, de promenade dans le Berlin. ■ La rue du 17 juin, en mémoire de l'Insurrection ouverte de 1953. ■ Victoire, flanquée de Rohn et Nolde. La porte de Brandebourg. Le « quartier français » avec ses vieilles maisons pastel jaune paille, rose indien, mauve, vert amande qui sont comme un conservatoire du Berlin du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'Université Humboldt. L'Opéra. Le petit temple qui fut le monument aux morts de la guerre mondiale de devenir celui des « victimes du fascisme et du militarisme ». La cathédrale protestante, où Goering s'est marié. ■ Château, enfin, à Hohenzollern que tout le monde semble d'accord pour reconstruire à l'identique, pierre par pierre, sur les plans d'origine d'Andreas Schlüter. ■ ■ ■ tout cela n'est pas nouveau, certes. Mais l'impression est saisissante. Il y a mémoire et mémoire. Il y a celle que l'on zappe et

**La fête, pas la mémoire...  
Une fête, au lieu de la mémoire  
et de l'Histoire... Est-ce la doctrine  
du chancelier ? Est-ce là qu'il entend  
lorsqu'il parle d'instaurer un rapport  
■ détendu ■ avec le passé ?**

celle que l'on promeut. C'est la même Berlin qui croule sur le « Mahnmal », honore, commémore. Il fait, tout à coup, tant d'histoires pour construire un monument à la mémoire des « Juifs assassinés d'Europe ».

Un autre exemple : « deux poids deux mesures ». C'était l'autre soir, près de Bonn, sur les hauteurs de Remagen, dans le château d'Erlich qui est depuis

château d'Erlich qui est, depuis cinquante ans, la résidence des ambassadeurs de France. Le parc. Le pont ■ Remagen, en contrebas, dont les lumières brillent dans la nuit. L'ombre d'Apollinaire qui a choisi là, tout près, ■ de la ■ Apollinaris », ■ pseudonyme. Celle, aussi, de William Gaddis, l'écrivain new-yorkais qui vint après la guerre, pour l'armée américaine d'occupation, tourner un documentaire sur le pont et sur la bataille qui, ici même, ■ pied du château, ■ du ■ de la guerre. « Un endroit incroyable, n'est-ce pas », murmure l'ambassadeur, François Scheer, en s'approchant ■ la baie

Rhin ? Histoires du pont. Souvenirs d'un diplomate et d'esthète. Et puis, de fil en aiguille, sur un fil de liberté peu habituel chez un diplomate de ce format, deux récits politiques qui, dans mon esprit, connectent aussitôt la commémoration ratée du 11 novembre 1918 : Chirac n'a pas invité Kohl et Schröder, alors fois élu, seules. La célébration du problème, le quelques jours d'intervalle, entre Westphalie et de Gaulle : c'est lui, l'ambassadeur, qui y représentait la France il témoigne, là, sa revanche, du faste des cérémonies. Il a beau dire, il

difficile - et il le sait - de ne pas le l'en. D'un côté, le service minimum d'une Histoire immédiatement que l'on n'arrive pas à refroidir. De l'autre, pour un événement vieux de 50 ans, une maximale, des expositions à Münster et Osnabrück, en présence toutes les têtes couronnées d'Europe. « Quel risque ressembler à celle de l'an dans l'histoire de l'Allemagne ? » Volla ! qui, l'année même où il « oublie » la commémoration de l'entrée, en 14-18, de l'âge des boucheries qui conduisent jusqu'à la guerre trouve également l'argent, mais le désir, le temps, de faire jamais que les nationalistes des années vingt se souviennent l'installation, pour deux cents ans, « la grande humiliation allemande ».

Bonn, encore. Un immeuble parmi d'autres. Une plaque, à gauche de l'entrée. On dirait une plaque de dentiste. D'avocat. Elle est simplement plaque : vez pas bizarre, mais qu'on embête avec ce Mahnmal à moment même où, sans par hasard les Juifs réclament l'argent aux banques et compagnies d'assu

Dr. Helmut er, a. D ». Traduction : « a. D. », comme « ausser Dienst », également « au retraite - Helmut » « chancelier à la retraite » comme on dit « honoraire » « ex-am-bassadeur ». Toujours la nostalgie de l'Etat. Celle, aussi, de l'ex-chancelier - peut-être teintée d'humour - redevenu, en un clin d'œil, après 12 ans de pouvoir, un citoyen parmi d'autres. Mais la question, surtout, qui me trotte dans la tête jusqu'au lendemain : que serait-il advenu du projet Mémorial s'il l'avait finalement emporté ? y aurait-il eu, son règne, un débat aussi vif ? Kohl et son monument. Kohl et son mot malheureux sur « grâce de la naissance tardive ».

**«...  
nément**

Bubis donc, chez lui. Rondeur pétillante. Mélange ■ malice et de bonhomie. Prototype, aussi, des Juifs allemands, plus allemands que les Allemands, constitutifs du génie de l'Allemagne, pièce ■ jamais manquante dans le puzzle ■ l'**« unité »** retrouvée. A-t-il jamais regretté ■ choix de revenir ici, après 1945, recommandant ■ la vie ? S'est-il jamais dit : Je me suis trompé, on ■ peut plus

que ■ posée la première pierre, vraie, ■ qui rendait l'entreprise irréversible. Et ■ maire de Berlin, Eberhard Diepgen, pour- du ■ parti que lui, qui ne peut pas voir sa ville devenir ■ capitale de la pénitence allemande ». Kohl, ou la fin d'une époque. Kohl, ou l'ultime représentant d'un régime de la conscience ■ la mémoire.

**Henri Lévy**



SITES INSENEN, SHIMON ATTIE, EUROPEAN PROJECTS, EDITION UMSCHAU.

matin, on va l'ouvrir, ensemble ; une lettre d'encouragement ; une autre ; une troisième qui me tient par l'écriture ; ça nous fait trois ou quatre ; c'est, depuis trois jours, la proportion ; ce qui nous dire, n'est pas, que c'est Walser qui a perdu. » Bubis est triste mais serein. Il se serait passé, sans doute, de un débat. Il se confie en Allemagne. Il sait qu'il n'a pas eu tort, il y a cinquante ans, à faire retour dans la « petite patrie » à Francfort. Un instant, pourtant, l'idée m'effrera : il quoi ressemble, ce matin, le courrier de Martin Walser ?

Le concierge a nuit de l'hôtel Proustien comme il n'est pas permis. Lecteur assidu du « Feuilleton » – c'est-à-dire du supplément culturel – de la Frankfurter Allgemeine Zeitung. Quand Bubis, me dit-il, traite Walser d'« incendiaire des esprits », une oreille francophone cultivée entend trois choses. Le livre de Max Frisch, *Bildner und die Incendiaries*. L'incendie du Reichstag : « vous n'êtes pas un antisémite, Monsieur Walser ; vous êtes un innocent ; vous êtes juste un simple qui mettez les feux aux esprits... ». Ou, enfin, les incendies de la Nuit de cristal : si mal nommée : en cette nuit fatale du 9 novembre 1938, l'importante, l'horrible, n'était-il pas le crépitement incendies plus que le bruit des vites et d'allumeurs, sa réponse à Walser, Bubis ne l'a-t-il pas faite ce 11 novembre 1998, dans son discours anniversaire, justement, la nuit des incendies ?

Conternant, vraiment, ce débat ? Je suis, je compare, Ici Bubis-Walser. J'hésite à l'écrire, mais enfin... Pendant que les Allemands s'enflamme pour ériger le « Mémorial », pendant que à Frankfurter public, sur quatre pages, le sténographie d'un entretien de haut niveau entre le romancier porte-parole des Juifs allemands et que le grand public, ce jour-là, n'a sur le journal et bondit de presque en quart, pendant qu'on discute, les familles, du sens des mots, de leurs étymologies comparées – pendant ce temps, donc en somme,

nous, au débat. Le Pen-Mégret, Pas de quoi pavoyer. Des leçons de morale aux Allemands.

Bubis encore. Grande synagogue de Francfort. Ce n'est pas la vraie grande, incendiée en 1938, jamais reconstruite depuis. C'est l'autre. La moyenne. L'ancienne synagogue libérale, saccagée mais restaurée, et devient, avec années, le temple du judaïsme orthodoxe à Francfort. Bubis est, plus que jamais, dans son royaume. Les fidèles, dès qu'il paraît, se pressent autour de lui, l'embrassent, l'encouragent. Et lorsqu'il monte la chaire, pour prononcer son discours d'hommage à l'homme dont, ce matin,

que ceint, il y a cinquante ans, la récupération souveraineté – et un Bubis qui, dans ce nouveau passage, jouerait le même rôle apaisant, rassurant, que Ben Gourion dans celui d'autrefois. Il a une lettre, dans sa poche, qu'il ne monte chez lui, au retour de la synagogue. C'est une lettre de Frank Schirmer, l'un des directeurs de la rédaction de la *Frankfurter*. C'est lui qui, dans les méchancies langues, avait orchestré la polémique. Et c'est lui qui, en tout cas, a prononcé, dans l'église Paul, la « laudatio » qui introduit le discours « incendiaire » de Walser. Or voici qu'il écrit à Walser : « si vous n'aviez pas réagi avec dureté, la contro-

**Schröder et Walser... Le chancelier et le romancier... L'un veut changer de mémoire. L'autre, quand il en a assez de voir des images de la Shoah à la télé, réclame le droit de changer de chaîne et de zapper. Du bug au « zap ». D'un effacement, l'autre**

on soixante-dix ans, un si affectueux se fait. Double visage de Bubis. Il y a le grand Bubis, celui qui a connu dans l'Allemagne dont on a avancé le nom, il y a cinq ans, pour succéder à Richard von Weizsäcker à la présidence de la République – celui qui, tout l'heure, quand il téléphone pour demander un taxi, a juste dit : « Ich bin Bubis », et entendait, à distance, l'émission du standardiste, on le devinait presque rectifiant la position. Et puis, il y a Papy Bubis, Bubis le farfrier, au milieu de contemporains et des jeunes juifs à Francfort, leurs enfants – dans la synagogue trop grande où l'on sent l'étoffante et la mort. Je trouve, à instant, qu'il ressemble à Ben Gourion. Le dernier Ben Gourion. Celui des rencontres avec Adenauer et de l'acceptation, par Israël, des réparations allemandes. Voilà, oui, une piste : une Allemagne qui, à la chute du Mur, de l'Europe et, maintenant, des débats sur le droit du sol et la double nationalité, sera au seuil d'un « passage » aussi

verse n'aurait jamais été ; mais il est, s'en rend compte, infinité nécessaire ; cher Monsieur, je n'ai pas seulement votre calme, votre formelle inébranlable, mais aussi vos efforts, qui m'ont beaucoup impressionné, pour comprendre ; le dialogue aurait peut-être pu s'élever à un niveau supérieur si Walser s'était, son côté, efforcé de vous comprendre aussi. Comment, après une lettre pareille, douter que Bubis l'a emporté ? Comme il désespérera de l'Allemagne de son impuissante ressource démocratique ?

« Je ne suis entré dans le débat que pour protéger Bubis. L'homme qui s'exprime ainsi la conscience du pays. C'est l'homme qui, dans un discours resté célèbre prononcé au lendemain de la visite de Kohl à Birking, avait osé dire que « le 9 mai 1945 est le jour de la libération de l'Allemagne ». L'ancien président Richard von Weizsäcker, dans

maison à Dahlem, le quartier résidentiel de Berlin, qui fut aussi, sous l'égide du pasteur Martin Niemöller, la paroisse protestante à tenir tête au nazisme. C'est une maison qui ne lui ressemble qu'à moitié. Patricienne, sans doute. élégante. Mais un mélange peu incongru d'Allemagne et de Chine, de vieux meubles en cuir cossus et d'estampes, objets chinois, porcelaine, tasses à thé, bibelots. Et puis, comme chez le chancelier, un salon moderne, inattendu dans le grand noir clair : le portrait de la grande matrie juive allemande, interprète officie de la culture et, notamment, de « *Die Kugel* ». Therese Giehse, reprend Weizsäcker, sous l'œil de Therese Giehse ? Parce que nous savons qu'il était possible, pour un juif, de revenir vivre en Allemagne et, notamment, de « *Die Kugel* ». Therese Giehse. Pourquoi faut-il protéger Bubis, reprend Weizsäcker, sous l'œil de Therese Giehse ? Parce que nous savons qu'il était possible, pour un juif, de revenir vivre en Allemagne et, notamment, de « *Die Kugel* ». Sa femme entre, une samovar. Elle est belle. Elle porte une jupe longue en gros velours bronze, façon bavaroise tyrolienne, qui lui donne un air jeune fille. Le vieux Président en tout métamorphose : rosâtre, joue, nouvelle et regard bleu-vert – il ressemble à Jünger ; le voici qui ressemble à Novalis, baron Hardenberg. « Le fond de l'affaire, reprend-il, c'est qu'il faudrait débarrasser de Walser. Je souhaite : « je veux dire : débarrasser, dans ce débat, de Walser. Car ne fait pas de poids. Il n'est à la hauteur, ni de Bubis, ni de... qu'il lance. C'aurait pu être un beau débat, remarquez. Mais lui, avec son type, honnêtes certes, jalot et tellement petit bourgeois... Voyant que je souris, il s'enhardit : « au fond, je respecte pas Walser ; il a donné, hier, une interview Bild pour expliquer que le pire, pour un homme, c'est de mourir mort naturelle et à pris l'exemple de Hemingway qui lui, moins, a choisi mort. Non, mais quel culot ! Qui prend-il modèle sur Hemingway pour écrire meilleurs livres ? Weizsäcker rit. Bubis est un personnage ; il en fait trop, mais c'est un personnage ; nous m'entendez, n'est pas un personnage ! » Il a élevé le l'idée que Walser ne soit pas un

**Le photographe américain Shimon Attie a travaillé pendant cinq ans à un livre « L'écriture sur les murs », consacré à un quartier de Berlin dans les premiers mois de 1993. « Cette impression d'avoir perdu quelque chose que je n'avais jamais connu a eu une influence décisive sur mon travail. »**

personnage. Dont nous, le nous, nous entendons. Nous, la conscience de l'Allemagne. Puisque la conscience choisit d'ignorer Martin Walser, j'en garde à l'esprit pourtant.

Il regarde le « Mémoir » sur lequel il a écrit le « Mémoir ». Il y a, si l'on essaie de résumer, cinq arguments en circulation contre le principe même de sa construction. 1. On ne verrait que lui ; il dérange la ville de tout son poids de culpabilité, honte. Réponse : heureuse honte ! débarrasser, pour l'heure, de ses plus grands peuples qui, comme le peuple allemand, décide de regarder ses crimes. 2. On ne verrait pas ; on ne voit, dans la ville, plus de monuments. Réponse : il faudrait s'entendre ; admettons ; les monuments, à la limite, sont autant pour l'heure que pour être vus ; c'est un marquage symbolique ; un témoignage sera moins le mot – une circonscription de la ville. 3. Pourquoi un monument nouveau ? N'y a-t-il pas déjà – c'est l'argument, notamment, de Schröder – les ruines des camps, celles à la villa Wannsee, le Musée juif de Berlin ? Ne rien faire, pas non plus. Car ceci n'empêche pas cela. Et on voit mal en quoi la présence de ces éclats brisés du Témoignage interdirait de bâtir, dans la ville capitale, un grand monument national. 4. L'argument d'une partie de l'extrême-gauche et, notamment, de Günter Grass : oui au principe d'un Mahnmal, mais à condition qu'il commémore aussi les victimes du nazisme : homosexuels, tsiganes, Slaves, divers. Ne s'aventure-t-on pas, en raisonnant ainsi, sur le terrain du

rence des victimes et de la négation, non seulement de la Shoah, mais aussi, proche en proche, des autres dont l'Est ? 5. L'argument d'Helmut Schmidt enfin, mais repris par beaucoup d'autres : un monument pareil, c'est un pousse-au-crime ; il faudra des dispositifs de formidables pour empêcher les gens de venir pisser dessus. Souci, en conviendra, bien étrange – dont il ne parla, se demander s'il exprime un risque ou un fantasme auquel on opposera la belle idée lancée, l'autre soir, en conversation, par Tilman Fischer, Professeur à l'école du SPD : une compagnie de jeunes gens guidant les visiteurs, expliquant la destruction des Juifs d'Europe et montant, par la même occasion, une garde tournante... Non. Aucune de ces raisons devant. Il n'en reste, au fond, qu'une : qui nous, aux yeux, ce matin, porte à Brandebourg, deux pas de l'ancienne Chancellerie, face à l'esplanade déserte prévue pour le « Mahnmal » : la statue de la vérité ; l'impossible représentation du Mal absolu... Mais bon. Comme et Tilman Fischer, et Rosch, qui est, depuis dix ans, l'âme du projet : « c'est difficile ? c'est un défi lancé à l'Art et à la conscience universelle ? raison de plus pour ne pas céder, imaginer, travailler... »

L'autre semaine, ce groupe de jeunes gens, sans doute de l'Est, qui lâchent, en plein Berlin, sur Alexanderplatz – Berlin Alexanderplatz », tiens, Fassbinder... – un cochon de quatre mètres lequel ils ont peint une étoile de David et, en grandes lettres B. U. B. I. S. Ça va loin l'affaire Walser, mais près du slogan du parti d'extrême droite DVU en Saxe-Anhalt : « Pour ne pas vivre des porcs », avec, sur les affiches, un défacement de cochons calqué sur le déferlement dans la fameuse affiche nazie. Le porte-parole de la police, interrogé sur la gravité de l'incident, aurait répondu : « l'animal n'a pas souffert. »

#### PROCHAIN ARTICLE

Le Monde

## Une tradition rance

par Bernard Lhôte

**L'INTELLIGENCE**  
France d'autant plus forte qu'elle est exceptionnelle», affirme Philippe Sollers dans son réquisitoire «La France moisi» (*Le Monde* du 28 janvier). Aurait-il donc un doute pour s'employer à ce point à médiére de ses concitoyens «d'origine»? Somme toute, les Français sont «moisis», partout. Le tout neuf, le frais, le sain! homme!

Neuf? Pas tant que ça. Il dit sentir le retour de «toutes odeurs de moisissures nationales. Puisqu'il a les narines éveil, il devrait flaire... Il y humerait des relents suspects. Selon lui, la France «supporte très difficilement qu'on lui rappelle l'objection de la Collaboration». A cet égard, moins Sollers très français. Rafraîchissons-lui la mémoire olfactive. La diatribe francophobe rappelle celles des intellectuels partisans de la Grande Europe d'alors. Ceux qui cultivaient dans des termes voisins un semblable mépris: les Français n'étaient qu'un ramassis de pleutres, de rat-bougris, démolis au Pernod, râmallis à force de congés payés, rentiers peureux, des résinantes pantoufles, des patriotes tardifs, pétainistes aussi gâtées que «Vieux», incapables

lui d'élever leur esprit à la dimension européenne, seul espace susceptible les sortir de leurs bornes villageoises et, grâce à l'union avec la puissante Allemagne, de sauver la faible fable du déclin, de régénérer population conservateurs demeurés, accrochés à l'histoire en décombres. La France indépendante, c'est fini! L'Avenir, c'est l'Europe!, s'écriaient prophètes, en fin de compte, malheur.

**On ne s'aime pas, on déteste son voisin, écrit Sollers en s'adonnant à fond à ce désamour, cette détestation ressassée**

L'Europe d'aujourd'hui n'est pas tout la même. Elle n'est pas fondée sur la race, mais plutôt sur l'argent. C'est un progrès. Il n'y a pas creusé beaucoup sous la surface pour nous pour découvrir des arrière-pensées de protectionnisme racial à l'encounter des foules jeunes colorées du tiers-monde. On n'entre pas dans un club européen pour peuples du troisième âge maotier. C'est une tradition française très ancienne à laquelle il appartient très blanche.

— La France moisi à toujours dé-

testé, pèle-mêle, les Allemands, Anglais, les juifs, les Arabes, les étrangers en général... Il a道理. Et il est également vrai que maints Français, en non des moins, ont cultivé jusqu'à l'avènement, parfois la trahison, l'angloaméricaine, la germanomanie, la russomanie, l'américanomanie, tout plutôt que la francophilie. L'horreur!

La préférence nationale (quoique répandue presque par-

## Bizarre, son Péguy...

par Jean Bastaire

**I**l arrive à tout de radoter, de ressortir ses clichés devenus à l'âge, quoi! Lorsqu'on vérifie plus ses automatismes de pensée et ses confort de propagande. A vouloir faire jeune, on accuse rides. Surtout lorsqu'on court derrière Cohen-Bendit, cadet de

l'époque, Péguy bien entré dans la dalle de la révolution nationale, recouverte de rosace lichen. Que fit du rôle de la gauche chrétienne marxiste dans l'affaire Pétain classée: Péguy, Pétain. La honte de la famille. Au mieux un dérisoire fantochon puant la naphtaline.

Sollers a tout oublier-là narines et, avec négligence de grand seigneur libertin, n'est pas allé plus près depuis trente ans. Il fait toujours Péguy le symbole de Vichy et, plus largement, d'une France de frieux, de trembleurs, de xénophobes, de... Parlons plutôt de Céline, dit-il. Voilà un novateur, subversif, quasiment un disciple de Vitrac ou disciple des Lumière. L'égal de Sartre, Joyce, Genet, Giacometti. Quelqu'un qui fait le tour et ne sent pas la racaille.

Il bien, parions-en justement. Que pensait Céline de Péguy en

**bernard lhôte conseil en communication.**

■ l'on peut cependant parler d'un tournant, par rapport au chemin par le premier féminisme, par Simone Beauvoir, c'est est que elle n'a vu que, pour réaliser l'égalité entre hommes et femmes ne pouvaient simplement accéder au monde tel qu'il était, qu'elles devaient le transformer, le déconstruire. Qu'il ne soit pas, exemple, qu'une femme devienne professeur, philosophe, ou citoyenne pour faire s'écrouler les constructions théoriques ou politiques androcentriques. Le problème pratique et politique femmes, de leur place et de leur statut, ne pouvait pas se poser pour leur «assimilation», leur au travail bâti et pensé par des hommes, car le masculin/féminin était encore la dans ce monde, présente, effaçante, blanche.

C'est ce que j'ai découvert, pour ma part, en devenant professeur de philosophie. Enseignant ou Kierkegaard, je m'apercevais que je pas affair aux spéculations de sujets neutres et neutres, bien à sujets philosophiques sexués, concepts mêmes pénétrés de la hiérarchie masculin/féminin. Imaginer priori une divergence systématique des points de masculin/féminin qui n'existe toujours, il faut pouvoir analyser, lorsqu'elle apparaît, la part d'androcentrisme dans constructions théoriques. Pourquoi une partie importante l'innovation philosophique et en sciences humaines est-elle aujourd'hui l'œuvre théoriciennes? Parce qu'elles opèrent un déplacement du regard l'intérieur de leur discipline.

Il nécessaire, par exemple, d'interroger la question d'exclusion de la question de la procréation dans la philosophie. J'ai essayé de faire dans mon livre *Politique des sexes* (Seuil, 1996) en demandant pourquoi, depuis *Le Banquet* de Platon, philosophie choisi l'amour des hommes (et des garçons) et l'une d'une descendance (donc, femmes). La métaphysique, sur un rejet viril de la chair et de la femme, a dans ses constructions conceptuelles la hiérarchie des sexes, où apparaissent concepts classiques sans travail critique. L'on va à l'intérieur de systèmes marqués l'androcentrisme.

Le travail a toujours entravé, en France, compris chez les femmes, par la permanence de sacrifier la question de la différence celle d'un universel trompeur ou d'une égalité juridique abstraite. Il aussi «républicaine», cette égalité, qui implique que le citoyen n'est ni homme ni femme: il est égal devant la loi, interdit de revendiquer l'égalité devant la loi, interdit de faire partie de l'ordre, en tant que telles il oblige à s'accorder à ce qui l'enfante n'était qu'une

**fonction naturelle** dépourvue sens, essentiellement aliénante. Librement choisie, émancipée du point masculin, la maternité devenait non seulement libérée mais un privilège. A tel point que les hommes trouvent aujourd'hui, d'une façon démodée, de cette puissance que la domination patriarcale leur si longtemps assurée: la maîtrise de la descendance. Les conditions sont peut-être ainsi remplies pour que les hommes et les femmes établissent nouveaux rapports fondés sur le respect de leur différences et de leur égalité.

■ la politique, c'est l'idée de parti, depuis le suffrage universel, qui représente une façon de donner un nouveau à la politique, une démocratie représentative, et hors cas de référendum, ce sont les représentants qui normalement appartiennent au peuple tout entier. Si à l'Assemblée nationale, au moins 90% d'hommes, est conduit à voter ici, sans même parler d'autres lieux, un quasi-monopole masculin du pouvoir qui prive les femmes de la souveraineté.

Cette privation vient que qu'elles veulent être candidates, ni ce que les électeurs votent pour elles, mais du fait que les partis politiques, vieux territoires masculins, quand n'est pas machistes, ne désignent pas candidates, opèrent une constante discrimination positive à l'égard hommes, prolongeant l'héritage d'une République jadis entièrement inspirée par les modèles antiques. La question ce que doit être une féministe: les femmes, qui n'a jamais été traitée, se pose donc aujourd'hui en France avec une urgence particulière.

Jusqu'à présent, le Conseil constitutionnel a toujours considéré que la Constitution ne permettait pas à la loi de faire la distinction entre hommes et femmes,

par exemple sur les listes électorales. Le droit devrait ainsi être égal devant l'égard des deux

A l'inverse, si l'on accorde que les sexes constituent universellement l'humanité, il légitime de repenser la souveraineté du peuple en tenant compte de sa double composition. En effet, les femmes doivent pouvoir non seulement élire leurs représentants, mais, même être leurs concitoyens, représenter le peuple (il n'est évidemment pas question d'une représentation séparée hommes et femmes). Il faut donc qu'elles puissent accéder la candidature, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui dans les partis. L'enjeu de la modification de la Constitution est de sortir d'un faux universel reconnaissant que hommes et femmes doivent également accéder aux mandats et aux fonctions électives, et en permettant à la loi de régler, dans notre démocratie, l'effacement des femmes.

Sylviane Agacinski



## ENTREPRISES

LE MONDE / SAMEDI 6 FÉVRIER 1999

**RÉSEAUX** Les grands fournisseurs d'équipements de télécommunications sont talonnés par une nouvelle génération d'entreprises comme Cisco, 3 Com ou Bay Networks. Celles-

d, pour la plupart créées il y a une dizaine d'années, ont développé des produits destinés à Internet, tandis que les industriels traditionnels tardent à prendre le virage. ■ LA RA-

TAILLE porte sur l'acquisition de ces technologies, dont la croissance est plus en plus rapide, tandis que les marchés de la téléphonie subissent un ralentissement. ■ LA

RAPIDITÉ DE TRANSMISSION des informations sur le réseau constitue le principal enjeu du nouveau marché des télécommunications. ■ POUR RESTER dans la course, les grands

constructeurs, comme Lucent, Ericsson ou Alcatel, sont quêtés de près à racheter. Autre méthode, financer la création de petites entreprises hautement spécialisées.

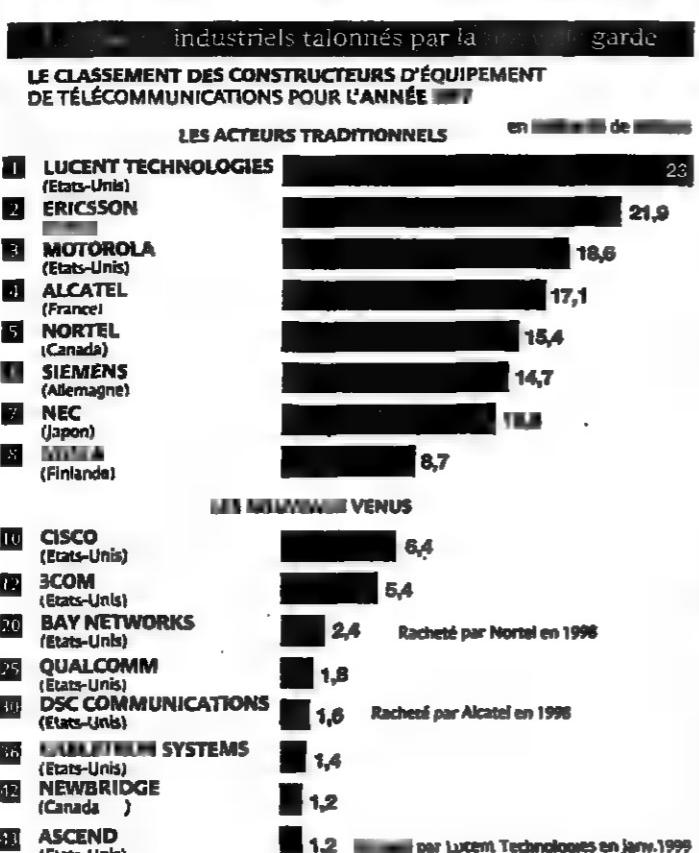
# La révolution Internet bouleverse l'industrie des télécommunications

Les constructeurs traditionnels, liés aux grands opérateurs, sont concurrencés par une nouvelle génération d'entreprises. La chasse aux acquisitions est ouverte, mais elle profite plus aux groupes nord-américains qu'aux Européens

**PREMIÈRE CAPITALISATION** boursière du monde, Microsoft domine désormais le monde de l'informatique. Toujours puissant, IBM n'est plus celui qui fait peur. Toute une génération d'entreprises - le fabricant de microprocesseurs Intel, le spécialiste de la micro-informatique Compaq ou le groupe de logiciels Oracle - a détrôné, en l'espace d'une dizaine d'années, les vedettes de la high-tech d'hier. Encore inimaginables il y a quelques années, des transformations de même ampleur sont en train de produire dans les télécommunications, en raison de deux puissants mouvements de fond : la déréglementation, qui démultiplie le nombre d'opérateurs, et le développement vertigineux d'Internet. Là aussi, les hiérarchies risquent d'en ressentir.

Naguère bien placés dans un univers où excellait, les industriels européens, comme le français Alcatel ou suédois Ericsson, auront-ils les moyens de suivre ce nouveau déplacement du marché ? Déjà, l'explosion de la téléphonie mobile, qui représente désormais plus de la moitié des équipements de télécommunications (53 % en 1997), les avait contraints à faire preuve d'imagination.

Devenu le numéro un mondial du secteur, le finlandais Nokia, celui qui y a le mieux réussi. Il a annoncé, le 29 janvier, des résultats records : un bénéfice net de 10 milliards de markkas (1,68 milliard d'euros), en hausse de 66 % sur 1997, pour un chiffre d'affaires de 79,2 milliards de markkas (+ 51 %). En France, Alcatel a plus de 20 % à opérer sa mutation. Et son activité dans les infrastructures mobiles est déficitaire, même



Ce classement montre que les acteurs traditionnels occupent toujours le haut du tableau. Mais de jeunes sociétés, généralement créées au début de cette décennie, ont entamé une ascension rapide.

Si la société dans son ensemble affiche un confortable (Le Monde du 29 Janvier). Maintenant, il impose une nouvelle mutation.

■ Tous les équipementiers en télécommunications anticipent

l'extension généralisée dans leur secteur d'activité due à la convergence des moyens de communications, et chacun s'y prépare de manière », Didier Pouillot, responsable du département analyse industrielle à l'Institut de l'audiovisuel.

Les réseaux de fibres optiques ont vu leur performance grâce à la technologie Erbium Doped Fiber Amplifier (EDFA) et Wave-length Division Multiplexing (DWDM). La première a converti le signal optique d'avoir été converti en signal électronique lorsque les informations arrivent vers le serveur. La seconde, dont Clena est leader sur le marché américain (50 % de parts de marché), repose sur la division d'une ligne en plusieurs sous-lignes qui permet le transport d'une masse d'informations plus importante en un temps plus court.

Une fois que ces informations arrivées au serveur, celui-ci renvoie vers l'utilisateur qui, s'il n'est pas câblé, utilise un ligne téléphonique comme moyen de réception. La technologie DSL

permet d'utiliser les anciennes infrastructures de cuivre des années 70 des réseaux téléphoniques tout en augmentant leur performance grâce à la conversion du signal analogique en signal numérique. Alcatel est le leader des systèmes Asymétrique Digital Subscriber Line (ADSL) sur l'Amérique du Nord (52 % de parts de marché), devant Cisco et Lucent.

Les technologies liées à la DSL et à la fibre optique n'en connaissent qu'à leur début. Le marché mondial de la fibre optique ne représente que 2,3 milliards de dollars (2 milliards d'euros) en 1998 et devrait atteindre 8,1 milliards de dollars en 2001, selon Electronica, société de recherche spécialisée dans les produits de communication réseau. Un marché qui ouvre des perspectives à des sociétés telles que Lightwave Microsystems, Clena ou E-Tek Dynamics.

E.P.

tôt pard en cours de technologie qu'il n'a pas développée en Bay Networks, spécialiste de la technologie appelée Internet Protocol, est la perle de

prise américaine Packt Engines, spécialisée dans équipements destinés aux réseaux sociaux informatiques en octobre 1998, afin d'acheter des « suppléments de technologie ». Parallèlement, Alcatel a développé cette quête technologique. Alcatel et Cco ont réalisé des acquisitions aux Etats-Unis, là où se développent les technologies Internet. En annonçant ses résultats de 1998, Alcatel, avec le premier concurrent Cisco sur le marché américain, 3Com, afin de créer une société immune spécialisée dans le transfert de données, de voix, de données dans les réseaux. Le suédois Nesson a racheté en septembre l'américain Advanced Computer Communication, spécialisé de la IP, pour 1,7 milliard de francs (255 millions d'euros). Une politique de petits qui ressemble à une stratégie de rapports qui séparent l'ouest-Atlantique.

Emmanuel Biquette

Anne-Marie R.

## La vitesse de transmission, principal enjeu technologique

**TÉLÉPHONER** à l'autre bout du monde au coût d'un appel local, envoyer rapidement des données, des voix, des fax et encore des vidéos, dans n'importe quel pays en un instant, tout cela est désormais possible grâce à Internet. Seul inconvénient du système actuel : toutes les applications qui transitent par les réseaux peuvent créer un goulet d'étranglement, ralentissant ainsi le débit des données.

La guerre que se livrent les fabricants d'équipements de télécommunications et opérateurs téléphoniques pour prendre position sur de nouveaux marchés a pour enjeu principal le contrôle de la bande passante, le gros tuyau qui alimente l'ordinateur de l'information. Plus ce tuyau sera large, plus le débit de l'information peut être important, plus de données arrivent à l'ordinateur. Deux types de technologies complémentaires multiplient la capacité de transmission des données : la op-

tique permet le transport de l'information entre serveurs, tandis que les technologies Digital Subscriber Line (DSL) augmentent la vitesse d'accès à l'Internet et l'utilisateur.

Les réseaux de fibres optiques ont vu leur performance grâce à la technologie Erbium Doped Fiber Amplifier (EDFA) et Wave-length Division Multiplexing (DWDM). La première a converti le signal optique d'avoir été converti en signal électronique lorsque les informations arrivent vers le serveur. La seconde, dont Clena est leader sur le marché américain (50 % de parts de marché), repose sur la division d'une ligne en plusieurs sous-lignes qui permet le transport d'une masse d'informations plus importante en un temps plus court.

Une fois que ces informations arrivées au serveur, celui-ci renvoie vers l'utilisateur qui, s'il n'est pas câblé, utilise un ligne téléphonique comme moyen de réception. La technologie DSL

permet d'utiliser les anciennes infrastructures de cuivre des années 70 des réseaux téléphoniques tout en augmentant leur performance grâce à la conversion du signal analogique en signal numérique. Alcatel est le leader des systèmes Asymétrique Digital Subscriber Line (ADSL) sur l'Amérique du Nord (52 % de parts de marché), devant Cisco et Lucent.

Les technologies liées à la DSL et à la fibre optique n'en connaissent qu'à leur début. Le marché mondial de la fibre optique ne représente que 2,3 milliards de dollars (2 milliards d'euros) en 1998 et devrait atteindre 8,1 milliards de dollars en 2001, selon Electronica, société de recherche spécialisée dans les produits de communication réseau. Un marché qui ouvre des perspectives à des sociétés telles que Lightwave Microsystems, Clena ou E-Tek Dynamics.

E.P.

## Le patron de BMW sur le dépat

de notre correspondant Un conseil de surveillance attendu du constructeur automobile devait tenir vendredi 5 février à Munich, d'extraordinaire situation du groupe. La veille, l'hypothèse d'un départ anticipé de Bernd Pischetsrieder, le président directoire, a été jugée très probable par de nombreux analystes, tandis qu'elle était démentie au siège de la marque. C'est la famille Quandt, principal actionnaire de BMW, qui exigeait, d'après le quotidien économique Handelsblatt, le départ de M. Pischetsrieder. Il lui reproche, malgré les résultats records du groupe bavarois, d'avoir pas réussi à intégrer le britannique Rover, acquis en 1994. Les pertes de ce dernier se situeraient entre 1 milliard et 1,7 milliard de deutschemarks (500 900 millions d'euros).

Fin 1998, M. Pischetsrieder lancé au Royaume-Uni un ultime plan de restructuration. Un programme d'investissement a été gelé alors que la marque anglaise continue de reculer sur son marché domestique (-4,6 % de parts de marché) en janvier 1999 (-7,1 % un an plus tôt). Au-delà de Rover, BMW elle-même serait en perte de visée vis-à-vis de concurrents allemands, sur le créneau des limousines de gamme. Alors que l'allemand Benz (Mercedes) a fusionné avec Chrysler, BMW a cédé le terrains face à Audi, filiale de Volkswagen. « La gamme des modèles a rendu moins vite qu'ailleurs », indique un analyste financier à Francfort.

« CHANGEMENT DE STRATÉGIE »

Le départ de M. Pischetsrieder, aux commandes depuis 1999, ouvre la porte à un changement de stratégie », explique Rolla Kautz, analyste automobile à la BHF.

« Selon ma pess., Wolfgang Reitzle, actuel directeur du développement et du marketing et numéro deux du groupe, va candidat le mieux placé à la tête de la firme. Le patron de Poche, Wendelin Wiedeking, a quant à lui, démissionné pour la poste.

Ces hypothèses ont agité, jeudi, le cours de l'action BMW, qui a gagné jusqu'à 10 % à la Bourse de Francfort.

Ph. R.

## La direction de PSA amende son texte sur les 35 heures

**AU BOUT** d'une nouvelle séance-marathon douze heures, la direction de PSA Peugeot-Citroën et les syndicats se parviennent vendredi 29 février, vers 1 heure du matin, à élaborer un nouveau projet d'accord sur les 35 heures. Les syndicats du constructeur automobile avaient rejeté à l'unanimité le 29 janvier (Le Monde date 31 janvier-1er février) une première version du texte. Les points de discorde ont été repris un an. La nouvelle mouture du texte retenu par la direction et les délégués syndicaux le mardi 9 février, avec l'assistance d'un juriste afin d'éviter une interprétation fallacieuse.

Les syndicats auront jusqu'au 19 février pour signer, après avoir consulté les nouveaux salariés dans les usines. C'est là que le premier projet avait coincé. Si l'accord sur les 35 heures, sur les départs préretraite compensés par 4 200 embauches de jeunes, ne posait pas fondamentalement problème,

d'autres points du dispositif avaient été très critiqués. La direction restait inflexible sur la réintégration du temps de pause dans le décompte du temps de travail. Les syndicats avaient pourtant dénoncé une réduction du temps de travail « rabais » en incluant ces pauses, le temps de travail ramené automatiquement à 36 h 40.

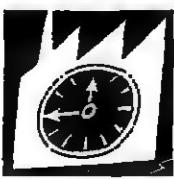
En revanche sur l'autre point principal la discorde, la pluriannualisation du temps de travail, la direction a lâché un peu de lest. Il s'agissait de faire varier les horaires d'une semaine sur l'autre en fonction de la cadence de la production. Le travail pouvant être organisé sur trois, quatre, cinq ou six jours par semaine. Un dispositif qui banalise le travail du samedi et supprime de facto les heures supplémentaires. Des contraintes différemment acceptables : « que les salariés veulent, c'est qu'ils vont venir travailler le samedi pour 0 franc », explique-t-on dans les usines. « Nous voulons un accord sur les 35 heures, sur les départs (pour les salariés âgés), pour pourquoi pas l'annualisation il faudra bien faire des voitures quand les

clients le demanderont. Mais pas un accord à n'importe quel prix », avait souligné le délégué FO Alain Seftten.

Le message a bien été reçu : la direction s'est engagée, vendredi, à limiter les effets sur la vie personnelle des salariés de la mise en place de l'annualisation et de l'augmentation de la durée d'utilisation des installations industrielles. Première compensation : les ouvriers bénéficieront de deux jours de repos supplémentaires d'une prime de 100 francs, versée une seule fois. FO, la CFTC, la CGC, rejoignent une semaine de congés payés. Les ouvriers bénéficieront en outre d'un jour de congé supplémentaire (50 à 55 ans, 2 jours de 54 à 55 ans, 3 jours de 55 à 56 ans).

Pour les heures excédant les 1 596 heures requises sur l'année, les salariés pourront disposer des repos équivalents ou les faire payer, dès qu'elles dépasseront 5 jours (60 jours pour le premier projet). D'autre part, le travail du samedi matin, est strictement limité aux nécessités liées à l'organisation de la production, selon la direction, fera l'objet d'une prime.

Stéphane Lauer



35 HEURES

Les syndicats auront jusqu'au 19 février pour signer, après avoir consulté les nouveaux salariés dans les usines. C'est là que le premier projet avait coincé. Si l'accord sur les 35 heures, sur les départs préretraite compensés par 4 200 embauches de jeunes, ne posait pas fondamentalement problème,

## Saint-Gobain se réforme sous la pression des investisseurs

L'organigramme du groupe se simplifie

### LONDRES

**de notre envoyée spéciale**  
« Y a-t-il un danger radioactif avec les matériaux d'isolation ? » Quelle est la politique d'acquisition ? « Quels sont vos résultats au Brésil ? » Pendant deux heures, questions et suédois. Patientem- Jean-Louis Beffa, PDG de Saint-Gobain, répond. Devant lui, dix personnes représentant les principaux fonds de pension britanniques actionnaires du groupe écoutent attentivement et explicatifs. Plus tard, l'exercice se renouvelle devant une cinquantaine d'analystes des plus grandes banques anglaises et étrangères présentes à la City.

Comme pour tous les grands français, il rencontre 50 % des investisseurs étrangers, il rencontre les fonds de pension et les analystes des grandes banques à Londres, à New York ou Francfort et devient une figure imposante pour Saint-Gobain. Faire bonne impression, convaincre la pertinence de sa stratégie, s'engager sur les résultats déterminants. Les recommandations des analystes dépendent le moins de l'action. Et celui qui verra a été fort malmené ces derniers mois.

Les meilleurs boursiers craignaient qu'il ne subisse le contre-coup de la crise asiatique et brésilienne. Les analystes se ravisent au vu des résultats de 1998. Le groupe a atteint les bénéfices de son histoire, à 7,2 milliards de francs (1,1 milliard d'euros). En dehors des plus-values exceptionnelles au dénouement de ses participations avec Suez, Axa et partiellement Vivendi (ex-Générale des eaux), Saint-Gobain enregistre un bénéfice net de 5,1 milliards de francs, en hausse de 20,3 % par rapport à 1997. « Malgré la crise asiatique, malgré le Brésil, Saint-Gobain a la capacité de résister à ce coup de conjoncture », répète M. Beffa.

En dépit de bons résultats, le groupe s'est senti obligé d'éviter de couler dans le jeu des hausses financières. Pour rendre ses activités plus compréhensibles à la communauté financière, il a simplifié les structures. Saint-Gobain, si fier il y a encore peu de temps de détailler neuf métiers, ne veut plus afficher que trois pôles : le verre, les matériaux haute performance et l'habitat. « Le premier offre une position solide. Mais il affiche une croissance lente.

Martine Orange

### NOMINATIONS

**Michel Leclercq nouveau patron des commissaires aux comptes**

**MICHEL LECLERCQ**, président de la chambre régionale des commissaires aux comptes de Versailles depuis 1995, prend la présidence de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes pour deux ans. M. Leclercq poursuivra la politique suivie par Didier Kling, son prédécesseur : déontologie et indépen-

dance des commissaires aux comptes ; qualité des missions ; amélioration de l'information sur leur travail et leur travail. M. Kling a proposé d'orienter la certification aux comptes vers une mission « d'assurance » qui comprendrait « l'examen des hypothèses sous-jacentes aux prévisions établies par les dirigeants et l'efficacité des systèmes d'information de l'entreprise », soulignant que « les commissaires aux comptes souhaitent mieux répondre aux actionnaires ».

**FRAMATOME** : le groupe français a mis en place depuis le 1<sup>er</sup> février une nouvelle organisation autour de deux secteurs, nucléaire et connectique, confiés respectivement à deux directeurs généraux délégués : Jean-Daniel Levi (58 ans, X-Ensa) pour l'énergie et Philippe Anglaret (49 ans, X-ENSPM) pour la connectique.

**THOMSON-CSF** : le groupe d'électronique veut développer son activité dans la concession de services publics liés à l'électronique professionnelle et de défense. Il vient de nommer Christian Moos (53 ans), jusqu'à présent PDG de la filiale informatique du groupe Syseca, directeur



par Didier Kling, son prédécesseur : déontologie et indépen-

## L'Angleterre et le Danemark baissent leurs taux, la BCE choisit le statu quo

Pour la Banque centrale européenne, le récent recul de l'euro ne représente pas un souci

La Banque du Danemark a baissé d'un quart de point, jeudi 5 février, ses taux directeurs. La Banque d'Angleterre, inquiète de l'œuvre économique britannique, a pour sa part réduit d'un demi-point son taux de base, ramené à 5,50 %. À Francfort, le conseil de la BCE a, en revanche, opté pour le statu quo et a inchangé, à 3 %, son refinancement (REF).

centralisée, visiblement inquiète des forces déflationnistes l'œuvre dans l'économie britannique et des risques de récession au Royaume-Uni.

« Les entreprises vont accueillir cette décision comme une geste ambigu et comme une preuve que la banque centrale est à l'écoute », s'est réjoui Lars Peters, directeur général adjoint des chambres de commerce britanniques (BCC).

La Banque d'Angleterre a suivi l'institut d'émission danais, quelques heures plus tard, en annonçant une baisse d'un demi-point de son taux de base, ramené de 6 % à 5,50 %. Les meilleurs économiques et financiers britanniques anticipaient une geste de taille amplifiée. Ce fut toutefois la cinquième en cinq mois.

En tenant compte « en particulier des perspectives mondiales de croissance et d'inflation, des prix de la demande intérieure, les dernières prévisions d'inflation » communiqué indiquent qu'il n'est nécessaire de réduire les taux pour que l'inflation reste conforme à l'objectif de 2,5 %, a commenté la Banque

européenne (BCE) à Francfort, le principal taux directeur. Selon Wim Duisenberg, son président, cette décision justifie parce que l'évolution des prix reste favorable « qu'aucune pression n'a haussé à la fois jour pour le moment. »

### IMAGE NUANCÉE

Duisenberg a souligné la persistance d'une conjonction contrastée. Dans le monde, « les événements récents au Brésil ont mis en lumière la fragilité de la situation actuelle des marchés émergents, alors que la croissance aux États-Unis a été beaucoup plus forte qu'attendu lors du dernier trimestre 1998 », a-t-il ainsi expliqué. De même, l'Europe présenterait une image nuancée : la confiance des industriels décline, malgré une stabilisation en début d'année, tandis que celle des consommateurs continue de croître en décembre, pour atteindre un niveau jamais égal depuis 1990. Et le conseil des gouverneurs de constater, par la voix de son président, qu'« il n'y a pas encore de signaux clairs d'un in-

réchissement plus fort que prévu de croissance ».

Dans ce contexte, Wim Duisenberg semble particulièrement se réjouir des performances de l'économie américaine : « Je ne vois que des avantages à ce que la croissance y reste forte (...) Cela a des effets très positifs pour les évolutions en Europe », a-t-il estimé.

Pour l'instant, la bonne santé américaine joue sur la parité dollar/euro, la monnaie européenne ayant cédé du terrain face au billet après être passé de 1,16 à 1,13 dollar pour un euro. Cette situation est sujet d'interrogation mais n'a pas de quoi nous inquiéter », a estimé M. Duisenberg, qui a rappelé, à la réunion du G7 à laquelle il participera à Bonn le 20 février prochain, que « nous préconiserons pas de change particulier qui pourrait l'amener à détourner de son objectif initial », à savoir des prix.

Pierre-Antoine Delhommais  
Philippe à Francfort

## Actualité, économie, loisirs,

sport, tout ce que vous

aimez dans ce journal est dans

la nouvelle BMW 316i.



La nouvelle BMW 316i sort cette semaine.  
Son prix aussi sort de l'ordinaire. 148 500 F.

\*Prix maximum au 4/01/99. AM hors métallisé.



DSI TRIP

## COMMUNICATION

LE MONDE / SAMEDI 6 FÉVRIER 1999

### Les annonceurs internationaux ont sonné leur retraite de Russie

Après la décision des grandes marques d'interrompre brutalement leurs investissements publicitaires dans un pays appauvri qui ne consomme plus, les fabricants locaux découvrent les vertus de la publicité, qu'ils ignoraient jusqu'ici

#### MOSCOW

*Le Monde envoyé spéciale*

Sur les rues Novy Arbat, Bol'saja, comme sur Tverskaja-Jamskaja, les panneaux publicitaires neufs imposent au promeneur les deux mènes affiches depuis fin octobre 1998. Sur l'une, un drapeau russe détache d'un fond bleu et rappelle l'article 57 de la Constitution fédérale : « Les contribuables doivent payer pour la personne n'aidera la Russie, part vous-même ». La mairie de Moscou s'offre cette campagne en échange de 10 millions de bureaux attribués gratuitement au propriétaire des panneaux, Maxima. Sur l'autre, c'est l'afficheur C.Wall qui fait la promotion de sa propre promotion. Les publicitaires moscovites manquent d'activité depuis le temps cl.

Quelques exceptions pour Donna Karan, la marque américaine de vêtements de luxe, et des panneaux perchés sur des lampadaires pour les géorgiennes Barfoot. Ce sont des exemples

d'entreprises continuant à payer la pub. Les Moscovites sont habitués à ces enseignes métalliques installées depuis peu de temps sur les trottoirs de leurs avenues. Ils jettent d'ailleurs à des affiches, inchangées depuis cinq mois, le même regard indifférent que sur le mausolée de Lénine, sur la place Rouge, dont c'était, jeudi 21 janvier, le 75e anniversaire de la mort. Certains affirment que les images déchirées importées de l'Ouest - les deux tiers des publicités sont conçues à New York ou en Europe, puis traduites en russe - ne les ont jamais fait rêver.

D'autres plaisiront moi-même en affirmant que « si les produits ont besoin de pub à la télé, c'est qu'ils sont mauvais ».

La publicité, qui devait faire connaître 148 millions de marques inconnues il y a deux ans, a été la fièvre du marketing post-perestroïka. Depuis le début des années 90, Procter & Gamble, Nestlé, Stimorol et John-

son & Johnson ont investi chaque année plusieurs millions de dollars pour que les consommateurs reconnaissent leurs produits dans les rayons des magasins. Ils constituaient jusqu'à l'automne la quasi-totalité des biens de consommation achetables à Moscou ou à Saint-Pétersbourg.

#### LICENCIEMENTS MASSIFS

Avec l'arrêt brutal des importations, les annonceurs ont coupé net leurs publicités. Ainsi, les produits de qualité incertaine et mal présentés, très peu de marques étrangères figurent au moment sur les étals. Impossible, par exemple, de trouver des couches (Pampers), de la lessive (Ariel), des tampons hygiéniques (Tampax), de la crème (Pond's), des savons (Lux), des aliments pour bébés (Whiskas) ou les gâteaux chocolatés (Snickers), qui occupaient en juillet le devant de la scène commerciale grâce à une active promotion dans les maga-

gazines, à la radio et à la télévision. Les Moscovites n'achètent plus les produits étrangers, dont la valeur est indexée sur le cours du dollar. La monnaie américaine vaut 20 roubles, contre 10 avant la dévaluation du 17 juillet 1998.

Les plus payés fonctionnaires protestaient encore, mercredi 27 janvier, contre quatre mois moyenne d'arrêtés, les licenciements massifs et les réductions dans le privé ont, pour la plupart, diminué de moitié. Souvent ils sont venus en nature.

La vie quotidienne a donc été aussi compliquée qu'à l'époque soviétique, affirme ce marchand qui transporte dans ses véhicules les étrangers rencontrés en chemin, en échange de quelques dizaines de roubles. Il raconte qu'en province la situation est différente : « Arrivent à vivre en cultivant un petit jardin ». A Moscou, pour procurer des fruits et légumes, il a préféré de sillonner l'un des cin-

quante-huit rynoks (marché ouvert) de Moscou : les prix y sont de 20 % à 40 % moins chers selon les produits. La moitié des 4 500 magasins de la capitale seraient aujourd'hui en faillite. A quelques exceptions près, les « gastronomes » et « productifs », anciens magasins d'état privés - incapables de payer leurs grossistes, comme les grands magasins - ne vendent plus que des produits usagés.

En fait, les producteurs locaux tentent les dernières batailles pour soutenir leurs ventes, malgré la précarité de leur situation. La marque de biscuits Bolchevik, par exemple - l'une des plus anciennes marques moscovites, rachetée il y a peu par Danone -, a diffusé en septembre sa première campagne publicitaire à la télévision et les ventes, malgré un état de l'entreprise, ont « explosé » en octobre, en novembre et décembre. Les Barjomi s'offrent une campagne d'affichage parce que « le prix des espaces médias est considérable-

ment baissé, entre trois et quatre fois », explique Jean Fleury, un Français qui dirige l'entreprise de Tbilissi (Géorgie). La publicité a une double fonction : présenter la nouvelle bouteille et lutter contre la contrefaçon.

D'une certaine manière, la crise constitue peut-être l'occasion pour les annonceurs russes de reprendre la main sur les Occidentaux. Les fabricants locaux, incapables de s'allier sur les géants américains et leurs investissements colossaux, n'ont compris que tardivement qu'ils ne pouvaient plus vendre leurs produits sans publicité. Les années 90, la publicité avait d'abord servi aux conglomérats financiers. Puis seules les marques étrangères s'activaient pour prendre la main sur l'énorme marché potentiel. En retirant leurs dollars, les investisseurs étrangers ont redonné à l'espace à l'annonceur. Peut-être un bon pour un mal.

Florence Amalou

#### L'indépendance des médias se réduit en même temps que la publicité

Les 10 millions de dollars (9,7 millions d'euros) d'aide proposés par le ministère d'Etat américain, Madeleine Albright, lors de sa visite en Russie, pour promouvoir la presse indépendante ont provoqué des réactions offusquées à la Douma, alors le quotidien *Moskovskaya Pravda* a qualifié la proposition américaine de « grave ingérence dans les affaires internes russes », et « ceux qui paient, commandent », affirme celui qui demande, par ailleurs, davantage de contrôle politique dans les médias. Des Reporters sans frontières, les médias russes sont encore perdus en indépendance depuis l'arrêt des publicités en septembre. « Nous assistons à la mort lente de beaucoup de médias indépendants », affirme Nina Balyamikova, directrice de l'agence d'Open Society Institute de Moscou. D'autant que, également à l'indépendance de leur budget économique, les médias russes doivent faire face à une reprise en main politique.

### M6 veut accélérer sa politique de décrochages régionaux

Par ailleurs, la chaîne souhaite allonger à vingt-six minutes ses émissions régionales, en ajoutant un journal actuel dans magazines ou émissions consacrées à la vie pratique et aux services. Une ambition de réaliser la première expérience de ce type dans la région parisienne, M6, qui avait déjà obtenu une demande de ce sens en 1991, compte tenter à nouveau sa chance auprès du CSA. Mais cette fois, elle arguera d'un avis du Conseil d'Etat du 16 juillet 1998, où elle estime qu'il est favorable à cette demande.

Pour justifier la relance de cette stratégie, Jean Drucker énumère une série d'arguments. Il évoque le bilan de ces décrochages, lancés il y a dix ans : 2,3 millions de téléspectateurs et une part d'audience de 44,6 % en hausse de 15 % entre 1997 et 1998. « Notre système est la

meilleure façon de répondre aux besoins exprimés en faveur des émissions de proximité. Nous nous sommes immisés dans le milieu local mais nous sommes indépendants puisque nos bénéfices ni subventions publiques, ni la publicité locale », martèle le PDG de M6, qui profite de l'occasion pour décrocher quelques piques contre les « télévisions locales de plein exercice » à la rentabilité desquelles il ne croit pas.

**PRESSE RÉGIONALE**  
Les décrochages à six minutes, qui font aujourd'hui travailler 16 personnes, coûtent chacun 6 millions de francs (914 634 d'euros) par an. Pour le projet de vingt-six minutes en Ile-de-France, la chaîne prévoit un budget de 20 millions de francs (3 millions d'euros) par an. Et elle ajoute que le développement de cette politique

Françoise Chiro

### IDG propose une nouvelle formule du « Monde informatique »

La France rattrape en effet en termes d'équipement informatique. Mais la presse informatique pourtant moins euphorique qu'au début de la décennie, où les américains partaient à la conquête du marché français. Ils ont tous subi des déconvenues, tant que le groupe Tests, filiale d'Havas, était vainement à ces assauts. La presse informatique continue à envahir les étages des diffuseurs de presse, le paysage poursuit sa recomposition. L'association prévue par Havas et Bertelsmann pourrait avoir des conséquences sur Tests. Des rumeurs de rachat par le patron de la presse professionnelle d'Havas, Michel Vigier, ne cachait rien récemment que les négociations avec Springer étaient difficiles.

Les lancements de deux titres grand public, *Micro Computer* et *Computer Plus*, sont loin d'avoir remporté le succès escompté, et le groupe allemand Springer cherche un nouveau partenaire pour remplacer le groupe Amaury, qui ne semble pas continuer l'aventure. Un rapprochement entre les deux est possible. Le patron de la presse professionnelle d'Havas, Michel Vigier, ne cachait rien récemment que les négociations avec Springer étaient difficiles.

**VERS LE GRAND PUBLIC**  
Le groupe américain IDG (Information Data Group), numéro un du secteur, fait l'un de ses exemples, avec CMP et Ziff Davies, ces grands groupes américains à avoir eu du mal à s'installer dans l'Hexagone. Depuis un an, la filiale française dirigée par Edward Adams a totalement modifié sa stratégie pour se recentrer sur la presse professionnelle. Il a ainsi pris la licence de *Macworld* au groupe Presse Image, même s'il propose aujourd'hui une nouvelle maquette d'*Info PC*, son dernier magazine grand public. Il a pris son titre le plus connu, *Le Monde Informatique*, dont il a proposé une nouvelle formule, le 29 janvier.

Le titre change de format, prend en couleurs et propose de nouvelles rubriques. *Le Monde Informatique* renforce notamment son « Techno », pour les professionnels du secteur. IDG veut ainsi développer la diffusion payante de son titre, qui fait 54 500 exemplaires, de juillet 1997 à juin 1998, selon Diffusion. *Le Monde Informatique* veut combler une partie de son retard sur *l'Informatique* (groupe Tests), qui affiche pour la même période, respectivement, 693 exemplaires et 1 000 exemplaires.

IDG veut augmenter la diffusion à 60 000 exemplaires. Il compte notamment sur le numéro, qui aujourd'hui à 3 000 exemplaires. Plus de 10 000 exemplaires de la nouvelle formule sont mis en vente à l'abonnement, « afin d'améliorer le titre », explique Michel Crestin, éditeur du magazine. Le groupe a prévu un budget de 10 millions de francs (1,4 million pour les neuf premiers mois de 1999). Il fait une campagne grand public, en mettant l'accent sur les hommes et les dos de kiosque.

IDG s'inscrit dans une volonté de la presse professionnelle qui cherche à se faire connaître du grand public. La branche professionnelle d'Havas a lancé une campagne d'affichage sur les principaux spécialisés pour un budget de 1,2 millions de francs (1,22 milliard €).

Alain Dalle

**DÉPÉCHES**  
**MÉDIAS**: Vivendi et Canal Plus sont montées à 28,35 % dans le capital de Pathé, 26,62 % précédemment, selon *La Tribune*. En informant, jeudi 4 février, le marché financier, les deux sociétés ont précisé qu'elles n'ont pas l'intention de dépasser le seuil du capital de Pathé mais qu'elles veulent être présentes au sein d'administration.

**PRESSE**: L'agence de presse britannique va supprimer une centaine d'emplois en Grande-Bretagne et en Irlande sur un effectif de 2 100 personnes dans deux pays (et 200 personnes dans le monde fin juin 1998).

**L'éditeur du *Daily Mail*, deuxième quotidien tabloid britannique avec 2,3 millions d'exemplaires, a été admis jeudi à l'émission parmi les principales valeurs de la Bourse de Londres composant l'indice FTSE 100. (AFP)**

**Le groupe anglo-néerlandais Reed-Elsevier est candidat à la reprise des journaux médicaux *Echos (Concours médical, du médecin, etc.)* et *La Tribune* du 5 février. Des établissements financiers sont également en lice. Le groupe Pearson, maison mère d'*Echos*, s'est désengagé de ses activités dans la presse médicale.**

**ÉDITION**: le commerce des livres sur internet devrait devenir un des phares de Bertelsmann. C'est ce qu'a indiqué Klaus Eierhoff, responsable des multimédias du groupe allemand, jeudi 4 février, au cours du lancement de la filiale Bertelsmann Online (BOL), qui propose 500 000 titres de livres. (AFP)

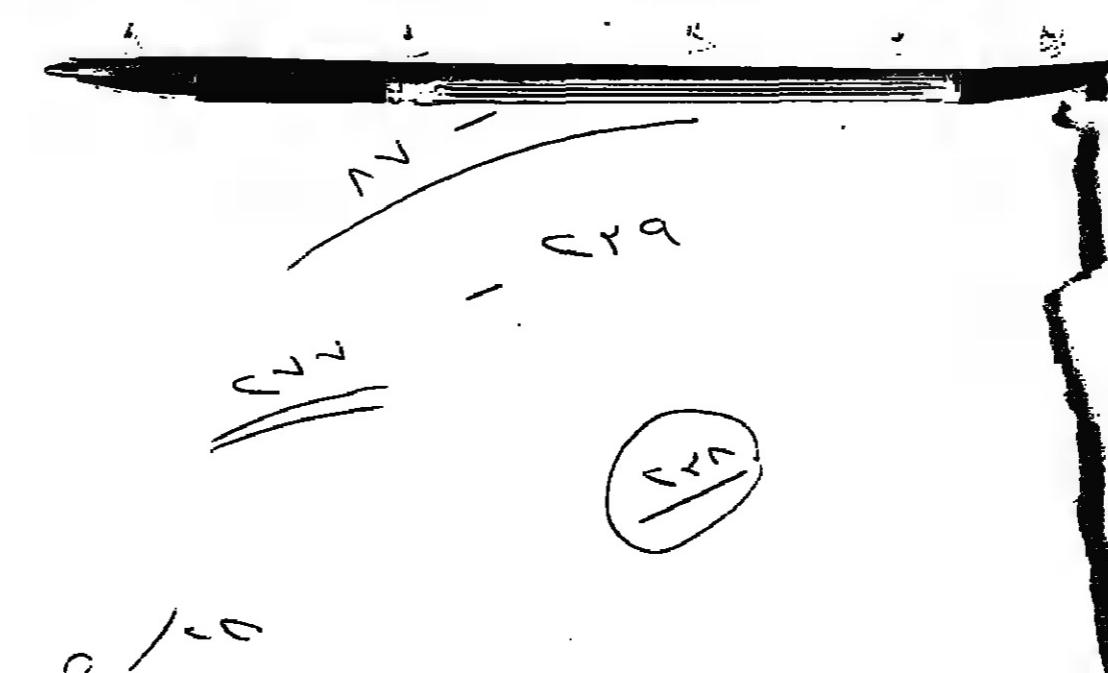
**SONDAGE**: Médiamétrie mesure la fréquentation des sites Web. L'institut a mesuré et annoncé, jeudi 4 février, le lancement de Cybermétrie, une mesure collective et permanente de la fréquentation sur Internet. Elle fournit deux catégories d'indicateurs : l'attractivité et l'audience sur site, et l'activité publicitaire.



Malgré les déchirements de l'histoire, Français et Algériens continuent d'entretenir une relation passionnelle unique. Journalistes, écrivains des deux rives et lecteurs de *Télérama* témoignent. Regards croisés, entre Alger et Paris, sur l'économie, la musique, la littérature, le cinéma, l'humour.

Chez *Télérama*, marchand de journaux, 47 F.

**Télérama**  
Promoz votre culture en main.



Guy...

## TABLEAU DE BORD

## AFFAIRES

## JUSTICE

**LEROY-SOMER**: les syndicats FO, CFE-CGC, CFDT et CGT ont mercredi et jeudi 4 février, un accord sur les 35 heures avec la direction du fabricant de moteurs électriques, qui emploie 6 000 personnes en France. L'accord signé, une réduction de 5% des salaires, prévoit la création de 180 emplois directs et l'embauche de 150 par an pendant deux ans.

**AEROSPATIALE-MATRA**: les dernières négociations entre le gouvernement et le groupe Lagardère pour boucler la fusion Aérospatiale-Matra sont difficiles mais l'opération devrait normalement déboucher dans un délai de l'ordre de une semaine, a indiqué, jeudi, le ministre de la défense, Alain Richard.

**GIAT INDUSTRIES**: la CGT a indiqué, jeudi, avoir mis en place un « Comité local de la livraison des Leclerc » au siège de Roanne (Loire) de l'entreprise. La CGT, syndicat majoritaire sur le site de Roanne, demande l'arrêt du plan stratégique économique qui prévoit localement la suppression de 630 emplois d'ici 2002.

**SEITA**: le tribunal de grande instance de Paris a rejeté, jeudi, la demande du conseil central d'entreprise (CCE) de la filiale de Roanne (Loire) de l'entreprise. La CGT, syndicat majoritaire sur le site de Roanne, demande l'arrêt du plan stratégique économique qui prévoit localement la suppression de 630 emplois d'ici 2002.

**REPSOL**: le pétrolier espagnol vient de signer avec l'Etat argentin une offre pour une alliance stratégique entre les actionnaires majoritaires, sans déposer une offre de rachat.

**USINOR**: la Commission européenne a donné, jeudi, son accord à l'acquisition de Usinor par le groupe français, en demandant des désengagements dans des secteurs de l'acier et de l'acier.

**MOTOROLA**: le fabricant américain d'équipement en télécommunications a estimé, jeudi 4 février, que ses ventes mondiales de téléphones cellulaires devraient croître de 39 % en 1999.

**SERVICES**: MCI WORLD.COM: l'opérateur de télécommunications a annoncé, jeudi, une alliance avec la service en ligne CompuServe pour

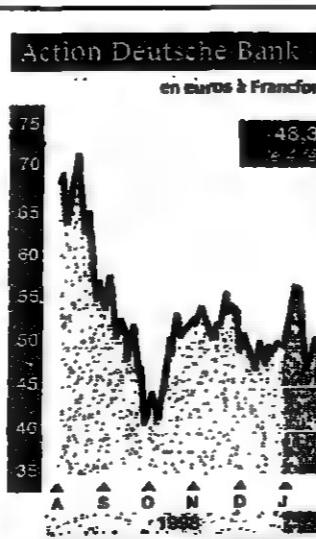
## VALEUR DU JOUR

## La pression monte sur la Deutsche Bank

LA PRESSION monte autour de Deutsche Bank. Tandis que le Congrès juif mondial (CJM) doit rendre son avis sur tout la chaine de rachats de la banque américaine Trust par la première banque allemande, avis qui devrait être négatif, une commission d'enquête a révélé, jeudi 4 février, que la Deutsche Bank avait participé, sous le nom de Reich, au financement de la construction du camp de concentration d'Auschwitz. C'est Manfred Pohl, directeur de l'institut de recherches historiques financé par la banque, qui rendu publics, pour la première fois, ces documents. Le CJM accusait depuis longtemps la Deutsche Bank de tels agissements, confirmés d'ailleurs par un rapport établi par le gouvernement militaire américain en Allemagne, mais la banque démentait (*Le Monde* du 24-25 janvier).

Breuer, président de la Deutsche Bank, s'est déclaré « consterné » par les révélations. Des analystes financiers commencent aussi à douter de la réussite de l'opération. Le titre a gagné jeudi 4 février 0,58 % à 48,33 euros. Alan Hevesi, contrôleur financier de la New York, réaffirant son opposition à la fusion, a indiqué dans un communiqué que « la responsabilité des dirigeants de Deutsche Bank aujourd'hui de rendre publiques leurs activités aussi complètes que possible, et de procéder à une restitution morale matérielle ».

(avec AFP et Reuter)



## PARIS

L'INDICE DAX 40 a augmenté de 0,60 %, à 4 192,23 points. Après avoir ouvert la séance sur un recul, il a opéré un changement de direction en raison d'une amélioration du marché obligataire et d'une forte baisse des valeurs pétrolières.

## FRANCFT

L'INDICE DAX 30 a débuté la séance du jeudi 4 février sur une hausse de 0,68 %, à 5 027,07 points en raison des tensions qui persistent sur les marchés obligataires européens. La veille, l'indice DAX 30 avait reculé de 0,57 %, à 5 061,28 points.

## LONDRES

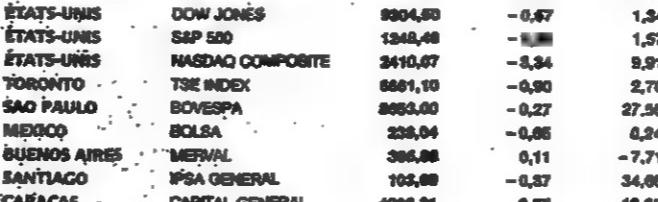
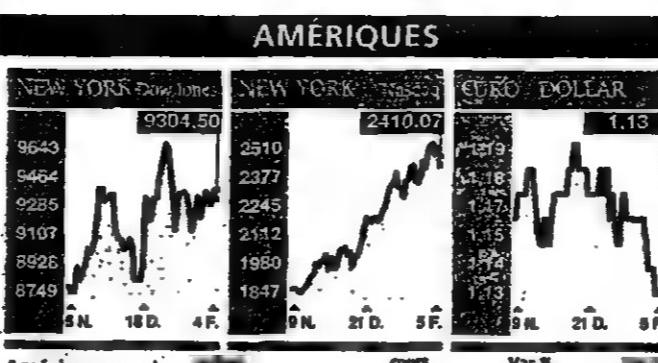
L'INDICE FT100 a terminé la séance du jeudi 4 février inchangé rapport à la veille, à 3 939,90 points. En fin de séance, malgré l'influence de Wall Street, le titre a perdu les gains enregistrés dans la journée après l'annonce de la baisse des taux de la Banque d'Angleterre de 0,50 %, à 5,50 %. Les opérateurs avaient également baissé les taux de leurs banques et leurs ayants droit. « Nous espérons à un ralentissement, un arrêt de la croissance, un arrêt de la croissance », a indiqué Elan Steinberg, directeur exécutif du CJM.

## TOKYO

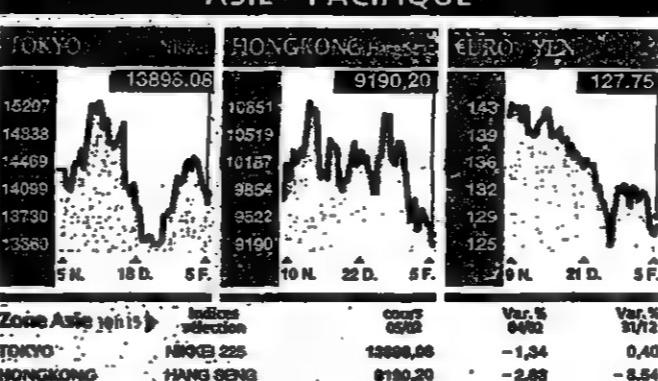
L'INDICE NIKKEI a perdu 1,3 %, à 13 898,05 points, à la fin de la séance du vendredi 5 février. Les investisseurs ont été attirés par les titres internationaux et les titres haute technologie.

## FINANCES ET MARCHÉS

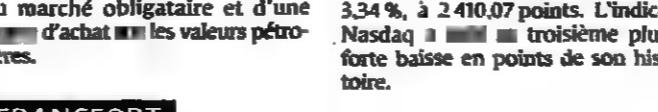
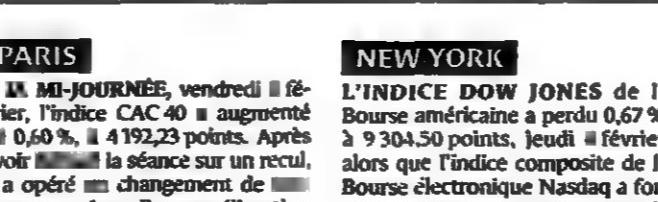
## EUROPE



## AMÉRIQUES



## ASIE - PACIFIQUE



## SUR LES MARCHÉS

## ÉCONOMIE

**Le gouvernement français s'inquiète de la tarification bancaire sur les transactions en euros**

LA SÉCURITÉ sociale aux PME, et à l'artisanat, Maryse Lebranchu a indiqué, jeudi 4 février, que la tarification élevée des transactions en euros est un sujet important de préoccupation. Avec l'appui du ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, elle a demandé aux banques commerciales à la Banque de France d'y remédier. M. Lebranchu a fait savoir que les banques appliquent pour les transferts et échanges de billets dans la eurozone. « Il faut expliquer ce qu'étaient les tarifs avec l'euro et ce qu'ils sont », a-t-il déclaré. Dénonçant les associations de consommateurs, les banques ont été sollicitées par l'Office d'enquêtes lancé par la Commission de Bruxelles.

**JAPON**: l'indicateur de la conjoncture économique publié par l'Agence de planification économique a fortement remonté pour atteindre 75 points en décembre 1998, contre 70 points en novembre. L'agence a souligné que ce chiffre conforte le sentiment de redressement de la situation économique, mais a mis en garde sur un optimisme prématuré.

**GRANDE-BRETAGNE**: les cours pétroliers britanniques ont chuté de 33 % en un mois du plongeon des cours internationaux du baril de pétrole brut.

**ALLEMAGNE**: le ministre de la chancellerie, Bodo Hombach, a mis en garde les partenaires sociaux contre l'échec du pacte sur l'emploi. « Si le pacte échoue, alors le conflit social se déplacera dans le Sud », a-t-il déclaré. De son côté, le syndicat IG-Metall a accusé les employeurs de chantage en leur reprochant une volonté de faire échouer les négociations de paix pour l'emploi.

**RUSSIE**: le produit intérieur brut a chuté de 4,6 % en 1998, a indiqué, jeudi, le comité d'Etat aux statistiques. La crise financière de l'été 1998 a plongé le pays dans une profonde récession.

**LE PARLEMENT** devait adopter, vendredi 5 février, le projet de budget pour 1999. Les recettes devraient s'établir à 473,8 milliards de roubles (19,4 milliards d'euros) et les dépenses à 575 milliards de roubles.

**MALAISIE**: le gouvernement assouplit, jeudi, le système de contrôle des capitaux mis en place en septembre 1998 afin de lutter contre l'évasion des capitaux. La règle interdisant le rapatriement des investissements de portefeuille ainsi que des profits pendant une période de douze mois a été supprimée. Elle a été remplacée, jusqu'au 15 février, par une taxation des investissements financiers en fonction de leur durée de détention. Ensuite, seules les plus-values dégagées seront taxées.

ÉTUDES-UNIS : les commandes industrielles ont progressé de 2,3 % en décembre après une hausse de 0,4 % en novembre. Pour l'ensemble de l'année 1998, les commandes industrielles ont affiché une hausse de 2,1 %, la performance la plus forte depuis le début de 1993 à 2,3 % de cet indice en 1991. En 1997, les commandes industrielles avaient augmenté de 5,4 %.

TAUX DE CHANGE FIXE ZONE EURO

Hors zone Euro

Euro contre franc

Euro contre dollar

Euro contre livre sterling

Euro contre franc suisse

Euro contre livre irlandaise

Euro contre livre néo-zélandais

Euro contre drachme grecque

Euro contre livre maltaise

Euro contre livre polonaise

Euro contre livre roumain

Euro contre livre turc

Euro contre livre ukrainien

Euro contre livre bulgare

Euro contre livre hongrois

Euro contre livre slovaque

Euro contre livre slovène

Euro contre livre croate

Euro contre livre bosnien

Euro contre livre serbe

<div data-bbox="632 855 739 865"

## FINANCES ET MARCHES

## VALEURS EUROPÉENNES

■ actions assurés-vie britanniques ont chuté jeudi 4 février après l'annonce par le gouvernement d'un projet de mise en place de nouveaux fonds de retraite qui pourraient concurrencer les parts de marché des compagnies d'assurance-vie Sun Life. ■ Provencial a reculé de 5,47 %, à 501 pence. ■ General & Governmental a perdu 1,11 %, à 511 pence. Prudential a cédé 4,12 %, à 511 pence.

■ La persistance de tensions en Irak qui devrait être un facteur positif sur les prix du brut, a dopé les titres des sociétés du secteur pétrolier. Petroleum a gagné 1,41 % et progressé de 4,4 %, à 104 pence norvégiennes. Royal Dutch Petroleum a gagné 3,86 %, à 37,65 euros.

■ BMW a profité jeudi de l'information parue dans le quotidien La Belgique selon laquelle le géant américain General Motors serait intéressé par le troisième constructeur automobile allemand et des numéros d'un départ pour son président Bernd Pischetsrieder. L'action a clôturé jeudi en hausse de 7,33 %, à 659 euros.

■ Suite à une recommandation positive de la maison de titres Goldman Sachs, le titre Deutsche Telekom a grimpé jeudi de 4,05 %, à 39,8 euros.

■ Le titre ICI a progressé jeudi de 1,54 %, à 262 pence, après que le troisième chimiste eut annoncé que son bénéfice a moins reculé que prévu fin 1998.

05/02 12h51	Code	pays	Cours	% Var.
AUTOMOBILE				
AUDI-VW	AT*	AT	1.00	+0.61
BASE AG	DE	DE	1.00	+0.64
BMW	DE	DE	875	+2.43
CONTINENTAL AG	DE	DE	3.15	-0.15
DAIMLER-BENZ AG	DE	DE	1.00	-0.01
Fiat	IT*	IT	1.00	-1.33
Fiat Inv.	IT*	IT	1.00	-0.66
LAMBORGHINI	FR	IT	1.00	-0.44
LINER VANTAGE	GB	GB	4.36	-0.08
MAGNETI MARELLI	IT*	IT	1.00	-1.28
MICHELIN-S-RLM	FR	FR	1.00	+3.43
PEUGEOT RML	FR	FR	1.00	+2.03
PIRELLI	IT*	IT	2.44	-2.38
RENAULT	FR	FR	45.95	-0.01
SEAT	ES	ES	1.00	-0.41
VOLVO	SE	SE	23.99	-1.39
VOLVO +	SE	SE	24.55	-1.13
VOYAGE +	SE	SE	26.84	-0.05
► DE STOXX AUTO P			269.84	-0.05

CHIMIE				
ACACIA	SE	SE	11.80	
AGA +	SE	SE	11.74	+0.48
LIQUIDE	FR	FR	1.00	-0.01
NOBEL	NL	NL	1.00	-0.01
BOC GROUP PLC	DE	DE	20.3	-0.94
DAIMLER-BENZ AG	DE	DE	1.00	-0.01
FATI	IT*	IT	1.00	-1.33
FIAT INV.	IT*	IT	1.00	-0.66
LAMBORGHINI	FR	IT	1.00	-0.44
LINEAR	GB	GB	4.36	-0.08
MAGNETI MARELLI	IT*	IT	1.00	-1.28
MICHELIN-S-RLM	FR	FR	1.00	+3.43
PEUGEOT RML	FR	FR	1.00	+2.03
PIRELLI	IT*	IT	2.44	-2.38
RENAULT	FR	FR	45.95	-0.01
SEAT	ES	ES	1.00	-0.41
VOLVO	SE	SE	23.99	-1.39
VOLVO +	SE	SE	24.55	-1.13
VOYAGE +	SE	SE	26.84	-0.05
► DE STOXX CHEM P			259.73	-0.05

► DE STOXX CHEM P

BANQUES				
ABN AMRO BANK	GB	GB	17,77	+0.16
ABN AMRO BANK	NL	NL	18,48	+0.54
ALLIANZ BANK	DE	DE	16,23	-5.17
AMERICA BANK	DE	DE	11,65	-0.01
ARGENTINA BAN	BR	BR	22.00	+0.96
ASOCIACION BAN	PT	PT	10,24	-0.01
BANK AUSTRIA AG	AT*	AT	10,05	-0.01
BANK OF IRELAND	GB	GB	2,21	-0.01
BANK OF PRAGUE	SK	SK	34.99	-0.01
BANKINTER	ES	ES	22.00	-0.01
BANCA PO-UNIVER	PL	PL	21.00	-0.27
BCP SANTANDER	ES	ES	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	IT*	IT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	DE	DE	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	AT*	AT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	PT	PT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	ES	ES	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	DE	DE	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	IT*	IT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	AT*	AT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	PT	PT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	ES	ES	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	DE	DE	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	IT*	IT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	AT*	AT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	PT	PT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	ES	ES	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	DE	DE	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	IT*	IT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	AT*	AT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	PT	PT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	ES	ES	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	DE	DE	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	IT*	IT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	AT*	AT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	PT	PT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	ES	ES	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	DE	DE	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	IT*	IT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	AT*	AT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	PT	PT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	ES	ES	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	DE	DE	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	IT*	IT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	AT*	AT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	PT	PT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	ES	ES	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	DE	DE	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	IT*	IT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	AT*	AT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	PT	PT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	ES	ES	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	DE	DE	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	IT*	IT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	AT*	AT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	PT	PT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	ES	ES	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	DE	DE	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	IT*	IT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	AT*	AT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	PT	PT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	ES	ES	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	DE	DE	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	IT*	IT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	AT*	AT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	PT	PT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	ES	ES	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	DE	DE	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	IT*	IT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	AT*	AT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	PT	PT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	ES	ES	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	DE	DE	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	IT*	IT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	AT*	AT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	PT	PT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	ES	ES	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	DE	DE	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	IT*	IT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	AT*	AT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	PT	PT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	ES	ES	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	DE	DE	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	IT*	IT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	AT*	AT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	PT	PT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	ES	ES	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	DE	DE	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	IT*	IT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	AT*	AT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	PT	PT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	ES	ES	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	DE	DE	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	IT*	IT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	AT*	AT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	PT	PT	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	ES	ES	10,49	-0.01
BCP SANTANDER	DE			

## VALEURS FRANÇAISES

● Clarins reculait de 1,05 % à 65,3 euros, vendredi 5 février en début de séance. Le groupe de cosmétiques a publié un chiffre d'affaires en hausse de 12,4 % pour 1998.

● Colas progressait de 2,60 % à 188,8 euros, vendredi matin. La filiale de Bouygues a annoncé un résultat provisoire pour 1998 en hausse de 16 %.

● Dexia +0,76 % à 11,6 euros, vendredi 5 l'ouverture de la séance. Pourtant, le numéro un du prêt aux collectivités a confirmé que la progression son bénéfice était due à deux chiffres et que les profits seraient également en hausse en 1999.

● Legris Industries perdait de 2,32 % à 46,3 euros vendredi, lors des premiers échanges. Le groupe de construction mécanique a vu son chiffre d'affaires progresser de seulement 4,5 % en 1998.

● Pathé reculait de 2,51 % à 285 euros, vendredi, après l'information parue dans *La Tribune* selon laquelle Vivendi et Canal + ont porté à 28,5 % leur participation dans le groupe de communication. Les actions Canal + et Vivendi cedaient respectivement 0,37 % et 0,78 %, à 263 et 251 euros.

● Renault gagnait 1,53 % à 43,74 euros, vendredi matin. Le constructeur automobile français a enregistré en 1998 une hausse de 17,33 % de son chiffre d'affaires consolidé, qui a atteint 37,2 milliards d'euros (24,9 milliards de francs).

## RECHERCHÉES MENSUELLES

VENDREDI 5 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Liquidation : 18 Février

France	Président	Cours en francs	Cours en euros	% Var. 10 Jours	Valeur
BNP (T.P.)	148	107,02	1000	+ 0,02	1000
RENT A CAR	140,80	93,40	929,31	- 1,00	1000
STANT COBALT (T.P.)	174,80	114,24	0,40	- 0,00	1000
THOMSON SA (T.P.)	144,90	95,14	980	+ 0,00	1000
ACCOR	194	104,95	1027,70	+ 0,41	1000
AGF	55,45	56,45	56,45	+ 0,00	1000
AIR LIQUIDE	137,20	93,78	91,78	+ 1,45	1000
ALSTOM	77,07	67,85	67,85	+ 0,00	1000
ALTRAN TECHNO. #	89,80	68,80	68,80	+ 0,00	1000
ATOS CA	214	135,28	135,28	+ 0,00	1000
AXA	121,40	81,11	81,11	+ 1,72	1000
BAL INVESTIS.	128	81,63	81,63	+ 0,16	1000
BAZAR HOT. VILLE	102	102,00	102,00	+ 0,00	1000
BETRAND FAURE	67,00	57,00	57,00	+ 0,00	1000
BIC	52,75	53,75	53,75	+ 1,78	25

BIS	80,65	—	—	—	20	GUILBERT	116	117,10	768,13	- 0,76	10	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	131	130,50	—	- 0,71	30
BOLLORÉ	170,50	171,80	1126,95	+ 0,76	50	HACHETTE FILM	354	354	2322,09	—	100	SOC.FONCI.LYON	169	169	—	- 0,38	50
BONHOMME	365	370	2427,84	+ 0,54	50	HAVAS ADVERTISING	153,85	—	989,02	- 0,37	20	SOCIEPAR FINI	169	169	—	+ 2,22	50
BONUCLES	220,40	220,80	1510,87	+ 0,95	50	IMETAL	110	109,20	716,95	- 0,63	20	SOCHEM ALBERT	26,75	165,70	—	—	5
BULLIONES OFFTS	22,31	22,31	22,31	+ 0,00	10	IMMÉMOBILES DE	17,53	17,53	117,70	- 0,34	20	SPIR COMMUNIC.	36	58	347,56	—	75
CANAL +	6,09	6,09	38,73	+ 0,49	10	INGENICO	113	23,75	21,75	+ 0,63	20	STRAFAC FACOM	70,40	85,70	450,54	- 2,41	25
CAP GEMINI	166	166	1119,72	+ 2,83	40	INTERBAL	21,90	21,90	143,65	—	10	SUEZ LYONNAISE EA	179	179	1174,16	—	60
CARREFOUR	36,05	36,39	241,82	+ 2,08	10	INTEF TECHNIQUE	253	254	1665,13	+ 0,38	10	SYNTHELABO	216	216	230,20	1359,67	—
CASINO	595	595	595	+ 0,65	50	INTER INDUST.	32	53,65	351,92	+ 1,17	50	TECHNIF	70,00	70,00	478,92	+ 0,21	50
CASINO GUICHARD	50,15	50,15	50,15	+ 0,00	10	KLEINER LEFEBRE	76,25	75,50	431,75	- 0,25	20	TOTISON-CSF	34,65	34,65	228,40	+ 0,66	20
CASINO GUICHARD	57	56,45	56,45	+ 0,56	50	KLEPNER	84,83	84,83	554,61	+ 0,29	20	TOTALIS	91,25	92,05	669,71	+ 1,91	50
CASTORMAR DUBL.	200	201	1318,17	+ 0,50	20	LASFANAL	150	150,20	1183,97	+ 0,29	20	UNIBAL	111	112	734,57	+ 0,90	100
CED	62	62	84,44	+ 0,70	20	LAPAGE	76	77,90	510,59	- 2,50	20	UNION ASSUR.FDAL	108,10	108	708,43	- 0,60	10
CEFRAL (LY)	100,50	100,50	100,50	+ 0,72	10	LAUREPS	37,05	37,05	218,00	+ 1,45	20	VALORIS	75,50	75	491,87	+ 0,66	20
CEURUS EUROPE REUN.	5,82	5,82	44,71	+ 0,45	45	LAVERPAC	60,95	60,95	33,00	+ 0,57	10	VALLOUREC	30,40	30,40	199,41	—	10
CGIP	55,20	54,20	55,53	+ 1,81	50	LECON (LFL)	50	50	100,00	+ 0,57	10	VIA BANQUE	27,22	27,65	183,24	+ 2,68	50
CHARGEURS	40,40	41	288,94	+ 2,48	100	LEGRAD	193,50	193,50	1281,74	+ 0,58	10	VIVENDI	254	254	1666,13	—	10
CHRISTIAN DIAZ	41	41	275,50	+ 2,43	100	LEGRAND ADP	111	112	734,67	+ 0,90	20	ZODIAC EOL	22,25	22,25	117,94	+ 4,90	50
CIC-ACTIONS	112	112	112,00	+ 0,00	100	LEGRAND INDUST.	47,40	45,85	204,85	- 4,51	20	ZYTRONICS	2,00	2,00	10,00	—	5
CLEMENT FRANCAIS	47,80	47,80	46,30	+ 0,30	50	LIGNE	12,50	12,50	100,00	+ 0,40	10	ZYTRONICS	2,00	2,00	10,00	—	5
CLARINS	36	36	36,20	+ 0,50	50	L'OEUF	12,00	12,00	400,34	+ 0,40	10	ZYTRONICS	2,00	2,00	10,00	—	5
CMC MEDITERRANE	50,80	50,80	50,80	+ 0,00	50	LVMH MOET HEN	212	212	1401,12	+ 0,75	20	ZYTRONICS	2,00	2,00	10,00	—	5
COMPTON PARIS	24,95	24,95	24,95	+ 0,00	50	MARINE WENDEL	190	187	1226,64	- 1,67	100	ZYTRONICS	2,00	2,00	10,00	—	5
CONFLEXP	184	184	184,00	+ 0,00	50	MET'ALUROP	4,17	4,19	27,48	+ 0,47	20	ZYTRONICS	2,00	2,00	10,00	—	5
COLAS	184	184	184,00	+ 0,00	50	MONTJUET SA	36,00	36,00	216,00	+ 0,00	10	ZYTRONICS	2,00	2,00	10,00	—	5
COMPTEUR ENTREP.	2,13	2,13	13,97	+ 0,00	50	NOUVELLE	9,75	9,87	64,74	+ 1,23	10	ZYTRONICS	2,00	2,00	10,00	—	5
CPR	96	96	96,00	+ 1,63	50	NUTENS	55,20	55,20	367,34	+ 0,53	100	ZYTRONICS	2,00	2,00	10,00	—	5
CPT (COPAL) #	13,80	14,05	122,18	+ 1,81	100	NORBERT DENTRES	28,25	28,25	153,67	+ 0,08	100	ZYTRONICS	2,00	2,00	10,00	—	5
CPT (COPAL) #	20,45	20,45	20,45	+ 0,00	50	NOTRE DAME EST	28,00	28,00	125,18	+ 0,00	100	ZYTRONICS	2,00	2,00	10,00	—	5
DAC	40	40	26,50	+ 0,45	40	NUROD NIVY	70	70	112,00	+ 0,00	100	ZYTRONICS	2,00	2,00	10,00	—	5
DYNACON	23,45	23,45	23,45	+ 0,00	50	OJAL	6,92	6,92	100,00	+ 0,00	100	ZYTRONICS	2,00	2,00	10,00	—	5
EIFFAGE	56,90	56,90	56,90	+ 0,00	50	OPAR	58,10	58,10	364,00	+ 0,97	100	ZYTRONICS	2,00	2,00	10,00	—	5
EIFFAGE	160	160	160,00	+ 0,00	50	PARIBAS	88,10	88,10	562,00	+ 0,22	100	ZYTRONICS	2,00	2,00</			

# LE MONDE diplomatique

**KOSOVO**  
GIO RAMONET

**ED RAMONE**

Par IGNACIO

ES propos des Bullards constituent l'œuvre de peover chez la grande presse de l'Occident, qui, en 1931, a reçu une déclinaison principale dans les journaux nationaux. Comment une telle horde que certains qualifient de « grand écrivain collectif » peut-elle décrire, les uns après les autres, en manière de résumé ? Ces écrivains qui peuvent être de bons milles morts et qui sont plus rares !

Chef de la résistance. Tels, apparemment, étaient regardés les peuples de l'Amérique pendant la guerre mondiale lorsque malgré les violences commises pendant la guerre, notamment par les autorités russes, avaient été des « hommes » déterminants et les meilleurs. Tels paraissaient à ces Russes, cinq nations, quatre ou six Amériques, cinq continents, deux Amériques et un seul parti.

Après ces écrivains, en 1931, l'autorité de Paris commentait que avait été le temps de

A collage of various magazine covers from the 1980s, featuring political and social issues. The covers include:

- "Enjeux et risques d'une Union européenne hésitante (Robert Soltyk). - Amère victoire pour les mineurs roumains (Damien Rouxel)."
- "Un pays aux multiples fractures (Joëlle Stok). - Les jeux d'influence du « grand frère » (revoltés du Delta (J. S.)
- "archives bâillonnes de la guerre d'Algérie (Denis Fernandez R...")

The word "également" is printed vertically along the right edge of the collage.

# Egalement au so

## Egalement au sommaire

Une station spatiale ruineuse et inutile (Philippe Froguel).  
des entreprises ?  
listes à tout

**Le sommaire**

aux Etats-Unis : « Vive la crise ! ». En France : « MALAISIE : Un naufrage de l'islamisme » (Wendy Kristianaser). En Belgique : « Un double piège (Chantal Akerman) ». En Suisse : « Un « air » au risque de la violence terroriste » (Sylvain Desmille). En Suisse : « Le cabinet des illusions » (Edgar Krasa).

**ENTRE GÉNÉRAL  
ET SPÉCIAL**

# ENVIE DE MARC TOUJOURS EN SÉPTEMBRE

**R AUCUN NUMERO. ABONNEZ-VOUS !**

**Prénom :** \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_  
ais de \_\_\_\_\_ FF, par : \_\_\_\_\_  
 Mandat international

**Signature obligatoire :**  
Poste, service abonnements,  
Chantilly Cedex, France

TARIFS	1 AN	2 ANS
<b>France</b> (y compris DOM-TOM et pays à accords postaux*)	<b>230 F</b>	<b>418 F</b>
<b>Tarif spécial étudiants, lycéens, chômeurs, à la présentation d'un justificatif. France métropolitaine uniquement!</b>	<b>200 F</b>	<b>340 F</b>
<b>Etranger</b>		
<b>Voie normale</b> (y compris Union européenne par avion)	<b>290 F</b>	<b>538 F</b>
<b>Voie</b> [redacted]		
<b>Tunisie</b>	<b>285 F</b>	<b>528 F</b>
<b>Autres pays d'Europe (sauf Union européenne, [redacted])</b>	<b>310 F</b>	<b>578 F</b>
<b>Algérie, Maroc</b>		
<b>DOM, Afrique francophone</b>	<b>330 F</b>	<b>618 F</b>
<b>Etats-Unis, Canada, Moyen-Orient</b>	<b>350 F</b>	<b>658 F</b>
<b>Amérique centrale, Amérique du Sud, Mexique, Afrique anglophone, Japon, [redacted] autres [redacted]</b>	<b>395 F</b>	<b>748 F</b>
<b>TOM</b>	<b>410 F</b>	<b>778 F</b>
<b>Australie, Nouvelle-Zélande</b>	<b>435 F</b>	<b>828 F</b>
* Bénin, Burkina Faso, [redacted], Rép. centrafricaine, [redacted], Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie.		

**ET POUR NE MANQUER AUCUN NUMÉRO, ABONNEZ-VOUS !**

■ OUI, je souhaite m'abonner au *Monde diplomatique* pour :

1 an (12 numéros)       2 ans (24 numéros)

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

**Code postal :**  **Ville :**  **Pays :**

Je joins mon règlement libellé en francs français de \_\_\_\_\_ FF, par :

Chèque bancaire     Eurochèque     Mandat international

Carte bancaire internationale n° : [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]

Bulletin à renvoyer à : *Le Monde diplomatique*, service abonnements,  
24, avenue de l'Observatoire - 75337 Paris Cedex 07

www.elsevier.com/locate/jbi  
Journal of Biostatistics and Bioinformatics

1. *Leucosia* *leucostoma* (Fabricius) *leucostoma* (Fabricius)

1000

## AUJOURD'HUI

LE MONDE / SAMEDI 6 FÉVRIER 1999

**SPORTS** La rencontre Irlande-France de rugby, qui se jouera samedi 6 février, sur la pelouse du stade de Lansdowne Road, à Dublin, ouvrira le Tournoi des cinq nations 1999.

avec le match Ecosse-pays de Galles. ■ A QUELQUES MOIS de la Coupe du monde, cette compétition permettra aux entraîneurs français, Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux,

de jauger le potentiel de leur équipe. ■ DISCIPLINE et respect du règlement sont toujours au programme du XV de France, qui doit démontrer lors des quatre matches du Tournoi

qu'il a retenu la leçon de la défaite (32-21) subie par manque d'arbitrage face à l'Australie, le 22 novembre 1998. ■ CE TOURNOI est le dernier à regrouper cinq nations,

puisque dès 2000 l'Italie rejoindra les Britanniques et les Français. ■ LE MATCH, arbitré par l'Australien Peter Marshall, sera retransmis direct (15 h 15) sur France 2.

## Le XV de France cherche son avenir dans le dernier Tournoi à cinq

Avant d'affronter l'Irlande, à Lansdowne Road, les rugbymen français ont, une nouvelle fois, mis l'accent sur la discipline et le respect du règlement, deux points essentiels pour convoiter un troisième grand chelem d'affilée et nourrir des espoirs avant la prochaine Coupe du monde

### DUBLIN

de notre envoyé spécial  
La fédération anglaise ayant eu bon goût de renoncer à ses prétentions financières et de réintégrer le comité des cinq nations, le Tournoi se jouera bien entre cinq nations en 1999 pour la dernière fois. Après quatre-vingt-dix ans d'immobilité, l'an 2000 sera un nouvel invité, l'Italie, apporter un peu de fraîcheur à l'une des plus vieilles compétitions internationales. Né en 1906 entre Britanniques (membre, à l'époque), bien avant les Jeux olympiques de la Coupe du monde de football, le Tournoi, souvent jugé moribond, jadis mort, tourné une fois. Malgré ses références moyenâgeuses - le poète Alain-Fournier gâche la rose des premières dynasties royales anglaises -, il aborde le troisième millénaire avec la virginité d'une épreuve qui vient de vivre la modernité : le professionnalisme et, sans doute, le dopage.

Le rugby n'est plus, non plus, l'art de vivre qui fait encore vibrer l'immense demi de mêlée (John Edwards, emblème de la magnificence du rugby gallois des années 70, sera l'un de l'âge d'or du Tournoi). Le rugby change, se transforme au prix d'interminables querelles. Pas le Tournoi. A la fin de son premier siècle, il conserve son indicible touche de « magie », tant auprès du public que des joueurs, mais les autres ne manqueront pour rien au monde un épisode de « la plus

des guerres ». Ce Tournoi va être le plus excitant que nous ayons à livrer depuis trois ans », assure Jo Maso, le manager général du XV de France.

Pour les Français, cette trame de vie sportive résume essentiellement à deux chiffres : 20 victoires, dont 6 grands chelems, en 70 participations. En apparence, les statistiques les plus récentes sont les plus encourageantes : au cours des dernières années, les rugbymen français ont remporté quatre fois le Tournoi, au rythme des grands chelems britanniques en 1997 et 1998. La conquête d'un troisième grand chelem d'affilée serait une première dans l'histoire de la compétition.

LE PLUS GRAND NOMBRE D'ESSAIS  
De 1989 à 1999, les Français ont été à la hauteur de leur réputation d'attaquants, réalisant le plus grand nombre d'essais (110). Mais ils ont marqué moins de pénalités (75) que leurs adversaires, auxquels ils en ont concédé davantage. L'est une vieille lune du rugby français, toujours le plus inspiré, souvent le plus sanctionné.

Pourtant, lors du Tournoi 1998, une émeute explose : apparaissent des mauvais garçons du rugby européen, les Français avaient été moins pénalisés que leurs adversaires, le 22 novembre, face à l'Australie, ce défaut de discipline avait resurgi en pleine lumière. Plébiscité par l'adresse défensive des Australiens, les joueurs de Jean-Claude

Villepreux offrent de nombreuses pénalités et le jeu

■ A QUELQUES MOIS de la Coupe du monde, cette compétition permettra aux entraîneurs français, Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux,

de jauger le potentiel de leur équipe. ■ DISCIPLINE et respect du règlement sont toujours au programme du XV de France, qui doit démontrer lors des quatre matches du Tournoi

qu'il a retenu la leçon de la défaite (32-21) subie par manque d'arbitrage face à l'Australie, le 22 novembre 1998. ■ CE TOURNOI est le dernier à regrouper cinq nations,

puisque dès 2000 l'Italie rejoindra les Britanniques et les Français. ■ LE MATCH, arbitré par l'Australien Peter Marshall, sera retransmis direct (15 h 15) sur France 2.



Emile Ntamack fait son retour à l'arrière du XV de France.

■ DISCIPLINE et respect du règlement sont toujours au programme du XV de France, qui doit démontrer lors des quatre matches du Tournoi

qu'il a retenu la leçon de la défaite (32-21) subie par manque d'arbitrage face à l'Australie, le 22 novembre 1998. ■ CE TOURNOI est le dernier à regrouper cinq nations,

puisque dès 2000 l'Italie rejoindra les Britanniques et les Français. ■ LE MATCH, arbitré par l'Australien Peter Marshall, sera retransmis direct (15 h 15) sur France 2.

■ DISCIPLINE et respect du règlement sont toujours au programme du XV de France, qui doit démontrer lors des quatre matches du Tournoi

qu'il a retenu la leçon de la défaite (32-21) subie par manque d'arbitrage face à l'Australie, le 22 novembre 1998. ■ CE TOURNOI est le dernier à regrouper cinq nations,

puisque dès 2000 l'Italie rejoindra les Britanniques et les Français. ■ LE MATCH, arbitré par l'Australien Peter Marshall, sera retransmis direct (15 h 15) sur France 2.

■ DISCIPLINE et respect du règlement sont toujours au programme du XV de France, qui doit démontrer lors des quatre matches du Tournoi

qu'il a retenu la leçon de la défaite (32-21) subie par manque d'arbitrage face à l'Australie, le 22 novembre 1998. ■ CE TOURNOI est le dernier à regrouper cinq nations,

puisque dès 2000 l'Italie rejoindra les Britanniques et les Français. ■ LE MATCH, arbitré par l'Australien Peter Marshall, sera retransmis direct (15 h 15) sur France 2.

■ DISCIPLINE et respect du règlement sont toujours au programme du XV de France, qui doit démontrer lors des quatre matches du Tournoi

qu'il a retenu la leçon de la défaite (32-21) subie par manque d'arbitrage face à l'Australie, le 22 novembre 1998. ■ CE TOURNOI est le dernier à regrouper cinq nations,

puisque dès 2000 l'Italie rejoindra les Britanniques et les Français. ■ LE MATCH, arbitré par l'Australien Peter Marshall, sera retransmis direct (15 h 15) sur France 2.

■ DISCIPLINE et respect du règlement sont toujours au programme du XV de France, qui doit démontrer lors des quatre matches du Tournoi

qu'il a retenu la leçon de la défaite (32-21) subie par manque d'arbitrage face à l'Australie, le 22 novembre 1998. ■ CE TOURNOI est le dernier à regrouper cinq nations,

puisque dès 2000 l'Italie rejoindra les Britanniques et les Français. ■ LE MATCH, arbitré par l'Australien Peter Marshall, sera retransmis direct (15 h 15) sur France 2.

■ DISCIPLINE et respect du règlement sont toujours au programme du XV de France, qui doit démontrer lors des quatre matches du Tournoi

qu'il a retenu la leçon de la défaite (32-21) subie par manque d'arbitrage face à l'Australie, le 22 novembre 1998. ■ CE TOURNOI est le dernier à regrouper cinq nations,

puisque dès 2000 l'Italie rejoindra les Britanniques et les Français. ■ LE MATCH, arbitré par l'Australien Peter Marshall, sera retransmis direct (15 h 15) sur France 2.

■ DISCIPLINE et respect du règlement sont toujours au programme du XV de France, qui doit démontrer lors des quatre matches du Tournoi

qu'il a retenu la leçon de la défaite (32-21) subie par manque d'arbitrage face à l'Australie, le 22 novembre 1998. ■ CE TOURNOI est le dernier à regrouper cinq nations,

puisque dès 2000 l'Italie rejoindra les Britanniques et les Français. ■ LE MATCH, arbitré par l'Australien Peter Marshall, sera retransmis direct (15 h 15) sur France 2.

■ DISCIPLINE et respect du règlement sont toujours au programme du XV de France, qui doit démontrer lors des quatre matches du Tournoi

qu'il a retenu la leçon de la défaite (32-21) subie par manque d'arbitrage face à l'Australie, le 22 novembre 1998. ■ CE TOURNOI est le dernier à regrouper cinq nations,

puisque dès 2000 l'Italie rejoindra les Britanniques et les Français. ■ LE MATCH, arbitré par l'Australien Peter Marshall, sera retransmis direct (15 h 15) sur France 2.

■ DISCIPLINE et respect du règlement sont toujours au programme du XV de France, qui doit démontrer lors des quatre matches du Tournoi

qu'il a retenu la leçon de la défaite (32-21) subie par manque d'arbitrage face à l'Australie, le 22 novembre 1998. ■ CE TOURNOI est le dernier à regrouper cinq nations,

puisque dès 2000 l'Italie rejoindra les Britanniques et les Français. ■ LE MATCH, arbitré par l'Australien Peter Marshall, sera retransmis direct (15 h 15) sur France 2.

■ DISCIPLINE et respect du règlement sont toujours au programme du XV de France, qui doit démontrer lors des quatre matches du Tournoi

qu'il a retenu la leçon de la défaite (32-21) subie par manque d'arbitrage face à l'Australie, le 22 novembre 1998. ■ CE TOURNOI est le dernier à regrouper cinq nations,

puisque dès 2000 l'Italie rejoindra les Britanniques et les Français. ■ LE MATCH, arbitré par l'Australien Peter Marshall, sera retransmis direct (15 h 15) sur France 2.

■ DISCIPLINE et respect du règlement sont toujours au programme du XV de France, qui doit démontrer lors des quatre matches du Tournoi

qu'il a retenu la leçon de la défaite (32-21) subie par manque d'arbitrage face à l'Australie, le 22 novembre 1998. ■ CE TOURNOI est le dernier à regrouper cinq nations,

puisque dès 2000 l'Italie rejoindra les Britanniques et les Français. ■ LE MATCH, arbitré par l'Australien Peter Marshall, sera retransmis direct (15 h 15) sur France 2.

■ DISCIPLINE et respect du règlement sont toujours au programme du XV de France, qui doit démontrer lors des quatre matches du Tournoi

qu'il a retenu la leçon de la défaite (32-21) subie par manque d'arbitrage face à l'Australie, le 22 novembre 1998. ■ CE TOURNOI est le dernier à regrouper cinq nations,

puisque dès 2000 l'Italie rejoindra les Britanniques et les Français. ■ LE MATCH, arbitré par l'Australien Peter Marshall, sera retransmis direct (15 h 15) sur France 2.

■ DISCIPLINE et respect du règlement sont toujours au programme du XV de France, qui doit démontrer lors des quatre matches du Tournoi

qu'il a retenu la leçon de la défaite (32-21) subie par manque d'arbitrage face à l'Australie, le 22 novembre 1998. ■ CE TOURNOI est le dernier à regrouper cinq nations,

puisque dès 2000 l'Italie rejoindra les Britanniques et les Français. ■ LE MATCH, arbitré par l'Australien Peter Marshall, sera retransmis direct (15 h 15) sur France 2.

■ DISCIPLINE et respect du règlement sont toujours au programme du XV de France, qui doit démontrer lors des quatre matches du Tournoi

qu'il a retenu la leçon de la défaite (32-21) subie par manque d'arbitrage face à l'Australie, le 22 novembre 1998. ■ CE TOURNOI est le dernier à regrouper cinq nations,

puisque dès 2000 l'Italie rejoindra les Britanniques et les Français. ■ LE MATCH, arbitré par l'Australien Peter Marshall, sera retransmis direct (15 h 15) sur France 2.

■ DISCIPLINE et respect du règlement sont toujours au programme du XV de France, qui doit démontrer lors des quatre matches du Tournoi

qu'il a retenu la leçon de la défaite (32-21) subie par manque d'arbitrage face à l'Australie, le 22 novembre 1998. ■ CE TOURNOI est le dernier à regrouper cinq nations,

puisque dès 2000 l'Italie rejoindra les Britanniques et les Français. ■ LE MATCH, arbitré par l'Australien Peter Marshall, sera retransmis direct (15 h 15) sur France 2.

■ DISCIPLINE et respect du règlement sont toujours au programme du XV de France, qui doit démontrer lors des quatre matches du Tournoi

qu'il a retenu la leçon de la défaite (32-21) subie par manque d'arbitrage face à l'Australie, le 22 novembre 1998. ■ CE TOURNOI est le dernier à regrouper cinq nations,

puisque dès 2000 l'Italie rejoindra les Britanniques et les Français. ■ LE MATCH, arbitré par l'Australien Peter Marshall, sera retransmis direct (15 h 15) sur France 2.

■ DISCIPLINE et respect du règlement sont toujours au programme du XV de France, qui doit démontrer lors des quatre matches du Tournoi

qu'il a retenu la leçon de la défaite (32-21) subie par manque d'arbitrage face à l'Australie, le 22 novembre 1998. ■ CE TOURNOI est le dernier à regrouper cinq nations,

puisque dès 2000 l'Italie rejoindra les Britanniques et les Français. ■ LE MATCH, arbitré par l'Australien Peter Marshall, sera retransmis direct (15 h 15) sur France 2.

■ DISCIPLINE et respect du règlement sont toujours au programme du XV de France, qui doit démontrer lors des quatre matches du Tournoi

qu'il a retenu la leçon de la défaite (32-21) subie par manque d'arbitrage face à l'Australie, le 22 novembre 1998. ■ CE TOURNOI est le dernier à regrouper cinq nations,

puisque dès 2000 l'Italie rejoindra les Britanniques et les Français. ■ LE MATCH, arbitré par l'Australien Peter Marshall, sera retransmis direct (15 h 15) sur France 2.

■ DISCIPLINE et respect du règlement sont toujours au programme du XV de France, qui doit démontrer lors des quatre matches du Tournoi

qu'il a retenu la leçon de la défaite (32-21) subie par manque d'arbitrage face à l'Australie, le 22 novembre 1998. ■ CE TOURNOI est le dernier à regrouper cinq nations,

puisque dès 2000 l'Italie rejoindra les Britanniques et les Français. ■ LE MATCH, arbitré par l'Australien Peter Marshall, sera retransmis direct (15 h 15) sur France 2.

■ DISCIPLINE et respect du règlement sont toujours au programme du XV de France, qui doit démontrer lors des quatre matches du Tournoi

qu'il a retenu la leçon de la défaite (32-21) subie par manque d'arbitrage face à l'Australie, le 22 novembre 1998. ■ CE TOURNOI est le dernier à regrouper cinq nations,

puisque dès 2000 l'Italie rejoindra les Britanniques et les Français. ■ LE MATCH, arbitré par l'Australien Peter Marshall, sera retransmis direct (15 h 15) sur France 2.

■ DISCIPLINE et respect du règlement sont toujours au programme du XV de France, qui doit démontrer lors des quatre matches du Tournoi

qu'il a retenu la leçon de la défaite (32-21) subie par manque d'arbitrage face à l'Australie, le 22 novembre 1998. ■ CE TOURNOI est le dernier à regrouper cinq nations,

puisque dès 2000 l'Italie rejoindra les Britanniques et les Français. ■ LE MATCH, arbitré par l'Australien Peter Marshall, sera retransmis direct (15 h 15) sur France 2.

■ DISCIPLINE et respect du règlement sont toujours au programme du XV de France, qui doit démontrer lors des quatre matches du Tournoi

qu'il a retenu la leçon de la défaite (32-21) subie par manque d'arbitrage face à l'Australie, le 22 novembre 1998. ■ CE TOURNOI est le dernier à regrouper cinq nations,

puisque dès 2000 l'Italie rejoindra les Britanniques et les Français. ■ LE MATCH, arbitré par l'Australien Peter Marshall, sera retransmis direct (15 h 15) sur France 2.

■ DISCIPLINE et respect du règlement sont toujours au programme du XV de France, qui

## La conférence mondiale sur le sida confirme l'efficacité des polythérapies

En dépit de leur succès, les associations de médicaments antirétroviraux ne permettent pas d'éradiquer le virus chez les personnes infectées. De nouvelles stratégies thérapeutiques sont à l'étude pour améliorer la qualité et l'espérance de vie des malades.

**La sixième conférence sur les rétrovirus et la maladie opportuniste, qui réunit chaque année les spécialistes de la lutte contre le sida, s'est achevée à Chicago jeudi 4 février. Les publications et communications faites à**

confirment que la mise au point d'un vaccin préventif est une perspective plus en plus lointaine. Les chercheurs concentrent leurs efforts sur l'amélioration de l'efficacité des traite-

ments antirétroviraux et sur la recherche de leurs effets secondaires. L'apparition de souches de VIH résistantes aux traitements est compensée par la mise au point de nouvelles molécules. Les polythérapies

de plus en plus individualisées et pourraient, à terme, faire du sida une maladie chronique parmi d'autres dans les pays industrialisés. Mais dans le tiers-monde, où vivent pourtant la majorité des malades,

les économies ne permettent pas la mise en place de ces stratégies. Des traitements « allégés » pourraient néanmoins réduire la transmission de l'infection de la mère à l'enfant.

**CHICAGO**  
de **Yves Nau**

Tous les indicateurs épidémiologiques en témoignent : toujours mortel hier, le sida est devenu, dans les pays industrialisés du moins, une maladie virale sur un mode chronique. Les associations de médicaments antirétroviraux sont à l'origine de cette évolution spectaculaire. Elles offrent la possibilité de contrôler sur de longues périodes la réplication du VIH dans des organismes infectés. Compte tenu des perspectives plus en plus lointaines de la mise au point d'un vaccin préventif, le premier défi auquel se confrontent biologistes et cliniciens est l'amélioration de l'efficacité des traitements antirétroviraux, ainsi que la réduction des effets secondaires et des contraintes qu'ils imposent.

Réunissant 3 500 spécialistes de la lutte contre le sida, la sixième conférence sur les rétrovirus et la maladie opportuniste qui s'est achevée, jeudi 4 février, à Chicago, a été marquée par une prise de conscience sur les nouvelles stratégies thérapeutiques visant à augmenter la qualité et l'espérance de vie des malades. C'est en 1996, lors de la troisième session de cette même conférence internationale, que les premières données sur l'efficacité des trithérapies avaient été communiquées pour la première fois (*Le Monde*, 11 janvier 1996). Trois ans plus tard, on ne compte plus le nombre des communications consacrées aux modalités et aux difficultés, aux succès et aux limites des polythérapies antisyndrome.

**Les médicaments**  
Le dynamisme de certaines firmes pharmaceutiques dans ce secteur devenu hautement rentable fait que l'on compte aujourd'hui sur le marché une quinzaine de molécules. Elles sont dans trois catégories en fonction de leur type d'action sur le VIH : inhibiteurs (nucleosidiques ou non) de la transcriptase inverse, inhibiteur de la protéase. Plusieurs sont en cours, associant diverses manières pour en tirer le maximum. D'autres sont dans les mois qui viennent.

L'effort de l'industrie porte sur la simplification des régimes médicaux. Il s'efforce notamment, grâce à l'amélioration de la pharmacocinétique, de proposer des administrations quotidiennes ou bi-

quotidiennes d'un nombre réduit de comprimés, pour autant abandonner le concept de trithérapie. Une question importante pour les malades, qui doivent absorber, aujourd'hui, plusieurs médicaments à des heures très précises. Plusieurs firmes travaillent également sur d'autres molécules. On évoque l'arrivée de nouveaux inhibiteurs de l'intégrase (enzyme impliquée dans l'intégration du matériel génétique viral dans celui de la cellule infectée) ou de la fusion du virus à l'enveloppe cellulaire. Une équipe californienne a présenté, à Chicago, de premiers résultats potentiellement intéressants à partir d'un peptide, le « T20 », administré par voie cutanée et qui a pour propriété de s'opposer à ce phénomène.

**• Les effets secondaires**  
En l'état actuel des connaissances, il est indiqué que les thérapies antirétrovirales doivent être administrées sur de très longues périodes, sinon à vie. La principale inquiétude des cliniciens est de maintenir tout au long de l'apparition d'effets secondaires, dont la fréquence semble augmenter avec la durée d'utilisation des médicaments. Il s'agit notamment

du volume de ces modifications régionales du corps (ventre, poitrine, cuisse).

Tout semble passer par si la lutte contre le virus est directement associée à des perturbations majeures du métabolisme,

roge l'association Act Up-Paris dans le dernier numéro de son bulletin d'information *Protocols*.

Les présentations faites sur ce thème à Chicago n'ont pas éliminé les solutions pratiques permettant de prévenir l'apparition de ces

### TROIS QUESTIONS À... STEFANO VELLA

1 Professeur, tant que présente de la recherche sur le sida, quelle analyse faites-vous de l'explosion de travaux sur les polythérapies ?

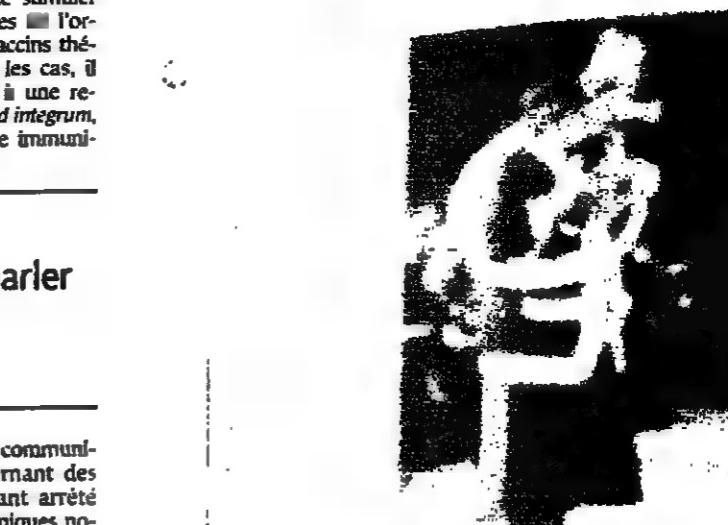
Nous vivons une étape historique où le contrôle de la physiopathologie de la maladie. Nous disposons maintenant d'une gamme de molécules qui nous faut, encore, apprendre à connaître, à associer, qui nous fournissent des résultats cliniques et biologiques incontestables. Quand on mesure quelle rapidité un tel chemin a été parcouru, on ne peut qu'être optimiste, s'il faut tenir compte des effets secondaires, parfois graves, observés chez certains patients.

2 Les effets secondaires ne constituent pas une limite qui pourrait se révéler infranchissable dans la recherche d'une éradication du virus qui impose des traitements longs, peut-être à vie ?

J'en suis intimement persuadé. Je devais aujourd'hui prendre en charge un patient jeune infecté depuis quelques mois par le VIH et je devais traiter et modifier

traitement en fonction des résultats, je pourrais lui assurer qu'il a bonnes chances de vivre dans vingt ans. La première thérapie rendrait chez lui le virus indétectable durant trois ou quatre ans, période après laquelle on pourra administrer une autre, voire d'autres encore. L'histoire naturelle de la maladie étant d'une dizaine d'années, on peut gagner un temps considérable. En dépit des mauvaises conditions de prise en charge des malades, nous avons, depuis l'arrivée de trithérapies, pu augmenter l'espérance de vie moyenne d'environ cinq ans. C'est étonnant.

Propos recueillis par Jean-Yves Nau



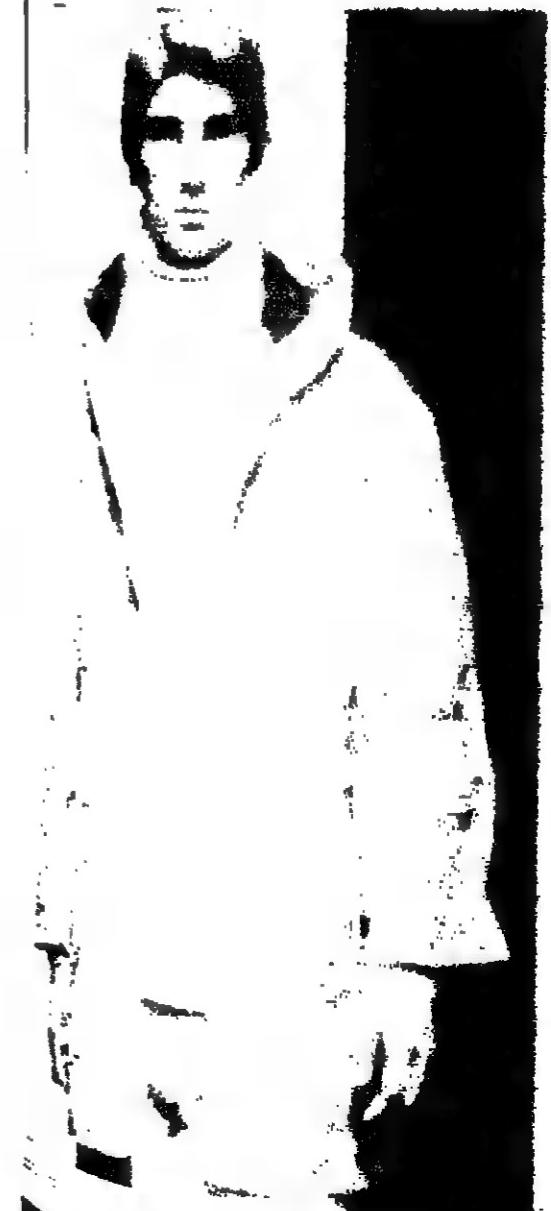
### « On hésite aujourd'hui à parler publiquement d'éradication »

Observations communiquées à Chicago concernant des malades américains ayant arrêté (pour des raisons économiques notamment) leur traitement, plusieurs mois, montrent, pour autant, de reprise de l'application virale, témoignant des possibilités qui peuvent exister dans le domaine.

#### • L'individualisation

La conséquence de ces traitements sera, immuablement, la personnalisation de la thérapie. Des outils permettant de mesurer la quantité de virus dans le sang (charge virale) et de déterminer le type des associations médicamenteuses en fonction de l'analyse préalable des résistances du virus (antivirogrammes) conduiront à l'élaboration de stratégies très individualisées, selon les malades. Elles seront d'autant plus nombreuses que le nombre de médicaments ira en augmentant, que leur administration sera simplifiée et se développeront des adjutants. Patients et cliniciens devront apprendre à gérer mieux encore, sur de longues périodes, la lutte contre une maladie qui se banalise, deviendra, dans les pays développés, une maladie chronique parmi d'autres.

J.-Y. N.



## En Afrique, des traitements « allégés » permettent de réduire la transmission mère-enfant

**CHICAGO**

de **Yves Nau**

Les résultats de plusieurs travaux actuellement en cours dans les pays africains, rendus publics lundi 1er février à Chicago dans le cadre d'une conférence sur les rétrovirus et les maladies opportunistes, ont, pour la première fois, fourni une démonstration qu'une prévention de la transmission de l'infection par le VIH de la mère à l'enfant pouvait, en Afrique, être obtenue au moyen de traitements « allégés ». Ces résultats soulèvent, dans le même temps, d'importantes questions éthiques sur la portée des limites de la recherche qui peut être conduite dans ces zones où vivent la majorité des sids dans des personnes infectées.

On déplore depuis cinq ans, grâce à une étude franco-américaine, qu'une prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant ait abouti grâce à l'administration durant la grossesse d'un ou plusieurs médicaments antirétroviraux. On sait aussi qu'actuellement près de 600 000 nouveau-nés sont, dans le tiers-monde, infectés chaque année par le VIH lors de la grossesse, de l'accouchement, ou de l'allaitement. Une large collaboration internationale mise en place depuis plusieurs années cherche à adapter au mieux, dans les plus de touchés, les acquis prophylactiques obtenus en Europe et aux Etats-Unis.

Après une première étude, contestée, conduite en Thaïlande avec de l'AZT, d'autres essais furent progressivement mis en place. Leurs premiers résultats, très attendus, ont été révélés à Chicago. Organisé par l'Agence mondiale et

baptisé pour *(perinatal transmission)*, le premier de ces essais concerne près de 1 500 femmes vivant dans cinq zones urbaines d'Afrique du Sud, d'Ouganda et de Tanzanie. Une partie de ces femmes ont été traitées par une association de deux médicaments antirétroviraux (l'AZT et le 3TC), fournis gracieusement par la multinationale pharmaceutique Glaxo Wellcome (dès la trente-sixième semaine de grossesse jusqu'à une semaine après l'accouchement). Un second groupe recevait ce traitement que durant l'accouchement. A un troisième groupe, enfin, on n'administrerait, pour des raisons de méthodologie, aucun médicament mais seulement un placebo, substance inactive.

#### RAISONS ÉTHIQUES

« Dans le premier groupe, le taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant a chuté de 50 %. Nous disposons, d'autre part, de données indiquant que la prise d'antirétroviraux par la mère à l'enfant durant une semaine après l'accouchement est déterminante », explique le docteur Joseph Saba, responsable de l'AZT. Ces résultats sont encore très préliminaires. Ils devraient être en mesure de faire des recommandations claires et pratiques à destination des pays en voie de développement en avril ou mai prochains. »

Ces conclusions sont confortées par un autre travail conduit en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso par un groupe franco-africain dirigé par le professeur François Dabis (Inserm, université de Bordeaux). L'originalité de cette étude tient au fait qu'elle a porté sur un groupe de 374 femmes qui, recevaient un traitement « allégé » (de l'AZT seul

à partir de la trente-sixième semaine de grossesse et jusqu'à une semaine après la naissance), ont allaité leur enfant alors même que l'on sait que l'allaitement représente un risque infectieux important. Les organisations internationales recommandent même chez ces femmes séropositives la naissance - souvent impossible dans le tiers-monde - aux maternités.

La réduction des cas de transmission du VIH dans cet état a été néanmoins de 31 %, témoignant de l'efficacité de thérapies « simplifiées ». Ces dernières sauraient, pour des raisons éthiques, programmées dans les pays industrialisés, mais prennent en compte le dénuement économique et la sous-médicalisation des populations plus touchées par l'épidémie.

Dans les coulisses de Chicago, certains spécialistes nord-américains, peu au fait des conditions socio-économiques du tiers-monde, se cachent une certaine émotion devant ces essais cliniques qui cherchent à prévenir l'infection des enfants sans, passé l'accouchement, s'intéresser au traitement des mères et des pères, condamnant ce fait à devenir orphelins.

Pour le professeur Dabis tout comme pour le docteur Saba, il faut au contraire postuler qu'une approche menée en liaison avec quelques multinationales pharmaceutiques constituerait un levier permettant d'améliorer plus généralement la prévention et la prise en charge des cas de sids, en donc la lutte contre la pandémie.

J.-Y. N.

- Nombreuses formules pour découvrir les Etats-Unis et le Canada à votre rythme
- L'QUEST MYTHIQUE : à partir de 9050 Frs (15 jours)
- LOUISIANE AU FIL DU TEMPS : à partir de 7970 Frs (10 jours)
- QUEBEC ET GASPESIE SAUVAGE : à partir de 8230 Frs (14 jours)

Commandez votre brochure : 3615 COMPTOIRS

25, rue du Pont-Neuf - 75001 Paris - Tél. : 01 40 26 21 71 - E-mail : amériques@compumail.com

**Complot**  
DES ETATS-UNIS ET DU CANADA

NOS RELAIS EN PROVINCE

- BORDEAUX  
Mauri Voyages  
27, rue du Temple 33000 Bordeaux  
Tél : 05 56 81 94 00
- LE HAVRE  
M. Voyages  
Avenue Foch - BP 1347  
Le Havre codex  
Tél : 02 35 19 24 24
- MARSEILLE  
First - USA  
179, rue de la République 13006 Marseille  
Tél : 04 91 15 53 30
- RENNES  
Rafii Voyages  
2, rue Jules Simon - BP 7501  
35075 Rennes codex 03  
Tél : 02 99 79 16 16
- RODEZ  
Agence de voyages Touromed  
2, rue Camille Doulié - BP 527  
12008 Rodez cedex  
Tél : 05 65 77 30 30

PRÉT-À-PORTE MASCULIN AUTOMNE-HIVER 1999-2000

## Une décontraction luxueuse

Au vu des présentations qui viennent de s'achever, l'homme de l'an 2000 sera créatif mais sage. Et Paris restera la capitale de la mode masculine

**LES COLLECTIONS** du prêt-à-porter masculin de l'automne-hiver 1999-2000, dont la présentation de s'acheve à Paris, ont évoqué fulgurance visionnaire. Que l'an 2000, cette vieille histoire, a été trop de futurs meilleurs - ou bien que les enjeux à venir restent trop opaques... Contre toute attente, pour l'homme vêtements créatifs, et même, leur seule prédiction, concernant l'an 2000, que l'on retrouve dans les phares de la mode masculine. C'est beaucoup.

À quelques mois de l'Euroland, effet, deux villes du Vieux Monde poursuivent une guerre piédrochaine. Entre Paris - capitale de la couture et du bel artisanat, où le vêtement masculin a toujours joué les parents pauvres - et Milan, soutenu par les géants italiens de la confection, la partie semblait jouée. Tandis que la création pure s'accrochait à la Seine, la cité lombarde cultivait, avec succès, un sens avéré du commerce. Le temps d'une saison, les rôles se sont renversés. Tandis que les Milanais s'égareront dans les vestes en

fouiture et les bottes chenille, l'homme de Paris défrichait les territoires (ville relax ou sport chic), la poésie d'une élégance résolument contemporaine.

Il y manque de quoi montrer bien d'amour-propre : la saison, par exemple, van senshaw le Danois Bruszaar - des créateurs du Nord à s'affirmer comme la capitale de la couture. Nouveau président de la Chambre syndicale, Didier Grumbach parle sur un développement de plus en plus étendu de la mode masculine, au travers notamment de présentations mettant l'homme et la femme.

A l'instar d'un Gucci ou Prada,

c'est un maroquinier - le sellier Hermès - qui a offert l'un des temps forts de la saison. Créatrice de la collection Homme, Véronique Michaud poursuit sa route en forme d'exception d'exception sous le signe du grand chic, et léger. Des manteaux en toilaversa - un cachemire imperméable - boutonnés jusqu'au col, des pulls main réversibles, des vestes-chemises coupées en bas déclinent une des tendances raffinées (marron-marine, gris-mastic) leur protection luxueuse, toujours plus élégante, des femmes à similitude qui abolissent les boutonnieres.

### TRUSTES ET FRINGANTES

Cette application à la tenue de ville des acquis du vêtement de sport, comme les matières performantes ou les attaches faciles, a également marqué le défilé Lanvin. Dominique Morotti proposait un festival de brillances high-tech, où les doudounes en viscose et tissu le disputaient aux coupe-vent à fils d'argent, longue écharpe portée à la tête.

Puis l'hiver devient doux, plus les vêtements se font protecteurs. Paradoxe non dénué d'aristocratie commerciale : il promeut des tenues très couvertes - capes et autres ponchos, capuches et vestes en laine - Kenzo fait, cette fois, le champion : pantalons style K-way, flanelle gris-souris façon feutre.

Chez Paul Smith, cette filosolie nous ramène à un retour aux classiques éprouvés, comme la robe britannique, ou les amyglycismes fashion (carreaux chevrons) destinés à un public givré

En haut à gauche, chez Yohji Yamamoto : cette veste en laine tricotée main, portée sur un sarong fendu, au parfum de Transylvanie. Ci-contre, Lanvin : le pull torsade en diagonale, le nylon de la parka brille de fils d'acier... L'élegance affilée par Dominique Morotti.



**Yves Saint Laurent**  
Gauche : manteau de cachemire noir sur un pantalon de cachemire anthracite, la première tenue du défilé incarne la silhouette très graphique mise au point par Hedi Slimane.

au fil de silhouettes tout à la fois tristes et fringantes, où planait, emprunté à l'Europe centrale (veste en laine à parements), le souvenir d'un cirque à la pluie. Les femmes féminines et le clin d'œil aux hommes entraînent également le port-pourri mis au point par Comme des Garçons : du défilé, le foulard façon Vamps, les laines en vinyle et le kit en vinyle se vendront probablement aussi bien que les vêtements en velours et jaine et costumes en polyester.

**COSTUME « TAILLEUR »**  
Phare montant de la création belge, Raf Simons poursuit sa mise en pièces du costume « tailleur », à l'usage des adolescents, sous le signe du noir. En plus des vestes et redingotes déchirées, il propose des pantalons à col dur à fermetures pression et autant d'accessoires, des vêtements de cuir à col jersey et des sous-pulls en nylon blanc à son monogramme. Eric Bergé, lui, a illustré l'attitude générale : offrir des pièces prêtes à porter sans importance quelle autre, mais sûrement pantalons larges en tweed artisanal, manteau en malle, etc. Quant à José Lévy, qui ouvrira le mois prochain boutique à Paris, ce créateur parisien pour son amour des détails casher a écrit un motif destiné à remplacer, au moins pour la prochaine, la bande horizontale adoptée par les Juifs. Il s'agit du menorah. Un tribut qui se traduira aussi à ces prérences...

Jacques Brunel



Et velours, et velours. Les couleurs se sont éteintes, les matières et surjouées jouent la discrétion. Dans les sorties de chemise, le foulard remplace le jabot. Les détails, poches à soufflet, tiennent lieu de détails. Bref, les dandies du Swinging London se sont changés en premiers de la classe. Interprétés par David Boateng, le coloriste du nouveau Vivienne Westwood, l'infiorisation s'exprime en robes subtiles et en microfoulards qui rappellent une discrétion éblouissante du business de la City.

Ce climat d'ambiance et de repli connaît un air de poésie nostalgique. Les jeunes Anversois Didier van Noten l'ont promené sagement sous les verrières de la Bibliothèque nationale, dans des tenues d'orphelinat de guerre, de communautés solennelles et festives à l'ordre d'Orange.

Plus malencontreusement, Yamamoto confie à quatre orchestres grecs le soin d'incarner la musique de sa vision d'une élégance nomade.

Un défilé événement où l'allégeance à Romi contrastait avec les robes et les coupes couvrantes - soutanes ou jupes longues, ou col boutonnés -



Comme des Garçons : à côté de kilts en vinyle, la créatrice Rei Kawakubo a osé ces coordonnées à minijupes en soie doublées de laine (ci-dessus). Ci-contre, Hermès et ses vêtements luxueux tels que ce manteau de cachemire longue ligne.

### L'amour de Calvin Klein pour la France

Deux semaines après la présentation à Milan de sa collection masculine, inspirée des tempos de travail et des uniformes militaires, Calvin Klein trouvait trois raisons de venir à Paris. Le lancement de son nouveau parfum pour homme, Contradiction, celui d'une ligne de prêt-à-porter fabriqué en Italie, Collection for Men, et enfin, pour l'acquérir. L'ouverture avenue Montaigne de la première boutique au monde, sur 280 m<sup>2</sup>. Une façon pour le roi de la mode américaine de marquer l'amour particulier qu'il porte à la France.

« Les Américains ont souvent peur de se risquer ici : ils estiment que les Français ont le style des jeans. Pourtant, c'est la France qui m'a réservé le meilleur accueil en Europe. » La France, qui n'a pas la réputation d'un pays puritan, serait-elle tentée par le minimalisme ? « Le puritanisme whosp et rigide appartient au passé, contrairement au minimalisme moderne, issu de l'esthétique japonaise, et dont l'esprit se veut libre et ouvert. Si cette façon de penser et de vivre - en compagnie d'objets réduits à leurs formes les plus pures - n'est pas celle de tout le monde, il reste que tout le monde devient beau dans des vêtements noirs. Les Américains aiment le simple : ils ont le goût de la clarté. »

PHILIPPE DUC



**Le Monde interactif**

<http://www.lemonde.fr>

Le football en temps réel. "



## CULTURE

LE MONDE / SAMEDI 6 FÉVRIER 1999

qui y trouvent de  
ix du public, de  
ise en Gauze

**MUSÉE** La réouverture du Centre Georges-Pompidou, programmée pour le 1<sup>er</sup> janvier 2000, devrait être marquée par le redéploiement du Musée national d'art moderne dans

les troisième et quatrième étages du bâtiment. Un important programme d'expositions est établi. POURTANT, les conservateurs du MNAM plaignent du « déficit de réflexion collective » et de la fragmentation de leurs tâches, face à un président du Centre doté de pouvoirs étendus. Dix-sept d'entre eux ont formé une association, La Pointe à

l'œil, afin de « développer (...) l'expression collective sur le rôle de l'institution muséale ». En outre, deux d'entre eux quittent la maison. Pour le président, Jean-Jacques Allag-

agon, « débat ne signifie pas crise ». L'IMMENSITÉ du fonds du MNAM pose le problème de sa saturation. La question de la gratuité du centre est également en suspens.

## Les conservateurs s'inquiètent de leur avenir au sein du Centre Pompidou

La réouverture du Centre, prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 2000, doit être marquée par un important redéploiement des collections du Musée d'art moderne. Mais des problèmes de statut, la parcellarisation des tâches et un sentiment de dépossession alimentent un certain malaise

**PENDANT** les travaux le Centre Pompidou continue, indique un grand panneau, rue de Renard. Et c'est vrai. Dans le tipi, sur la piazza, on informe, on débat, quand derrière les palissades du chantier, les portes sont restées entrouvertes pour accueillir des expositions : hier un hommage au Consortium de Dijon, aujourd'hui David Hockney, demain Robert Delamare. Dans le même temps, on ne compte plus les expositions qui, depuis la fermeture du Centre, promènent les collections du Musée national d'art moderne (MNAM) de Nantes à Marseille et de Nancy à Rouen. Grâce à cette bouffée d'oxygène, dont l'initiative revient à Germain Viatte, le prédecesseur de Werner Spies à la tête du MNAM, les conservateurs n'ont pas été, loin de là, réduits au chômage. Ce n'est donc pas le manque de travail qui les rend moroses. Ils sont inquiets. Inquiets pour leur avenir et celui du MNAM en sein du Centre rénové.

Ils devraient être euphoriques puisque le 1<sup>er</sup> janvier 2000, la réouverture devrait être marquée par un formidable redéploiement des collections. Pourtant, deux d'entre eux, Didier Semin et Marc Bouraud, quittent la maison. Les autres se réunissent pour essayer de réfléchir ensemble - ce n'était pas dans leurs habitudes - à ce que doit être un musée. En juillet 1998, ils ont formé une association loi 1901, La Pointe à l'œil, dont le but, inscrit dans ses statuts, est de « développer la réflexion et l'expression collective sur le rôle de l'institution muséale à l'égard de l'art moderne et contemporain ». L'association réunit dix-sept conservateurs sur les vingt-cinq qui comptent le Centre. Elle est née, ses portes-parole, du « déficit de réflexion collective ».

### Des expositions tous azimuts

Un important programme d'expositions est prévu pour les premières années suivant la réouverture du Centre Georges-Pompidou, qui doit être effective le 1<sup>er</sup> janvier 2000.

- Dans la grande galerie du 5<sup>e</sup> étage
- « Le temps, vite » : une exposition pluridisciplinaire du département de culture contemporaine dirigé par Daniel Soutif (ouverture mi-janvier 2000).
- « Picasso sculpteur » : un des dadas de Werner Spies, le directeur du musée (été 2000).
- art contemporain : thème non encore précisé (automne 2000).
- « Le pop art » (hiver 2001)
- « Dubuffet » (été 2001)
- « L'abstraction », avec pour commissaires Didier Semin et Hubert Damisch (hiver 2001-2002)
- « Max Beckmann » (2002)
- « Art et musique » (2002), une coproduction MNAM/Ircam.

- Dans les galeries contemporaines Renzo Piano, l'architecte du Centre (avec Patrick Rogers) et de son réaménagement, fera l'ouverture. Doivent suivre une invitation à la revue Purple Price, les sculptures de l'Américain Jeff Koons, une exposition d'arts ménagers, des paysages européens (urbanisme), et « La vidéo d'aujourd'hui en Europe ».

- Au cabinet d'arts graphiques On annonce, entre autres, une « Carte blanche à Christian Boltanski », la présentation du Codex du champion récemment entré au musée par dation, des dessins de Pollock, des dessins de Rose-Marie Trocadero.



Sur la « piazza », le « Pot doré » de Jean-Pierre Raynaud installé en 1998, et le tipi dressé pour la durée des travaux.

malines qui nous préoccupent. La fermeture a dû favoriser l'émergence de la réflexion, puisque l'ensemble des discussions étaient focalisées sur les travaux.

« Nous avons fait des propositions à la présidence. Nous voulions jouer le rôle de bolide à l'œil,

mais aussi celui de vigile pour aérer quand quelque chose ne tourne pas rond ».

Le malaise actuel des conservateurs du musée est le produit de facteurs multiples. La fermeture du Centre n'a fait que révéler avec plus d'acuité des problèmes anciens. Les

rennes-ménages administratifs en-

fants, pratiquement tous les trois ans, par la valse des présidents du Centre et celle, presque aussi fréquente, du directeur du MNAM, permettent difficilement un débat serein sur l'avenir de l'institution. Didier Semin, qui rejoint un poste d'enseignant à l'école nationale supérieure des beaux-arts, dira qu'à cours des sept années qu'il a passé au MNAM, il a eu affaire à trois présidents, et à quatre directeurs. Aucun grand musée étranger, du Musée d'art moderne de New York à la Tate Gallery de Londres, ne vit une telle agitation.

Ce ne sont pas tant les problèmes de la diversité de leurs statuts qui préoccupent d'abord les membres

de La Pointe à l'œil. Sans doute les uns sont détachés de la vie des musées de France, quand d'autres, venant des régions régionales, relèvent de l'administration territoriale, ou encore d'une promotion interne : une disparité qui gêne la nécessaire mobilité au sein de l'Espace français. Leur souci est d'autant de faire entendre « leurs voix scientifiques responsables d'une énorme collection d'intérêt national ». Or on ne les écoute pas, ou pas assez.

Cette surdité des responsables du Centre serait un effet pervers de la réforme de 1992, élaborée par Dominique Bozo. Depuis, le président

des musées se sentent donc dépossédés. Pour lui, le musée se doit d'être recherche, gestion, acquisition, ... Il faut que l'exposition soit en rapport avec la recherche, ... études entreprises sur les collections, plaident-ils. Ce n'est plus le cas au MNAM, où études, recherches et acquisitions sont coupées de la programmation.»

Programmation qui a des retours

directs sur les dons et legs qui viennent enrichir les collections. Par ailleurs, l'association s'interroge sur la pluridisciplinarité du Centre, principe sacro-saint sur lequel l'institution a été bâtie. Est-elle toujours efficace ?

« Cela n'est pas toujours le cas

à la lumière de la visibilité de ce grand équipement.

Le président du Centre intervient

jamais dans les débats sur le comité d'acquisition sauf pour formuler des remarques d'ordre général.

Jean-Jacques Allagagon fait même remarquer que le MNAM a retrouvé récemment la maîtrise des catalogues du musée national d'art moderne que Dominique Bozo lui avait refusé.

En revanche, le président

du MNAM reproche le Département

du développement culturel en le recentrant sur la programmation de la musique, du cinéma, des spectacles vivants et des débats.

De plus, il a demandé au minis-

tre de la culture de prolonger le mandat présidentiel de trois à cinq ans - avec un renouvellement possible de trois ans - pour éviter les successions trop rapides (huit prési-

dents en vingt-deux ans d'existence) et la création d'un conseil d'administration classique devant qui le président serait responsable.

Pour le président, il n'y a donc pas

de malaise mais interrogation légitime de la part des conservateurs :

« Qu'il y ait divergence de point de vue, quoi de plus normal ? Débat ne signifie pas crise. »

Geneviève Brezette  
Emmanuel Roux

## LES NOUVEAUX NEZ

VERS UN « DROIT DE PASSAGE »

Le président du Centre envisage de créer un droit de passage : 20 francs qui donnerait accès au musée. L'entrée du Forum resterait libre et le grand hall de l'auditorium des musées du Centre sera maintenu pour les moins de dix-huit ans. Les tarifs seraient unifiés, simplifiés (un ticket unique pour les expositions) et abaisse (notamment pour les scolaires) malgré que la politique d'abonnement serait relancée.

Cette proposition fait l'unanimité au sein du Centre. Elle est actuellement sur le bureau de la ministre, qui doit trancher. Il faut préciser qu'il ne s'agit pas seulement d'une question de principe : le budget du MNAM (450 millions de francs) est largement couvert par ses propres (100 millions de francs).

DU 5 FEVRIER  
AU 7 MARS  
A L'AUDITORIUM  
ST-GERMAIN-DES-PRES

LE THEATRE DES NOUVEAUX NEZ  
ECRITURE ET MUSIQUE : ANDRÉ BOISSEZON  
TOUS LES VENDREDIS ET SAMEDIS A 20H30  
DIMANCHES A 15H30

LOCATION : 01 44 07 37 43

Télérama PARIS PREMIÈRE eFrance Inter

G. B. et E. R.

## L'Orient cosmopolite de Natacha Atlas

Avec l'album « Gedida », la chanteuse arabo-européenne donne sa version des brassages musicaux, du châabi égyptien à l'électronique londonienne

**ELLE L'A DIT.** ■ 1998 au bimestriel rennais *L'œil électrique*: la britpop – Oasis, Blur... – était raciste ». ■ En 1993-1994, il y avait [en Grande-Bretagne] une vague de brassage culturel qui émergeait... Les Anglais voulaient vendre de la musique aux Américains alors il fallait qu'ils inventent quelque chose. ■ Anglaise par mère, élevée à Bruxelles et à Londres, Natacha Atlas, chanteuse orientale, a pris sa part du brassage britannique ces années-là au sein du collectif musical Transglobal Underground, dont elle était la chanteuse et danseuse (du ventre). ■ La britpop, une histoire de Blancs qui faisaient le mélange culturel, mais, maintenant qu'elle train de mourir, les groupes Asian Foundation reviennent », expliquait-elle. Il était temps donc pour Natacha de publier un disque-manifeste, où le doute n'est plus permis : le châabi, la chanson populaire du Caïre, la patrie. Mais elle lui a fait subir en route quelques bouleversements électroniques.

**Gedida** (nouveau, en arabe) dans la continuité de *Halim* et *Diaspora*, où la chanteuse trône en Cléopâtre sur la couverture : l'affirmation des droits de la musique moyen-orientale dans un monde où les Indo-Pakistanais ont à peu près monopole de l'ethno-rock et musiques élec-

troniques mélangées. « Je suis trop arabe pour les Anglais », dit encore Natacha Atlas, qui vit aujourd'hui au Caire et vise clairement le marché français, davantage que l'au monde arabe, avec une reprise « l'égyptienne » de *Mon amie la rose*, chanson écrite par une pacifiste chavonneuse (Cécile Caulier) qui s'en prit ensuite aux paroles guerrières de *La Marseillaise*. Aujourd'hui chargée d'enluminures (la voix, le luth), mais aussi rythmiques électroniques, histoire de fleurs qui font prendre une autre conte.

### ISLAM ET VENTRE NU

Natacha Atlas, Orientale jusqu'au bout du kitsch, dit aussi qu'elle « en a assez » de dénuder ses cessez les fils de ses origines paternelles : elles sont, à l'entendre, une cartographie de la diaspora juive et arabe, la Palestine, le Maroc, l'Egypte, l'Europe, en bref une des migrations moyen-orientales. Une chaîne (l'Atlas ?), l'ombre portée du père (acupuncteur, puis soigneur dauphins), l'influence de l'oncle (Essam Rashad, compositeur et joueur d'oud, le luth oriental), l'inventivité copains Transglobal (le percussionniste Tim Garsaldi et Hamid Mantu, claviers) un chemin identitaire. Natacha s'est convertie à l'islam, qui n'empêche pas le ventre nu, le

soutien-gorge dégagé, les prises de position en faveur de l'ouverture d'esprit, critique philosophique, la défiance à la corruption politique et la désinformation (Bastet, rap oriental). ■ ajoutera la passion amoureuse (*Mistaneek*). Pour sa sorte en Arabie saoudite, *Gedida* devrait subir un lifting politiquement correct.

Mais c'est pas les liens musiques modernes (le rai ou *jazz music égyptienne*) que Natacha Atlas réussit le difficile pari de transcender l'imagerie de la chanteuse orientale, surjouant son rôle de diva capricieuse. Bien sûr, il y a du travail. La voix, légère, l'aise, joint à l'épaisseur dramatique des grandes chanteuses arabes.

À ce propos, la maison de disques Virgin s'apprête à lancer *Naghm el Hawa*, recueil des plus grandes chansons d'amour de Warda, une Algérienne née à Paris, fut découverte dans un libanais par la star égyptienne Mohamed Al Hafiz, devint à la fin des années 50 la plus grande voix féminine moyen-orientale. Les promoteurs de gloires éphémères de l'université londoniens passer pour une jeune égyptienne, kitsch, bien sûr, suivre pop de Natacha Atlas. A coup sûr, la jeune Arabo-Européenne n'aimera pas que l'on la compare à l'autel des modes la densité émotionnelle et alnés -



Natacha Atlas : « Je suis trop arabe pour les Anglais. »

dont elle apprend les leçons (*Halim*, l'album précédent, rendait hommage au chanteur Abd el Halim Hafez).

Que retient Gedida, hormis le réjouissant *Mon amie la rose*? Que rien ne vaut autant que les racines, la condition de savoir s'en servir. Natacha Atlas (Aziza pour l'islam) a trouvé Calre une nouvelle ur-

banité. Elle a choisi le politique plutôt que les dictats doctrinaires de l'université d'Al Azar.

Véronique Mortaigne

■ *Gedida*, 1 CD Mantra. Distribué par Labels. En concert à l'Olympia, le 14

## SÉLECTION DISQUES

### ROBERT SCHUMANN

*Scènes du Faust de Goethe*  
■ *Dazeley* (Faust), *Wund* (Gretchen), Kristinn Sigmundsson (Mephistophèles), *La Chapelle royale*, Collegium, RIAS-Kammerchor, des Champs-Elysées, Paul Herreweghe (direction). « Qui dois-je à Goethe ? » : ce cri du cœur de la traduction schumannienne dans le cycle de Meister (1848), le Requiem pour Mignon (1852), et jusqu'aux Scènes du Faust de Goethe (de 1853). Plus que tout autre, Goethe est lié à la maladie. Schumann dont l'actualité et périodes de rémission. ■ *Second Faust*, Schumann privilégie le thème du rachat et du pardon, réduisant la part narrative de l'œuvre (tragédie de Marguerite et damnation de Faust) au minimum.

(Actuellement)

## « CESAR » 99 6 NOMINATIONS

dont

meilleur acteur dans un second rôle :

Daniel Prévost

meilleure actrice dans un second rôle :

Catherine Frot

## Le dîner des cons

déjà  
9 MILLIONS DE SPECTATEURS

mitin. Jamais le drame ne se pose ■ exemple, jamais il ne se veut parabolique. Si voilà il y a, dans celles des Esprits lesquelles refusent par essence de se matérialiser.

■ 2 CD Harmonia Mundi

JEAN-SÉbastien Bach  
Petit Livre d'A. M. Bach, extraits  
Quatorze canons sur les huit notes fondamentales de l'Art des Variations Goldberg

André Vieux (piano)

Depuis presque dix ans qu'il réside en France, André Vieux joue comme un talent singulier et exigeant. Parti dans l'âme, il opère avec les œuvres qu'il joue cette recherche qui distille la quintessence et ouvre perspectives. En témoigne le jeu de répons qu'il compose autour d'un mythe : la simplicité domestique du *Petit Livre d'A. M. Bach* (qui cite sur la fameuse fondatrice), succédent à quarante canons en forme de charade, multoyenne s'il n'en fut, puisque en elle se rejoignent raps des *Livre* et prétextes à fameuses variations. Il y a à double parcours, entre intelligence didactique et cheminement poétique. Voilà pour la démarche, qu'en est-il de la réception ?

Elle est rapide et presque farouche, un sentiment d'urgence qui ne sait pas de chanter. Intelligible pièce à plaisir, toujours, aux prises avec le développement unidirectionnel de l'œuvre comme avec ses fluctuations. Une dilatation parfois prémonitoire dans la 5d'une acceptation quasi beethovenienne. Expressivité pudique nostalgie (*Variation 15*), dimension tragique (*Variation 16*), Vieux s'ingénie à marier les contraires, accentuant à loisir l'étrange modernité de la *Variation 25* au point qu'il projette un incomum stylistique musical, se plaît à un Bach qu'il déclare « paradoxe typiquement roumain ! » comme « plagiaire par M.-A.R.

★ 1 CD Harmonia Mundi HMC 901666.

RAMON LOPEZ  
Eleven Drums Songs

Membre de plusieurs formations du saxophoniste François Cotinaud, Didier et Jojo se joindront à l'équipe actuelle (PON) genres et générations répondent, le batteur et percussionniste Ramon Lopez s'essaie à l'enregistrement en onze pour nommées. Rythmicien inventif, que sa pratique à tabla et des combinaisons peu par batteurs, Ramon Lopez de qui font entendre la mélodie des tambours. Il est en ce sens proche musiciens traditionnels

■ grands stylistes du jazz. Parfois, un élément domine comme les cymbales. ■ *Drummers Remembered* une cloche dans *Alicante's Cowbell*, parfois c'est une figure rythmique (*Kalakar*), ailleurs c'est l'ensemble des instruments qui entrent sous les frappes des baguettes, mais moins il y a de grondements, les vibrations, parfois simples et douces. L'ensemble se parcourt comme un recueil de nouvelles, en une improvisation à rebondissements, imprévisibles, loin des fâches démonstrations que le batteur

■ grands stylistes du jazz. Parfois, un élément domine comme les cymbales. ■ *Drummers Remembered* une cloche dans *Alicante's Cowbell*, parfois c'est une figure rythmique (*Kalakar*), ailleurs c'est l'ensemble des instruments qui entrent sous les frappes des baguettes, mais moins il y a de grondements, les vibrations, parfois simples et douces. L'ensemble se parcourt comme un recueil de nouvelles, en une improvisation à rebondissements, imprévisibles, loin des fâches démonstrations que le batteur

■ grands stylistes du jazz. Parfois, un élément domine comme les cymbales. ■ *Drummers Remembered* une cloche dans *Alicante's Cowbell*, parfois c'est une figure rythmique (*Kalakar*), ailleurs c'est l'ensemble des instruments qui entrent sous les frappes des baguettes, mais moins il y a de grondements, les vibrations, parfois simples et douces. L'ensemble se parcourt comme un recueil de nouvelles, en une improvisation à rebondissements, imprévisibles, loin des fâches démonstrations que le batteur

■ grands stylistes du jazz. Parfois, un élément domine comme les cymbales. ■ *Drummers Remembered* une cloche dans *Alicante's Cowbell*, parfois c'est une figure rythmique (*Kalakar*), ailleurs c'est l'ensemble des instruments qui entrent sous les frappes des baguettes, mais moins il y a de grondements, les vibrations, parfois simples et douces. L'ensemble se parcourt comme un recueil de nouvelles, en une improvisation à rebondissements, imprévisibles, loin des fâches démonstrations que le batteur

■ grands stylistes du jazz. Parfois, un élément domine comme les cymbales. ■ *Drummers Remembered* une cloche dans *Alicante's Cowbell*, parfois c'est une figure rythmique (*Kalakar*), ailleurs c'est l'ensemble des instruments qui entrent sous les frappes des baguettes, mais moins il y a de grondements, les vibrations, parfois simples et douces. L'ensemble se parcourt comme un recueil de nouvelles, en une improvisation à rebondissements, imprévisibles, loin des fâches démonstrations que le batteur

■ grands stylistes du jazz. Parfois, un élément domine comme les cymbales. ■ *Drummers Remembered* une cloche dans *Alicante's Cowbell*, parfois c'est une figure rythmique (*Kalakar*), ailleurs c'est l'ensemble des instruments qui entrent sous les frappes des baguettes, mais moins il y a de grondements, les vibrations, parfois simples et douces. L'ensemble se parcourt comme un recueil de nouvelles, en une improvisation à rebondissements, imprévisibles, loin des fâches démonstrations que le batteur

■ grands stylistes du jazz. Parfois, un élément domine comme les cymbales. ■ *Drummers Remembered* une cloche dans *Alicante's Cowbell*, parfois c'est une figure rythmique (*Kalakar*), ailleurs c'est l'ensemble des instruments qui entrent sous les frappes des baguettes, mais moins il y a de grondements, les vibrations, parfois simples et douces. L'ensemble se parcourt comme un recueil de nouvelles, en une improvisation à rebondissements, imprévisibles, loin des fâches démonstrations que le batteur

■ grands stylistes du jazz. Parfois, un élément domine comme les cymbales. ■ *Drummers Remembered* une cloche dans *Alicante's Cowbell*, parfois c'est une figure rythmique (*Kalakar*), ailleurs c'est l'ensemble des instruments qui entrent sous les frappes des baguettes, mais moins il y a de grondements, les vibrations, parfois simples et douces. L'ensemble se parcourt comme un recueil de nouvelles, en une improvisation à rebondissements, imprévisibles, loin des fâches démonstrations que le batteur

■ grands stylistes du jazz. Parfois, un élément domine comme les cymbales. ■ *Drummers Remembered* une cloche dans *Alicante's Cowbell*, parfois c'est une figure rythmique (*Kalakar*), ailleurs c'est l'ensemble des instruments qui entrent sous les frappes des baguettes, mais moins il y a de grondements, les vibrations, parfois simples et douces. L'ensemble se parcourt comme un recueil de nouvelles, en une improvisation à rebondissements, imprévisibles, loin des fâches démonstrations que le batteur

■ grands stylistes du jazz. Parfois, un élément domine comme les cymbales. ■ *Drummers Remembered* une cloche dans *Alicante's Cowbell*, parfois c'est une figure rythmique (*Kalakar*), ailleurs c'est l'ensemble des instruments qui entrent sous les frappes des baguettes, mais moins il y a de grondements, les vibrations, parfois simples et douces. L'ensemble se parcourt comme un recueil de nouvelles, en une improvisation à rebondissements, imprévisibles, loin des fâches démonstrations que le batteur

■ grands stylistes du jazz. Parfois, un élément domine comme les cymbales. ■ *Drummers Remembered* une cloche dans *Alicante's Cowbell*, parfois c'est une figure rythmique (*Kalakar*), ailleurs c'est l'ensemble des instruments qui entrent sous les frappes des baguettes, mais moins il y a de grondements, les vibrations, parfois simples et douces. L'ensemble se parcourt comme un recueil de nouvelles, en une improvisation à rebondissements, imprévisibles, loin des fâches démonstrations que le batteur

■ grands stylistes du jazz. Parfois, un élément domine comme les cymbales. ■ *Drummers Remembered* une cloche dans *Alicante's Cowbell*, parfois c'est une figure rythmique (*Kalakar*), ailleurs c'est l'ensemble des instruments qui entrent sous les frappes des baguettes, mais moins il y a de grondements, les vibrations, parfois simples et douces. L'ensemble se parcourt comme un recueil de nouvelles, en une improvisation à rebondissements, imprévisibles, loin des fâches démonstrations que le batteur

■ grands stylistes du jazz. Parfois, un élément domine comme les cymbales. ■ *Drummers Remembered* une cloche dans *Alicante's Cowbell*, parfois c'est une figure rythmique (*Kalakar*), ailleurs c'est l'ensemble des instruments qui entrent sous les frappes des baguettes, mais moins il y a de grondements, les vibrations, parfois simples et douces. L'ensemble se parcourt comme un recueil de nouvelles, en une improvisation à rebondissements, imprévisibles, loin des fâches démonstrations que le batteur

■ grands stylistes du jazz. Parfois, un élément domine comme les cymbales. ■ *Drummers Remembered* une cloche dans *Alicante's Cowbell*, parfois c'est une figure rythmique (*Kalakar*), ailleurs c'est l'ensemble des instruments qui entrent sous les frappes des baguettes, mais moins il y a de grondements, les vibrations, parfois simples et douces. L'ensemble se parcourt comme un recueil de nouvelles, en une improvisation à rebondissements, imprévisibles, loin des fâches démonstrations que le batteur

■ grands stylistes du jazz. Parfois, un élément domine comme les cymbales. ■ *Drummers Remembered* une cloche dans *Alicante's Cowbell*, parfois c'est une figure rythmique (*Kalakar*), ailleurs c'est l'ensemble des instruments qui entrent sous les frappes des baguettes, mais moins il y a de grondements, les vibrations, parfois simples et douces. L'ensemble se parcourt comme un recueil de nouvelles, en une improvisation à rebondissements, imprévisibles, loin des fâches démonstrations que le batteur

■ grands stylistes du jazz. Parfois, un élément domine comme les cymbales. ■ *Drummers Remembered* une cloche dans *Alicante's Cowbell*, parfois c'est une figure rythmique (*Kalakar*), ailleurs c'est l'ensemble des instruments qui entrent sous les frappes des baguettes, mais moins il y a de grondements, les vibrations, parfois simples et douces. L'ensemble se parcourt comme un recueil de nouvelles, en une improvisation à rebondissements, imprévisibles, loin des fâches démonstrations que le batteur

■ grands stylistes du jazz. Parfois, un élément domine comme les cymbales. ■ *Drummers Remembered* une cloche dans *Alicante's Cowbell*, parfois c'est une figure rythmique (*Kalakar*), ailleurs c'est l'ensemble des instruments qui entrent sous les frappes des baguettes, mais moins il y a de grondements, les vibrations, parfois simples et douces. L'ensemble se parcourt comme un recueil de nouvelles, en une improvisation à rebondissements, imprévisibles, loin des fâches démonstrations que le batteur

■ grands stylistes du jazz. Parfois, un élément domine comme les cymbales. ■ *Drummers Remembered* une cloche dans *Alicante's Cowbell*, parfois c'est une figure rythmique (*Kalakar*), ailleurs c'est l'ensemble des instruments qui entrent sous les frappes des baguettes, mais moins il y a de grondements, les vibrations, parfois simples et douces. L'ensemble se parcourt comme un recueil de nouvelles, en une improvisation à rebondissements, imprévisibles, loin des fâches démonstrations que le batteur

■ grands stylistes du jazz. Parfois, un élément domine comme les cymbales. ■ *Drummers Remembered* une cloche dans *Alicante's Cowbell*, parfois c'est une figure rythmique (*Kalakar*), ailleurs c'est l'ensemble des instruments qui entrent sous les frappes des baguettes, mais moins il y a de grondements, les vibrations, parfois simples et douces. L'ensemble se parcourt comme un recueil de nouvelles, en une improvisation à rebondissements, imprévisibles, loin des fâches démonstrations que le batteur

■ grands stylistes du jazz. Parfois, un élément domine comme les cymbales. ■ *Drummers Remembered* une cloche dans *Alicante's Cowbell*, parfois c'est une figure rythmique (*Kalakar*), ailleurs c'est l'ensemble des instruments qui entrent sous les frappes des baguettes, mais moins il y a de grondements, les vibrations, parfois simples et douces. L'ensemble se parcourt comme un recueil de nouvelles, en une improvisation à rebondissements, imprévisibles, loin des fâches démonstrations que le batteur

■ grands stylistes du jazz. Parfois, un élément domine comme les cymbales. ■ *Drummers Remembered* une cloche dans *Alicante's Cowbell*, parfois c'est une figure rythmique (*Kalakar*), ailleurs c'est l'ensemble des instruments qui entrent sous les frappes des baguettes, mais moins il y a de grondements, les vibrations, parfois simples et douces. L'ensemble se parcourt comme un recueil de nouvelles, en une improvisation à rebondissements, imprévisibles, loin des fâches démonstrations que le batteur

■ grands stylistes du jazz. Parfois, un élément domine comme les cymbales. ■ *Drummers Remembered* une cloche dans *Alicante's Cowbell*, parfois c'est une figure rythmique (*Kalakar*), ailleurs c'est l'ensemble des instruments qui entrent sous les frappes des baguettes, mais moins

fliger  
n

## L'art médical de Duchenne de Boulogne

Une exposition étonnante à l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts vise à réhabiliter ce photographe de l'*« anatomie vivante »*

**DUCHENNE DE BOULOGNE, LA MÉCANIQUE DES PASSIONS ET VISAGE ET EXPRESSIONS : ASPECTS CONTEMPORAINS**, Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 13, quai Malakoff, Paris-6. M<sup>e</sup> Saint-Germain-des-Prés. Tél. : 01-47-03-50-00. Tous les jours de 13 heures à 19 heures. Fermé le lundi. Entrée : 25 F (4 €). Catalogue « Duchenne de Boulogne », sous la direction de Catherine Mathon, 220 p., 100 illustrations, 250 F (40 €). Catalogue « Visage et expressions », édité d'Alfred Paquemant, 50 p., 50 F (7,50 €).

Les photographies sont au cœur. A cause du visage du modèle principal, « un vieillard édenté à l'intelligence bornée ». A cause des expressions effrayantes de ce visage. A cause surtout d'électrodes qu'un personnage, sur les bords du cadre et souvent dans l'ombre, place sur des muscles de la face. Le personnage qui dirige les expériences, dont la portée symbolique fait frémir, s'appelle Guillaume Duchenne de Boulogne (1806-1875), un type atypique. Son usage de la photographie, dans les années 1860-1870, est controversé. Une exposition étonnante et un catalogue soigné visent à réhabiliter ce thérapeute décrié comme « généreux, courtois, avec un grand besoin de reconnaissance » par Catherine Mathon, conservateur à l'Ecole des beaux-arts de Paris.

Etrange Duchenne de Boulogne (sa ville natale), dont l'œuvre se situe au croisement de la médecine et de l'art. Critiqué des deux côtés, et qui n'a pas suivi le succès escompté. « Les médecins considéraient ses photos comme une bizarre. Les artistes lui reprochaient de faire de l'artiste en « état de Bellard », explique Catherine Mathon. « Aujourd'hui » comprend une partie scientifique et

la médecine pour recherches sur la myopathie. Quant à photos humaines, elles sont entrées dans l'histoire.

N'aimant pas la violence de la dissection, Duchenne voulait faire « de l'anatomie vivante ». Ses expériences sur le visage - sujet de l'exposition - sont loin, plus... Ce médecin isolait les muscles moyen de l'électricité dans le but de provoquer mécaniquement des expressions : « passions humaines » : attention, réflexion, douleur, joie... Duchenne prenait beaucoup de temps à répéter les expériences, plusieurs hôpitaux, notamment la Salpêtrière. Il a agrandissement de détails du visage : l'observation. Les expériences étaient-elles dououreuses ? « C'était de l'ordre du désagrement », répond

### MÉCANIQUE ET AMÉ

L'exposition est centrée sur le rapport entre physiologie et expression. L'expression est analysée électro-physiologique : l'expression des passions, recueil d'images marquées, que Duchenne a donné à l'Ecole des beaux-arts. Il en a un livre, en 1862, tiré à 100 exemplaires, dont un acquis par l'Institut, sans adhérer vraiment au « mécanisme ». A beaucoup fait à divulguer le travail de l'artiste. Les commentaires de ce dernier attestent de la dimension philosophique et morale du travail. Chrétiens convaincu, il dissocie le mouvement mécanique d'un visage, animé par l'électricité, des sentiments de l'âme qui eux, sont liés à l'autre par l'art. Il explique que l'humour des enfants les empêche de ressentir certains sentiments. Mais que la maladie rendra, que l'électricité ne plus ou moins

Le « mécanisme » de Duchenne comprend une partie scientifique et



Fig. 10 - A droite, abaissement du sourcil, occasionné par trop vive. A gauche, électrisation du frontal, élévation et courbe du sourcil, sans plis frontaux : attention. 1856-1857, ovales. Epreuve sur papier vernie. Photographie marouflée sur toile montée sur bois.

de partie esthétique. Il ajoutait parfois au fond de son ouvrage :

« Applicable à la pratique des arts plastiques. » Le but était que les artistes et étudiants - et c'est pour cela que son album se retrouve à l'Ecole des beaux-arts où est toujours enseignée la morphologie - reproduisent avec justesse les expressions du corps. Duchenne va jusqu'à photographier des sculptures antiques pour, dans un second temps, en corriger les erreurs morphologiques en s'appuyant sur son « mécanisme ».

Et aujourd'hui ces documents de valeur sont pris valeur d'œuvres. D'où le début sur la palette des images entre Duchenne et Adrien Tournachon, frère sous-estimé de Félix Nadar. Les tirages des photos sont d'une grande qualité. Duchenne, dans ses notes, parle

de « lumière vive », de « clair-obscur », fait référence à la peinture.

Les agrandissements de détails, les mèches, les portraits montés sur bois avec cravate et cercles de baguettes dorées. Ces images sont une preuve supplémentaire que la photographie, XX<sup>e</sup> siècle, n'a jamais été aussi riche et passionnante lorsqu'elle est au service d'autres disciplines. Aujourd'hui, c'est par rapport au portrait psychologique - Expressions de l'âme ou non l'âme du personnage ? - que Duchenne est une pièce au dossier, à voir, dans le travail des œuvres et professeurs de l'école, sur ce thème du portrait, qui donnent une actualité à Duchenne.

Michel Guerrin

## Un « Macbeth » bête et pas méchant à l'Opéra de Paris

**MACBETH**, Giuseppe Verdi, voeux, Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Gary Bertini (direction), Phyllida Lloyd (mise en scène), Anthony Ward (décor et costumes), Hugh Vanstone (lumières). Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 12<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Bastille. Jusqu'au 9 mars. Tél. : 78-68. De 60 F à 650 F (de 4 à 94 €).

Où sommes-nous ? C'est un four-gant tout juste décapé, entre des parois confectionnées à l'aide de grosses plaques de chêne ou de réglisse ? Qui est cette femme habillée, maillot et grimée comme la famille Adams ? Quel est le sens de cette cage dorée qui fait penser à un aménagement sado-maso pour la Trump Tower ? Pourquoi ces parois qui coulissent, montrent-ils qui peut être caché, pourquoi ces combats ridicules, ces moments de bâton ou de mains mal réglés, ces costumes et ces accessoires « royaux » à la ma-

nière d'un Versace revu et déformé pour un Moyen-Orient où l'on ramasserait la tête ? C'est laid à faire, en scène Phyllida Lloyd ne dirige, ne réalise ni n'écrit la partition et les caractères psychologiques. De ce point de vue, visual dramatique, la production est un four.

Jean-Philippe Lafont est d'une belle présence scénique, mais il conduit dans la définition de ce personnage de loser manipulé. Vocallement, il est magnifique, puissant et sensible. Guleghina, qui n'a ni les griffes ni les ailes, a l'idée de hurler pendant tout le spectacle, de quoi qu'elle nous touche le monde dans les émotions et s'arrange en général pour garder les rôles dans les longtemps avec ses collègues. A ce genre d'attitude, il y a un narrateur dans l'assistance un catéchiste pour opposer un « Etains la lumière en sortant ! ».

Guleghina invente les vocalises et les déclamations à la ligne vocale (par exemple dans le

duo de la fin de l'acte I). Dans ce genre assez gros au trait, sa scène de l'acte II était convaincante. Elle est alors parvenue à trouver des nuances pianissimo et un ultime contre-régal, courtement tenu mais correctement croché (une vraie tuerie pour le rôle, vocalement éprouvant pendant l'ouvrage). Les deux ténoirs ont peu à faire, mais ils le font bien, alors si Farina ne fait pas vraiment monstre d'une voix sensible dans un unique air. Gary Bertini est présent, mais jamais il ne raffine le meilleur de cette partition en bien des points décevants. A son crédit, le magnifique « choeur des exilés », de l'acte IV. Là comme ailleurs, le Chœur de l'Opéra sera en forme et l'orchestre aura joué avec des raffinements de timbres (les bois dans la « scène de folie de Lady Macbeth ») et des transparences de cordes (« scène des ondines et sylphes ») admirables.

Emmanuel Machart

## Gogol sème le rire et la peur sur la scène de la Comédie-Française

**LE REVIZOR**, de Nikolai Gogol. Mise en scène Jean-Louis Benoit. Avec Alain Pralon, Claire Vernet, Roland Bertin, Alainne Aveline, Jean Dautremay, Igor Tytskia, Michel Robin, Sylvie Bergé, Pierre Vial, Coralie Bachelot, Lormeau, Denis Podalydès...

**COMÉDIE-FRANÇAISE**, 2, rue Richelieu, Paris-1<sup>e</sup>. Palais-Royal. Tél. : 01-44-58-15-15. En alternance. Durée : 2 heures. De 30 F à 190 F (de 4,50 à 29 €). Jusqu'au 30 juillet.

Après sa mise en scène des *Fourberies* qui a triomphé à la Comédie-Française lors de sa création en 1997, et avant *Henry VI*, de Shakespeare, qui mettra en scène au Festival d'Avignon, Jean-Louis Vitez retrouve la salle Richelieu pour une création, *Le Revizor*, de Gogol. Il y a dix ans, déjà, Antoine Vitez, alors administrateur général, avait demandé à André Markowicz de traduire cette œuvre essentielle du répertoire russe. La mort brutale de Vitez gela le projet de créer la pièce, entré au répertoire le 2 mai 1990.

Qu'est-ce qu'un « revizor » ? Il s'en va dans le temps de l'empire russe et l'espace immense de la Russie du XIX<sup>e</sup> siècle pour trouver que « revizor » a un fonctionnement très différent de ce qu'il connaît. Il va pour aller inspecter les provinces. Une terreur annoncée pour les petites et dirigeantes républiques qui doivent faire face à la loi, créée par le fantasme de la grande vie de la capitale. Gogol nous emmène dans une ville où il y a des foyards. Les fonctionnaires qui ont la charge pourraient avoir dessinés par un Daumier. Tout ce qu'ils demandent, c'est qu'on laisse tranquilles - lire les lettres, pour le directeur des postes ; lever des chiots dans les locaux du tribunal, pour le juge ; se soucier, pour le gouverneur. Un accord tacite perturbe une nouvelle qui fait l'effet d'une : un revizor arrive.

L'excitation agitue la peur, chacun vit persuadé qu'un jeune homme, débarqué le matin, est revizor. Tout bon pour la sécurité : donner de l'argent, offrir sa main à un voisin, offrir sa main à mariage. Le jeune homme en profite. Il évite les intérêts du rire. Il évite la na-

turalisme, privilégie le misérabilisme du décor et l'outrance de la jeu. Il se délecte des portraits du groupe, comme dans une scène d'ouverture qui nous les enfonce dans des pélouses, regard abruti. Parfois, à force d'enfoncer le clou du gênes, il en vient à un point mépris, inutile de toute façon : la nature inhérente aux situations de la pièce.

Mais il est des moments où le goût du non-sens de Jean-Louis Vitez et la lourdeur débridée, dans le style Magic Circus (la danse poète à charbon).

Il arrive aussi que l'alchimie de la

pice opère, éclatante :

quand le jeune homme,

(Denis Podalydès), se retrouve pour la première fois dans le salon du gouverneur. Face aux bourgeois de la ville, menés par Roland Bertin, il joue magnifiquement cavaliere seul. Il représente malgré lui l'innocence. Il tourne dans la pièce, décrivant des cercles, à toute vitesse, un fou. Les bourgeois le regardent, ahuris. Alors, une peur évidente s'installe : la peur du Revizor. La peur de soi.

Brigitte Taille

## SORTIR

### PAIN

Daniel Barebouin Daniel Barebouin n'a pas totalement abandonné son piano au profit de la direction d'orchestre. C'est sans doute à ce qu'il convainc le plus grand nombre de mélomanes.

Il connaît une longue date

comme membre de Beethoven,

l'apparition des Preludes de Debussy à son répertoire intrigué :

pourquoi n'a-t-il pas joué davantage de musique française

jusque-là ? La fluidité de son jeu et ses merveilleux degrés de couleurs sont évidemment adaptés à

ses œuvres.

Macbeth : *Prélude pour piano op. 25 « Pathétique » et op. 26 « Debussy : Préludes pour piano.*

Salin Pleyel : *Prélude pour piano op. 16 « 1866-1871 ».*

Faubourg-Saint-Honoré, 8<sup>e</sup>.

M<sup>e</sup> Ternes. Le 5, à 20 h 30. Tél. : 01-45-61-53-00. De 14 F à 40 F.

ENTRETIEN

Un matin brume et crépuscule, une voix intime de l'intérieur. Hôpital Manhattan, il a dû, à l'évidence, beaucoup écouter James Joplin autrefois. Il chante la blues, mais un peu détourné, interne sans guitare, il remplace le blues d'une voix virtuose, celle de Guénolé Djell (CD Afro Blues, chez WEA).

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, 10<sup>e</sup>.

M<sup>e</sup> Châtelet. Du 5 au 21 heures, à 20 h. Tél. : 01-45-23-51-41.

VANVES

Art-Dan-Thé/Festival

Le chorégraphe Hervé Diabaté programme

Art-Dan-Thé : *Le Premier silence*, une pièce en transformation continue (les 6, 20 h 30 ; le 7, à 16 heures). Parmi ses chorégraphes invités : Lidia Martinez, qui présente deux solos, *Le Tombeau* (le 9, à 20 h 30) ; la Compagnie pleine gauchie (le 13) ; *Le Clochard* (le 14) ; la Compagnie Chant du Loup (le 23).

Théâtre « Le Vieux », 12, rue Sadi-Carnot, 92 Vanves.

M<sup>e</sup> Malakoff-Plateau de Vanves.

De 14 h à 20 h. Tél. : 01-41-33-92-91. De 60 F à 80 F.

ENTRETIEN

Le Théâtre du Bond-Point

COMPAGNIE MARCEL MARÉCHAL

Pierre Arditi, Michel Aumont

Marcel Maréchal, Chantal Neuwirth

rêver peut-être

de Jean-Claude Grumberg

m.e.s. Jean-Michel Ribes

France Inter

PARIS 1<sup>e</sup> la maison du peuple

Louis Guilloux, Marcel Maréchal

m.e.s. François Eustache

Réservez 01 44 95 10

## GUIDE

### TISSUS NUÉVAU

Salonen : *L. A. Variations. Vivaldi : violoncelle et piano*

et Obélix : *César et Cléopâtre*

Le Claude : *Le Roi Lear*

Bubbles : *Le Roi Lear*

(\*) Burghalay : *Le Roi Lear*

Paul Schrader : *Le Roi Lear*

Denis Podalydès : *Le Roi Lear*

Orchestre philharmonique de

Salonen : *L. A. Variations. Vivaldi : violoncelle et piano*

et Obélix : *César et Cléopâtre*

Le Claude : *Le Roi Lear*

Bubbles : *Le Roi Lear*

(\*) Burghalay : *Le Roi Lear*

Paul Schrader : *Le Roi Lear*

Denis Podalydès : *Le Roi Lear*

Orchestre philharmonique de

Salonen : *L. A. Variations. Vivaldi : violoncelle et piano*

et Obé

## KIOSQUE

LE MONDE / SAMEDI 6 FÉVRIER

## EN VUE

**Chat (Papotage)**, magazine féminin britannique, lance un concours pour faire « gagner un divorce gratuit » à la lectrice qui donnera la meilleure raison de quitter son mari.

**Torben Lund**, ministre, ancien député au Parlement, père de deux enfants de 11 et 14 ans, invité à une réception à la reine Margrethe, se mariera avec son compagnon le 13 mars à la mairie de Copenhague.

**Birgitta Dahl**, présidente du Rikstad, refuse de retirer les cimaises du Parlement danois photographies d'Elizabeth Olsson, montrant, entre autres, l'ange Gabriel tenant une éprouvette avec sperme à la vierge Marie et des aiguilles, entouré d'apôtres travestis.

**Sur** *l'Observatoire Romano*, quotidien du Vatican, condamne, jeudi 4 février, les conseillers régionaux du Frioul-Vénétie Julienne qui font courir des risques à la morale en installant des distributeurs de préservatifs dans les lieux publics.

**Selon Zeev Margalit**, directeur du service israélien des parcs, les pèlerins en visite à Tibériade pour le jubilé de l'an 2000 auront l'impression de marcher sur les eaux en avançant sur une plate-forme en béton de 100 mètres long construite à fleur de lac. Non loin, à Megiddo, un spectacle virtuel leur donnera la possibilité d'assister à la bataille de Béni et Mal.

**Un** mémoire universitaire, rédigé par un capitaine de police, moniteur de tir, analysant l'usage de l'arme dans la police française, observe que la « bavure », ne concerne que 7 % des cas.

**« Ils m'ont dit que c'était normal »,** a déclaré Momodou Kujabi, colocataire d'Abdou Diallo, vendeur ambulant, immigré guinéen - qui n'était pas armé -, soudain atteint, dans la nuit du mercredi à jeudi 4 février, à son domicile du quartier du New York, par 24 des 41 balles tirées par quatre policiers d'une unité d'élite.

**Taufaahau Tupou IV**, roi Tonga, premier pays où le soleil se lèvera le 1er février 2000, a réjouissant qu'une petite île volcanique surgie soudainement à l'océan Pacifique vienne agrandir son archipel minuscule, prie les dieux qu'elle « vienne jusqu'à l'arrivée du Christ ».

Christiane Colombatti

**Abonnez-vous au Monde**  
Jusqu'à  
**360 F**  
d'économie soit  
**7 semaines de lecture GRATUITE**

ABONNEZ-VOUS ET DEVENEZ LECTEUR PRIVILÉGIÉ DU MONDE

Offre valable jusqu'au 31/12/99.  
Pour tout abonnement à partir de 1 an.

**« Bild » contre le « prince de Caroline »**

Le quotidien populaire allemand affirme que la famille d'Ernst August de Hanovre s'est enrichie en reprenant des biens juifs dans les années 30. Le nouveau mari de la princesse de Monaco a porté plainte

**LA GUERRE** est ouverte entre le quotidien populaire *Zeitung*, qui tire à plus de quatre millions d'exemplaires et exposant en une une femmes légèrement vêtues, et le prince Ernst August de Hanovre. Le mariage de l'héritier de la maison de Hanovre avec la princesse Caroline de Hanovre a rehaussé l'intérêt médiatique du personnage, hâs des Allemands depuis qu'il a été en 1998 le nez d'un caméraman à la sortie d'un dîner de gala.

Le quotidien a ouvert le lundi 1er février un accusant, dévoilant

l'appui de Hanovre de Hanovre de Hanovre en reprenant des biens juifs dans les années 30. Le quotidien relate comment le grand-père d'Ernst August de Hanovre se serait retrouvé à la tête d'une banque de Munich dont les propriétaires étaient juifs, ainsi qu'un actionnaire à 42,7 % d'une entreprise de construction viennoise, juste après l'Anschluss (le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, en 1938). La maison de Hanovre est d'autant plus violemment attaquée qu'elle tente actuellement de récupérer ces biens confisqués dans la

société entre 1945 et 1949, en particulier un terrain de 100 hectares de terres, 201 peintures et objets d'art. Des réclamations particulièrement mal accueillies

à l'est de l'Allemagne, où l'on estime que l'attitude de Hanovre ne fait que compliquer le processus de réconciliation. *La maison de Hanovre* se bat pour les trésors artistiques qui lui ont été confisqués. Mais elle-même cache remontant à l'époque nazie,

*Bild* chaque jour une nouvelle salve : mardi 2 février, il explique que pour récupérer ces biens dans l'ex-RDA, le prince de Hanovre compte plaire que son grand-père était citoyen britannique, ce que donc les confiscations par les Nazis étaient illégales. Mercredi 3 février, il publie une photo de famille où l'on voit les deux frères d'Ernst August en uniforme aux jeunesse Hitler.

« La photo d'avant 1936. Ce n'est qu'à partir

que

jeunes

s'engager

l'organisation brune

perdue, le quotidien

Enfin, jeudi 4, *Bild* directement au « prince de Hanovre » : « Votre Altesse royale, connaissez-vous pas l'heure de votre propre maison ? Aujourd'hui, nous vous avons vu *Bild* l'amère sur la maison de Hanovre pendant la période nazie », écrit le quotidien, qui titre : « De nombreux Allemands accusent sa famille. Son père fut membre de la SS. Le grand-père soutenait Hitler. Encore plus d'entreprises juives arrêtées. »

Une semaine plus tôt, l'hypothétique *Bild* accusait Caroline de Monaco en Allemagne : « Bienvenue à Son Altesse royale », écrivait-il au français et en allemand, s'émerveillant sur l'anneau de mariage de Caroline et demandant si celle-ci allait devenir allemande.

Arnaud Leparmenter

## SUR LA TOILE

## ÉTUDIANTS

L'association Animafac, aidée par l'éducation nationale, a lancé un programme Rénet, consistant à mettre boîtes aux lettres rigueuses et pages Web gratuites à la disposition des étudiantes françaises recensées à ce jour.

www.animafac.org

BONNES AFFAIRES

La société Langot a ouvert un site destiné à recenser et centraliser les offres promotionnelles et les réductions proposées par des sites de commerce électronique.

www.e-reductions.com

## AVORTEMENT

Deux associations extrémistes militent contre l'avortement, qui avaient affiché sur internet des listes de médecins pratiquant l'avortement avec leur adresse et leurs renseignements personnels (Le site du 12 janvier), ont été condamnées par un tribunal fédéral à payer plus de 100 millions de dollars de dommages et intérêts. Selon les plaignants, le site contenait des appels au meurtre à peine déguisés. Les militants anti-abortement ont fait savoir qu'ils ne se plieront pas à ces décisions de la justice. (AFP)

www.cyclingteams.com

Une base de données sur le sport cycliste, réalisée par un jeune architecte belge



AVANT, JE SORTAIS PAR TOUT LES TEMPS.

Pepin

cliste internationale. On découvre ainsi la soixante-cinquième et dernière place occupée par l'équipe britannique Linda McCartney, sponsorisée par la société de produits diététiques de l'épouse de l'ex-Beatle, dernièrement.

presque chaque jour, et siège dans sa page « Infos ». Le lecteur peut savoir presque en temps réel que Richard Virenque a passé Potti, Olano et Laurent Dufaux chez Saeco...

Un calendrier pour la saison 2000 plus de cinq cents courses, y compris les compétitions comme le Tour du lac Léman, qui aura lieu le 11 avril, ou le Tour de Suisse (29 mars au 4 avril), ou le Tour du Burkina-Faso, l'une des compétitions « hivernales ». Un répertoire d'algorithmes qui va vers les sites des coureurs, des compétitions et des sponsors, et vers pages consacrées au matériel. « Je n'ai pas l'impression de vivre de mon travail pour le moment, assure Stefaan, je veux qu'il reste gratuit. »

Cependant, poussé par le succès, il a quelques difficultés auprès d'éventuels sponsors, sans résultat pour le moment. Il y a quelques mois, un journal français semblait avoir par la force des données, pour l'intégrer à son futur Internet. Stefaan a alors été jusqu'à Paris pour le rencontrer, mais depuis, plus de nouvelles. En attendant, il continue son travail en solitaire.

Alexandre Dévé

## Ordonnance vétérinaire par Alain Rollat

DANS LE DÉBAT sur le traitement de la sauvagomedie manquait l'avis des vétérinaires. La Cinquième a malheureusement lacune. Une charmante doctoresse anglaise expliquait, jeudi après-midi, que les troubles comportementaux dont souffrent les sauvagems de l'espèce humaine sont analogues à ceux qui affectent les sauvagems de l'espèce canine parce qu'ils ont les mêmes causes psychologiques et sociales. « La

pour rendre un chien délinquant à la même, soulignait-elle, celle employée pour rendre délinquant un humain : privée de l'attachement affectif, faites-le vivre l'isolement social, ajoute une pince de traumatisme, se bien fort, vous obtenez un danger public. » Elle mettait en cause les psychothérapies qui segmentent le chien au lieu de le regrouper dans les crèches, vieux dans les mouroirs,

fants, onze à treize ans une pièce, de l'âge de treize à seize ans dans une autre, disait-elle, qu'on remèdra au manque d'affection et à l'isolement général. « Elle recommandait une cure de congruence ! »

Vérification faite dans l'encyclopédie médicale, il s'agit d'un traitement oublié - où le caractère obsolète du mot - qui consiste, en cas de dysfonctionnement social, à injecter un brin de la vie que chacun retrouve une partie d'harmonie, futé-congrue. Les mathématiciens disent que deux nombres sont congrus quand ils donnent le même résultat lorsqu'on les divise par le même diviseur, qu'ils appellent alors « modulo » (par exemple : 6 est congru à 8 modulo 2 car 6 divisé par 2 égale 3, 8 divisé par 2 égale 4, la même façon que 6 divisé par 6 égale 1, reste 0).

On peut qu'approuver ce résultat. Si cet appel à plus de congruence n'est pas entendu, il peut être à craindre, en effet, depuis que Philippe Gildas, dans « Vrai Journal » quotidien, sur Canal Plus, a épinglé en épingle le traitement préconisé, en Grande-Bretagne, par le Front de libération des animaux qui répond à la violence par la violence. Quand il a appris qu'en France aussi se pratiquent encore vivisections sur sauvages, mon york a une oreille pittoresque...



## La belle mort

par Pierre Georges

**LE ROI SE MEURT**, le roi est... Chronique d'une mort annoncée. A l'instant même, vendredi matin 8 h 50, l'avion du roi Hussein de Jordanie vient de poser à Amman. Le médecin personnel du souverain hachémite a fait savoir ce jeudi soir que « certains des organes » du roi « ont cessé de fonctionner ». Un ministre déclare alors à l'anonymat qu'« Hussein a choisi de rentrer pour mourir dans son pays ». Un proche du palais, un haut dignitaire, cité par l'AFP indique que l'état de santé du roi n'a pas d'espoir.

Mal à mal le cap de la Jordanie. Sur les fils d'agence, les urgents succèdent aux urgents. Et voici que Reuters annonce que le roi est arrivé « vivant et conscient » à Amman pour être aussitôt transporté par hélicoptère à l'hôpital de la Cité.

Le roi se meurt, le roi est... Et nous sommes, bien involontairement, dans un état d'indécision journalistique, au chevet de l'actualité comme celle d'un mourant. Que faire ? Tirer en « une » ? La grande machinerie nécrologique en route ? Anticiper la mort annoncée au risque de la supposée obscurité d'un choix journalistique sur une agonie ?

Comme si l'il s'agissait de cela, ne pas avoir de retard sur la mort, ne pas être pris de dépourvu de l'utéssance, prendre un pari sur l'inévitabilité et rapide dénouement. Les choix sont parfois beaucoup plus réels et humanisés que l'absurde course à la mauvaise nouvelle. Surtout quand ils appartiennent d'abord à ceux qui sont l'objet.

Tirage du Monde daté vendredi 5 février 1999 : 526 042 exemplaires.

## Des députés proposent l'élection au suffrage universel des structures intercommunales

Jean-Pierre Chevènement juge cette réforme possible pour les communautés urbaines

**A MIDI**, jeudi 4 février, Jacky Darne (PS, Rhône) tentait de convaincre les forces gestes Jean-Pierre Chevènement, à l'hémicycle de l'Assemblée nationale. Le ministre de l'intérieur présentait le projet de loi sur l'intercommunalité. A minuit passé, le débat avait accepté le débat : les représentants des structures intercommunales doivent-ils être élus au suffrage universel direct ?

C'est en tout compte les réserves que M. Roman (PS, Nord) avait plaidé, en commission des lois, en faveur de l'abstention au suffrage universel des structures intercommunales (Le Monde du 29 janvier). Au nombre de douze aujourd'hui, les communautés urbaines représentent la forme « la plus élaborée » de coopération intercommunale, a plaidé M. Roman ; leur budget peut « atteindre, voire dépasser, celui des grandes » L'amendement de M. Roman a été adopté en commission, avec le soutien de Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne), rapporteur de la commission des lois, soucieux d'« ouvrir le débat » : il prévoit un mode d'élection supra-communal : dans les communautés urbaines, l'électeur élira, d'un côté, les conseillers municipaux ; de l'autre, les conseillers de la communauté urbaine. Jacky Darne (PS, Rhône) prône un changement radical : dans les communes d'au moins 300 500 habitants, chaque élection renouvelera un certain nombre

les imposer aux nouvelles communautés d'agglomération, telle l'article 1<sup>e</sup> du projet de loi.

C'est en tout compte les réserves que M. Roman (PS, Nord) avait plaidé, en commission des lois, en faveur de l'abstention au suffrage universel des structures intercommunales (Le Monde du 29 janvier). Au nombre de douze aujourd'hui, les communautés urbaines représentent la forme « la plus élaborée » de coopération intercommunale, a plaidé M. Roman ; leur budget peut « atteindre, voire dépasser, celui des grandes » L'amendement de M. Roman a été adopté en commission, avec le soutien de Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne), rapporteur de la commission des lois, soucieux d'« ouvrir le débat » : il prévoit un mode d'élection supra-communal : dans les communautés urbaines, l'électeur élira, d'un côté, les conseillers municipaux ; de l'autre, les conseillers de la communauté urbaine. Jacky Darne (PS, Rhône) prône un changement radical : dans les communes d'au moins 300 500 habitants, chaque élection renouvelera un certain nombre

candidats au groupement intercommunal. Un tel logique réservée au premier ministre prendrait en compte les réserves que certains députés du groupe socialiste, comme Annette Peuvast-Bergeal (PS, Yvelines), compter l'hostilité probable des communistes.

Dans l'affaire, il sont sans doute le soutien de Dominique Perben (RPR, Saône-et-Loire) qui s'est déclaré favorable au « suffrage universel » dans les structures intercommunales, lors de la discussion générale. Gérard Voisin (UDF, Saône-et-Loire) a proposé de recourir à des « listes associées » comme l'ancien loi PLM (Paris-Lyon-Marseille).

Comme toute attente, M. Chevènement a fermé porte. Répondant aux députés, il milite a souligné que « la question de l'élection directe mérite une réflexion approfondie ». « Sans doute pouvons-nous trouver plus vite dans le cadre des communautés urbaines, formule déjà M. Matignon, a déclaré le ministre. Matignon est plus prudent : « Le débat n'a pas encore été poussé dans

conséquences », souligne un conseiller de Lionel Jospin, qui note que le premier ministre prendrait en compte les réserves que certains députés du groupe socialiste, comme Annette Peuvast-Bergeal (PS, Yvelines), compter l'hostilité probable des communistes.

Dans l'affaire, il sont sans doute le soutien de MM. Darne et Roman. « Seule l'élection au suffrage universel permet aux citoyens de s'approprier les enjeux intercommunaux », a plaidé Jean-Michel Marchand (Verts, Maine-et-Loire) nom six députés Verts. « Il faut pas craindre les transferts de scrutin », faute de quoi l'intercommunalité risque d'enclure « les mêmes critiques que les institutions européennes actuelles », a poursuivi M. Marchand. Jeudi soir, M. Chevènement s'est montré sensible à l'argument. Il a comporté un « acuponcteur » cibler les structures intercommunales les plus adaptées à la réforme « pour le point juste ».

Clarisse Fabre  
et Daniel Jérôme

## A Vénissieux, le ras-le-bol conjoint des pompiers et des habitants

LYON

de notre correspondant régional

En organisant une marche silencieuse, jeudi 4 février, deux mille pompiers en uniforme et casqués, d'une part, un millier d'habitants du quartier de la Pyramide à Vénissieux (Rhône), d'autre part, ont voulu signifier leur « ras-le-bol » des violences urbaines, après l'explosion, le 31 janvier, d'une voiture équipée au gaz de pétrole liquéfié (GPL), qui a fait six blessés parmi les pompiers (Le Monde du 3 février).

« Ca suffit ! fait que nos enfants puissent vivre ici normalement et pouvoir traverser leur quartier », protestait une mère de famille dont trois ont été plusieurs fois victimes de racket. « Nous ne pouvons plus longtemps accepter que la population nous-mêmes soient mis en danger par des individus incontrôlables qui jouent avec le feu », dénonçait un pompier. Avec ses collègues, venus de l'agglomération lyonnaise et des départements limitrophes, il était parti pour réclamer « une vraie justice, une justice ferme », jeudi

tin, de la caserne de Feyzin, laquelle appartient à deux blessés, pour parcourir 4 km à pied jusqu'au parking où s'était produit le drame.

« L'explosion a été un électrochoc. Un carnage aurait pu se produire. Un mouvement de révolte peut-être en train de se lever », a déclaré le député et maire de Vénissieux, Alain Gerin, présent dans le cortège, qui a félicité de ce « sursaut de citoyenneté ».

**SEPT ARRESTATIONS** L'enquête menée par les policiers après l'explosion du 31 janvier a permis l'arrestation, mardi, de sept personnes, dont un jeune de 18 ans et une quinzaine à dix-sept ans. Les cinq mineurs suspectés d'avoir été les coauteurs de l'explosion de la voiture volée par deux jeunes du quartier ont été mis en examen pour « destruction volontaire d'un appartement d'autrui par incendie, ayant entraîné une permanence, fait en bande organisée et écrasés jeudi soir. Les adolescents impliqués dans

le vol de la voiture ont été remis en liberté. Ce sont les témoignages recueillis auprès de la population du quartier qui ont fait progresser rapidement l'enquête. Le maire de Vénissieux a salué cette évolution favorable que la loi du silence ait été enfin brisée dans la commune.

La qualification « criminelle » retenue par le parquet de Lyon pour l'incendie d'une voiture a été contestée par le Syndicat des commissaires et des hauts fonctionnaires de la police nationale.

« Si un signe fort est aujourd'hui donné, [...] demain nous devra connaitre la banalisation inadmissible de tels faits », a indiqué le syndicat.

Quelques heures plus tard, après leur manifestation, les pompiers ont dû à nouveau rendre à Vénissieux, jeudi soir, pour étendre deux autres voitures de volontaires de voitures. Les forces de police appelées en renfort ont pu éviter qu'un troisième véhicule subisse le même sort.

Christine Francillon

## Hauts-de-Seine : début du chantier sur les sites Renault fin 2000

JEAN-PIERRE FOURCADE, maire (UDF) de Boulogne-Billancourt et président du syndicat du Val-de-Seine, a confirmé, jeudi 4 février, que le travail de l'architecte Bruno Fortier servira de base au « plan-programme » d'aménagement des 10 hectares de terrains Renault des Hauts-de-Seine (Le Monde du 4 février). Principales modifications par rapport au projet de l'architecte : la surface réservée aux parkings devrait atteindre 10 hectares sur

50 à Billancourt, et des promenades seront plantées sur les berges de la Seine. Les parkings, qui permettront d'accueillir 1 million de mètres carrés pour moitié logements, pour le reste bureaux et activités, devront avoir une hauteur moyenne de six étages, avec une diversité architecturale.

La zone d'activités sera en grande partie réservée à un pôle scientifique, associant équipements universitaires, laboratoires de recherche, centre de formation et entreprises de haute technologie. Les responsables du syndicat mixte ont obtenu l'accord de Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, sur ce programme. Une « mémoire du site industriel » devrait être maintenue autour du jardin et des premiers bâtiments Renault.

Conformément aux voeux de l'Etat, qui craint les nouveaux séquelles dans l'aménagement de l'Ile-de-France, le chantier devrait démarrer fin 2000 pour une première phase qui va porter sur 200 000 à 300 000 mètres carrés, répartis sur deux îlots d'aménagement concertés à Boulogne et à Billancourt. Un appel d'offres a été lancé pour la coordination technique, juridique et financière de cette gigantesque opération d'urbanisme. Renault, propriétaire unique des terrains, va immédiatement chercher des promoteurs capables d'assurer la partie financière, ce qui devrait devenir le plus grand chantier de la région parisienne.

## Le moral des ménages au plus haut

LE MORAL DES MÉNAGES français a atteint en janvier son plus haut niveau historique depuis que l'Insee réalisait une enquête sur ce sujet (janvier 1987). Il solde optimistes et pessimistes à -7, soit une amélioration de 4 points en un mois et 16 points en un an. L'augmentation exceptionnelle du pouvoir d'achat en 1998, la baisse du chômage depuis une quinzaine de mois et l'arrivée réussie du euro expliquent cet optimisme, qui tranche avec la dégradation des perspectives dans l'industrie et chez les ménages d'entreprise. Le bon moral des ménages devrait soutenir la consommation, principal moteur de la croissance en France aujourd'hui.

## Opération de transparence autour de la concession de l'A 86

LE BIMPACT COMPLET de la commission consultative chargée par le gouvernement de donner son avis sur le choix de la concession pour le bouclage de la rocade 86 à l'ouest de Paris (Le Monde du 30 janvier) va être accessible au public par l'intermédiaire de la direction des routes (tél. : 01-40-81-12-17 ou 01-40-81-12-04), a annoncé jeudi 4 février le ministre des transports. Les deux parties qui avaient présenté une offre, Arys et Colibron, ont leur accord pour une opération de transparence inédite, grâce à la suite des manifestations de dépôt d'Arys (groupement d'entreprises conduit par Bouygues), devant la construction et l'exploitation des deux tunnels à péage, estimés à environ 11 milliards de francs (1,67 milliard d'euros).

**DÉPÉCHES** ■ ESPACE : le déploiement en orbite d'un miroir qui reflète les rayons du Soleil vers la Terre a échoué par trois fois, jeudi 4 février (Le Monde du 3 février). Lors de la première tentative conduite à distance depuis la station russe Mir, l'un des pétales dont le miroir est constitué s'est enrollé dans une des antennes de son porteur, Progress.

■ MEURTRES : deux hommes ont été tués et une autre blessée, jeudi soir à Vélez, dans la région de Marseilles (Haute-Savoie), par un homme armé d'un fusil à pompe. L'ancien agriculteur s'en est d'abord pris au chef du village de Vantoux, grièvement blessé en plein cœur municipal. Il s'est ensuite rendu à Vellerey, où il a tiré sur un autre village, l'ancien agriculteur a été tué par son beau-frère, avant de se constituer prisonnier.

■ EUTHANASIE : une infirmière de Nice qui a reconnu avoir aidé à mourir cinq personnes âgées d'une maison de retraite a été mise en examen jeudi 4 février. Les enquêteurs s'interrogent sur d'autres suspicions survenues dans le même établissement.

**PEUGEOT NEUBAUER**  
A partir de 77

**LE 1er SUPERMARCHÉ DE L'AUTOMOBILE**  
Une occasion unique de trouver toutes les marques au meilleur prix !  
500 véhicules récents en stock permanent & 600 voitures vendues

TOUR PLEIN À 300 m  
STATION SERVICE  
PARKING VISITEURS  
SERVICE APRÈS VENTE  
BREAK MONOSPACE  
RETRO SAISSE  
PEUGEOT CITROËN  
FORD SEAT  
RENAULT FIAT  
ACCUEIL COMMERCIAL  
VÉHICULES RÉCENTS MOINS DE 5000 Kms  
ATELIER DE PRÉPARATION  
ARRIVAGE NOUVEAUTÉ TOUTES MARQUES  
MÉTRO Mairie de St Ouen à 300 m  
227, bd Anatole France 93200 St Denis 01 49 33 60 90  
De PARIS Bte de St Ouen, 15 mn Mairie de St Ouen, puis 300 m. ouvert 7 jours

Christophe de Chenay

# Le Monde

S U P P L É M E N T



## TROIS MINISTRES EN PROCÈS

### L'affaire du sang contaminé

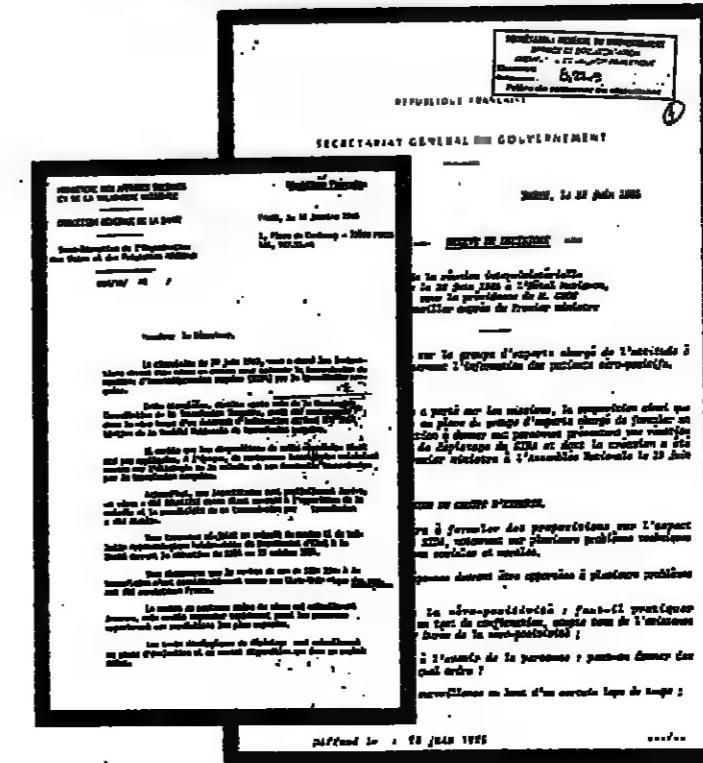
Le décor est inédit pour un procès : ce sera la salle de conférences internationales de l'avenue Kléber, à Paris. Et la justice innove : la nouvelle Cour de Justice de la République, composée de trois magistrats professionnels ■ de douze parlementaires, siégera pour la première fois. Durant trois semaines, voire plus.

A partir du 9 février, les trois prévenus – Laurent Fabius, ancien premier ministre, Georgina Dufoix, ancien ministre des affaires sociales, Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat à la santé – seront ainsi jugés pour homicides involontaires dans le drame dit du sang contaminé. De ce désastre sanitaire lié au virus du sida, on sait aujourd'hui qu'il a fauché des centaines de vie. Ce bilan suffit à expliquer la passion

qui entoure cette affaire. Sans compter l'émotion suscitée par les victimes survivantes, la tendance de notre société à vouloir tout judiciariser, ■ l'envie d'en découvrir avec la ■ politique.

Pour tenter de mieux comprendre ■ dossier-gigogne, nous publions un récit de Jean-Michel Dumay qui remet en perspective les moments-clés de ce long feuilleton. On trouvera aussi dans ce cahier spécial les portraits des trois anciens ministres socialistes, des extraits du réquisitoire, de l'arrêt de la commission d'instruction et des arguments de la défense. Enfin, des chronologies et des infographies viennent compléter ■ dossier et un entretien avec Antoine Garapon, secrétaire général de l'Institut des hautes études sur la justice.

La Cour de justice de la République doit juger, ■ partir du mardi 9 février, Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé



# La tragique histoire du sang contaminé

**D**EPUIS l'apparition de l'épidémie en France, 1799 personnes ont développé un sida cliniquement établi à la suite d'une transfusion sanguine, ainsi que 582 hémophiles soignés avec des produits contaminés. Selon le Réseau national de santé publique, les trois quarts de ces personnes sont aujourd'hui décédées. Selon d'autres sources, 2000 autres, séropositifs, contaminées dans les mêmes conditions, n'auraient pas développé le sida jusqu'à présent.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Si la France situe, en ce qui concerne les hémophiles, dans un groupe relativement homogène de pays n'ayant pas su, à temps utile, prendre les mesures préventives qui s'imposaient, la situation est radicalement différente quant aux autres contaminations post-transfusionnelles. Selon les chiffres publiés par le Centre de surveillance du sida en Europe, la France fournit à elle seule la moitié des cas recensés dans le monde géographique : quatre fois plus qu'en Italie, cinq fois plus qu'en Espagne, six fois plus qu'en Allemagne, treize fois plus qu'au Royaume-Uni... Il constat accablant pour les responsables sanitaires et transfusionnels français.

En mai 1988, un expert judiciaire nommé par Marie-Odile Bertella Geffroy, juge d'instruction chargée du dossier de l'affaire dite « sang contaminé », estimait que près de 10% de toutes ces contaminations (hémophiles et transfusés), pour la seule année 1985, auraient pu être évitées.

A qui le reproche ? La question taraude la société française depuis plus de dix ans. Depuis que le drame est fait scandale, depuis que la fatalité s'est mue en impérieuse recherche de responsabilité, voire de son corrélat communément requis par l'opinion, la culpabilité.

En 1992 et 1993, le premier procès du CNTS, consacré à la seule question des hémophiles, s'était terminé sur un goût d'inachevé, d'une incomplète vérité. L'ancien directeur général du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), Michel Garretta, avait été condamné à quatre ans de prison ferme pour avoir trompé les hémophiles sur la qualité des produits qui leur avaient été délivrés. Mais il l'avait dans l'exposé pardel de cette tragédie multiforme les fondements à peine voilés d'autres responsabilités.

En 1983 et 1984, le manque de rigueur de la sélection chez les donneurs de sang avait-elle été le fruit de négligences coupables ? Rendu obligatoire à partir du 1er août 1985, le dépistage systématique chez les donneurs de sang avait-il été en place suffisamment tôt ou avait-il été retardé par des fins protectionnistes pour favoriser la firme française Diagnostics Pasteur ? La « sécurisation » des produits antihémophiliques avait-elle été imprudemment, voire scientifiquement repoussée, elle aussi, au plus haut niveau ?

## Onde de choc

**A**U commencement, il y eut ce rêve, un songe d'enfant, un défi de médecin qui voulait faire gravir les hémophiles le Mont-Blanc.

Qui sait ce qui bouillonne dans les veines de tout un chacun ? Il y a dans le sang mille substances ou particules qui nourrissent, véhiculent, protègent, immunisent ou encore sont réputées. Sang, couleur essentielle à la vie. Sang qui sauve que l'on transfuse, si besoin, aux accidentés, aux opérés, aux femmes qui accouchent. La transfusion sanguine qui préserve ces substances, les sépare. Produits labiles d'un côté : globules rouges et blancs, plaquettes dont la durée de vie est limitée. Produits stables de l'autre, qui peuvent se préparer obtenus par « fractionnement du plasma » : albumine, globuline, facteurs de coagulation.

Les hémophiles (environ 5 000 en France), héritièrement, manquent ceux-ci. Tadis condamnés à mourir avant l'âge de vingt ans, les hémophiles devaient subir des traitements lourds pour lutter notamment contre les douloureuses hémorragies dans les articulations (les hématothroses). Jusque dans années 50, leur salut tenait aux transfusions de bras, puis à l'injection de produits cryoprécipités congelés, ensuite lyophilisés. Les progrès scientifiques aidant, leur vie devint alors « simon normale » tout au moins nettement plus confortable, l'apparition de facteurs hyperconcentrés, administrables par autopertusion, pouvant se faire des mois au réfrigérateur. D'où rêve de certains médecins, pour leurs patients, d'ascension du Mont-Blanc.

Mais ces nouveaux produits, préparés industriellement à partir de lots résultant du mélange de plasmas



plusieurs milliers de donneurs, recelaient en elles les germes du cauchemar. La technique du « pooling » créait potentiellement un risque considérablement accru de contamination virale : il suffisait d'un donneur contaminé pour que des centaines de receveurs de sang risquent de l'être.

En janvier 1983, l'alarme fut lancée par le *New England Journal of Medicine*. Face à l'apparition, aux Etats-Unis, d'une nouvelle maladie, apparemment transmissible par le sang, qui atteint mystérieusement les défenses immunitaires, le docteur Jane Deorges préconise pour les hémophiles un retour, à titre préventif, aux cryoprécipités simples issus d'un seul donneur. En France, où l'on recense déjà une trentaine de cas de sida, la mise en garde de la presse est relayée par quelques médecins et journaux spécialisés.

Mais l'appel à la vigilance n'est entendu ni du corps médical ni des hémophiles eux-mêmes qui apprennent le confort que leur procurent leurs nouveaux traitements. Le sida, qui semble alors frapper essentiellement des homosexuels, paraît alors les concerner. Et confiants dans « sang français », les hémophiles ne veulent pas entendre parler d'un retour aux cryoprécipités contraignants.

La transfusion française est victime de son image. Elle est la fierté d'une nation. Depuis 1949, le don, parce qu'il est bénévole, anonyme et gratuit, assure au français le mythe de pureté. Acte civique par excellence, il doit rendre également possible l'autosuffisance afin de limiter les importations. En 1952, une loi a fixé la charpente du système transfusionnel : 10% de transfusion sanguine (CTS), publics ou privés, autonomes, collectent chaque année environ quatre millions de dons auprès de deux millions de donneurs. Sept de ces CTS sont habilités à fractionner le plasma et à produire les dérivés stables ». Parmi eux, le CNTS, à Paris, tient une place à part. Depuis 1982, il est la seule habilité à importer, en effet, ces produits, notamment antihémophiliques.

En 1983, informée des risques qui pèsent globalement sur la transfusion sanguine, l'administration prend cependant une première décision, même que le virus du sida (VIH) ne soit mis en évidence, en août, par l'équipe du professeur Luc Montagnier de l'Institut Pasteur et que la transmission par voie sanguine ne soit définitivement reconnue. Le 10 juillet, le directeur général de la santé, le professeur Jacques Roux, publie une circulaire qui enjoint aux CTS de respecter un certain nombre de mesures destinées à éviter que les personnes appartenant « aux populations à risque » donnent leur sang. La réaction de la communauté homosexuelle ne fait pas attendre, qui crée l'exclusion.

Sensibilisés, clairvoyants, certains transfuseurs emboîtent le pas. Et s'inquiètent, notamment, des risques importants liés aux collectes dans les prisons, où concerne un grand nombre de toxicomanes (plus de 10%). Appliquant une décision souvent déjà prise à cette date à l'étranger en raison des risques de transmission du virus de l'hépatite, de rares centres de transfusion décident de suspendre de telles collectes sur leur secteur.

Mal à la structure éclatée du système transfusionnel porte le harmonisation des comportements, manière générale, la circulaire du juin 1983 très mal appliquée. Les médecins des CTS continuent de prélever du sang dans les rues des quartiers « chauds » de Paris, ainsi qu'en milieu pénitentiaire, notamment dans les trois gros établissements que sont Fleury-Mérogis (Essonne), Fresnes (Val-de-Marne) et les Baumes, à Marseille.

Les dysfonctionnements, l'inconscience ou l'insouciance sont tels que l'administration elle-même est incapable de coordonner une action dans le domaine de la prévention. Le 13 janvier 1984, la directrice de l'administration pénitentiaire, Myriam Ezratty, adresse une circulaire à l'ensemble des chefs d'établissement. Il apparaît « possible, écrit-elle, d'augmenter le rythme des collectes dans les grands établissements où, le flux étant important, les prélèvements pourront être effectués sur un plus grand nombre de détenus ». Cette mesure ne sera interrompue que vingt mois plus tard, par une nouvelle circulaire, le 11 octobre 1985. Trop tard. Entre-temps, plusieurs centaines de personnes seront contaminées.

du de collectes risque, en grande partie responsables de la spécificité française en Europe.

Certaines sommités médicales égalemant le message. Hématologue de renom et président de la Fondation nationale de la transfusion sanguine (CTS) dont dépend le CNTS, le professeur Jean Bernard estime, par exemple, que « le risque du sida est plus petit que tous les autres », en tout moins que l'hépatite qui monopolise alors l'attention. Le nombre de cas de sida déclarés, en France, dépasse pas la centaine, à la fin de l'année. Ambiguïté demeure toujours sur le notion de séropositivité révélée par les premiers disponibles : la tradition pasteurienne voudrait que la présence d'anticorps liés au virus signifie la protection de la personne séropositive, alors appelé communément « porteur sain ».

À la commission consultative de la transfusion sanguine (CTS) du 22 novembre 1984, Jean-Baptiste Brunet, épidémiologiste spécialiste du sida à la DGS, informe cependant les participants de la gravité de la situation. En France, 221 cas de sida-maladie ont maintenant été décelés, dont 3 chez des receveurs de sang chez des hémophiles.

Toutes les études le confirment. Le profil de la maladie est « épidémique ». Les contaminations progressent au rythme d'un cas chaque année. En l'absence de production à grande échelle de réactifs de dépistage que plusieurs firmes s'efforcent de mettre au point, la sélection des donneurs de sang, l'adoption de mesures de prévention (utilisation de préservatifs, de seringues à usage unique, etc.) et la recherche de l'inactivation du virus demeurent les seuls remparts à l'épidémie.

Dans la presse spécialisée, les communications multiplient, en 1984, pour affirmer la nécessité d'acter les produits stables sanguins du chauffage. Le 10 octobre, la National Hemophilia Foundation (Fondation nationale des hémophiles), aux Etats-Unis, recommande leur utilisation « tout en considérant que la protection contre le sida n'est encore à prouver ». En décembre, la revue médicale *The Lancet* estime que la grave du sida justifie une approche pragmatique et qu'il paraît donc sensé de ne distribuer que des extraits de facteurs anti-hémophiliques chauffés. Mais la transfusion française, obnubilée par le mythe du sang pur, tarde à opter pour ces procédés. Quant aux importations, soumises au verrou du CNTS, contraires au dogme de l'autosuffisance, elles demeurent limitées.

En janvier 1985, une nouvelle étude provoque une onde de choc qui atteindra également dans le temps les communautés scientifique et médicale, ainsi que les sphères administratives. A l'hôpital Cochin, le docteur François Pinon rapporte que 5 donneurs parisiens sont porteurs du virus du sida. Transmis à la DGS le 10, le directeur général de la santé Jacques Roux, six jours plus tard, une nouvelle circulaire pour rappeler l'ordre mondial médical et de la transfusion. Il évoque la possible mise en cause de la responsabilité

des transfusions qui ne se conforme pas à la stricte sélection des donneurs conformément aux dispositions de 1983.

Au CNTS, le docteur Jean-Pierre Allain, responsable du département recherche, écrit le même jour au docteur Garretta que « le problème de la transmission du virus (du sida) par les fractions coagulantes est aujourd'hui une préoccupation majeure de la santé publique ». 47 % des hémophiles français, précise-t-il, déjà séropositifs... Il conclut : « La responsabilité du CNTS est fortement engagée vis-à-vis des hémophiles, de leurs médecins, au ministère de la Santé dans la prévention de cette maladie telle. »

Le 7 mars, l'onde de choc de l'enquête Cochin atteint la Commission consultative de la transfusion sanguine, qui décide de confier l'enquête au directeur-adjoint du CNTS, le docteur Bahman Habibi, portant notamment sur le chauffage des produits sanguins et la dépistage.

C'est que, depuis trois semaines déjà, la guerre des tests a entré, en France, dans une phase active. La firme américaine Abbott a déposé, le 11 février, une demande d'enregistrement de son réactif au Laboratoire national de la santé (LNS), soit dix-sept jours avant Pasteur. Fort de sa récente autorisation de mise sur le marché américain, Abbott a dit prêt, le 21 mars, pour la mise en place d'un dépistage systématique chez les donneurs de sang en France.

Coup de bluff ? Le 25 février, le LNS a émis des réserves. « Je suis frappé par la légèreté du dossier présenté par Abbott au regard de l'expertise conduite pour le réactif Pasteur », a écrit le responsable du contrôle des réactifs du LNS, le docteur Alain Leblanc, son directeur, Robert. Ce spécialiste en biologie a stigmatisé un échantillonage insuffisant et une fausse positivité résultant dans 3 des cas. Il a demandé un complément d'information, mais en précisant : « Je ne pourrai pas (...) différer bien longtemps la délivrance d'une attestation d'enregistrement, bien que je trouve difficilement admissible que l'on autorise la commercialisation de ses produits. » Prématuré, la DGS demandera le 11 mars de surseoir au lancement de tout réactif.

L'urgence, pourtant, se fait pressante. Tandis que Diagnostics Pasteur (fruit d'un accord entre Pasteur et Sanofi, filiale d'Elf) a obtenu la politique de lobbying auprès du cabinet du secrétaire d'Etat à la santé, Edmond Hervé, le 12 mars, le docteur Brunet adresse une note au directeur général de la santé, qui souffre d'ambiguïté : l'épidémiologiste indique au professeur Roux que, si la proportion des donneurs séropositifs retrouvée dans l'enquête du docteur Pinon à Cochin est représentative de la situation parisienne, « il est probable que tous les produits sanguins préparés à partir de pools de donneurs parisiens actuellement contaminés ». Sur l'information capitale, Jacques Roux transmet la lettre à Claude Weisselberg, conseiller d'Edmond Hervé, et y appose deux lettres, qui pèsent sur leur Vu.

## La conscience

**A**

### Rien n'y fera. Ni la colère ni...

**L**

E coup de tonnerre est venu d'Atlanta. Au cours du premier congrès mondial sur le sida, organisé du 15 au 17 avril 1985, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande à tous les pays de procéder au dépistage systématique chez les donneurs de sang. On estime alors à 10% la proportion des porteurs sains qui développeront la maladie, dont le taux ne laisse aucun doute : 1 mort dans les cinq.

Côté « chauffage », les signaux d'alarme sont plus qu'au rouge. Une étude française, portant sur le traitement de 245 hémophiles français et belges, démontre la nocivité des produits français non chauffés. 11% de ceux qui ont subi, en France, des injections fréquentes sont contaminés ; 3% seulement des hémophiles belges, qui depuis le début de l'épidémie, sont restés aux traitements à base de cryoprécipités congelés, issus de quelques donneurs seulement.

Mais à France, contrairement à d'autres pays les Etats-Unis, et malgré des disparités dans les pratiques de fractionnement, est globalement à la traîne matière à chauffage. Et plus encore le CNTS, engagé depuis plusieurs mois dans la construction d'une unité de fabrication aux Ulis qui, faute d'avoir intégré la technique de « sécurisation » des extraits-gelés, va devenir « sécurisé » avant même d'avoir misé sur service.

Le 5 mai, Michel Garretta s'adresse au LNS et à la DGS : « Conscient que trois mois de retard signifie

de 5 hémophiles et d'un certain nombre de leurs proches (...), l'équipe de direction et les chefs des départements concernés du CNTS estiment que c'est maintenant une urgence absolue d'interrrompre la propagation de cette contamination chez les hémophiles et leur famille. » Il propose une « stratégie d'urgence » pour fournir le marché français en produits chauffés courant juillet 1985.

Urgence... Urgence... Le premier procès n'a que fut l'urgence selon les dirigeants du CNTS : le même jour, une note interne à l'établissement indique ainsi que le passage aux extraits chauffés suppose naturellement un stock de produits contaminés soit distribué dans totalité auparavant. Ainsi, la duplicité, au CNTS, perdurerait-elle au fil des semaines qui suivraient, dirigeants congédiés, issus de quelques donneurs seulement.

Fin mai, lors d'une réunion interne, Michel Garretta confirme que, selon toute probabilité, compte tenu de la technique du poolage, tous les lots du CNTS sont contaminés. Son point de vue est clair : « C'est l'autorité de tutelle de prendre leurs responsabilités sur ce grave problème et d'éventuellement nous interdire de céder les produits, avec les conséquences financières que cela représente. » Quinze jours plus tard, il conseille au CNTS souscrire des polices d'assurance pour anticiper sur une responsabilité future.

**1985 : début de l'industrialisation du sang**

On recense en 1985 deux millions de donneurs en France. La législation prévoit, depuis 1952, que les dons sont volontaires, bénévoles et anonymes.

- Les hôpitaux
- Les centres de transfusion sanguine (CTS) qui sont au nombre de 163

Le 20 juin 1983, une circulaire prévoit un interrogatoire des donneurs de sang afin d'écartier les « sujets à risques » qui pourraient être infectés par le virus du sida. Dans la pratique, cette obligation est très rarement respectée.

En 1985, le sang continue d'être collecté dans les milieux à risques : les prisons et les rues à proximité des bars chauds.

**DON DU SANG**

En 1984, trois grands laboratoires tentent de mettre en place des tests permettant d'identifier le virus du sida à partir d'un échantillon de sang : Abbott (Etats-Unis), Diagnostics Pasteur (France), Organon (Etats-Unis).

Les firmes Abbott et Diagnostics Pasteur déposent en février une demande d'agrément en France. Dans les semaines suivantes, les experts en santé publique comprennent la nécessité d'un dépistage systématique du virus du sida dans les dons de sang. Des raisons financières, industrielles et administratives retardent la mise en œuvre du dépistage obligatoire au 1er août 1985.

Le test Abbott reçoit l'autorisation de mise sur le marché aux Etats-Unis en mars 1985.

Le test Pasteur est autorisé en RFA en avril 1985.

**Principes de fractionnement**

Pour fournir aux hémophiles et aux transfusés des produits sanguins, les lots de sang sont séparés :

```

    Globules blancs → PLASMA → Plaquettes
    ↓
    PLASMA
  
```

Les poches de plasma obtenues sont mélangées par milliers

Le plasma fractionné afin d'obtenir des protéines coagulantes (facteurs VIII ou IX) dont les hémophiles ont besoin

\* La technique du poolage a eu pour conséquence de mélanger des poches de sang non infecté avec des poches de sang contaminé.

\* La mise en œuvre tardive de la technique de « chauffage » des concentrés de protéines coagulantes ne permet pas d'inactiver dans tous les centres de fractionnement le virus du sida avant l'automne 1985.

**Les produits dérivés du sang sont utilisés lors d'interventions chirurgicales et permettent le traitement de diverses pathologies :**

<b>Globules</b>	<b>Albumine</b>	<b>Immunoglobulines</b>	<b>Protéines coagulantes</b>
Anémies, hémorragies	Rémissages cardiovasculaires, brûlures graves	Prévention et traitement de certaines maladies infectieuses, traitement des déficits immunitaires	Traitement préventif ou curatif d'accidents hémorragiques chez les hémophiles

Les autorités de santé seront informées de ces comptes rendus, par fax ou remises de rapport. Adjointe du professeur Roux, directeur général de la santé, Marie-Thérèse Pierre s'adresse à Claude Weissenberg, le conseiller d'Edmond Hervé, le 11 mai. Sauf qu'Robert Netter, Jacques Roux à son tour, se retournent vers Claude Weissenberg, le 11 juin, en indiquant que le chauffage devient « une nécessité urgente ». Personne ne prendra l'initiative d'interdire la vente d'extraits sanguins destinés toujours à la transfusion. Pas même la commission consultative de la transfusion sanguine (CTS), présidée par Jean Ducos, qui validera, le 20, l'idée d'une période transitoire, jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre, où pourront coïtoyer produits chauffés et non chauffés. A partir de cette date, ces derniers ne seront pas interdits, mais seulement non remboursés par la sécurité sociale.

En fait, absents à la réunion du CTS du 20 juin, tenus dans l'ignorance par le milieu médical et transfusionnel, la veille, lors d'une réunion du Comité national de l'hémophile, maintenus dans l'ignorance que les importations ne peuvent subvenir aux besoins sociaux, on la technique du chauffage doit encore faire preuve, aux hémophiles, de tromperie. Confiant dans ses médecins, dépendants des transfuseurs (elle est hébergée dans les locaux du CNTS), l'Association française des hémophiles (AFH) sait-elle d'ailleurs encore à quel saint vover ?

Dans une lettre circulaire datée du 23 juillet, l'AFH indique tout à la fois que le nombre d'hémophiles séropositifs est élevé, que cependant « le risque qu'ils encourent de développer un sida paraît faible », mais qu'il convient d'utiliser néanmoins impérativement des produits chauffés pour les séronégatifs. Au même instant, une circulaire interne au CNTS proclame que « la distribution des produits non chauffés n'est pas dans la procédure normale, mais qu'ils sont stockés »...

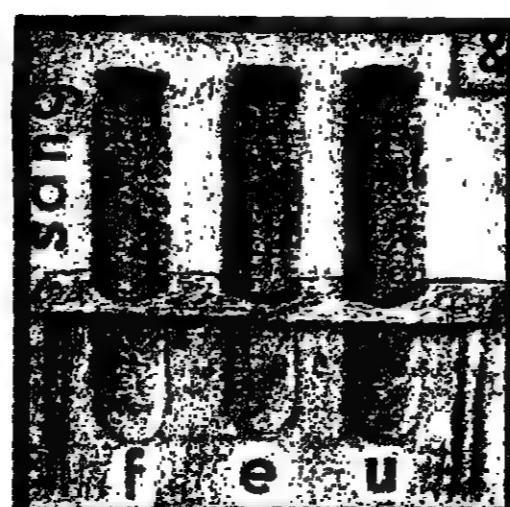
Il n'y fera. Un arrêté ministériel, pris le 23 juillet, entérinera le principe de la période transitoire jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre, à partir de laquelle les extraits sanguins non chauffés ne seront plus remboursés par la sécurité sociale. Rien n'y fera encore. Ni l'inquiétude du président de l'AFH, André Leroux, qui demandera en septembre aux responsables régionaux de ne pas poursuivre un centre qui continuera à distribuer des produits non chauffés. Ni la colère du docteur Boneu, du laboratoire d'hémostase au CTS de Toulouse, qui déclarera, le 23 juillet, « plus pouvoir en conscience continuer à faire pression sur les hémophiles pour leur faire accepter des produits dont il est persuadé de la nocivité ».

Rien n'y fera. Jusqu'à ce qu'une circulaire de la DGS, le 2 octobre, prévoie enfin le contrôle de la qualité des stocks existants. « Je suis très préoccupé par la gravité de la situation dans laquelle nous nous trouvons placés », écrit le 27 juillet le président de la CTS, Jean Laroche, en effet que tous les jours nous injections des produits sanguins (...) qui provoqueront une séroconversion chez les receveurs qui pourra à tout contaminer ses proches. combien de sidas serons-nous responsables ainsi ? »

Le 27 juillet, alors que le lobbying mené par Diagnostics Pasteur dans le cabinet du premier ministre, officiellement, le groupe de travail du CNTS chargé par la commission consultative de la transfusion sanguine (CTS) de contrôler la qualité des tests rend compte de ses résultats : les résultats susceptibles d'être mis sur le marché (Abbott, Pasteur, Organon) sont « très bons outils de dépistage ». Le temps de la rédaction, le 28 juillet, ne sera pas moins qu'un mois et demi plus tard.

Les termes de la circulaire de la DGS, mise en œuvre du 2 octobre pour les produits « posés », que pour les transfusions, commencent à arriver depuis quelques semaines au cabinet du ministre à la santé. Mais « ce dépistage systématique a plus d'inconvénients que d'avantages », écrit Claude Weissenberg dans une note à son ministre, préparée le 8 mai. « Cependant, précise le conseiller, quelle que soit la valeur des arguments opposant au dépistage généralisé, il existe un risque politique : ne pas le mettre en œuvre. » Et d'ajouter : « Deux tests sont en concurrence, la qualité analogue. L'enregistrement au niveau national (LNS) est un barrage fâcheux qui a cependant permis à Pasteur de retrouver un fond de quelques semaines. » En effet, le 25 avril, le directeur du LNS, Robert Netter, a fait savoir à Claude Weissenberg qu'il ne pouvait « susciter de longtemps la demande d'enregistrement d'Abbott » sans risquer un recours au Conseil d'Etat pour abus de pouvoir ».

Saisi sous l'angle plus spécifiquement industriel et financier, le cabinet du premier ministre paraît d'abord tiquer sur le coût de la mesure sanitaire. Retransmettant le 29 avril à Laurent Fabius une note de son conseiller chargé de l'industrie, fortement sollicité



## En conscience

A

la mi-avril 1985, l'opinion du profes-

seur Montagnier était déjà faite. De retour du congrès mondial d'Atlanta, il faut, dit-il sur Antenne 2, « être systématiquement à l'heure du sang ». Engagée depuis février, la « guerre des tests » entre Abbott et Diagnostics Pasteur allait logiquement s'intensifier.

Fini avril, tandis que le lobbying mené par Diagnostics Pasteur dans le cabinet du premier ministre, officiellement, le groupe de travail du CNTS chargé par la commission consultative de la transfusion sanguine (CTS) de contrôler la qualité des tests rend compte de ses résultats : les résultats susceptibles d'être mis sur le marché (Abbott, Pasteur, Organon) sont « très bons outils de dépistage ». Le temps de la rédaction, le 28 juillet, ne sera pas moins qu'un mois et demi plus tard.

Les termes de la circulaire de la DGS, mise en œuvre du 2 octobre pour les produits « posés », que pour les transfusions, commencent à arriver depuis quelques semaines au cabinet du ministre à la santé.

Mais « ce dépistage systématique a plus d'inconvénients que d'avantages », écrit Claude Weissenberg dans une

note à son ministre, préparée le 8 mai. « Cependant,

précise le conseiller, quelle que soit la valeur des arguments opposant au dépistage généralisé, il existe un risque politique : ne pas le mettre en œuvre. » Et d'ajouter : « Deux tests sont en concurrence, la qualité analogue. L'enregistrement au niveau national (LNS) est un barrage fâcheux qui a cependant permis à Pasteur de retrouver un fond de quelques semaines. »

En effet, le 25 avril, le directeur du LNS, Robert Netter,

a fait savoir à Claude Weissenberg qu'il ne pouvait « susciter de longtemps la demande d'enregistrement

d'Abbott » sans risquer un recours au Conseil d'Etat pour abus de pouvoir ».

Saisi sous l'angle plus spécifiquement industriel et

financier, le cabinet du premier ministre paraît

d'abord tiquer sur le coût de la mesure sanitaire.

Retransmettant le 29 avril à Laurent Fabius une

note de son conseiller chargé de l'industrie, fortement sollicité

Le 22 mai, Diagnostics Pasteur, Louis Schweitzer, se dit convaincu qu'il ne faut pas dépenser 200 à 300 millions de francs par an sur ce sujet, au vu des premières estimations du coût du dépistage. « Imaginez-on le coût de la vie sauverte par biais ! », demande-t-il.

La réunion interministérielle, présidée par François Gros, éminent professeur au Collège de France et conseiller scientifique de Laurent Fabius, alors organisé à Matignon, le 22 mai. Celui-ci, exposant une thèse qui revêt la forme, mentionne rapidement « l'enjeu industriel » des tests et la crainte de voir le marché français « une grande partie capturé par le marché américain ». « Une décision s'impose si l'on veut préserver l'avenir du produit français. »

Chacun assorti sa position : le secrétaire d'Etat à la santé, au vu de Claude Weissenberg, « n'est pas prouvé que la généralisation du test soit une mesure positive en termes de santé publique ». Mais le ministre de l'économie, au vu de Robert Netter, « la pression exercée des industriels, l'état de l'opinion « alarmée » et révèle que le Comité d'éthique de l'Etat va trancher le débat moral qui s'est engagé autour de la question : le Comité se retrouve en face de l'application des règles qui se révèlent séropositifs. Pour sa part, le ministère de l'industrie expose que « la stratégie d'Abbott est bien d'éliminer le marché français ». En pleine campagne d'économies sur la Sécurité sociale, le ministère des affaires sociales indique, lui, « être opposé à la prise en charge par l'assurance-maladie en raison de l'importance de la cause ». Ces positions partagées par le représentant du ministère des finances. Conclusion : « Le cabinet du premier ministre demande à ce que, au cours de l'enregistrement d'Abbott, il y ait quelque temps pour Laboratoire national de la santé ; 2, que chaque ministère présent lui fasse parvenir d'urgence une note de vacances sur les différents qui ont été évoqués au cours de la réunion. »

Est-ce pour les rassurer ? À la fin, les dirigeants

Pasteur, qui font des tracasseries que leur

causent les autorités américaines pour

l'enregistrement outre-Atlantique de leur test, Claude Weissenberg et Jacques Roux indiquent maintenant qu'il n'a pas d'autorisation de mise sur le marché

des résultats juillet.

Le 22 mai, Edmond Hervé s'exprime au congrès d'hématologie à Bordeaux. Il aurait souhaité annoncer

un dépistage systématique, indique-t-il lorsque la

justice se saisira de l'affaire. Datée du 20 mai, une note

à François Gros au directeur du cabinet du premier

ministre, Louis Schweizer, indique d'ailleurs sur ce

point que « le ministère à la santé estime urgent

de connaître la position du gouvernement concernant l'opportunité d'instaurer, au niveau

européen, un dépistage du sida. »

Mais les termes du premier ministre se

opposent à ce que le secrétaire d'Etat aborde le sujet.

Il est la responsabilité du gouvernement de trancher, indique-t-il lorsqu'il

Edmond Hervé aux congressistes. Tous les éléments

la décision étant maintenant connus, il fera très

vite. Mais il jamais vu sentence plus géométrique variable que celui de l'urgence !

Le 14 juin, le quotidien *Le Matin de Paris* affirme que

cinquante personnes sont transfusées chaque semaine

à Paris avec du sang contaminé. Dans *Le Monde*, le

docteur Jacques Leibowitch dénonce « l'inconscience

des pouvoirs publics », un collaborateur Franck

Nouchi s'interroge : « N'aurait-on donc pu accéder

à ces choses et mettre en place plus tôt, fit-ce en utili-

de diagnostic américain, le dépistage systématique ? »

Lire la suite

## CHRONOLOGIE

systématique. 12, le professeur Jacques Roux, directeur général de la santé, reçoit une note dans laquelle il indique qu'il probable que tous les produits sanguins préparés à partir de pools de donneurs parisiens sont actuellement contaminés.

AVRIL : L'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande à tous les Etats la pratique du dépistage chez les donneurs de sang. MAI : le 9, au cours d'une réunion interministérielle à Matignon sous la présidence du professeur François Gros, conseiller de M. Fabius, Claude Weissenberg, conseiller du secrétaire d'Etat à la santé, estime qu'il n'est pas prouvé que la généralisation du test soit une mesure positive en termes de santé publique, mais qu'elle paraît difficile à éviter compte tenu de l'opinion de la population, qui est considérable. Le cabinet du premier ministre demande que le résultat d'Abbott soit au moins égal à celui de la technique de chauffage.

JANVIER : la revue scientifique *The Lancet* publie la contamination de deux hémophiles par le virus du sida. AOÛT : l'équipe du professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris) met en évidence un virus jusqu'alors inconnu, baptisé LAV (lymphadenopathy associated virus), à l'origine apparue au début des années 80 aux Etats-Unis. Une équipe américaine travaille avec l'équipe du professeur américain Robert Gallo sur l'amendement de la découverte du virus, qu'on appellera plus tard VIH (virus de l'immunodéficience humaine). En décembre, l'Institut Pasteur dépose une demande de brevet de son test au Patent Office des Etats-Unis. Celui-ci restera en suspens jusqu'en 1986.

JUIN : le 13, dans la capitale, le docteur Jacques Leibowitch dénonce « l'inconscience des pouvoirs publics ». Le 19, Laurent Fabius annonce à l'Assemblée nationale que le dépistage obligatoire sera généralisé rapidement. Le 21, le Pasteur reçoit son agrément. JUILLET : le 23, un arrêté fixe au 1<sup>er</sup> octobre l'arrêt du remboursement des produits antihémophiliques non chauffés. Le 24, le Pasteur reçoit son agrément. SEPTEMBRE : des concentrés non chauffés continuent d'être vendus à des hémophiles par le CNTS.

1984 JUILLET : le 1<sup>er</sup> juillet, le cabinet du premier hémophile sidéen, un adolescent de quinze ans, en France. La technique du chauffage n'est pas encore retenue quelque temps au Laboratoire national de la santé, 2, que chaque ministère présent lui fasse parvenir d'urgence une note de vacances sur les différents qui ont été évoqués au cours de la réunion. Est-ce pour les rassurer ? À la fin, les dirigeants Pasteur, qui font des tracasseries que leur causent les autorités américaines pour l'enregistrement outre-Atlantique de leur test, Claude Weissenberg et Jacques Roux indiquent maintenant qu'il n'a pas d'autorisation de mise sur le marché des résultats juillet.

Le 22 mai, Edmond Hervé s'exprime au congrès d'hématologie à Bordeaux. Il aurait souhaité annoncer un dépistage systématique, indique-t-il lorsque la justice se saisira de l'affaire. Datée du 20 mai, une note à François Gros au directeur du cabinet du premier ministre, Louis Schweizer, indique d'ailleurs sur ce point que « le ministère à la santé estime urgent de connaître la position du gouvernement concernant l'opportunité d'instaurer, au niveau européen, un dépistage du sida. »

1985 FÉVRIER : le 11, la firme américaine Abbott demande l'agrément de son test de dépistage du sida en France. Le 28, Diagnostics Pasteur dépose une demande à son tour. MARS : Abbott-France se déclare prêt pour une mise en place « immédiate » du dépistage

1986 Une expertise judiciaire estime que près de 300 contaminations post-transfusionnelles auraient pu être prévenues en 1985.

# Trois ministres sur le banc des accusés

## La blessure de Laurent Fabius

**S**UR le perchoir de l'Assemblée, on le sent tendu par autre chose, comme disait. Il apparaît souvent, dernières années, le visage défigé, rongé par une agitation sourde qui n'a échappé aux photographes et aux chroniqueurs. A en croire amis, il ne pense plus qu'à ça, ne parle plus que ça. « Ça », c'est l'affaire qui s'est abattue sur un homme dont le parcours s'annonçait quasiment sans faute, un premier de la classe, bonne famille, normalien de la rue d'Ulm, agrégé de lettres, sorti dans la botte de l'ENA. Ça, l'affaire du sang contaminé, a plombé d'un coup l'ascension de cet amateur gâté de la politique de la vie tout court, aujourd'hui président de l'Assemblée nationale pour la deuxième fois, à cinquante-deux ans, qui fut dès l'âge de trente-sept ans, de 1984 à 1986, « le plus jeune premier ministre donné à France ».

A quelques semaines de procès devant la Cour de justice de la République, durant lequel il mettra en retrait ses fonctions, Laurent Fabius reçoit son bureau du petit hôtel de Lassay (le grand est en travaux), la photo de Clemenceau. Ponctuel, souriant, d'un raffinement peu commun, pas un mot plus haut que l'autre, le moins qu'on puisse dire est qu'il sait y faire. Rien n'aurait plus de l'épreuve qu'il s'apprête à traverser. Au point que l'on croirait retrouver intacte l'image qu'il s'était forgée et que l'opinion persiste à lui attribuer : « le jeune dandy fitzgeraldien qui tout réussit, les prestations intellectuelles aux concours hippiques, comme il suit le jeune dans l'émission télévisée Cavallerie de Pierre Bellemare ; celle aussi du père de famille modèle en pantoufles appartenant à la place du Panthéon pour acheter les journaux du matin, et promu en son temps par certains magazines « l'homme politique le plus sexy de France ».

Dernière un visage impassible où certains lisent une introversio concentrée, d'autres l'expression d'une morgue scrupuleuse, Laurent Fabius collé malgré lui à ses propres clichés. C'est l'énergié atypique roulant en voiture sport aux côtés de jolies filles, conseiller d'Etat plein de promesses, fils d'un riche antiquaire parisien, amateur de littérature comme de la vie de bohème avec du show biz, Enrico Macias, l'entourage de son ancienne compagne Elisabeth Huppert ; « sabre à la gauche », c'est politicien lisse et brillant, patraqué par François Mitterrand, élu député de Seine-Maritime en 1978 et aujourd'hui maire de Grand-Quevilly, nommé ministre du budget en 1981 puis de la recherche et de l'industrie en 1983 par Pierre Mauroy qui il succède comme premier ministre (1984) puis comme premier secrétaire du Parti socialiste (1992).

Autant dire une irrésistible tension. Les envieux ne manquent pas. Laurent Fabius bat des records d'intelligence, d'aisance, de capacité de travail, de jeunesse dans le pouvoir. Surnommé le Giscard de la gauche, tout donne à penser que le plus jeune ancien premier ministre ne pouvait qu'inspirer une autre performance si tentante - être son tour, comme Giscard, le plus jeune présidents de la République. Tout près du but, il vit l'élection de 1995. La persistance son image vainqueur l'emportait sur ses déboires.

On oubliait aisément combats malheureux Pierre Mauroy Lionel Jospin pour prendre le contrôle du (1988-1990), opposition à Michel Rocard qui fut l'en détrôner, selon lui, par un meurtre signé, sa brouille passagère avec François Mitterrand quand il fit part trouble lors l'invitation en

France du général Jaruzelski. On passait sur ses débordées dans l'affaire Greenpeace qui lui valurent d'être affublé, dans les destins Jacques Faizant, d'un inséparables parapluie, ou sur face à face télévisé avec Jacques Chirac qui répondit, vexé d'être comparé à un roquet, par un maladroite : « Vous parlez au premier ministre de la France. Malgré cela, la présidence l'attendait presque. C'est lui, pourtant, qui s'interdit d'y penser. Et quand Lionel Jospin parvint au second tour en 1995, remporta par la suite la victoire législative et nommée premier ministre, Laurent Fabius se retrancha sur le perchoir.

**Ça**, c'est l'affaire qui s'est abattue sur un homme dont le parcours s'annonçait quasiment sans faute, un premier de la classe de bonne famille, normalien de la rue d'Ulm, agrégé de lettres, sorti dans la botte de l'ENA.

C'est que, entre-temps, l'affaire a radicalement changé la donne. L'ancien chouchou de la politique est devenu un citoyen bafoué, insulté par les passants, victime des caricatures antisémites de la presse d'extrême droite, pas-tiché par le Guignols pour se laver l'honneur et dont les enfants sont parfois traînés dans l'assassinat. Au passage, l'homme a été transformé, mis en accusation dans l'affaire du sang contaminé et changé en lui. Tout à l'air de ses anciens conseillers, il dit un jour qu'elle pour lui une ordalie, ce rituel par lequel la vérité se révèle. « Humanisé », plus détaché, aux dires de l'entourage, il va jusqu'à forcer naturel réservé dans un livre-confession, *Les Blessures de vérité* (1995). Il mesure aussi le piège dans lequel l'expression de sa blessure, l'infini déséquilibre entre la réalité des morts et son obstination à défendre son honneur. « que l'affaire du sang le plus change en lui, c'est sa confiance à l'avenir.

**A**u début, pourtant, il n'y croyait pas. C'est à l'automne 1991, pendant son premier mandat à la présidence de l'Assemblée nationale, qu'il commence à émerger dans la presse la mise des trois anciens ministres. A ancien collaborateur Henri Weber, aujourd'hui sénateur, qui le met à garde « raison du climat de défiance l'égard du et des politiques générales », Laurent Fabius répond par un haussement d'épaules. Soupçonné d'avoir retardé la mise en place systématique de dépistage du chez les donneurs de pour favoriser le laboratoire français Diagnostics Pasteur contre la firme américaine Abbott, il croit à une agitation passagère.

C'est que l'ancien premier ministre, accusé d'être intervenu trop tard, rappelle l'avoir pour avoir agi trop tôt. Lorsque, dans son discours du 19 juin 1985 à l'Assemblée nationale, il annonçait sa décision de rendre ces obligations, on lui reprocha d'accorder trop d'importance à que certains tuaient cancer gay, où d'autres voyaient un prétexte pour stigmatiser la population homosexuelle, dont scientifiques,

Martin Renterghem



## L'obsession d'Edmond Hervé

l'exception d'une minorité alarmante, sous-estimaient largement la gravité.

En septembre 1985, le journaliste François-Henri de Virieu interpelle Laurent Fabius sur France 2, l'émission « L'Heure de vérité », sujet d'intervention à l'Assemblée. Il s'étonnait de « bataille contre le sida qui fait 50 000 morts ». Un cinéaste, de Fabius, confesse aujourd'hui : « honte : « Après discours, je lui ai dit : "T'es pépé quoi ?" »

La machine judiciaire s'emballe. Tout comme les réclamations des victimes et les d'explication pour qu'elles considèrent comme un crime d'Etat.

Dès 1992, le groupe d'amis et conseillers politiques constitué autour de Laurent Fabius se mue en cellule de crise dans la gestion du flot du sang. Celle-ci donne pour tâche de réstruire le dossier à l'envers et d'en informer les journalistes. Aujourd'hui encore, à quelques jours du procès, proches et collaborateurs

à tenir un discours de défense prudent et univoque, évoquant souvent les mêmes anecdotes, usant des mêmes métaphores spirale kafkienne à laquelle le juge pris l'ancien premier ministre.

Laurent Fabius, quant à lui, avait commencé par lutter pied à pied le processus judiciaire : en novembre 1992, il s'indignait de l'éventuelle comparution devant la Haute Cour de justice, réclamait un jury d'honneur dans l'attente d'un tribunal ordinaire, donnait l'impression de désolidariser de ses deux anciens ministres. Finalement résolu à se défendre lui-même, il demande solennellement sa mise en accusation devant les parlementaires, le 17 décembre de la même année : « Je viens vous demander de m'accuser de fautes que je n'ai pas commises. »

La nouvelle Cour de Justice constituée, suivent deux réquisitions de non-lieu, puis l'arrêt de renvoi de la commission d'instruction qui l'accable. Il aurait pu mal résister à l'affaire du sang contaminé. Au plus fort de la campagne, quand faisait l'ancien ministre d'Etat à la santé un empêtrage, n'était-il pas devenu, pour lui, l'ultime base à repli ? Mais il s'y croit hors d'atteinte, protégé par l'infamie. Mais il au moins la confiance de ses électeurs. D'où cette image de bras blessé, plus sur ses silencieux, donc suspect.

L'endroit n'a pourtant rien de camp retranché. Les murs sont larges donnent sur la ville. Le visiteur remarque juste un grand portrait de Pierre Bérégovoy, l'oublié de Nevers. Le cadre est posé au sol, si le des lieux, marqué de son ami, désirait l'avoir à hauteur de regard une fois assis son bureau. « C'est un homme que j'ai beaucoup aimé », confie-t-il d'une voix troublée. Rien, en tous cas, n'annonce le procès à venir. Les seuls dossiers visibles sont ceux d'une érigée en dynamisme. C'est ailleurs, auprès des siens ou dans la capitale, que Monsieur le maire - Edmond - dans l'appellation Ille-et-Vilaine - a préparé l'audience. « Je sépare toujours mes activités rennaises de celles concernant cette affaire », prévient-il.

Rennes, Paris. Les deux vies d'Edmond Hervé. Sa force et sa faiblesse, aussi. Ne l'accuse-t-on pas d'avoir négligé au profit de la ville d'être resté « étrangement apathique » face au sida, au printemps 1985 ? C'est bien sûr aux magistrats, et non à détracteurs ou aux journalistes, que le prévenu réserve réponses, mais les uns et les autres prétendent déprimé, voire dépressif, qu'il s'efforce offrir un visage offensif, signe d'une tension à contenir : « Je me battrai bœuf et ongles, très sûrement, le double objectif de la vérité du droit car l'arrêt de renvoi de la commission d'instruction de la Cour de justice de la République n'a respecté ni la vérité ni le droit. »

Il pugnace soit-il, Edmond Hervé demeure, cinquante-six ans, le plus insaisissable des trois accusés. Il n'a pas l'aisance médiatique d'un Laurent Fabius, l'itinéraire atypique d'une Georgina Dufoix. Il s'il a portrait, ici où là, c'est toujours à traits sombres, lunettes cercées de fer, sourire Ses adversaires lui prêtent les ses qualités : la rigueur jusqu'à

l'intransigeance, l'autorité jusqu'à la raideur. Ses amis, eux, voient rigidité de façade, tenu refoulée à l'extrême sensible d'un décideur « très humain ». Le jurent « différent », dès lors qu'il se montre en restringé. Pour peu que la discussion vienne à la passion, cyclisme, il deviendrait même franchement chaleureux. »

Samoute puise-t-il ses certitudes dans une histoire personnelle qui laisse peu de place au superficiel. Fils et petit-fils paysans, de un village des Côtes-d'Armor, M. Hervé assure avoir connu « l'exploitation » et « l'injustice ». « J'ai côtoyé gens doués qui, faut dire, moyens, n'ont jamais été au-delà du certificat d'études mais qui auraient tous les jours leur place à l'ENA. » L'école à Rennes publique en a fait le premier bachelier de sa famille et un juré brillant, maître assistant à la faculté de Rennes ; le militarisme (SFIO, Cercle PS) en fera un maire (1977), puis un ministre (1981) un député socialiste.

**Rennes, Paris.** Les deux vies d'Edmond Hervé. Sa force et sa faiblesse, aussi. Ne l'accuse-t-on pas d'avoir négligé le ministère ?

au profit de sa ville et d'être resté « étrangement apathique »

face au sida, au printemps 1985 ?

Le 10 mai 1981 marque étape décisive dans son ascension. A trente-huit, il incarne la jeune garde mitterrandienne. Son membre du gouvernement - à santé, à l'énergie, puis de nouveau à la santé - lui confère une dimension nationale. Il découvre Paris, l'univers la science fascine, son rythme de vie accéléré. Les souvenirs d'époque d'arguments de défense : « J'arrivais tous les matins à Paris, je repartais à Rennes le vendredi soir. Je dormais au ministère, j'avais une chambre au dernier étage. Je dinais souvent un repas froid et je travaillais jusque vers onze heures ou minuit. Je consacrais temps au travail. En cinq entre 1980 et 1986,

Il n'a pas vraiment affaibli de sa fortune au nom de vaillamment la présomption d'innocence, Rennes renouvelle son mandat en 1985. Mais l'homme, lui, a changé. Il s'est isolé, un journaliste local, son image s'est quelque peu brisée, est devenu plus intransigeant, plus irritable qu'auparavant. Physiquement, cela s'est vu, il a vieilli : fait, il n'avait qu'une obsession : défendre. »

« Se défendre » par exemple contre les reproches du député

E

Je suis sorti que deux fois le soir. Je n'ai jamais emmené femme à soirée. »

A Rennes, il n'a pas d'adversaire force de travail, parfaite connaissance des dossiers plus ardus, méfiance instinctive l'égard du parisianisme séduisant de la démodé-chrétienne. Aussi fidèle amitié qu'en rancune, Edmond Hervé passe pour un homme de conviction et d'honneur. Et s'il s'entoure de conseillers, c'est bleu lui, lui seul, qui prend les décisions et rédige ses discours. Tout cela nom d'une conception immuable de son devoir d'élu : « J'ai un idéal qui vient de la jeunesse, ma famille, de l'éducation et de la culture. Rien n'a altéré cet idéal, ni le temps ni les épreuves. »

**E**n 1985, l'année cruciale, il est donc en charge de la santé. Son premier adjoint

la mairie Rennes alors Michel Philipponeau, un régionaliste convaincu. Tous deux se connaissent depuis le milieu des années 60, mais la brouille est proche : « A partir du printemps 1985, explique M. Philipponeau, Edmond Hervé a commencé à préparer les législatives de 1986. Il était plus à Rennes qu'à Paris. Ici, il passait son temps faire de la politique petite semaine, auprès des militants, pour être tête de liste ma place. J'ai compris qu'il voulait faire arrêter sur Rennes où il y aurait un changement de gouvernement. La politique devenue son métier, carrière. »

ans plus tard, quand la question de la responsabilité à se poser dans l'affaire du sang, Hervé n'est plus ministre, mais il tient toujours la mairie. Dans son bureau, il salt que le bruit de mille ragots sur son état psychologique. Son entourage parle moments de souffrance terrible. En 1992, le cercle des pousse à sortir du silence dans Ouest-France. Une association de soutien, Justice et vérité Edmond Hervé, voit bientôt jour. En juillet 1993, la rumeur suicide l'oblige réagir à nouveau : « Je suis apparu public pour montrer que j'étais vivant. On racontait même que j'avais chambre réservée à l'hôpital. Quand connaissez ce genre d'épreuves, il faut prendre sur soi pour affronter le torrent. J'ai eu chance de pouvoir compter sur ma famille, ma femme, mes amis. »

Il n'a pas vraiment affaibli de sa fortune au nom de vaillamment la présomption d'innocence, Rennes renouvelle son mandat en 1995. Mais l'homme, lui, a changé. Il s'est isolé, un journaliste local, son image s'est quelque peu brisée, est devenu plus intransigeant, plus irritable qu'auparavant. Physiquement, cela s'est vu, il a vieilli : fait, il n'avait qu'une obsession : défendre. »

« Se défendre » par exemple contre les reproches du député

# les sur le banc des accusés



## La conversion de Georgina Dufoix

écologiste Yves Cochet, adversaire recalé des joutes bretones. A ses yeux, M. Hervé est certes un « puncheur », capable de « courage », mais sa réputation sans faille relève de la « supercherie » : « C'est avant tout un politicien, un cumulard patenté ! Il a voulu tous les pouvoirs et calcule beaucoup plus qu'on ne l'imagine. Or, on ne peut être partout à la fois et il n'est pas assez occupé du ministère. Son image d'homme habité par un devoir moral n'est faite que pour impressionner le bon peuple. C'est de la mise en scène ! Du Molière ! »

« Cumulard patenté » ? M. Hervé est ainsi constaté que tout affront se lit d'abord sur son visage. Le rouge lui monte aux joues, les mâchoires se crispent, le regard s'assombrit. Après un instant de réflexion, la riposte tombe, cinglante : « Je préfère un cumulard qui travaille à quelqu'un qui ne fait rien. » Et le voilà de nouveau silencieux, « Edmond » le Remnais, les poings serrés, le buste raide, comme s'il mémorisait le nom du faufif et la nature de l'offense. Un silence avant, un silence après : chez lui, chaque phrase décisive est ainsi balisée, serrée au plus juste.

S'il était resté à la terre, il serait devenu un gars de peu de mots, un taiseux. Mais il est entré en politique, où le verbe et le parafre ont leur importance. Alors, il parle à sa façon, avec une vigilance de linguiste sur la défensive. Dix fois, vingt fois, il répète « vérité », viennent ensuite le « combat », les « épreuves » et la « sincérité ». « Ne croyez pas, se hâte-t-il de préciser, que cela me soit dicté par un quelconque conseiller en communication. Je n'ai pas de stratégie en la matière. Je ne suis ni un homme de réseaux ni un homme de cœur. »

A ce jour, M. Hervé n'envisage pas d'intervenir en dehors de la salle d'audience, réservant ses déclarations aux seuls magistrats. « Nous ne resterons pas inertes pour autant », précise-t-il cependant, toujours aussi déterminé. A l'art du verbiage, il affirme préférer celui des faits, des écrits, ce qu'il appelle « la réalité du dossier », jour après jour, il en a d'ailleurs tenu la chronique dans un carnet intime, complété au sortir de chaque étape judiciaire.

Les années aidant — les « épreuves » aussi, peut-être — il semble également avoir renoué avec ses racines bretones. Un autre signe de repli sur soi ? Détracteurs et partisans notent en tout cas une sensibilité accrue à la culture régionale. Jaurès, Blum et Renan ont beau demeurer ses auteurs de référence, il s'est pris de passion pour le journal d'un paysan de Basse-Bretagne, un inconnu décédé en 1905. De cette lecture, il a retenu la vaillance du personnage — « un républicain convaincu » — et une ultime certitude : « Les Bretons n'ont jamais été soumis. »

Philippe Broussard

que « le Saint-Esprit seulement » a pu la convaincre, Mme Dufoix se souvient avoir ressenti « une souffrance intolérable ». « A ce moment, j'ai dit : « Si Tu existes, viens. » Et puis, par vrai amour de Dieu a été une merveille. J'étais vraiment bien. Et il y avait toujours une même musique qui répétait : c'est autre chose que l'amour des hommes. » Elle ajoute devant le témoignage d'André Frossard — auteur de l'ancienne porte-parole du gouvernement. *Ma vie est devenue très familiale.* Depuis cinq ans, je n'ai vu aucun politicien et je n'accorde d'entretien à aucun journaliste. » L'interroge-t-on, quand même, sur son *curriculum vitae*? Elle renvoie à la lecture du *Who's Who*, dont la notice biographique de l'édition 1999, mise à jour par ses soins, la présente toujours, non sans contradiction, sous la qualité de « femme politique ».

Sa dernière apparition publique connue avait été des plus brèves, en mars 1998, lors d'un rassemblement protestant organisé à Paris pour commémorer l'édition de Nantes. En quelques phrases, elle avait évoqué sa « conversion » religieuse. Pour en savoir plus, il faut visionner un entretien discrètement accordé en 1994 par Mme Dufoix à une société de production vidéo du canton de Neuchâtel (Suisse), qui vend cette cassette en même temps qu'elle offre le Nouveau Testament. Disponible dans des librairies spécialisées, ce document circule dans les milieux chrétiens charismatiques ou pentecôtistes.

Une heure durant, à la manière d'une télévangéliseuse américaine, Mme Dufoix égrène la liste, n'ont pas manqué. Ce fut la mise en cause de son « honnêteté » dans un dossier pénal de financement politique, à partir de 1991, qui sera clos en 1998 par une série de non-lieux et de prescriptions. Ce fut le scandale provoqué par l'arrivée du terroriste palestinien Georges Habaché en janvier 1992, pour être hospitalisé en France sur son intervention de présidente de la Croix-Rouge. L'émoi conduisit Georgina Dufoix à quitter ses fonctions à l'Elysée — elle n'avait pas averti François Mitterrand — et à la tête de l'organisation humanitaire. Ce fut encore, en septembre 1991, le cancer généralisé de son mari, Antoine, déclaré « perdu » par la médecine, mais totalement guéri grâce à « l'intervention de Christ ». A l'adresse des

épreuves traversées, dont Mme Dufoix égère la liste, n'ont pas manqué. Ce fut la mise en cause de son « honnêteté » dans un dossier pénal de financement politique, à partir de 1991, qui sera clos en 1998 par une série de non-lieux et de prescriptions. Ce fut le scandale provoqué par l'arrivée du terroriste palestinien Georges Habaché en janvier 1992, pour être hospitalisé en France sur son intervention de présidente de la Croix-Rouge. L'émoi conduisit Georgina Dufoix à quitter ses fonctions à l'Elysée — elle n'avait pas averti François Mitterrand — et à la tête de l'organisation humanitaire. Ce fut encore, en septembre 1991, le cancer généralisé de son mari, Antoine, déclaré « perdu » par la médecine, mais totalement guéri grâce à « l'intervention de Christ ». A l'adresse des

**En mon âme et conscience, au plus profond de moi-même et devant le Seigneur, je n'ai pas de sentiment de culpabilité**

médecins, elle ajoute : « L'homme soigne, et Dieu guérit. »

Ce fut enfin, bien sûr, l'affaire du sang contaminé. L'ex-ministre de la solidarité « assuma pleinement » la phrase la plus célèbre qu'elle ait jamais prononcée, le 4 juin 1991 sur TF1 : « En tant que responsable, à cette période, de la solidarité, j'ai fait partie de cette longue chaîne d'hommes et de femmes qui ont sous-estimé ce risque [celui de la contamination des hématophiles par des produits sanguins]. Pour autant, je ne me sens pas coupable. » Dans sa vidéo de 1994, Mme Dufoix éclaire le propos d'un jour singulier. « En mon âme et conscience, au plus profond de moi-même et devant le Seigneur, je n'ai pas de sentiment de culpabilité », dit-elle, en mettant en avant l'incertitude des connaissances de l'époque. D'une formule prétant à l'exaspération, elle ajoute : « La responsabilité, elle est collective, elle est ma dignité d'homme. »

Ainsi para Georgina Dufoix, au terme d'un parcours atypique, si différent de ceux qui, comme Laurent Fabius ou Edmond Hervé, se sont bâti de solides légitimités électorales. Née en 1943, dans une famille de la haute société protestante nîmoise, elle fait ses classes de militante socialiste dans le Gard. En 1967, elle soutient la candidature aux législatives d'un ami intime de François Mitterrand, Georges Dayan, parachuté dans le département.

L'affection de la famille Dayan vaut à la jeune mitterrandiste d'être catapultée en 1981 — à la surprise générale — dans le premier gouvernement de gauche. Elle reçoit le secrétariat d'Etat à la famille. Elle travaille d'arrache-pied, pour maîtriser les dossiers et comprendre les rouages de l'appareil d'Etat. Elle a des intuitions assez lumineuses, comme le lancement des « étés-juniors » ou le soutien apporté à la « marche des Beurs » dès son lancement en mars 1983, alors qu'elle a hérité du dossier de l'immigration.

La conversion de Georgina Dufoix doit être remplacée dans son contexte. Août 1988 : elle vient de quitter un poste de ministre délégué, chargé de la famille, des droits de la femme, de la solidarité et des rapatriés (mai-juin 1988), après avoir été sévement battue aux élections législatives de Nîmes. Elle va bientôt porter la triple casquette de chargée de mission auprès de François Mitterrand à l'Elysée (1988-1992), de présidente de la Croix-Rouge française (1989-1992) et de déléguée générale à la lutte contre la drogue (1989-1993). L'époque, surtout, ouvre une série de « tempêtes » qui, croit-elle, lui ont été envoyées « par les circonstances de la vie, et par le Seigneur aussi ».

Sur l'ascension est fugitive. En 1984, le gouvernement Fabius lui confie le ministère des affaires sociales et de la solidarité, qui coiffe trois secrétariats d'Etat et couvre une large palette de secteurs (action sociale, santé, Sécurité sociale, personnes âgées, rapatriés). La charge s'alourdit encore quand Mme Dufoix est nommée, en décembre, porte-parole du gouvernement. Invitée d'Europe 1, un soir de septembre 1985, elle apprend en cours d'émission que M. Fabius s'exprime peu après, au journal télévisé, sur l'affaire Greenpeace. Ayant démenti l'implication des autorités françaises dans le sabotage du navire, elle est ridiculisée, une heure plus tard, quand M. Fabius avoue le contraire.

Qui trop embrasse mal treint ?

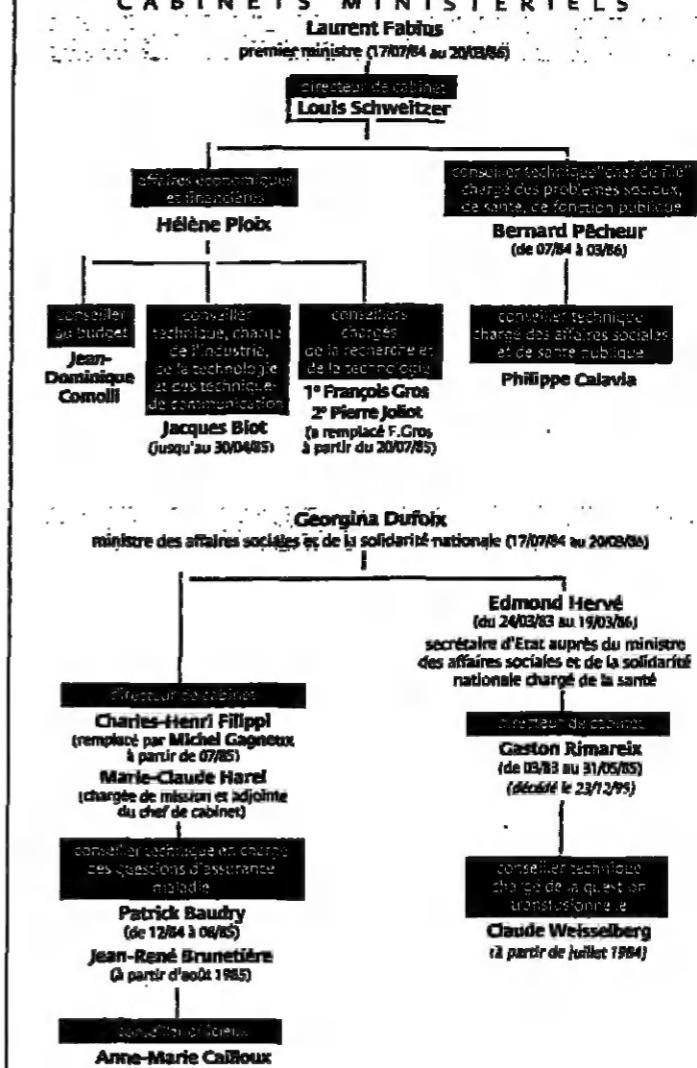
De manière intempestive, la ministre annonce la découverte d'un remède « miracle » du sida, la cidoxoprine, dont les patients déclinent peu après. Convaincue des vertus de l'homéopathie, elle lance en décembre 1985 une éphémère Fondation de recherche sur les thérapeutiques alternatives, afin d'évaluer les mérites éventuels des médecines « naturelles ».

Parallèlement, elle consulte régulièrement quelques « gourous de l'image », comme on appelle à son cabinet ces experts des relations publiques qui, hors des programmes officiels, tentent de lui donner une statut de femme d'Etat. Aux législatives de 1986, les affiches de sa campagne sont imaginées par Jacques Séguéla. La photo de la candidate, perchée sur un cheval blanc courant la Camargue, est barrée par un slogan triomphant : « Le cœur battra toujours à gauche ». Elue députée du Gard, mais défaite aux élections suivantes de juin 1988, Georgina Dufoix déserte alors brusquement la vie politique locale, cinq ans avant son retrait de la scène nationale. Laissant en déséquilibre les nombreuses associations dont elle avait exercé la présidence, comme « Le soleil brille même au-dessus des nuages », créée à Nîmes un beau matin d'octobre 1986, afin de « rêver l'impossible pour réaliser tout le possible ».

Erich Inciany

## SANTÉ PUBLIQUE

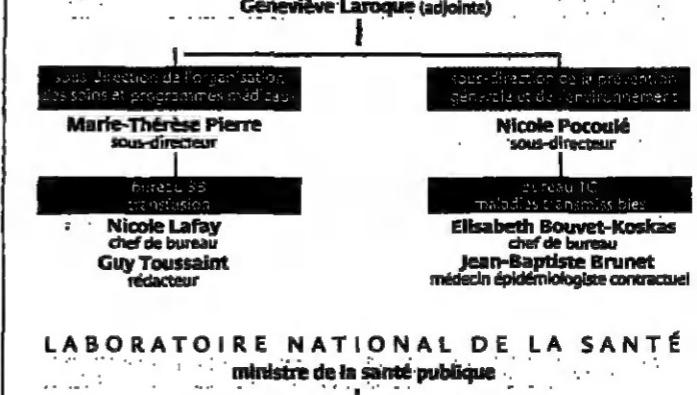
### CABINETS MINISTÉRIELS



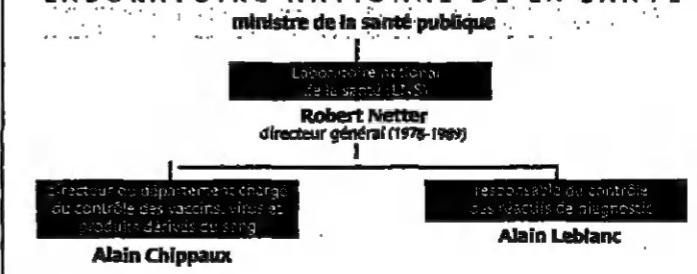
### Georgina Dufoix

ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale (17/07/94 au 20/03/96)

### DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ

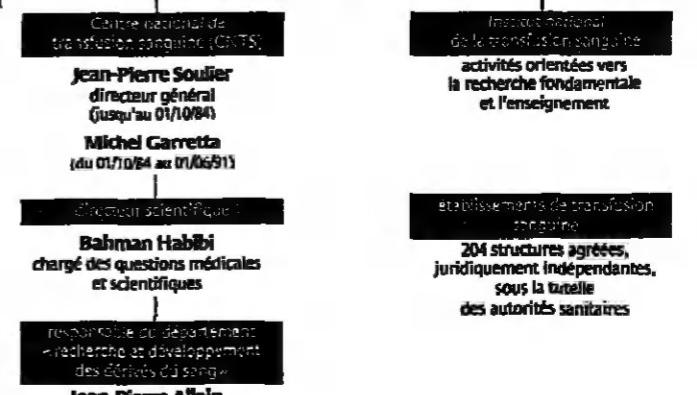
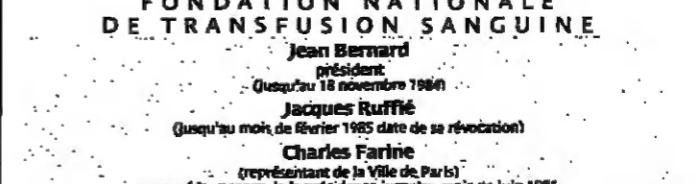


### LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTÉ

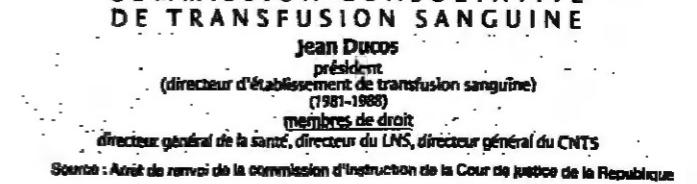


## TRANSFUSION

### FONDATION NATIONALE DE TRANSFUSION SANGUINE



### COMMISSION CONSULTATIVE DE TRANSFUSION SANGUINE



Source : Arrêté du ministre de la santé, directeur du LNS, directeur général du CNTS

## LEXIQUE



**DÉPISTAGE**  
Recherche chez un donneur de sang des différents stigmates biologiques témoignant de la présence d'une infection virale ou bactérienne et parasitaire pouvant être transmise par le sang (sida, hépatite B, syphilis, paludisme, etc.).

**POOLAGE**  
Action qui consiste à réunir en un seul lot le plasma provenant des dons de sang effectués par plusieurs milliers de personnes.

**CHAUFFAGE**  
Procédé technique visant, grâce à la chaleur, à inactiver de possibles agents infectieux présents dans les dérivés du plasma (protéines coagulantes).

**FRACTIONNEMENT**  
Procédé industriel de séparation des différents constituants du plasma (albumine, immunoglobulines, protéines coagulantes).

**FACTEURS VIII ET IX**  
Médicaments coagulants obtenus à partir du fractionnement plasmatique destinés à la prévention et au traitement des accidents hémorragiques dont peuvent être victimes les personnes hémophiles.

**HÉMOPHILE**  
Maladie d'origine génétique transmise par les femmes et qui ne touche que les hommes. La mutation génétique se situe sur un chromosome sexuel et la maladie, due à une anomalie de la coagulation sanguine, se caractérise par des hémorragies graves.



**L'implication personnelle du premier ministre dans la gestion du dossier des tests de dépistage va bien au-delà de ce qu'il reconnaît.** « Laurent Fabius ne s'est pas comporté comme une autorité supérieure investie du pouvoir d'arbitrage » tranchant les différends qui existent entre les ministères. « Il a procédé par voie d'évocation en imposant d'emblée une ligne de conduite gouvernementale dictée par les seuls impératifs industriels de Diagnostics Pasteur. » En faisant obstacle à l'annonce du dépistage par Edmond Hervé, le 22 mai 1983, au congrès d'hématologie de Bordeaux, il n'a pas donné la bonne orientation. Il a attendu un mois pour prononcer son « annonce choc » à l'Assemblée nationale, le 19 juin. Il faudra un mois de plus encore pour qu'elle entre dans les faits.

Ainsi, « soutenir que la décision de dépister est intervenue avec célérité n'est pas conforme à la vérité ». « Un chef du gouvernement qui s'est dit déterminé à agir contre le risque de propagation de ce qu'il qualifie de fléau, qui énonce que le dépistage des donneurs de sang permettra d'éviter que plusieurs centaines de personnes, chaque année, puissent développer le sida », ne peut prétendre faire preuve de diligence en tolérant que la contamination des receveurs se prolonge encore pendant plusieurs semaines au seul motif que le fabricant français de tests n'est pas opérationnel ». Enfin, si Laurent Fabius n'est pas intervenu personnellement dans le dossier concernant le chauffage des produits sanguins, en revanche, il « partage la responsabilité de ses ministres » sur la question du rappel des transfusés.



**Georgina Dufoix doit être tenue pour responsable des arrêtés relevant de sa compétence**, notamment celui du 23 juillet 1985 relatif au tarif de cession des produits sanguins qui n'intéressait pas la distribution des produits non chauffés potentiellement contaminés par le virus du sida. Il lui aurait été possible, en informant des possibilités d'importations de produits sanguins chauffés, d'éviter de laisser perdurer un arrêté qui autorisait et officialisait (...) la contamination des hémophiles ». « L'inaction de Georgina Dufoix dans ce domaine de santé publique et alors que ses services ont participé à la prépa-

ration de ce texte, dont le contenu comporte à l'évidence des effets néfastes pour la santé publique, est susceptible de caractériser un comportement de négligence fautif ». Concernant les retards dans la mise en œuvre du dépistage, Georgina Dufoix n'a donné aucune directive à Edmond Hervé et a même porté entrave à son action lorsque celui-ci a perçu, tardivement il est vrai, l'urgence à mettre en œuvre le dépistage ». Enfin, elle partage avec son secrétaire d'Etat la responsabilité de n'avoir pas rappelé ultérieurement les transfusés qui ont été contaminés.

Pendant plus d'un an, le secrétaire d'Etat à la santé n'a pas tiré les conséquences de l'inapplication de ses directives en matière de prévention du sida (la circulaire du 20 juin 1983 préconisant la sélection des donneurs de sang et l'exclusion des catégories « à risques »). En ne prenant pas des dispositions pour que soit rigoureusement assurée cette sélection, en n'intervenant pas pour interdire les prélèvements carcéraux ou de rue, à tout le moins à compter du mois d'août 1985, une date à laquelle cette mesure s'imposait de manière incontournable, alors qu'il en avait les moyens juridiques, le secrétaire d'Etat à la santé a fait preuve de négligence. Cette négligence, fatale à beaucoup de personnes contaminées, doit lui être imputée. »

« La responsabilité d'Edmond Hervé apparaît en outre engagée en raison de son comportement étrangement apathique dans le processus qui aboutit à l'instauration du dépistage systématique. » « Il peut lui être fait

grief (...) d'être intervenu, par le truchement de son conseiller Claude Weisberg, dans le processus visant à retarder l'enregistrement du test Abbott pour favoriser Pasteur ». De plus, « le comportement du secrétaire d'Etat lors de la préparation de l'arrêté du 23 juillet 1985 relatif à la cession des produits sanguins, ainsi que son inaction totale après la publication d'un texte qui portait en lui-même des effets néfastes pour la santé publique, sont susceptibles de caractériser des fautes d'imprudence et de négligence en relation avec la contamination par l'administration des produits non chauffés, survenue postérieurement au 10 mai 1985 et jusqu'à la circulaire du 2 octobre 1985 ordonnant le retrait desdits produits ». Enfin, « en s'abstenant de toute initiative visant à rendre obligatoires (des) enquêtes transfusionnelles, Edmond Hervé porte la responsabilité d'une partie de ces contaminations indirectes qui auraient pu facilement être évitées (...). Il partage cette responsabilité avec Georgina Dufoix ».

## Suite de la page III

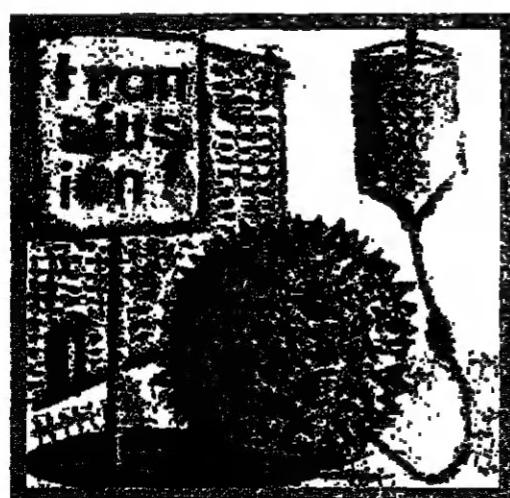
Le 14 toujours, Edmond Hervé écrit à Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales, pour lui faire part de son accord avec les conclusions du rapport du docteur Habibi, au CNTS, qui appelle lui aussi au dépistage. Mais son opinion tient-elle véritablement de considérations sanitaires : « Je crains le développement d'une campagne de presse et l'expression négative à notre endroit de l'opinion, dit-il à sa ministre de tutelle. Il faudra alors céder. Mieux vaut saisir le bénéfice d'une décision sereine et rapide. »

A Matignon, François Gros suggère alors à Laurent Fabius, dans une note datée du 14 juin, de faire une « annonce choc » dans « assez brefs détails ». Le premier ministre saisit une question posée au gouvernement par le député (PS) et professeur de médecine Louis Lareng et annonce le dépistage obligatoire le 19 juin à l'Assemblée nationale. « Nous avons pris cette décision en conscience. » Le lendemain, le test Pasteur est enregistré par le Laboratoire national de la santé.

Si la déclaration de Laurent Fabius met officiellement un terme aux hésitations des responsables de la santé, des questions demeurent. La généralisation doit intervenir « rapidement ». Mais quand ? Elle représentera un coût « environ 200 millions de francs ». Sur quel budget ? Et quid des mesures d'accompagnement qui préconisent les spécialistes, comme le docteur Brunet ? Ceux-ci attendent, en vain, l'attention sur la nécessité de mettre en place, entre autres, des centres de dépistage anonymes et gratuits qui éviteront que les banques de sang soient assaillies, comme ce fut le cas en février aux Etats-Unis, par des donneurs « à risque » qu'elles voulaient précisément écarter. Mais par la volonté de connaître leur éventuelle séropositivité, ces donneurs ne risquent-ils pas de précipiter la contamination des lots sanguins du fait, d'une part, du relativement grand nombre de faux négatifs que les tests à cette époque ne représentent pas et, d'autre part, de la « fenêtre de séroconversion », laps de temps pendant lequel le virus est présent mais indétectable (les centres de dépistage ne seront ouverts qu'en 1987) ?

Ce sont trois semaines de palabres interministérielles. Quelques transfuseurs, tel le docteur Habibi, du CNTS, écrivent directement au premier ministre pour s'inquiéter, eux aussi, du financement de la mesure. Et la date du 1<sup>er</sup> août est finalement renouvelée. Mis en place en mars aux Etats-Unis, en mai aux Pays-Bas et Norvège, en juillet en Autriche et en Italie, le dépistage le sera en août – comme en France – en Belgique et au Luxembourg, en octobre en Grande-Bretagne et en Allemagne, en novembre au Canada, en janvier 1986 au Danemark et en Finlande, en mai en Suisse et en février 1987 en Espagne.

Le 24 juillet, Georgina Dufoix annonce donc la nouvelle à l'hôpital parisien de la Salpêtrière, où elle vient donner son sang devant les caméras. Deux arrêtés ont été pris : l'un concerne le dépistage, l'autre l'abandon, au 1<sup>er</sup> octobre, du remboursement des produits antihémophiliques non chauffés...



## Responsables mais...

## F

ACE au malheur et à l'émotion, contrairement à un juge, l'opinion publique n'instruit pas. Elle exécute. En cette année 1992, des journaux ont publié la photo de Michel Garretta encadrée de noir dans un simulacre d'avis de recherche du Far West. Personnage mythique, le directeur général du CNTS est devenu le responsable des certitudes médicales parfois trop rapides ». Inculpé en septembre, le professeur Roux, par ailleurs ancien député de l'Hérault et membre du comité central du Parti communiste, a diffusé un communiqué estimant que sa mise en cause « était destinée à couvrir les ministres ». Les députés, eux, sont restés partagés entre la conviction qu'il leur appartenait de se saisir du débat et la crainte d'aggraver le discrédit dont ils souffraient en donnant l'impression de vouloir utiliser la douleur et l'indignation des victimes. Erreur ? Faute ? Négligence coupable ? Georgina Dufoix eut cette formule désormais proverbiale : « Responsable, mais pas coupable. »

Appelé à témoigner à la barre, Michel Lucas a fait part de son rapport, qui a révélé l'existence de la réunion interministérielle du 9 mai 1985 au cours de laquelle il a été décidé « de retenir encore quelque temps » le dossier Abbott. Mais la défense de Michel Garretta a fait valoir que ce travail avait escamoté les conclusions de précédents enquêteurs de l'IGAS qui dénonçaient les « atteintes » des pouvoirs publics en 1985. Le patron de l'IGAS s'est contenté, lui, d'évoquer « une synchronisation insuffisante entre le processus scientifique et le processus administratif et financier ». Cependant, dit-il, « je crois qu'il y a dans ces pages matière à mettre en cause plusieurs responsables politiques ».

Mais qui a alors rappelé à Michel Lucas qu'il co-présidait le comité Santé-Justice au côté de Myriam Ezratty, la directrice de l'administration pénitentiaire, lorsque celle-ci signa sa circulaire de janvier 1994 encourageant les collectes de sang en prison ? Deux mois avant l'ouverture du procès, *Le Monde* a révélé que la forte proportion de personnes infectées en France par le virus du sida à la suite d'une transfusion s'expliquait, en grande partie, par ce type de collectes. Interrogée dans ces colonnes en avril, Myriam Ezratty s'est dite « horrifiée d'avoir pu, inconsciemment, contribuer à propager cette contamination ». Responsable, mais pas coupable ?

Paru en novembre, le rapport conjoint de l'IGAS et de l'Inspection générale des services judiciaires, commandé à la suite de l'enquête du *Monde*, ne relèvera à l'encontre de l'ancienne directrice de l'administration pénitentiaire qu'une « défaillance secondaire par rapport à celle dont la direction générale de la santé est responsable ».

## LE PARQUET GÉNÉRAL

**■ En tant que premier ministre, Laurent Fabius « intègre l'ensemble des responsabilités de tous les ministres de son gouvernement dont il dirige l'action ». Cependant, « [il] a exprimé le sentiment d'avoir agi pour ce qui le concernait, comme il le devait, aussi vite, possible et après avoir pris, en conscience, la mesure qui s'est imposée à lui alors que les spécialistes étaient divisés. Ainsi doit-il être donné (...)». Le gouvernement a tranché le problème (...) dans des délais conformes».**

**Plus généralement : « Si un ensemble de défaillances peut traduire une responsabilité de l'Etat dans ses structures, il ne permet pas de caractériser une responsabilité pénale des ministres qui n'avaient ni les éléments précis, clairs et concordants d'identification d'un risque, ni les propositions techniques certaines et précises pour le conjurer (...). Enfin, « l'affirmation absolue que le dépistage aurait apporté la sécurité transfusionnelle, et que donc les contaminations constatées auraient été écartées, n'est pas possible ».**

**■ L'éventuelle responsabilité de Georgina Dufoix ne peut « naître que de ses attributions propres, c'est-à-dire les incidences financières des décisions touchant à la santé publique (...). Or, « les souvenirs apparemment fragmentaires et sélectifs de Mme Dufoix semblent pour le moins traduire une faible implication personnelle dans le dossier (...) ». Comme dans le cas de M. Hervé, c'est « la large, trop large autonomie des membres de son cabinet », qui « ne paraît pas avoir été à la mesure de l'enjeu politique et sanitaire de dimension nationale qui était en cause ni des drames humains que rythmaient chaque jour maladie et morts d'hémophiles et de transfusés ». De plus, aucun document ne vient à l'appui des déclarations de l'ancien directeur général de la santé, Jacques Roux, selon lequel il y aurait eu avec les affaires sociales trois mois de tergiversations sur le financement du chauffage des produits sanguins.**

**■ « A aucun moment dans le processus qui aboutira au test de dépistage (...), Edmond Hervé n'a pris l'initiative [notamment] pour faire prévaloir la notion de santé publique (...). Cependant, « le silence persistant des collaborateurs immédiats (...) tout autant que le silence des représentants institutionnels du corps médical et de l'Académie de médecine ne pouvaient que contribuer à sous-estimer l'amplitude du péril ». Cet ensemble de défaillances peut traduire, certes, une responsabilité pénale des ministres, qui n'avaient ni les éléments précis, clairs et concordants d'identification d'un risque ni les propositions techniques certaines et précises pour le conjurer, sans créer un risque d'une autre nature. » « Quel que soit l'agissement provoqué à posteriori par le comportement étrangement stupide de M. Hervé, il paraît difficile de donner une qualification pénale à un aveuglement que l'entourage aurait dû lui éviter. »**

Ce rapport démontre, cependant, qu'en termes d'impact les collectes dans les rues de Paris et dans les prisons sont « responsables d'environ 40 % de l'ensemble des contaminations ». Les seules collectes dans les prisons, qui représentent 0,37 % de l'ensemble des dons, sont à l'origine du quart des contaminations...

En quête de responsables, le dossier du sang s'étale dans les journaux, suggère les questions : « Où sont les ministres ? », 2-1-ont entendu dans le prétoire, en début du procès. Ils sont là, vendredi 24 juillet 1992. A témoigner sous les rumeurs, les huées et les sifflets en ce qui concerne Edmond Hervé et Georgina Dufoix, qui

assure, « sous serment », que la décision du dépistage « n'a pas été liée à l'argent ». « Nous sommes allés très vite », dit Edmond Hervé. « J'ai pris une décision avec une intuition très forte, une décision contre ce que beaucoup recommandaient », rapporte Laurent Fabius, qui s'incline devant les victimes. Aux portes du palais, Act Us manifeste : « Sida, les politiques savent ! Ils ont assassiné ! » « Assassins », dira aussi Jean-Marie Le Pen.

Le mouvement est lancé. « Les ministres doivent comparaitre devant la Haute Cour », clame M. Max Leguay, partie civile. Ce n'est pas une affaire correctionnelle, c'est une affaire d'Etat ! »

bâtie sur des articles de la Constitution, dit-il, « boutés, bâtarde et mal fichus ».

Que justice passe. Sous quel chef d'accusation ? La droite sénatoriale suggère, pèle-mêle : « non assistance à personne en danger, homicides et blessures involontaires, tromperie sur les qualités substantielles d'un produit ». Et pour qui ? En novembre, la commission sénatoriale ne veut pas renvoyer Laurent Fabius. « Il n'apparaît pas que des retards [dans la mise en place du dépistage] puissent [lui] être imputés ». Finalement, après blocage du dossier à l'Assemblée par les socialistes, Laurent Fabius, lui-même, demande à être renvoyé devant la Haute Cour pour « omission de porter secours » : « Je viens vous demander de m'accuser de fautes que je n'ai pas commises. »

La justice, toutazut, suivra son cours. Partis avec des témoins si inacceptables face à l'urgence de la maladie que la France sera condamnée, en avril 1994, par la Cour européenne des droits de l'homme. Administratives, les juridictions estimèrent, en avril 1993 via le Conseil d'Etat, que l'administration a été responsable d'une « faute lourde » entre le 22 novembre 1984 et le 20 octobre 1985. Elles bousculeront aussi leurs jurisprudences pour établir la « responsabilité sans faute » de certains hôpitaux. Pénales, elles confirmeront, en appel, la condamnation des docteurs Garretta et Allain, du professeur Roux. Puis l'autorité judiciaire permettra, à la suite d'une décision controversée de la Cour de cassation de juin 1994, la réouverture du dossier sur le fondement de l'empoisonnement.

A la télévision, le 9 novembre, François Mitterrand explique. Certes, le « drame (...) découle, entre autres, d'une erreur d'appréciation de la collectivité médicale et de sa lenteur de décision ». Certes, « la campagne politique » qui gronde est « éhontée, immorale, quasi hysterique ». Mais il faut que justice passe. Et, dans le cadre de la Constitution, celle-ci, lorsqu'elle concerne des ministres pour des faits commis dans l'exercice de leurs fonctions, passe par cette institution poussiéreuse, jadis réservée aux cas de haute trahison,

L'enquête entre les mains de la juge Marie-Odile Bertella-Geffroy, les dirigeants du CNTS et les hauts fonctionnaires seront alors à nouveau mis en examen, en dépit du sacro-saint principe de l'autorité de la chose jugée. Puis, à leur tour, des conseillers ministériels - Claude Weisselberg, François Gros -, des directeurs de cabinet - Gaston Rimareix, Charles-Henri Filippi, Louis Schweitzer -, des médecins prescripteurs, des

## LE SANG CONTAMINÉ

### LA DÉFENSE

**■ Compte tenu de la définition de ses missions et des moyens mis à sa disposition par la Constitution, le premier ministre « s'est révélé agir de façon plus que normalement diligente », notamment à un moment où les connaissances scientifiques demeuraient « incertaines et contradictoires » et où le problème du sida était « sous-évalué ». Ainsi, « sa responsabilité pénale ne peut être relevée pour les délits d'imprudence ». En outre, « le premier ministre dispose d'un pouvoir d'arbitrage, mais il ne peut se substituer aux ministres qui ont choisi leur domaine de compétence ».**

**Laurent Fabius n'a pas eu connaissance du compte-rendu de la réunion interministérielle du 9 mai 1985, présidée par son conseiller François Gros, où il a été demandé que le test Abbott « soit encore retenu quelque temps ». Il n'a pas non plus eu connaissance de la volonté d'Edmond Hervé d'annoncer le dépistage lors de l'ouverture du congrès d'hématologie à Bordeaux le 22 mai 1985.**

**■ Mme Dufoix conteste le bien-fondé des griefs qui lui sont faits. Elle soutient avoir fait en sorte que la date d'entrée en vigueur du dépistage soit fixée au 1<sup>er</sup> août 1985, soit deux mois avant la date initialement prévue. Elle nie toute intervention visant à freiner l'enregistrement du test américain afin de permettre à l'industriel français Diagnostics Pasteur de ratrapper son retard. Elle affirme avoir tout ignoré de la réunion interministérielle du 9 mai 1985 au cours de laquelle son conseiller déclare que « le ministère des affaires sociales et de la solidarité nationale est opposé à la prise en charge du test par l'assurance-maladie en raison de l'importance des sommes en cause ». Elle regrette que le corps médical, les journalistes, l'Association française des hémophiles « n'aient pas attiré l'attention du gouvernement sur les dangers qui se faisaient sentir » et que les députés, n'aient « jamais essayé d'attirer l'attention du gouvernement sur le problème ».**

**■ M. Hervé insiste sur les incertitudes et « l'environnement de l'époque ». « Ni lui ni ses conseillers ne sont intervenus dans le processus d'enregistrement des tests », il n'a jamais « cédé à des démarches de Diagnostics Pasteur et celles-ci n'ont eu aucun effet dans la mise en place du dépistage ». Il fait valoir qu'il n'est pas établi que les tests et notamment le test Abbott étaient, à l'époque, disponibles en quantité suffisante, ni qu'ils étaient totalement fiables ; que personne ne lui a jamais proposé de mettre un terme aux collectes dans les lieux à risque, tels que les prisons. Il souhaite annoncer le dépistage systématique lors du congrès d'hématologie de Bordeaux, le 22 mai 1985. Mais il indique que, depuis la réunion interministérielle du 9 mai 1985, le centre de décision opérationnel était à Matignon.**

**En ce qui concerne les produits antihémophiliques, il n'a jamais été saisi par quiconque à ce sujet. Selon lui, l'efficacité du chauffage pour inactiver le virus était incertaine.**

## CHRONOLOGIE

**■ 1988**  
La justice accepte d'instruire les premières plaintes d'hémophiles après une période d'atermoisements et la publication par *L'Express*, début décembre 1987, d'une enquête consacrée à la tragédie des hémophiles séropositifs.

**■ 1993**  
En avril, le Conseil d'Etat condamne l'Etat pour faute lourde en élargissant la période de responsabilité pour les contaminations du 22 novembre 1984 au 20 octobre 1985.

**■ 1994**  
Le 20 janvier, les premières plaintes pour « empoisonnement » contre les ministres sont déposées devant la nouvelle Cour de Justice de la République. Une seconde plainte scientifique de Laurent Fabius, au cours de laquelle il a été décidé de « retenir encore quelque temps » le dossier des tests de dépistage Abbott. En octobre, la juge Sabine Fouzon incube Michel Garretta et Jean-Pierre Allain, ancien chef du département recherche du CNTS, pour ne pas avoir retiré du marché ou fait détruire des produits « corrompus ou toxiques au cours des années 1984 et 1985 ».

**■ 1992**  
En avril, *Le Monde* révèle l'impact qu'ont eu les collectes de sang en prison et celles de rue dans la contamination des produits sanguins. Un rapport est commandé à l'IGAS qui le rend public en novembre : 40 % des contaminations de 1985 sont liées à ces collectes. En octobre, le docteur Garretta est condamné pour « tromperie sur la qualité substantielle d'un produit » à quatre ans d'emprisonnement ferme et 500 000 francs d'amende (76 224 euros) ; Jean-Pierre Allain à quatre ans dont deux avec sursis ; le professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, à quatre ans d'emprisonnement avec sursis pour « non-assistance à personnes en danger ». Le 20 décembre, à la demande du RPR puis de l'UDF, le

**■ 1997**  
Le 11 mars, le procureur général près la Cour de cassation, Jean-François Burgevin, requiert un non-lieu en faveur des trois anciens ministres. Il estime que la responsabilité politique ne relève pas du droit pénal. La commission d'instruction décide cependant de poursuivre son instruction.

**■ 1998**  
Le 11 juin, le procureur général Burgevin maintient ses réquisitions de non-lieu. Le 17 juillet, la commission d'instruction décide de renvoyer Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé devant la formation de jugement de la Cour de justice. En septembre, de nouvelles plaintes sont déposées pour « non-dénonciation de crimes » et « non-assistance à personnes en péril », visant notamment l'ancienne directrice de l'administration pénitentiaire, Myriam Ezraty.

Jean-Michel Dumay

## JUSTICE

LA COUR DE JUSTICE  
DE LA RÉPUBLIQUE

**■ CRÉATION**  
Instaurée à la place de la Haute Cour par une loi du 27 juillet 1995, la Cour de justice de la République (CJR) est chargée d'instruire et de juger tout membre de gouvernement soupçonné d'avoir commis un crime ou un délit dans l'exercice de ses fonctions. Elle est composée de douze parlementaires élus par leurs pairs (six députés, six sénateurs) et de trois magistrats du siège à la Cour de cassation, dont l'un préside la CJR.

**■ ORGANISATION**  
Elle peut être saisie soit par le procureur général près la Cour de cassation, soit par toute personne déposant plainte. Une commission des requêtes - composée de conseillers à la Cour de cassation, au Conseil d'Etat et à la Cour des comptes - examine le dossier afin de décider s'il y a lieu, ou non, de saisir la CJR. Si oui, une commission d'instruction (trois conseillers à la Cour de cassation) « procède à tous les actes qu'elle juge utiles à la manifestation de la vérité ».

**■ VICTIMES**  
Dans cette procédure, les plaignants ne peuvent pas se constituer partie civile. Quand la commission d'instruction a clos son dossier, le procureur général près la Cour de cassation prend ses réquisitions. La commission d'instruction décide ensuite s'il convient, ou non, de renvoyer le ministre devant la CJR.

**■ LES PEINES ENCOURUES**  
Les homicides involontaires et les atteintes involontaires à l'intégrité physique, pour lesquels Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé sont poursuivis, peuvent valoir à leurs auteurs la peine maximale de trois années d'emprisonnement et de 300 000 francs (45 735 euros) d'amende.

**■ LES VOIES DE RECOURS**  
La seule voie de recours est un pourvoi devant la Cour de cassation.

« La Cour de justice de la République s'apprête à juger en grande pompe trois anciens ministres. Peut-on y voir une énième tentative d'une prise de pouvoir des juges ?

On se trompe si l'on croit que les juges prennent le pouvoir : c'est notre représentation d'une action bonne et juste qui a évolué. Sans nous en rendre compte, nous assistons depuis des années à un déplacement tellurique du centre de gravité du droit pénal qui est passé de la figure du criminel à celle de la victime. A l'époque des Sarre et des Foucault, « qui fascinait, c'était le face-à-face de l'accusé avec la loi. Désormais, le principe actif du droit, c'est la victime innocente qui a subi un préjudice irréparable. C'est un élément majeur : la catastrophe ou le crime n'affectent pas seulement l'« avoir » des victimes, qui peut être réparé, mais leur « être » même. C'est leur existence qui est déniée.

Quelles sont les principales raisons qui expliquent l'émergence de cette nouvelle donne où l'on voit la victime consacrée comme une figure majeure de la société ?

Il faut remonter assez loin. Premièrement, il y a un enchaînement entre le traumatisme de la Shoah et le crime contre l'humanité qui casse symboliquement le siècle en deux. Le génocide montre qu'il est possible d'aller au-delà de la mort et de l'anéantissement : je veux parler du registre jusqu'à-là inconnu de la déshumanisation. L'idée que le pouvoir peut devenir criminel s'installe et se vérifie au fil des grandes affaires dont on parle : le sang contaminé, le procès de Maurice Papon, la corruption, la pédophilie. Bref, celui-là même qui doit soigner inocule le poison, celui qui doit protéger les faibles et les populations civiles les déporte, celui qui doit sauvegarder le bien public le détourne et celui qui doit protéger sa descendance la souille. La sacrilité a changé de camp : elle n'est plus dans la souveraineté et pas davantage dans le pouvoir, elle est dans la plainte. Le pouvoir devient suspect en raison de son possible détournement, qu'il s'agisse du pouvoir parental, du pouvoir politique, du pouvoir médical ou du pouvoir administratif. La justice va être le lieu élu par les victimes pour apurer ce conflit.

Deuxièmement, il y a l'affondrement des représentations républicaines. Tout d'un coup, la politique n'a plus le même sens. La société française en prend acte, mais les politiques sont les dernières à s'en rendre compte. Ils vivent cette mutation dans un réflexe de souveraineté outragée, de majesté malheureuse qui se retourne régulièrement contre eux.

Cela touche au plus profond les structures anthropologiques et politiques de la France. La coutume veut que la France soit un pays qui "marche bien" quand il a des bons chefs. A la question : "Qu'est-ce que la République vertueuse ? ", on finit toujours par vous répondre : "C'est quand il y a un pouvoir fort. Napoléon ou de Gaulle." Ce rapport à la hiérarchie est typiquement français. Brusquement, il s'inverse.

Troisième et dernier élément : l'entrée dans une phase d'individualisme peureux. Pour un pays qui vit en temps de paix, qui a atteint un certain degré de bien-être et d'entraînement, la question de la sécurité personnelle devient majeure. Dans le code pénal de 1991, quelles sont les grandes innovations ? Le harcèlement sexuel, les circonstances aggravantes de la violence domestique, la contamination. C'est une ambiance sécuritaire du proche. La méfiance à l'égard du très proche : méfiez-vous de votre mari qui peut vous battre, méfiez-vous de votre patron qui peut vous harceler, méfiez-vous de votre partenaire qui peut vous passer le sida...

La société aurait-elle au-

jourd'hui choisi de demander des comptes à la politique non plus dans les urnes mais dans les enceintes judiciaires ?

De fait, on a tous les ingrédients pour conduire les citoyens à élire la juridiction judiciaire comme un moyen d'action politique. Ils ont choisi un nouveau lieu qui va permettre de contrôler le pouvoir politique. Sa fonction est de régler les conflits. C'est une forme très codifiée : elle comprend un débat contradictoire absolument transparent auquel personne ne peut se soustraire, tranché par un tiers neutre au cours d'une procédure régulière et soumise à des voies de recours. J'insiste là-dessus parce que ces qualités ne se retrouvent pas devant la Cour de justice de la République. C'est une évolution que connaissent toutes les sociétés démocratiques.

Quelles sont les principales raisons qui expliquent l'émergence de cette nouvelle donne où l'on voit la victime consacrée comme une figure majeure de la société ?

Il faut remonter assez loin. Premièrement, il y a un enchaînement entre le traumatisme de la Shoah et le crime contre l'humanité qui casse symboliquement le siècle en deux. Le génocide montre qu'il est possible d'aller au-delà de la mort et de l'anéantissement : je veux parler du registre jusqu'à-là inconnu de la déshumanisation. L'idée que le pouvoir peut devenir criminel s'installe et se vérifie au fil des grandes affaires dont on parle : le sang contaminé, le procès de Maurice Papon, la corruption, la pédophilie. Bref, celui-là même qui doit soigner inocule le poison, celui qui doit protéger les faibles et les populations civiles les déporte, celui qui doit sauvegarder le bien public le détourne et celui qui doit protéger sa descendance la souille. La sacrilité a changé de camp : elle n'est plus dans la souveraineté et pas davantage dans le pouvoir, elle est dans la plainte. Le pouvoir devient suspect en raison de son possible détournement, qu'il s'agisse du pouvoir parental, du pouvoir politique, du pouvoir médical ou du pouvoir administratif. La justice va être le lieu élu par les victimes pour apurer ce conflit.

Deuxièmement, il y a l'affondrement des représentations républicaines. Tout d'un coup, la politique n'a plus le même sens. La société française en prend acte, mais les politiques sont les dernières à s'en rendre compte. Ils vivent cette mutation dans un réflexe de souveraineté outragée, de majesté malheureuse qui se retourne régulièrement contre eux.

Cela touche au plus profond les structures anthropologiques et politiques de la France. La coutume veut que la France soit un pays qui "marche bien" quand il a des bons chefs. A la question : "Qu'est-ce que la République vertueuse ? ", on finit toujours par vous répondre : "C'est quand il y a un pouvoir fort. Napoléon ou de Gaulle." Ce rapport à la hiérarchie est typiquement français. Brusquement, il s'inverse.

Troisième et dernier élément : l'entrée dans une phase d'individualisme peureux. Pour un pays qui vit en temps de paix, qui a atteint un certain degré de bien-être et d'entraînement, la question de la sécurité personnelle devient majeure. Dans le code pénal de 1991, quelles sont les grandes innovations ? Le harcèlement sexuel, les circonstances aggravantes de la violence domestique, la contamination. C'est une ambiance sécuritaire du proche. La méfiance à l'égard du très proche : méfiez-vous de votre mari qui peut vous battre, méfiez-vous de votre patron qui peut vous harceler, méfiez-vous de votre partenaire qui peut vous passer le sida...

La société aurait-elle au-

jourd'hui choisi de demander des comptes à la politique non plus dans les urnes mais dans les enceintes judiciaires ?

De fait, on a tous les ingrédients pour conduire les citoyens à élire la juridiction judiciaire comme un moyen d'action politique. Ils ont choisi un nouveau lieu qui va permettre de contrôler le pouvoir politique. Sa fonction est de régler les conflits. C'est une forme très codifiée : elle comprend un débat contradictoire absolument transparent auquel personne ne peut se soustraire, tranché par un tiers neutre au cours d'une procédure régulière et soumise à des voies de recours. J'insiste là-dessus parce que ces qualités ne se retrouvent pas devant la Cour de justice de la République. C'est une évolution que connaissent toutes les sociétés démocratiques.

Quelles sont les principales raisons qui expliquent l'émergence de cette nouvelle donne où l'on voit la victime consacrée comme une figure majeure de la société ?

Il faut remonter assez loin. Premièrement, il y a un enchaînement entre le traumatisme de la Shoah et le crime contre l'humanité qui casse symboliquement le siècle en deux. Le génocide montre qu'il est possible d'aller au-delà de la mort et de l'anéantissement : je veux parler du registre jusqu'à-là inconnu de la déshumanisation. L'idée que le pouvoir peut devenir criminel s'installe et se vérifie au fil des grandes affaires dont on parle : le sang contaminé, le procès de Maurice Papon, la corruption, la pédophilie. Bref, celui-là même qui doit soigner inocule le poison, celui qui doit protéger les faibles et les populations civiles les déporte, celui qui doit sauvegarder le bien public le détourne et celui qui doit protéger sa descendance la souille. La sacrilité a changé de camp : elle n'est plus dans la souveraineté et pas davantage dans le pouvoir, elle est dans la plainte. Le pouvoir devient suspect en raison de son possible détournement, qu'il s'agisse du pouvoir parental, du pouvoir politique, du pouvoir médical ou du pouvoir administratif. La justice va être le lieu élu par les victimes pour apurer ce conflit.

Deuxièmement, il y a l'affondrement des représentations républicaines. Tout d'un coup, la politique n'a plus le même sens. La société française en prend acte, mais les politiques sont les dernières à s'en rendre compte. Ils vivent cette mutation dans un réflexe de souveraineté outragée, de majesté malheureuse qui se retourne régulièrement contre eux.

Cela touche au plus profond les structures anthropologiques et politiques de la France. La coutume veut que la France soit un pays qui "marche bien" quand il a des bons chefs. A la question : "Qu'est-ce que la République vertueuse ? ", on finit toujours par vous répondre : "C'est quand il y a un pouvoir fort. Napoléon ou de Gaulle." Ce rapport à la hiérarchie est typiquement français. Brusquement, il s'inverse.

Troisième et dernier élément : l'entrée dans une phase d'individualisme peureux. Pour un pays qui vit en temps de paix, qui a atteint un certain degré de bien-être et d'entraînement, la question de la sécurité personnelle devient majeure. Dans le code pénal de 1991, quelles sont les grandes innovations ? Le harcèlement sexuel, les circonstances aggravantes de la violence domestique, la contamination. C'est une ambiance sécuritaire du proche. La méfiance à l'égard du très proche : méfiez-vous de votre mari qui peut vous battre, méfiez-vous de votre patron qui peut vous harceler, méfiez-vous de votre partenaire qui peut vous passer le sida...

La société aurait-elle au-

jourd'hui choisi de demander des comptes à la politique non plus dans les urnes mais dans les enceintes judiciaires ?

De fait, on a tous les ingrédients pour conduire les citoyens à élire la juridiction judiciaire comme un moyen d'action politique. Ils ont choisi un nouveau lieu qui va permettre de contrôler le pouvoir politique. Sa fonction est de régler les conflits. C'est une forme très codifiée : elle comprend un débat contradictoire absolument transparent auquel personne ne peut se soustraire, tranché par un tiers neutre au cours d'une procédure régulière et soumise à des voies de recours. J'insiste là-dessus parce que ces qualités ne se retrouvent pas devant la Cour de justice de la République. C'est une évolution que connaissent toutes les sociétés démocratiques.

Quelles sont les principales raisons qui expliquent l'émergence de cette nouvelle donne où l'on voit la victime consacrée comme une figure majeure de la société ?

Il faut remonter assez loin. Premièrement, il y a un enchaînement entre le traumatisme de la Shoah et le crime contre l'humanité qui casse symboliquement le siècle en deux. Le génocide montre qu'il est possible d'aller au-delà de la mort et de l'anéantissement : je veux parler du registre jusqu'à-là inconnu de la déshumanisation. L'idée que le pouvoir peut devenir criminel s'installe et se vérifie au fil des grandes affaires dont on parle : le sang contaminé, le procès de Maurice Papon, la corruption, la pédophilie. Bref, celui-là même qui doit soigner inocule le poison, celui qui doit protéger les faibles et les populations civiles les déporte, celui qui doit sauvegarder le bien public le détourne et celui qui doit protéger sa descendance la souille. La sacrilité a changé de camp : elle n'est plus dans la souveraineté et pas davantage dans le pouvoir, elle est dans la plainte. Le pouvoir devient suspect en raison de son possible détournement, qu'il s'agisse du pouvoir parental, du pouvoir politique, du pouvoir médical ou du pouvoir administratif. La justice va être le lieu élu par les victimes pour apurer ce conflit.

Deuxièmement, il y a l'affondrement des représentations républicaines. Tout d'un coup, la politique n'a plus le même sens. La société française en prend acte, mais les politiques sont les dernières à s'en rendre compte. Ils vivent cette mutation dans un réflexe de souveraineté outragée, de majesté malheureuse qui se retourne régulièrement contre eux.

Cela touche au plus profond les structures anthropologiques et politiques de la France. La coutume veut que la France soit un pays qui "marche bien" quand il a des bons chefs. A la question : "Qu'est-ce que la République vertueuse ? ", on finit toujours par vous répondre : "C'est quand il y a un pouvoir fort. Napoléon ou de Gaulle." Ce rapport à la hiérarchie est typiquement français. Brusquement, il s'inverse.

Troisième et dernier élément : l'entrée dans une phase d'individualisme peureux. Pour un pays qui vit en temps de paix, qui a atteint un certain degré de bien-être et d'entraînement, la question de la sécurité personnelle devient majeure. Dans le code pénal de 1991, quelles sont les grandes innovations ? Le harcèlement sexuel, les circonstances aggravantes de la violence domestique, la contamination. C'est une ambiance sécuritaire du proche. La méfiance à l'égard du très proche : méfiez-vous de votre mari qui peut vous battre, méfiez-vous de votre patron qui peut vous harceler, méfiez-vous de votre partenaire qui peut vous passer le sida...

La société aurait-elle au-

jourd'hui choisi de demander des comptes à la politique non plus dans les urnes mais dans les enceintes judiciaires ?

» Mais aujourd'hui, on ne retrouve plus parce que les victimes et les dominés ont acquis les moyens, grâce aux médias, grâce aux juges, grâce à cette modification de nos représentations politiques, de faire appliquer des textes qui n'étaient pas destinés à l'être.

Le second implicite reposait sur le fait que la magistrature devrait jouer son rôle. On votait des lois à moindres frais parce qu'on savait que la magistrature ne constituait pas un véritable pouvoir. C'est le rapport catholique et latin à la loi pénale : on accumule les interrogations sans trop se soucier de les respecter. On vit dans la transgression. La loi est là pour être transgressée.

» Aujourd'hui, tout cela a changé. Nous vivons avec un droit pénal pléthorique et appliqué de manière absolument bénéfique. Un exemple : la qualification d'abus de biens sociaux existe depuis 1935 et on l'applique depuis 1992. L'homicide est devenu un dérivation sans trop se soucier de les respecter. On vit dans la transgression. La loi est là pour être transgressée.

» Aujourd'hui, tout cela a changé. Nous vivons avec un droit pénal pléthorique et appliqué de manière absolument bénéfique. Un exemple : la qualification d'abus de biens sociaux existe depuis 1935 et on l'applique depuis 1992. L'homicide est devenu un dérivation sans trop se soucier de les respecter. On vit dans la transgression. La loi est là pour être transgressée.

» Aujourd'hui, tout cela a changé. Nous vivons avec un droit pénal pléthorique et appliqué de manière absolument bénéfique. Un exemple : la qualification d'abus de biens sociaux existe depuis 1935 et on l'applique depuis 1992. L'homicide est devenu un dérivation sans trop se soucier de les respecter. On vit dans la transgression. La loi est là pour être transgressée.

La sacrilité a changé de camp : elle n'est plus dans la souveraineté, elle est dans la plainte

à l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, c'est-à-dire par les cultures latines, la loi, c'est l'idéal pour un monde idéal. Il faut s'y référer, tendre à l'appliquer, pas davantage.

» Les sociétés modernes demandent à présent au droit pénal non plus de réprimer ou de sanctionner, mais de signifier. Or le droit pénal est un droit très peu subtil qui renvoie les rapports sociaux

» En effet. C'est la fin du cycle : la réunification des fonctions judiciaire et parlementaire qui remonte au Moyen Age. Faire juger des parlementaires, surtout quand on voit les prises de position des uns et des autres, me semble offrir peu de garanties. Parce que nous sommes en Europe dans un processus de fédéralisation de notre droit, nous ne pouvons plus ignorer les exigences imposées par les juges de Strasbourg et de Luxembourg, notamment relatives à l'impartialité du juge. Or, l'idée d'un pouvoir neutre et indépendant est quasi étrangère à notre culture jacobine.

» Les deux grands absents de l'audience – parties civiles et opinion publique – ne vont-ils pas déplacer le centre de gravité du procès hors du prétoire ?

» Tocqueville explique que le propre de l'opinion est d'être "ailleurs". Ce qui fait une démocratie, c'est la tension entre l'institution et ce qui n'est pas elle. On assiste cependant aujourd'hui à des dérives, dues à l'émotionnalisation créée par les médias. L'image, en particulier, propose spontanément une identification aux souffrances des victimes et accélère le processus compassionnel. Moralité : on peut filmer la souffrance, on ne peut pas filmer le juste. L'image propose de s'apitoyer tour à tour sur les victimes des pédophiles et sur les prisonniers de la centrale de Clavières, sans comprendre que les seconds sont parfois les bourreaux des premiers.

» Le risque de cette démonstration d'opinion est d'être une démocratie versatile et ouverte. Nous sommes les spectateurs d'une dérive sacrificielle par laquelle la désignation d'un coupable, surtout s'il s'agit d'un puissant, devrait libérer le mal. Il relève d'un catalogue restreint d'infractions nécessairement intentionnelles. La responsabilité civile ou administrative dont l'objectif n'est plus la sanction ou la réparation.

» Ce que montre l'affaire du sang contaminé, c'est qu'entre les deux catégories de la sanction pénale et du dédommagement civil il en manque une troisième, pour juger les erreurs commises par de hautes responsables dans l'exercice de leurs fonctions. On ne peut plus les juger politiquement, car notre culture française ignore la responsabilité politique. Il faudrait imaginer un système de mise en cause, de questionnement, un système dans lequel on puisse demander des comptes des préjudices irréparables.

» Si le droit pénal s'intéresse aux méfaits commis avec l'intention délibérée de faire le mal, en quoi la qualification d'homicide involontaire, dont sont accusés les trois anciens ministres, relève-t-elle du pénal ?

» Elle ne devrait pas relever du pénal, selon moi. Il n'y a pas d'intention criminelle chez les trois anciens ministres qui seront jugés à partir du 9 février. La Cour de justice de la République n'est pas seulement confrontée à des problèmes de composition et de procédure, mais aussi au droit peu cohérent qu'elle a à appliquer. Le procès devrait se situer dans le paracivil ou le parapublic, pas dans le pénal.

» Qu'auriez-vous à proposer ?

» Je concevais bien un procès dont le but serait non pas de réparer des préjudices souvent irréparables, ni